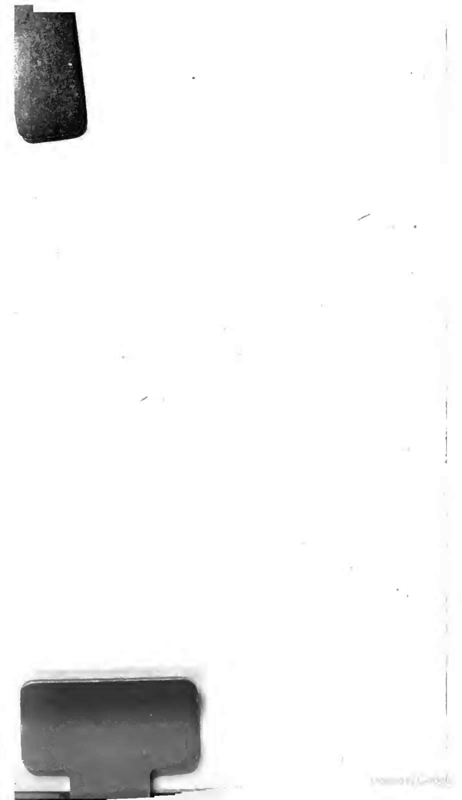




MOREAU
ET
PICHEGRU.



SE VEND CHEZ

Bertrand-Pottier, Imprimeur-Libraire, rue Galande, N°. 56;

Arthus-Bertrand, Libraire quai des Augustins, N°. 35.

MOREAU
ET
PICHEGRU,
AU 18 FRUCTIDOR AN 5,

SUIVI

De la conjuration de ce dernier, pendant les années 3, 4 et 5;

ET

De la correspondance des nommés DRAKE et SPENCER-SMITH, ambassadeurs anglais, pendant le mois de mars dernier, tendante à renouer les trames contre la France et la personne du PREMIER CONSUL.

A PARIS,
DE L'IMPRIMERIE DE BERTRAND-POTTIER.

GERMINAL, AN XII.

PICHEGRU
ET
MOREAU.

Nec privatos focos, nec publicas leges, nec libertatis jura, cara habere potest, quem cædes civium, quem bellum civile delectat : eumque ex numero hominum ejiciendum, ex finibus naturæ humanæ exterminandum puto. Itaque, sive Sylla, sive Marius, sive uterque, sive Cinna, sive iterum Sylla, sive alter Marius et Carbo, sive quis alius civile bellum optavit, eum detestabilem civem reipublicæ natum judico.

CICERO, *Philippica* 13.

LA grande accusation qui pèse également sur Pichegru et sur Moreau, rappelle une époque où l'on vit Moreau se ranger entre les accusateurs de Pichegru. On se souvient des faits qu'il lui imputa,

des pièces qu'il produisit à sa charge, des sentimens qu'il exprima contre le *traître;* c'est ainsi qu'en l'an 5, Moreau qualifia Pichegru condamné à la déportation; c'est ainsi que Pichegru se vit qualifié par Moreau dans un journal qu'il lut sur le chemin de la Guiane. On se rappelle ces circonstances qui semblaient rendre impossible tout rapprochement entre les deux personnages, et l'on veut revoir avec une nouvelle attention les monumens qui les ont fait connaître. Les lettres écrites par Moreau les 19 et 22 fructidor, et le recueil des pièces qu'elles annoncent, sont demandés, recherchés de toutes parts.

Cette avidité de lumières, dans une si grande circonstance, nous a portés à rassembler les lettres de Moreau, et à extraire la substance des pièces qu'il a produites à l'appui.

Voici d'abord la lettre du 19 fructidor.

Au quartier-général à Strasbourg, le 19 fructidor an 5.

Le général en chef au citoyen Barthelemy, membre du Directoire exécutif.

CITOYEN DIRECTEUR,

« Vous vous rappelez sûrement *qu'à*

» *mon dernier voyage à Bâle* je vous
» instruisis qu'au passage du Rhin nous
» prîmes un fourgon au général Klinglin,
» contenant deux ou trois cens lettres de
» de sa correspondance : celles de Witters-
» back en faisaient partie, mais c'étaient
» les moins conséquentes : beaucoup de
» ces lettres sont en chiffre, mais nous
» l'avons trouvé : l'on s'occupe à tout dé-
» chiffrer ; ce qui est très-long.

» Personne n'y porte son vrai nom,
» de sorte que beaucoup de Français qui
» correspondaient avec Klinglin, Condé,
» Wickham, d'Enghien et autres sont
» difficiles à découvrir ; cependant nous
» avons de telles indications, que plusieurs
» sont déjà connus.

» J'étais décidé à ne donner aucune
» publicité à cette correspondance, puis-
» que, la paix étant présumable, il n'y
» avait plus de danger pour la Républi-
» que, d'autant que tout cela ne ferait
» preuve que contre peu de monde, puis-
» que personne n'était nommé.

» *Mais voyant à la tête des partis qui*
» *font actuellement tant de mal à notre*
» *pays, et jouissant dans une place émi-*
» *nente de la plus grande confiance,*
» UN HOMME TRÈS-COMPROMIS DANS

» CETTE CORRESPONDANCE, ET DESTINÉ
» A JOUER UN GRAND ROLE DANS LE
» RAPPEL DU PRÉTENDANT *qu'elle avait*
» *pour but*, j'ai cru devoir vous en ins-
» truire, pour que vous ne soyiez pas
» dupe *de son feint républicanisme*, que
» vous puissiez faire éclairer ses démar-
» ches, et vous opposer aux coups fu-
» nestes qu'il peut porter à notre pays,
» *puisque la* GUERRE CIVILE *ne peut*
» *qu'être le but de ses projets.*

» Je vous avoue, citoyen directeur,
» qu'il m'en coûte infiniment de vous
» instruire d'une telle trahison, d'autant
» que celui que je vous fais connaître a
» été mon ami, et le serait sûrement en-
» core s'il ne m'était connu.

» *Je veux parler du* REPRÉSENTANT
» PICHEGRU. IL A ÉTÉ ASSEZ PRUDENT
» POUR NE RIEN ÉCRIRE; il ne commu-
» niquait que verbalement avec ceux qui
» étaient chargés de la correspondance,
» qui faisaient part de ses projets et re-
» cevaient les réponses. Il y est désigné
» sous plusieurs noms, entre autres celui
» de *Baptiste*. Un chef de brigade, nommé
» *Badouville*, qui lui était attaché, et dé-
» signé sous le nom de *Coco*, était un des
» courriers dont il se servait, ainsi que

» les autres correspondans : vous devez
» l'avoir vu assez fréquemment à Bâle.

» *Leur grand mouvement devait s'opé-*
» *rer au commencement de la campagne*
» *de l'an 4. On comptait sur des revers*
» *à mon arrivée à l'armée, qui, mécon-*
» *tente d'être battue, devait redemander*
» *son ancien chef, qui alors aurait agi*
» *d'après les instructions qu'il aurait*
» *reçues.*

» *Il a dû recevoir neuf cens louis pour*
» *le voyage qu'il fit à Paris à l'époque*
» *de sa démission : de là vint naturelle-*
» *ment son refus de l'ambassade de Suède.*
» Je soupçonne la famille Lajolais d'être
» dans cette intrigue.

» Il n'y a que la grande confiance que
» j'ai en votre patriotisme et en votre sa-
» gesse, qui m'a déterminé à vous donner
» cet avis : *les preuves en sont plus claires*
» *que le jour, mais je doute qu'elles puis-*
» *sent être judiciaires.*

« Je vous prie, citoyen directeur, de
» vouloir bien m'éclairer de vos avis sur
» une affaire aussi épineuse : vous me con-
» naissez assez pour croire combien a dû
» me coûter cette confidence; il n'en a pas
» moins fallu *que les dangers que courait*
» *mon pays, pour vous la faire.* Ce secret

» est entre cinq personnes, les généraux » Desaix, Reignier, un de mes aides-de-» camp, et un officier chargé de la partie » secrète de l'armée, qui suit continuelle-» ment les renseignemens que donnent les » lettres qu'on déchiffre.

» Recevez l'assurance de mon estime » distinguée et de mon inviolable atta-» chement. »

Signé MOREAU.

Pendant que cette lettre était en chemin pour Paris, une lettre du Directoire était en chemin pour Strasbourg, et appelait Moreau dans la capitale. Voici la réponse qu'y fit ce général, et la proclamation qu'il y joignit.

Au quartier-général, à ......
le 22 fructidor an 5.

Le général en chef au Directoire exécutif.

CITOYENS DIRECTEURS,

« Je n'ai reçu que le 22, très-tard, et » à dix lieues de Strasbourg, votre ordre » de me rendre à Paris.

» Il m'a fallu quelques heures pour » préparer mon départ, assurer la tran-» quillité de l'armée, et faire arrêter quel-» ques hommes compromis dans une *cor-*

» *respondance intéressante, que je vous*
» *remettrai moi-même.*

» Je vous envoie ci-joint une procla-
» mation que j'ai faite, *et dont l'effet a*
» *été de convertir beaucoup d'incrédules;*
» et je vous avoue qu'il était difficile de
» croire que l'homme qui avait rendu de
» grands services à son pays, et qui n'avait
» nul intérêt à le trahir, pût se porter *à*
» *une telle infamie.*

» *On me croyait l'ami de Pichegru*,
» ET DÈS LONG-TEMS JE NE L'ESTIME
» PLUS : vous verrez que personne n'a été
» plus compromis que moi, que tous les
» projets étaient fondés sur les revers de
» l'armée que je commandais : son cou-
» rage a sauvé la République.

« Salut et respect. »

Signé MOREAU.

Au quartier-général de Strasbourg,
le 23 fructidor an 5.

Le général en chef à l'armée de Rhin et Moselle.

« Je reçois à l'instant la proclamation
» du directoire exécutif, du 18 de ce
» mois, qui apprend à la France que Pi-
» chegru s'est rendu indigne de la con-
» fiance qu'il a long-tems inspirée à toute

» la République, et sur-tout aux armées.

» On m'a également instruit que plu-
» sieurs militaires, trop confians dans le
» patriotisme de ce représentant, d'après
» les services qu'il a rendus, doutaient de
» cette assertion.

» Je dois à mes frères d'armes, à mes
» concitoyens, de les instruire de la vérité.

» *Il n'est que trop vrai que Pichegru a*
» *trahi la confiance de la France entière.*
» *J'ai instruit un des membres du Direc-*
» *toire,* LE 17 DE CE MOIS, *qu'il m'était*
» *tombé entre les mains une correspon-*
» *dance avec Condé et d'autres agens du*
» *Prétendant, qui ne me laissaient aucun*
» *doute sur cette trahison.*

» Le Directoire vient de m'appeler à
» Paris, et desire sûrement des renseigne-
» mens plus étendus sur cette corres-
» pondance.

» Soldats, soyez calmes et sans inquié-
» tude sur les événemens de l'intérieur;
« croyez que le Gouvernement, en com-
» primant les royalistes, veillera au main-
» tien de la constitution républicaine que
» vous avez juré de défendre. »

Signé MOREAU.

La correspondance trouvée à Offembourg, et remise par Moreau au ministre de la police le 6 vendémiaire an 6, a été imprimée cette même année ; elle forme deux volumes in-8°. Voici les principaux résultats qu'offre le dépouillement des lettres qu'elle renferme.

Extrait de la correspondance trouvée à Offembourg, et remise par Moreau.

Une lettre imprimée en tête de la correspondance, comme préliminaire, semble indiquer d'abord que, dès le commencement de la campagne de 1794, c'est-à-dire, de l'an 2, Pichegru et Montgaillard (intermédiaire entre Pichegru et Condé) s'entendaient pour le rappel du Prétendant. Voici ce qu'apprend à ce sujet une lettre du ministre de la République française à Hambourg; elle est du premier vendémiaire an 6, et adressée au ministre des relations extérieures.

« Au commencement de la campagne » de 1794 (an 2), Verteuil était avec les » généraux Clairfayt et Mack. Pichegru » était alors devant Ypres. Ce même Montgaillard dont parle d'Antraigues, vint » au camp autrichien, se disant *chargé* » *par Pichegru de faire connaître la dis-*

» *position où il était de servir la cause*
» *des ennemis de la République.* Quel-
» ques jours après, un M. *Lacour*, jeune
» homme de dix-huit ans, de Bordeaux,
» à cheveux rouges, aide-de-camp du gé-
» néral Thierry, fut pris dans une petite
» affaire près de Tournay, ou plutôt il
» était évident qu'il s'était laissé prendre,
» et il fit les mêmes ouvertures à deux
» officiers de l'état-major, Frossard et
» Odonnell. Montgaillard se rendit en-
» suite au quartier-général du duc d'York,
» auquel il parla de Pichegru dans le même
» sens. Il paraît qu'il trouva la même dé-
» fiance dans ce prince que dans les gé-
» néraux autrichiens, ou que le prince ne
» voulut rien prendre sur lui. Mont-
» gaillard passa de là en Angleterre, d'où
» il fut chassé comme ayant été un des
» coopérateurs de Robespierre. »

Ce Montgaillard, qui dès l'an 2 se disait l'agent de Pichegru, fut appelé à Mulheim par le prince de Condé, au milieu de thermidor an 3. Il y fut appelé, comme on le voit par le Mémoire trouvé à Venise dans le porte-feuille de d'Antraigues, *parce que le prince connaissait toutes les relations que Montgaillard avait en France, et voulait le charger de*

sonder le général Pichegru, avec qui, par conséquent, le prince savait que Montgaillard avait des relations. Cette époque était celle où la République, livrée à la plus affreuse convulsion, n'avait plus pour soutien dans la Convention, qu'une majorité faible, indécise, tremblante, mal unie, et des armées séparées de la capitale par les plus longues distances. Condé trouvait le moment favorable pour entrer en France; il demandait qu'on lui livrât Huningue: du reste, il se contentait de l'assistance d'une armée et d'un général considéré, sûr que la dépravation de l'esprit public ferait le reste, et s'estimant très-heureux de pouvoir se passer, pour la contre-révolution, des étrangers, dont le traité de Pilnitz lui faisait autant appréhender qu'approuver le concours. Pichegru voulait au contraire que son armée fût découragée, battue, réduite, accompagnée de l'armée autrichienne, pour arborer la cocarde blanche et marcher sur Paris. Instruit de ce qui se passait dans cette capitale (1), il n'attendait pas moins

(1) On lit dans une lettre écrite le 3 mars 1796 (ventôse an 4) que Pichegru « a reçu de ses » affidés de Paris, avis que l'affaire des sections

de l'esprit factieux et de l'humeur séditieuse qui y régnaient alors, que du mécontentement de son armée, la provocation de son entremise et peut-être l'investiture d'un pouvoir qu'il pourrait garder ou rendre au Prétendant, suivant les circonstances. Il refusait de livrer Huningue, ne voulant pas, dit-il, faire d'opération partielle, ni hasarder le succès comme l'avaient fait Dumourier et Lafayette. Telles étaient ses dispositions lorsque le Gouvernement lui fit parvenir, ainsi qu'à Jourdan, l'ordre de passer le Rhin, le premier entre Strasbourg et Huningue, l'autre entre Coblentz et Dusseldorff. Jourdan ouvrit la campagne, le 20 fructidor an 3, par le passage du Rhin à Elhercamps. Ses succès furent brillans, décisifs. Dusseldorff fut pris. L'armée de Clairfayt, deux fois battue, fuyait vers le Danube : Pichegru n'avait qu'à s'avancer le long du Necker pour l'atteindre et en

---

» n'est pas terminée, que la fermentation était » plus forte que jamais, et *qu'un parti très-* » *considérable et très prononcé n'attendait qu'un* » *chef.* »

(Correspondance trouvée à Offembourg, t. I, p. 219.)

achever la ruine : il ne fit point ce mouvement, et Clairfayt s'arrêta dans le landgraviat de Darmstadt, où Wurmser eut le tems de venir à son secours. Jourdan fut obligé de se retirer le 20 vendémiaire an 4. Clairfayt eut des avantages considérables. Le 7 brumaire, Wurmser reprit Manheim. Cependant Jourdan eut des succès dans le Hunsdruck, et, à force de balancer des succès que Pichegru aurait pu prévenir, il réduisit l'armée de Clairfayt à une telle lassitude, à un tel épuisement, que ce général demanda un armistice qui fut consenti par Jourdan.

Que penser des intentions de Pichegru dans cette campagne, quand d'un côté on en considère le mauvais succès, et de l'autre les conférences qui avaient lieu un mois avant son ouverture, entre lui et les intermédiaires qui négociaient avec le prince de Condé ? Qu'en penser quand on voit, dans le récit de Montgaillard à d'Antraigues, que Pichegru avait fait proposer à Condé de faire passer le Rhin *par les braves gens de l'armée française ; là, de les aider par une grande démarche, de proclamer le roi, d'arborer le drapeau blanc, et de repasser ensuite en France avec l'armée de Condé et l'armée de l'em-*

pereur?..... Quand on a négocié sur de telles bases en thermidor avec l'ennemi de son pays, et que la négociation a été suspendue par le Gouvernement dont on a résolu la ruine, c'est-à-dire, par l'ordre de marcher contre cet ennemi en fructidor, il est au moins difficile d'être dans des dispositions assez énergiques pour battre et triompher.

L'armistice ranima l'intrigue: il s'établit à Offembourg un bureau de correspondance pour la communication de Pichegru et de ses affidés avec le prince de Condé et le commissaire anglais, Wickham. Ce sont les cartons de ce bureau même qui en ont appris l'existence; ce sont ces cartons livrés par Moreau.

Ce bureau se tenait chez une baronne de Reich, nièce du général Klinglin (1). Les agens étaient le libraire Fauche-Borel (2), Montgaillard et Courant. L'homme chargé de la confiance de Pichegru était Demougé, avocat de Strasbourg, connu du prince de Condé (3),

(1) *Voyez* tom. I des pièces trouvées à Offembourg, p. 211.
(2) *Ibid.* p. 36 et 353.
(3) *Ibid.* p. 53.

et qui se fit quelquefois remplacer par un jeune homme de Strasbourg, nommé Olery. Il faut ajouter à ces noms celui du baron Wittersback, alsacien émigré, dont il est question dans une lettre du général Moreau (1); il correspondait d'un côté avec le général Klinglin et le prince de Condé; de l'autre, avec des particuliers de Besançon et Colmar. Ce Wittersback avait sous ses ordres un nommé Chambé, jadis huissier seigneurial en Alsace, depuis élu, comme Pichegru, et dans le même tems, au Corps législatif. Ses appointemens, comme espion de Wittersback, étaient de 36 liv. par mois.

Le 30 frimaire an 4, Fauche-Borel fut arrêté à Strasbourg comme espion. Pichegru le fit relâcher après cinq jours de détention.

Pichegru permettait que les paquets des conjurés passassent sur la rive gauche sous son adresse en toutes lettres (2).

Dès le 19 janvier (nivôse an 4), Demougé annonce qu'on place dans l'armée des *meneurs qui travaillent de leur*

---

(1) *Voyez* tom. I des pièces trouvées à Offembourg, p. 97.
(2) *Ibid.* p. 85.

mieux (1). Pichegru s'occupe à royaliser les volontaires (2), et pendant que des agens affidés mettent en feu les départemens du Haut et Bas-Rhin, la baronne de Reich fait distribuer aux avant-postes de l'armée républicaine une immense quantité d'exemplaires d'une adresse rédigée par le comte de Montgaillard, et qui lui est envoyée par le prince de Condé (3). Elle fait extraire du journal intitulé *le Véridique*, par Husson, une épître *pseudonyme à Charette*, la fait imprimer par le prince de Condé, et circuler dans l'armée (4). Pichegru, le général en chef de l'armée française, descendant au métier de pamphlétaire, corrige lui-même une Adresse aux soldats, que Demougé lui soumet; il en recommande l'impression, *il indique le sens d'autres écrits qui doivent concourir aux mêmes fins* (5); et, pendant qu'il cherche à dépraver l'esprit du soldat par des écrits, il tente de le

(1) *Voyez* tom. I des pièces trouvées à Offembourg, p. 69.
(2) *Ibid.* p. 53.
(3) *Ibid.* p. 79.
(4) *Ibid.* p. 85.
(5) *Ibid.* p. 95.

conduire

conduire à l'exaspération par le mal-aise, le besoin, et en lui inspirant des espérances qu'il sait devoir être déçues.

Dans la correspondance de janvier on trouve les premières bases et les premiers développemens d'un nouveau projet concerté entre le prince de Condé et Pichegru.

Le prince de Condé avait changé son plan; il avait abandonné ses vues sur Huningue, mais pour les jeter sur Strasbourg. Il sollicitait Pichegru de lui en faciliter la surprise.

Demougé assure, à cette occasion, que Pichegru était parfaitement disposé et bien dévoué (1). Cependant Pichegru refusait de livrer Strasbourg, comme il avait refusé de livrer Huningue, et par la même raison, c'est-à-dire, parce qu'il était opposé à toute *opération partielle.* Il faisait assurer Wurmser de tout son attachement (2). Il faisait dire au prince de Condé, que le roi lui était aussi cher qu'à lui (3); *mais il persistait à demander*

(1) *Voyez* tom. I des pièces trouvées à Offembourg, p. 19.
(2) *Ibid.* p. 54.
(3) *Ibid.* p. 56.

qu'on lui laissât les moyens de diriger son armée vers son but.

Il veut, disait son interprète Demougé, *amener les choses à se déployer en grand; à ce que Condé, non-seulement recouvre d'un seul jet le royaume, mais le recouvre sans perdre la Lorraine. Nous en sommes au point*, disait Pichegru, *que le moindre incident peut développer les plus grands événemens; celui, par exemple, de ma démission, me ferait beau jeu, et ferait tomber toute mon armée dans ma main: un peu de patience; la crise fatale est plus avancée qu'on ne pense; qu'on s'en remette à moi, et que le brave Wurmser nous donne protection quand l'heure que j'attends sonnera* (1).

Wurmser ne se payait pas de ces vagues promesses, et dès-lors aussi il avait demandé que Pichegru lui donnât connaissance de son plan de conduite : il paraît que ce plan n'était pas définitivement arrêté. Pichegru en fait l'aveu dans la trente-unième pièce. Il avoue que tout dépend des circonstances qu'il guette, et qu'il saisira avec empressement.

---

(1) *Voyez* tome I des pièces trouvées à Offembourg, pag. 56 et 57.

La correspondance de février roula à-peu-près sur les mêmes objets que celle de janvier (nivôse an 4).

M. de Condé montre du découragement, de l'impatience. Il ne voyait dans le système de Pichegru qu'un homme à la vérité déterminé à suivre l'impulsion du soldat, mais obstiné à l'attendre. Il observait qu'il eût été plus glorieux pour le général de donner que de recevoir cette impulsion (1); il ne voyait, pour résultats de toutes ces conférences, que des mesures dilatoires (2).

Cependant la conspiration marchait, et les principaux conjurés, ne voyant pas arriver l'argent qui devait soutenir et assurer leurs manœuvres, en étaient au point de craindre un éclat prématuré.

En effet, tout était employé pour accélérer la catastrophe. Distribution de nouveaux écrits composés par Demougé (3), par Fénouillot, qui paraît sur la scène en janvier (nivôse an 4), suivi d'un immense balot d'imprimés de sa composition (4).

(1) *Voyez* tom. I des pièces trouvées à Offembourg, pag. 115 et 116.
(2) *Ibid.* pag. 129.
(3) *Ibid.* pag. 152 et 156.
(4) *Ibid.* pag. 176.

Aux distributions d'écrits succèdent des distributions de l'argent qui restait.

La misère, le dénuement absolu, la famine, entretenus par Pichegru, achevaient de mécontenter le soldat.

Les conjurés, dans le délire de la joie, annonçaient que le moment de frapper approchait.

Déjà Pichegru avait manifesté ses intentions : il n'était plus arrêté que par des détails ; il avait besoin de s'assurer des officiers qu'il n'avait pu gagner encore, et, pour calmer l'impatience de Condé, il lui faisait écrire en février 1796 (pluviôse an 4) : « On ne peut (1) croire que je ne » fasse pas ce qu'on desire de moi, quand » même mon opinion ne m'y porterait » pas en plein. Vous savez que le Gou- » vernement me déteste sans oser me le » montrer, et me craint. Vous savez » comme je me suis prononcé et me pro- » nonce tous les jours, même trop, contre » les gueux qui au fond sont les seuls qui » soutiennent opiniâtrement la gageure, » et qui seuls tiendront toujours les rennes.

(1) *Voyez* tom. I des pièces trouvées à Offembourg, pag. 122. Conversation de Pichegru en février 1796.

» Que dois-je espérer par la suite, si ce » n'est d'abord des inculpations, puis des » persécutions, et *à la suite de cela pis* » *peut-être encore :* vous voyez donc que » je suis personnellement intéressé à une » chose que mon opinion prescrit et que » mon cœur desire. Qu'on soit bien per- » suadé qu'ayant conduit la chose aussi » loin qu'elle l'est, je saurai sans doute » aussi saisir le moment favorable, tel » qu'il le faut pour ne pas manquer le » coup. »

Pichegru employait tous les moyens qui dépendaient de lui pour provoquer ce moment favorable. Il réformait les bons officiers, et les remplaçait par des hommes dévoués à son parti, et poussait à l'explosion (1).

Demougé annonçait le 21 février (2) un mouvement très-prochain à Strasbourg.

L'esprit de l'armée, écrivait-il le 27 (3), *se monte à un tel point, qu'il est impossible qu'il ne s'en suive pas quelque éclat;* et les conjurés étaient si sûrs de leur coup,

---

(1) *Voyez* tom. I des pièces trouvées à Offembourg, p. 161.

(2) *Ibid.* pag. 161 et 162.

(3) *Ibid.* pag. 181 et 182.

que déjà on songeait à faire en Suisse les acquisitions de bestiaux qui devaient alimenter l'armée. L'entrée du prince de Condé dans Strasbourg n'était plus un problême: on ne pensait plus qu'aux suites de ce grand événement; et ce *Courant* de Neuchâtel ne s'occupait déjà plus, avec la baronne de Reich, que des moyens de fournir aux soldats des toiles, des bas, des souliers, des mouchoirs, des brassières aux fleurs de lis, et des panaches blancs (1).

Enfin Demougé, annonçant la distribution d'un de ses pamphlets, déclarait en même tems que ce serait le dernier; *qu'il n'attendait plus que la proclamation de Pichegru, qui devait précéder le mouvement majeur qui allait se faire dans la troupe* (2). *Il invitait Wurmser, Condé et Klinglin* à se tenir prêts dès ce moment.

Enivré de ces flatteuses espérances, *et depuis que les intentions de Pichegru lui étaient connues, Wickham ne dormait plus, par l'effervescence que lui donnait le desir du succès. Il écrivit une très-belle*

(1) *Voyez* tom. I des pièces trouvées à Offembourg, pag. 188.

(2) *Ibid.* pag. 182.

lettre à Pichegru, et lui envoya, le 26 *février, une très-belle pipe* (1).

Mais ces belles lettres et cette pipe n'étaient pas ce que les conjurés attendaient de Wickham ; il avait promis de l'argent, et le moment était venu d'acquitter ses promesses.

Demougé en demandait ; il voulait être en état de *dire à Pichegru qu'il avait devant lui pour huit jours de marche.*

Convaincu de la nécessité de faire arriver des fonds, Fauche-Borel se mit en campagne, et vola auprès de Wickham.

Celui-ci promit d'abord deux cens louis que Demougé devait toucher le 26 (2) : ce n'était qu'un faible à-compte sur les sommes immenses qui devaient être fournies aux conjurés : cette modique somme devait être incessamment suivie de cinq cens mille livres (3).

Mais tout cela n'était que des promesses, et Wickham, désespéré, ou plutôt feignant de ne rien avoir dans une

---

(1) *Voyez* tom. I des pièces trouvées à Offembourg, pag. 176. Il se servait de cette pipe sur le chemin de la Guiane.

(2) *Ibid.* pag. 176.

(3) *Ibid.*

aussi critique circonstance, dépêchait Fauche, avec des lettres très-pressantes, auprès de M. Crafford, alors à Manheim (1).

Wickham écrivait aussi à Condé, et l'assurait que rien ne devait arrêter le mouvement, et qu'on était résolu d'y employer jusqu'à douze millions (2).

Déjà la baronne, toute enthousiasmée, *s'adressait au Dieu des miséricordes* (3), et ne s'occupait plus que des moyens de faire parvenir cet argent à Strasbourg, et Demougé, pour sûreté de cet envoi, lui recommandait encore de mettre sur les paquets et en toutes lettres l'adresse à Pichegru (4).

Cependant il fallut, pendant tout ce mois de février (pluviôse), se contenter de promesses, et l'argent ne parut point.

A cette époque survint un incident. Le commissaire du Directoire, Bassal, avait obtenu à Bâle de nombreux renseignemens, et recueilli beaucoup de faits po-

(1) *Voyez* tom. I des pièces trouvées à Offembourg, pag. 185 et 186.
(2) *Ibid.* pag. 186.
(3) *Ibid.* pag. 176.
(4) *Ibid.* pag. 184.

sitifs qui accusaient Pichegru, et Bassal, avait fait part de ses découvertes au Directoire (1).

Les Représentans qui avaient accompagné Pichegru lors de ses dernières opérations, avant et depuis le passage du Rhin, la prise et la perte de Manheim, comparant sa conduite aux faits énoncés, n'étaient pas sans inquiétudes.

D'un autre côté, sans accuser encore Pichegru de mauvaises intentions, on ne pouvait se dissimuler que, d'une part, ce général disposait le soldat à se révolter contre le Gouvernement, en le laissant périr de misère et de faim sur les bords du Rhin, lorsque la trève lui permettait, lorsque Desaix et tous les officiers de son armée lui conseillaient de faire cantonner ses troupes dans l'intérieur, et que, de l'autre, il tendait à provoquer une révolution dans l'armée en sa faveur, en l'assurant qu'il allait la faire payer en numéraire, et en faisant entendre que son zèle pour l'intérêt du soldat allait lui valoir une destitution injuste et mortifiante : il

(1) *Voyez* tom. I des pièces trouvées à Offembourg, pag. 119, 227 et 597.

travaillait d'ailleurs à se l'attirer (1). Les Directeurs évitèrent le piège qui leur était tendu, en donnant à Pichegru l'ambassade de Suède, et en l'appelant à Paris.

Une destitution brusque et éclatante le frappant au milieu de son armée, aurait parfaitement secondé ses desirs : la froide patience du Directoire déconcertait ses projets, et ce voyage de Paris le pénétrait d'une véritable terreur.

A peine fut-il instruit d'une manière précise des intentions bien prononcées du Directoire par *ses affidés de Paris* (2), qu'il demanda un congé d'un mois, sous prétexte que des affaires particulières exigeaient sa présence chez lui (3).

Le Directoire accorda le congé demandé ; mais il profita de ce congé même pour appeler Pichegru à Paris, sous le prétexte de le consulter sur des opérations importantes.

---

(1) *Voyez* tom. I des pièces trouvées à Offembourg, pag. 551. Demougé s'explique ainsi : *Le Prétendant, Condé et Wickham doivent voir évidemment que Pichegru n'a pas quitté sa place, mais qu'il a fait en sorte qu'on la lui prenne, pour que le Directoire ait des torts à son égard*, etc.

(2) *Ibid.* pag. 219.

(3) *Ibid.*

Pichegru employa plusieurs détours pour éviter ce voyage; mais les nouvelles qu'il reçut des complices qu'il avait dans la capitale, le firent passer subitement de la terreur à l'espoir, et de la crainte d'être arrêté à la folle confiance d'écraser le Directoire.

Ses amis de Paris lui avaient annoncé que la conspiration de vendemiaire était reprise, « que l'affaire des sections n'était » pas terminée; que la fermentation était » plus forte que jamais, et qu'un parti » très-prononcé et très-considérable n'at- » tendait plus qu'un chef (1). »

Il ne voulait point faire de cette grande ville sa place d'armes; mais la regardant avec raison comme le point central où se réunissait tous les factieux, il crut que c'était le seul lieu où l'on pût prendre des mesures qui étendraient l'explosion et la rendraient générale (2).

Dans une aussi dangereuse affaire, *ne voulant rien écrire, ne voulant traiter que de bouche, il devait communiquer aux*

---

(1) *Voyez* tom. I des pièces trouvées à Offembourg, pag. 219.
(2) *Ibid.* pag. 220.

meneurs les dispositions de son armée et apprendre les leurs (1).

Mais avant de partir, et pour tranquilliser les Autrichiens et Condé, il eut plusieurs conférences avec son agent en chef, Demougé, et le 17 mars (26 ventôse an 4) il lui développa dans tous les détails son projet et ses moyens.

C'est dans la cent unième pièce, page 290, du premier volume, que Demougé fait le récit de cette conférence : écoutons Demougé et Pichegru.

» Jeudi enfin (écrit ce premier à Klinglin, le 21 mars) « j'ai eu cette confé-
» rence qui m'était si nécessaire pour tran-
» quilliser *Wurmser*, *Condé* et *Klinglin*.
» Pichegru est venu chez moi, et je peux
» dire qu'il ne m'a jamais mieux prouvé
» sa confiance : je m'étais préparé à lui
» faire entrevoir tous les dangers de la
» démarche qu'il allait faire ; en consé-
» quence, j'ai rassemblé toutes les cir-
» constances qui peuvent lui être mises à
» charge : à tout cela il m'a répondu ;

» *Plus je réfléchis à cette démarche*,

(1) *Voyez* tom. I des pièces trouvées à Offembourg, p. 220.

» *et plus je la trouve nécessaire : de toutes*
» *parts on me presse. A Paris on m'at-*
» *tend avec impatience, et mon armée*
» *est convaincue que ma présence seule*
» *à Paris peut la faire payer en numé-*
» *raire.*

» Cependant je suis sûr du contraire
» (c'est toujours Pichegru qui parle) ;
» mais il suffira à mon armée de m'avoir
» vu faire ces dernières tentatives, pour
» peut-être l'aliéner absolument du Gou-
» vernement. Que peut-on me faire ? On
» me craint : aucune inculpation ne peut
» tendre qu'à m'éloigner de mon armée.....
» Mais m'enverront-ils en mission ? Soyez
» certain que je n'en accepte pas..... Me
» démettront-ils ? Ce serait, je l'avoue,
» possible ; mais ce serait aussi le *maxi-*
» *mum* de leurs ressources, et dans ce cas
» rien ne m'empêche de revenir ici pour
» être à portée de Condé, et où je laisse
» tous mes effets ; croyez qu'ils ne feront
» pas trop les méchans ; je saurai parler
» ferme, et pour plus d'une raison je leur
» en imposerai..... Rassurez, continua-
» t-il, nos amis : je n'écris à personne,
» malgré le desir que j'en ai et la satisfac-
» tion que cela me donnerait ; mais dites-
» leur que je suis homme d'honneur, que

» je cherche le plus grand bien, *sans pou-
» voir nominativement m'engager à telle
» ou telle opération, puisque tout dépend
» des circonstances, que je calcule; que
» si, dans la minute, je pouvais faire
» changer les choses à l'avantage du Roi,
» ou Condé que je révère, et des infortu-
» nés qui défendent une cause si sacrée,
» je n'hésiterais pas un moment :* dites-
» leur que si les Autrichiens épaulaient
» bien Condé, je ne vois pas comment
» alors, dans tous les cas, les succès peu-
» vent être douteux.

» Je demandais alors à Pichegru, com-
» ment il s'y prendrait donc dans l'exécu-
» tion de ce voyage, et quelle serait la
» marche qu'il tiendrait.....

» Voici ses réponses : J'attends pour
» samedi un courrier extraordinaire, qui
» achèvera de me déterminer; je partirai
» alors : d'abord je parlerai au ministre de
» la guerre, où je prendrai l'air du bu-
» reau; celui-ci me mènera alors chez les
» cinq, dont j'en connais assez bien trois.....
» Là je verrai de quoi il tourne; je ne leur
» mâcherai pas le mot, et les différentes
» conférences, où j'apprendrai leurs vues
» et leurs ressources, m'éclaireront pro-
» bablement sur la véritable détermina-

» tion de ma conduite pour le plus grand
» bien de la chose.

» Je remarquais cependant à Pichegru,
» que nous avions sujet d'être inquiets en
» cas qu'on le destituât, et qu'alors Condé
» et les Autrichiens seraient fort embar-
» rassés sur le parti qu'il y aurait à pren-
» dre.....

» Voilà, me répondit-il, définitivement
» la marche qu'il y aura à tenir : de toute
» manière, il est du plus grand intérêt
» pour les Autrichiens et pour Condé, je
» le réitère bien positivement, de ne pas
» lever cette trève arbitraire et illimitée,
» qui déjà nous a fait le plus grand mal,
» puisque l'armée n'a pas osé quitter les
» environs du sol de la dernière campa-
» gne..... d'où viennent les magasins pour
» siége, vuidés, la pénurie, le dégoût du
» soldat, etc..... *Plus cette trève durera*
» *ainsi, et mieux ce sera;* mais on sent
» bien que le premier qui s'en dégoûtera,
» ce sera notre Gouvernement, qui n'a
» d'autre ressource que de faire un der-
» nier effort, par la raison que la pacifi-
» cation avec l'Autriche est impossible,
» quoique nous cherchions toujours en-
» core à faire des paix partielles : c'est

» alors qu'il faut déjà être prêt à agir, et
» ne pas perdre une minute après les dix
» jours de grace, car les nôtres se propo-
» sent bien aussi de commencer aussitôt;
» *mais il faut les prévenir et tomber des-*
» *sus le plus rudement possible, comme*
» *aussi sur Jourdan en même tems.* Nous
» ne soutiendrons qu'un échec; *mais dans*
» *le cas*, ajoute Pichegru, *que je sois*
» *destitué, alors cela changerait la thèse,*
» *et peut-être, pour le bien de la chose,*
» *faudrait-il que les Autrichiens levassent*
» *la trève pour, conjointement avec Condé,*
» *tomber dessus le plutôt possible : le plus*
» *petit échec alors, avec le mécontente-*
» *ment de l'armée, et un petit pamphlet*
» *analogue, produiraient l'effet desiré*
» *d'une réunion, ou d'une désertion ou*
» *débandade totale*, ou telle autre déter-
» mination que Pichegru, qui, dans tous
» les cas, reviendra ici, travaillera vive-
» ment.

» Pichegru promet de m'instruire au
» plutôt des objets essentiels à cet égard.
» Ainsi donc Pichegru compte partir de-
» main, *et il a accepté des fonds*, qui,
» chez un honnête homme comme lui,
» sont un signe d'une grande bonne vo-

» lonté et d'espoir de réussite ; il ne veut
» pas que je distribue dans ces circons-
» tances aucun écrit, jusqu'à ce que les
» choses soient au clair.....

» Il dit que le *maximum* où pourra
» être porté l'armée du Rhin et Moselle,
» sera au plus de 80,000 hommes si la
» requisition va bien. Pichegru, après avoir
» embrassé Demougé, a répété plusieurs
» fois qu'il devait tranquilliser ses amis.
» Qu'on se rappelle que Pichegru m'a dit,
» dans sa conversation ; que rien ne pou-
» vait être plus heureux que sa destitu-
» tion sans vrais motifs. »

Il serait difficile sans doute de s'avouer traître et conspirateur avec plus d'impudence que ne l'a fait Pichegru dans cette conférence ; mais il faut avouer en même tems que le vague du projet, que ces dispositions qui rejetaient dans un lointain indéterminé la catastrophe, que cet aveu cent fois répété, *que les circonstances seules détermineraient un plan prononcé*, ne devaient pas calmer la bouillante impatience qui dévorait le cœur de Condé.

A la lecture de cette lettre, la baronne de Reich, parodiant les vers de Rousseau, s'écriait de son côté : « S'il nous a tout » dit, le grand-homme est éclipsé à mes

» yeux, et toutes mes alarmes me res-
» tent (1). »

Mais elle se faisait bientôt illusion, et son imagination échauffée, soutenue par Demougé, lui peignait Pichegru cachant, sous ce projet si vague, des conceptions profondes et bien méditées, dont il devait faire mystère à ses plus ardens complices. Pleine de cette idée, secondée par Fauche-Borel, qui partageait l'admiration de Demougé pour le grand Pichegru, elle ne s'occupait que des moyens de faire réussir la conspiration.

Les efforts, les courses multipliées et tous les moyens tentés en février (nivôse) pour se procurer des fonds, redoublèrent au moment où le départ de Pichegru fut résolu.

Dès la fin de février, Pichegru s'était ouvert sur ce point à Demougé, et ce dernier écrivait à Condé : « J'attends l'ar-
» gent, car Pichegru va en avoir besoin
» pour une expédition préparatoire et de
» haute vue, qu'il m'a confiée dans le plus
» grand secret (2). »

---

(1) *Voyez* tom. I des pièces trouvées à Offembourg, pag. 300.
(2) *Ibid.* pag. 195.

Il faudrait lire toutes les pièces qui se trouvent sous la date du mois de mars, pour concevoir la multiplicité des mouvemens, la rapidité des courses auxquelles l'infatigable Fauche-Borel se livra pendant tout ce mois de mars, pour procurer à Pichegru les fonds que lui avait promis Demougé.

Wickham déclarait ne rien avoir, et renvoyait à Craffort : celui-ci faisait de grandes promesses, et renvoyait à Condé, qui, tourmenté par Fauche, se détermina à faire, par forme d'avance, un léger sacrifice qui fut bientôt transporté de l'autre côté du Rhin (1).

Enfin Wickham et Craffort réalisèrent en partie leurs promesses : des fonds considérables en or, en argent, en lettres-de-change arrivèrent à Strasbourg, tantôt de nuit par le Rhin, tantôt de jour par le chariot hongrois de *Badouville*, premier adjudant de Pichegru.

Sans doute ces fonds ne montaient pas à la somme de douze millions, promise par Wickham; mais s'il est un fait bien

(1) *Voyez* tom. I des pièces trouvées à Offembourg, pag. 202 et 203.

évidemment prouvé par cette correspondance, c'est le paiement de neuf cents louis qui fut fait à Pichegru le 18 mars. Moreau n'en doutait pas.

Le jour de la proposition, celui de l'acceptation, les moyens dont on s'est servi pour faire arriver les fonds, le moment du paiement, l'emploi de la somme donnée, et jusqu'au montant exact de cette somme, tout est avoué dans ces lettres.

Dès le 3 mars, Demougé écrit à Fauche-Borel : *J'ai offert à Pichegru des fonds pour le voyage, et il a accepté* (1). Les lettres qui suivent, répètent vingt fois cette assertion.

Cet aveu est confié au prince de Condé, à la baronne de Reich, à Klinglin par Demougé, à Wurmser par Fauche-Borel et par Montgaillard.

C'est sous l'adresse en toutes lettres de Pichegru, que ce précieux dépôt arrive à Strasbourg (2), et c'est au moment même de son départ pour Paris, sur le point de monter en voiture, que Pichegru reçoit

---

(1) *Voyez* tom. I des pièces trouvées à Offembourg, pag. 223.

(2) *Ibid.* pag. 423, 241, 247, 278, 284, 275.

de Demougé *neuf cents louis* pour son voyage (1).

Pichegru parti, on paie les subalternes (2), on distribue de nouveaux pamphlets à l'armée (3), on donne, on y jette de l'argent, toujours en espèces *à face royale;* on y donne même des montres aux avant-postes.

Condé cependant s'indigne du départ de Pichegru (4): la confiance des Autrichiens cesse. Wurmser regarde toute la conspiration de Pichegru comme une misérable intrigue. Déjà au moment du départ de Pichegru, Demougé lui avait communiqué une lettre dans laquelle Condé, victime du mécontentement des Autrichiens (5), l'en instruisait (6). Dans le cours du mois d'avril, les agens même de Pichegru tombent de l'incertitude dans le découragement: pour comble de maux, on parla de paix entre la France et l'Au-

(1) *Voyez* tom. I des pièces trouvées à Offembourg. Le 20 mars, cinq heures du soir, p. 294 et 423.
(2) *Ibid.* pag. 336.
(3) *Ibid.* pag. 336, 221.
(4) *Ibid.* pag. 198.
(5) *Ibid.* pag. 300.
(6) *Ibid.* pag. 285.

triche. *On nous étouffe de vœux pour la paix* (1), écrivait la baronne de Reich à Klinglin : *au nom de Dieu point de paix.*

Au milieu de cet abattement général le seul Wickham ne se décourage point. Seul il était instruit de l'erreur où l'on était relativement à la paix ; seul il savait tout ce qui se passait alors dans l'intérieur de la France, au sein de la capitale ; il connaissait l'esprit séditieux qui agitait les sections, et prévoyait le parti que Pichegru pourrait tirer de toutes ces circonstances, pour faire faire en même tems le mouvement de l'armée et un mouvement populaire, et il était bien disposé.

« Il est impossible, écrivait Courant à
» Klinglin, le 22 avril (2) (2 floréal),
» que M. Wickham aille mieux qu'il ne
» va ; il m'a réitéré sa parole d'honneur
» d'arriver avec son banquier, au moment
» même de l'arrivée de Pichegru ; il m'a
» assuré qu'il se servirait de tous les
» moyens possibles pour faire réussir
» cette affaire ; en attendant, il a donné

(1) *Voyez* tom. I des pièces trouvées à Offembourg, pag. 253.
(2) *Ibid.* pag. 435.

» ceux qui étaient nécessaires pour la con-
» tinuer.

» Il a renouvelé ces assurances au prince
» de Condé, dans une lettre dont j'étais
» porteur.

» Il n'a rien écrit, depuis trois se-
» maines, à M. le prince de Condé, sans
» daigner me le communiquer aupara-
» vant. Toutes ses lettres expriment les
» intentions les plus formelles, et donnent
» la certitude que tous les fonds se trou-
» veront par-tout où il faudra, et au mo-
» ment même où Pichegru les exigera.

» M. Wickham m'a dit : *Je suis en-*
» *tièrement aux ordes de Pichegru ; je*
» *suivrai de point en point ce que cet*
» *homme me prescrira.* »

En avril (germinal an 4) Wickham fournit environ 500,000 fr. à Fauche-Borel, qui en remet partie à Demougé le 13 du même mois (1). Nouvelles distributions aux avant-postes de l'armée, *ce qui*, dit Demougé, *faisait un très-grand effet* (2). Nouvelle distribution d'écrits contre-révolutionnaires, qui ne

---

(1) *Voyez* tom. I des pièces trouvées à Offembourg, pag. 375, 384.
(2) *Ibid.* pag. 419, 461.

nuisaient pas à l'effet de l'argent (1); aussi le 27 avril Demougé écrivit-il à Fauche-Borel : « On s'aperçoit de plus » en plus à notre armée combien peu on » a envie de se battre ; on foule la cocarde; » le propos le plus commun est : *Au diable » la République* (2). »

Pendant que cet esprit infectait une partie de l'armée de Pichegru, celui qui soufflait à Paris n'y faisait pas de moindres ravages. Dans les départemens les choses n'allaient pas mieux. La guerre de la Vendée était terminée dans la Vendée; mais les chouans répandaient la terreur dans le pays situé entre la Loire et la Seine. Le Morbihan, la Manche, le Calvados, l'Orne était en feu. La révolte était organisée dans le Mont-Blanc ; elle éclatait dans l'immense contrée qui est renfermée entre Tours, Châteauroux et Nevers. Tel était, au mois d'avril (germinal et floréal) l'état des choses en France et à l'armée du Rhin, lorsque Pichegru se rendit à Paris. Sans doute il ne pouvait

(1) *Voyez* tom. I des pièces trouvées à Offembourg, pag. 434, 344 et 351.

(2) *Ibid.* pag. 460 et 461. Nous adoucissons l'expression par décence.

arriver

arriver plus à propos pour tout disposer selon son plan, de manière que *l'explosion se fît par-tout en même tems* (1).

Pichegru trouva le Directoire prévenu contre lui par les dénonciations du représentant Bassal; il eut l'air d'accepter l'ambassade de Suède; mais il demanda un congé d'un mois, pendant lequel il se proposait de retourner à l'armée du Rhin. Alors il crut nécessaire d'opérer *l'explosion*, et revint en effet à Strasbourg le premier mai (11 floréal). Voici comment Demougé, après avoir eu une conférence avec lui, rend compte de son plan à Condé, Klinglin, la baronne de Reich et Fauche-Borel (2). La lettre est du 2 mai (12 floréal an 4.)

« Réjouissez-vous enfin, Pichegru » nous est rendu, plus aimable et sur- » tout plus savant que jamais; Ba- » douville n'étant pas encore ici, j'ai pris » hier le parti de faire remettre à Piche- » gru, adroitement, une lettre par mon » *gendarme*. Un *oui* m'a indiqué le rendez-

(1) *Voyez* tom. I des pièces trouvées à Offembourg, pag. 220.
(3) *Ibid.* Lettre de Demougé, 186ᵉ pièce, pag. 480 et suiv.

» vous pour ce matin, à la campagne; je
» m'y suis rendu, comme bien vous
» pensez, de bon matin, et j'ai eu la vive
» satisfaction de l'embrasser. Notre con-
» férence à été de trois heures. On a beau-
» coup à dire quand on aime, et quoique
» nos affaires à Paris ne soient pas au point
» où Pichegru et nous tous nous l'eussions
» desiré pour les intérêts de notre *Grand-*
» *Bourgeois* (le Prétendant), vous n'en
» admirerez pas moins les sages et vastes
» calculs de Pichegru, qui maintenant
» m'a amplement communiqué son plan,
» et décidément fixé les opérations à en-
» tamer.

» J'ai obtenu de Pichegru, vu la haute
» conséquence de la chose et l'extrême
» responsabilité qui pèse sur mes écrits,
» la promesse de rédiger allégoriquement
» la substance de ce qu'il m'a dit, sauf à
» la copier. Peut-être aussi aurai-je *un*
» *tout petit mot* de sa main, ce que je
» souhaite bien; en attendant, je vais vous
» rendre compte de ce que Pichegru
» m'a dit.

» A son arrivée à Paris, le Directoire
» lui a écrit, comptant tirer de lui une
» réponse à publier, pour montrer qu'il
» a sa confiance. Pichegru, au bout de

» huit jours seulement, répondit d'une si
» singulière manière que cet écrit ne fut
» pas ostensible. Le Directoire en fut pi-
» qué, et montra son déplaisir à Pichegru,
» qui, loin de s'intimider, prit un ton qui
» lui en imposa. En général tous les
» gouvernans le craignent, parce qu'il a
» tout Paris, bons ou mauvais, pour par-
» tisans. Pichegru, pendant son séjour,
» s'est appliqué à connaître à fond l'esprit
» public; il y est parvenu, mais il avoue
» qu'il ne s'attendait pas à le trouver si
» erronné: généralement tout ce qui n'est
» pas *jacobin demande le gouvernement*
» *d'un seul; les grosses têtes même et le*
» *Directoire en voient le besoin et le de-*
» *sirent*; mais on est bien divisé sur le
» choix à faire. La très-grande pluralité
» (ce qui a étonné Pichegru) est pour
» Orléans. Carnot du Directoire même
» en est le plus zélé partisan. La mère
» d'Orléans, qui est à Paris, et que Piche-
» gru a refusé de voir, a l'air de s'y re-
» fuser, disant que son fils serait assassiné
» le lendemain de sa promotion. Enfin,
» les gens sensés que Pichegru a vus en
» grand nombre, conviennent tous qu'il
» y aurait une guerre civile interminable,
» si d'Orléans ou le *Grand-Bourgeois* (le

» Prétendant) étaient d'abord installés;
» elle ajoute aussi qu'il est plus qu'évident
» pour elle, que le sang coulerait plus
» fort que jamais, si ce dernier (le Pré-
» tendant) rentrait sans PALIATIFS *et*
» *avec l'intention* PRONONCÉE de se re-
» mettre comme il était. Pichegru assure
» qu'il faut au prétendant la plus haute
» *philosophie* pour ne pas heurter les
» opinions d'un siècle erronné et perverti;
» que ce n'est que par le tems que tout peut
» se *rectifier*; qu'il faut sur-tout *assurer*
» et *pénétrer tout le monde* d'un *pardon*
» *général*, SAUF A SÉVIR S'IL LE FAUT
» QUAND ON SERA UNE FOIS SOLIDEMENT
» ÉTABLI. Toutes ces considérations, qui
» ne sont pas aussi favorables que Piche-
» gru s'y attendait, lui ont fait décidé-
» ment jeter son plan, qui, à son avis et
» à celui des plus zélés pour le *Grand-*
» *Bourgeois* (le Prétendant) *auquel il l'a*
» *communiqué*, ne peut être que le seul
» qui puisse donner tout l'avantage qu'il
» y a à espérer pour le *Grand-Bourgeois*
» (le Prétendant), et déjouer les *d'Or-*
» *léans*, qui font nécessairement couler
» un argent plus immense dans toutes les
» veines de la grande cité; argent qui, dit
» Pichegru, n'a peut être fourni que par

» un Etat étranger, et qu'on devrait sous
» main tâcher de rendre nul.

» Voici donc ce que Pichegru juge à
» propos de faire: d'abord les Autrichiens
» DOIVENT ROMPRE AUSSITOT LA TRÊVE:
» *attendre les dix jours et pas une minute*
» *de plus; fondre dessus l'ennemi avec*
» *une impétuosité aveugle, et telle, qu'elle*
» *produise aussitôt des succès marquans;*
» *ne pas cesser de poursuivre: mettre le*
» *Prétendant et les siens dans des dispo-*
» *sitions telles, que, si même il était*
» *forcé d'agir, les nôtres voient évidem-*
» *ment qu'ils cherchent à ménagner leurs*
» *compatriotes;* CELA EST NÉCESSAIRE,
» et battre, si possible, sur tous les points.
» *Le résultat de cela sera sur de solides*
» *raisons de probabilité* qu'a Pichegru,
» *qu'il sera rappelé à la tête de son ar-*
» *mée pour arrêter les progrès de l'en-*
» *nemi.* Alors Pichegru demandera une
» trève, et les Autrichiens l'accorderont,
» en déclarant qu'ils sont intentionnés de
» ne traiter qu'avec Pichegru seul. *De*
» *cette combinaison*, dit Pichegru, *il ré-*
» *sultera un coup de théâtre imprévu*, mais
» qui me paraît, d'après l'assurance avec
» laquelle Pichegru me l'a dit, *calculé avec*
» *étendue, chez une partie majeure des*

» *gouvernans*, et du Directoire même.
» Ce coup de théâtre sera QU'ON APPELLERA PICHEGRU A LA DICTATURE.
» Alors il est évident que toute concurrence
» de parti cesse. Les Orléans seront joués,
» et Pichegru, environné d'une confiance
» illimitée, fondée sur l'estime qu'on a
» de lui, proclamera *l'ultimatum* de la
» volonté.

» Il nous est aisé de concevoir que les
» intérêts du Prétendant seront en très-
» bonnes mains; et Pichegru, sans doute
» bien fondé, croit ce plan immanquable,
» où, comme on le voit, tout dépend
» maintenant des Autrichiens.

» Pichegru rejette comme absolument
» nuisible aux grands intérêts, toutes
» tentatives partielles qui attireraient des
» forces énormes et terrassantes, qui
» n'entraîneraient que des torrens de sang
» et une scission indéfinie.

» Voilà ce que m'a dit Pichegru dans
» ce premier entretien : il m'en a promis
» un second dans peu; ce sera alors sans
» doute son allégorie qui amplifiera ce
» que j'ai dit. Pichegru ne restera pas
» long-tems chez nous : il ira chez lui
» pour voir ce qui se passe; *je lui ai promis de lui donner les noms* DE CEUX DU

» JURA, *auxquels il peut sûrement s'a-» dresser.* JE LE PUIS; mais pour être » plus sûr de mon fait, il serait prudent » que le Bourgeois (le Prétendant) m'en » transmette aussi au plutôt. Je tâcherai » que Pichegru me donne de ses nouvelles » de là; à cet effet je lui proposerai le chif-» fre en musique, et il enverra ses nou-» velles par agent particulier.

» Pichegru ne sait absolument rien du » *vieillard* de Haguenau. Il juge, comme » vous, que c'était un piége dont il s'in-» quiette peu : il fallait seulement retenir » le vieux pendar.

» Pichegru se plaint d'indiscrétion. Le » Directoire lui a dit que *le nommé Bas-» sal, qui était à Bâle,* l'a dénoncé pour » être en intelligence avec Condé, et qu'il » en avait les pièces *probantes* en mains.

» A Châlons on lui a tenu d'autres » propos. Pichegru ne se loue pas de la » discrétion des émigrés; il trouve aussi » que notre manière d'écrire en blanc est » très-mauvaise, étant très-connue; il » m'a conseillé le chiffre. (*Ici se trouve* » *une lacune de* 18 *lignes dans la lettre* » *originale, écrites l'une sur l'autre*, *et* » *qui sont illisibles.*

» Présentez au Grand-Bourgeois (le

» Prétendant) les sentimens de zèle et
» de dévouement qui vous sont connus.

» La troupe file vers le Bas-Rhin. La
» 25e. demi-brigade venant de Huningue
» passa par ici.

» Que pas un mot de ceci ne transpire
» des cabinets émigré et autrichien...

» Je n'écris pas directement *au premier*
» (Condé) à cause du chiffre que je
» mets sous le blanc , et que la baronne
» de Reich traduira à Fauche-Borel , et
» il ira l'expliquer à Condé.

» Nous remarquons que la force ma-
» jeure des nôtres sera à Sambre et Meuse ;
» mais attaquez partout. *Le général Mo-*
» *reau , que Pichegru dit n'être pas tout-*
» *à-fait de son genre , est allé hier à*
» *Trèves pour se concerter avec Jourdan ,*
» *que* Pichegru *dit être fort douteux.* Le
» bruit court que nous avons levé la trève,
» je le voudrais. J'ai oublié de dire que
» Pichegru m'a assuré qu'il n'a pas encore
» accepté l'ambassade.

» On parle ici de faire sortir de la ci-
» tadelle tous les habitans bourgeois , on
» craint vos ouvrages de Kehl.

» La fixation au complet des régimens
» de cavalerie est de 53 chevaux. Dans
» le Haut-Rhin les chevaux ont une épi-
démie.

» démie. Dans ce moment point d'avoine » ni foin *au magasin* (Strasbourg). Pichegru trouve que la mort DE CHARETTE ET LES SUCCÈS DE L'ITALIE FONT » DU MAL ET ENFLENT NOS DRÔLES.

» L'état des magasins de foin, à Pirmassens, une des plus considérables » divisions, montait hier à 75 quintaux. » Les chariots de réquisition qui vont » d'ici à Lunéville chercher des fourrages » reviennent vides.

» Voici un état de nos deux magasins » de siége d'ici; notez qu'ils fournissent » pour le courant au 12 floréal :

Bœuf salé.	278683	Livres.
Lard salé.	16599	
Vin.	227574	Pintes.
Eau-de-vie.	44205	
Vinaigre.	312921	
Sel.	9990	
Pipes de terre.	61357	
Tabac à fumer. . . .	75553	

» A jeudi soir pour d'autres nouvelles. »

Cette lettre arriva à la baronne de Reich dans la nuit du 3 au 4 mai (floréal). A l'instant Fauche-Borel et Courant en portèrent des copies à Condé, à Wickham et au Prétendant, qui était alors au camp de Condé.

Le Prétendant demanda à Pichegru de livrer Strasbourg. Demougé fit parvenir à Fauche-Borel la réponse de Pichegru le 10 mai (20 floréal) (1). « Pichegru, » dit Demougé, ajoute en réflexion sur » ce que lui a fait dire le Prétendant, » que l'influence qu'il a sur les meneurs » et sur le Directoire n'est pas de nature » à pouvoir oser les porter à abandonner » Strasbourg au Prétendant ; qu'une ou- » verture de ce genre lui ôterait évi- » demment et sans succès la confiance » qu'on a en lui, et dont, d'après le » plan qu'il a transmis, il ne peut se ser- » vir efficacement que lorsqu'il aura le » pouvoir en main.

» Que dans ce moment, il est essen- » tiel de ne pas considérer la chose en » petit. . . . . . .

» Que Strasbourg n'est qu'un faible ac- » cessoire au résultat qu'il médite ; que » d'ailleurs si les Autrichiens poussent » vigoureusement et coupent l'armée de » manière que Strasbourg reste isolé, il » pourra être emporté par la présence » seule du Prétendant et par une suite

(1) *Voyez* tom. I des pièces trouvées à Offembourg, 197e pièce, pag. 512 et suivantes.

» naturelle des opérations, vu que cette
» place est dépourvue de tout.

» Qu'à mesure que les succès des Autrichiens seront marquans, il est probable que les individus portés pour le Prétendant, et disséminés maintenant dans Strasbourg, se lieront et formeront un noyau dont on usera de toutes ses forces pour remplir les vœux du Prétendant et les nôtres, etc. »

En s'opposant à toutes entreprises pareilles, Pichegru tenait avec une égale opiniâtreté à l'exécution de son plan. Et comme sa présence, trop long-tems prolongée à Strasbourg, pouvait éveiller des soupçons et nuire aux opérations qu'il avait conseillées, il fait annoncer par Demougé (1), « qu'il allait en attendant
» aller dans le Jura, sur lequel Demougé
» lui avait donné des renseignemens dont
» lui Pichegru était content. Il y allait,
» d'après la même lettre, pour y diriger
» les mesures convenables qui devaient
» harmoniser avec ce qui se passerait à
» Strasbourg. De-là, cela ira peut-être
» au Lyonnais (où était Imbert-Colomès,

(1) *Voyez* tom. I des pièces trouvées à Offembourg, pag. 515.

» le fondé de pouvoirs de Louis XVIII). »

Demougé ajoutait : « Pichegru verra » peut-être le capitaine Rolland. J'envoie » en avant Pichegru à Dôle : le jeune » Holbang, dont le frère émigré, rentré » et caché, agit activement avec Finot. » Pichegru déclarait (1) qu'il était essen- » tiel que le Prétendant ne quittât plus » le poste où il était. La grande sensation » qu'il a faite, disait-il, prouve la néces- » sité de ne pas quitter ce poste : ce qui » détruirait toutes les bonnes dispositions » qu'on montre ici pour lui, et qui aug- » mentent chaque jour : ce qui nuirait éga- » lement aux Autrichiens dans ce pays-ci. »

Mais c'était sur-tout de la bonne volonté des Autrichiens que dépendait l'exécution de ce plan, et la levée de l'armistice était l'acte qui devait prouver cette bonne volonté.

Condé, le Prétendant voulaient toujours qu'on leur livrât Strasbourg, tandis que Pichegru voulait que les Autrichiens reprissent les hostilités. Le 14 mai (24 floréal) la baronne de Reich écrivait à Klinglin :

---

(1) *Voyez* tom. I des pièces trouvées à Offenbourg, pag. 517.

» Hé bien ! mon cher Klinglin, que » vous semble de tout ceci ? Je n'en suis » pas fort contente, et je vous dirai que » je désespère de tout si les Autrichiens » tardent à se rendre à la pressante in- » vitation de Pichegru. »

Fauche et Montgaillard, échauffés par les sollicitations de Demougé et de la baronne de Reich, pressaient le prince Charles, le général Wurmser (1) de rompre la trêve, de répondre à la confiance de Pichegru, qu'un retard pouvait perdre dans l'esprit du parti qu'il avait rallié à Paris (2). Moreau avait succédé à Pichegru dans le commandement de l'armée du Rhin : Demougé écrivait le 10 mai (premier floréal), dans une lettre commune à Condé, à la baronne de Reich, à Klinglin, à Fauche-Borel, à Wickham et à Montgaillard, « *qu'il ne fallait pas* » *faire de tentatives sur Moreau ; mais* » *que s'il était frotté par les Autrichiens,* » *il serait disposé à tout faire* (3). »

J'ai vu, dit Montgaillard, dans sa lettre

---

(1) *Voyez* tom. I des pièces trouvées à Offembourg, pag. 574.

(2) *Ibid.* pag. 549, 550, 554 et 555.

(3) *Ibid.* pag. 518.

du 24, écrite de Manheim (1), « J'ai vu » hier au soir et ce matin la personne » qu'il était essentiel de voir ici (Wurm- » ser nommé plus bas), et je n'ai rien » négligé pour lui inspirer en faveur de » Pichegru l'absolue confiance qu'il faut » avoir nécessairement dans cet homme » rare. Il m'a paru qu'on sentait bien cela, » et qu'on voulait se conduire d'après » les données de son caractère et de ses » talens. J'ai écrit ce matin au prince » Charles et à son bras droit, et je me » suis mis en quatre pour les maintenir » dans les excellentes dispositions où je » crois véritablement qu'ils sont.

» Le voyage de Fauche-Borel a opéré » un grand bien, et il était d'une néces- » sité majeure.

» Je partirai décidément demain soir, » à moins que Wurmser ne me retînt, » ce que je ne prévois nullement utile : » il m'a donné heure ce soir, et je vous » promets de lui parler de son immorta- » lité future avec toute la chaleur qui » peut dépendre de moi.

» Vous jugerez parfaitement, madame

(1) *Voyez* tom. I des pièces trouvées à Offembourg, pag. 574.

» la baronne, combien il est urgent de
» donner une confiance absolue et sans
» bornes à Demougé et à Pichegru ; que
» ce dernier n'a aucun obstacle ni retard
» à craindre, et qu'on est fortement ré-
» solu à le seconder par tous les moyens
» possibles : il faut lui en donner l'assu-
» rance formelle, donnée par l'archiduc :
» c'est la vérité, et on ne saurait trop en
» en pénétrer Pichegru.

» Votre excellent jugement reconnaît
» combien il est urgent de talonner sans
» relâche Wickham ; il faut lui faire faire,
» d'une manière ou d'autre, ce qui est
» si nécessaire à Pichegru (de l'argent).
» Je ne doute pas de la bonne volonte
» personnelle de Wickham, mais les
» effets seuls peuvent le prouver.

» Pichegru est perdu sans ressource
» si les fonds se font attendre un mo-
» ment : on me l'a dit ce matin, et je ne
» vous cache pas que (entre nous soit
» dit) l'inquiétude de Wurmser et de
» l'archiduc porte sur ce point.

» Les troupes défilent nuit et jour,
» et passent sans s'arrêter.

» Wurmser a une confiance de vic-
» toire que je ne puis vous peindre. »

Un plein succès avait donc couronné

le vœu de Pichegru et les démarches de ses agens. Le 21 à midi (1er. prairial an 4), les généraux autrichiens avaient fait déclarer la cession de l'armistice.

Peu de jours après, Pichegru se rendit à Besançon pour attendre les événemens.

Il faut remarquer qu'à cette époque l'armée d'Italie courait de victoire en victoire. Ses succès éclatans conseillaient à l'Autriche une paix prompte. Il est donc évident qu'en rompant l'armistice sur le Rhin, l'Autriche comptait sur les engagemens de Pichegru comme sur une ressource infaillible.

Mais la destinée de l'armée d'Italie n'était pas seulement de chasser les armées autrichiennes de l'Italie, elle devait encore relever de leur découragement les armées de Sambre et Meuse et de Rhin et Moselle. Son exemple devait ranimer l'émulation du midi au nord de la France ; sa gloire devait porter une nouvelle ardeur dans toutes les ames. Arrêtons-nous quelques momens sur cette époque.

Le 11 germinal, Bonaparte était arrivé à Nice, et avait pris le commandement de l'armée d'Italie.

Le 20, il ouvre la campagne.

Le 22, victoire signalée sur les Autrichiens, commandés par le général Beaulieu, à Monte-Notte. L'ennemi perd de quatre à cinq mille hommes, dont moitié sont faits prisonniers.

Le 25, nouvelle victoire à Millesimo. On fait à l'ennemi huit mille prisonniers, au nombre desquels est le général Provera.

Le 26, victoire de Dégo. L'ennemi perd encore deux mille hommes.

Le 2 floréal, victoire de Mondovi. L'ennemi perd dix-huit cents hommes, dont treize cents prisonniers. Les Français prennent vingt drapeaux, parmi lesquels quatre des gardes-du-corps du roi de Sardaigne.

Le 16, Bonaparte occupait Coni, Ceva, Tortone, toute la partie du Piémont endeçà de la Stura et du Tanaro, après avoir accordé un armistice au roi de Sardaigne, qui demandait la paix au Directoire.

Le 20, il avait passé le Pô, à la poursuite du général Beaulieu, qu'il battit ensuite à Fombio.

Le même jour, il accorde une suspension d'armes au duc de Parme, qui demande aussi la paix au Gouvernement français.

Le 22, bataille de Lodi. L'armée française passe l'Adda sur un pont de cent toises, défendu par trente pièces de canons autrichiens et en prend vingt. L'ennemi perd trois mille hommes, tant tués que blessés ou prisonniers. Beaulieu fuit avec les débris de son armée.

Le 23, Pizzigitone est pris.

Le 25, Bonaparte écrit : *Toute la Lombardie* appartient à la République française.

A la fin du mois de floréal, le duché de Modène, une partie des Etats vénitiens, les légations de Bologne et de Ferrare étaient occupés par l'armée française, ainsi que le Mont-Ferrat, le Piémont, la Lombardie, le duché de Parme.

A cette époque, le Directoire reçoit les vingt-un drapeaux pris par l'armée d'Italie; des tableaux et d'autres monumens précieux lui étaient expédiés; plusieurs millions étaient envoyés par Bonaparte pour subvenir aux besoins des armées du Rhin et Sambre et Meuse; enfin, des plénipotentiaires de la cour de Rome, du duc de Modène, du roi de Naples se rendaient ou étaient rendus à Paris, avec ceux du roi de Sardaigne et du duc de Parme, pour demander la paix, et l'armée de

Beaulieu, réduite à peu de troupes errantes et dispersées dans les gorges du Tyrol, n'existait plus.

Telle était la situation des affaires, lorsque des émissaires de Pichegru obtinrent des Autrichiens aveuglés la rupture de l'armistice du Rhin, que Bonaparte sollicitait lui-même depuis le commencement de sa campagne; rupture d'autant plus étrange, que Wurmser avait été obligé de détacher de l'armée du Rhin trente mille hommes, avec lesquels il venait au secours de Beaulieu.

Ces nouvelles étaient connues des armées de Sambre et Meuse, de Rhin et Moselle; les gazettes en étaient pleines; les poètes les célébraient à l'envi.

La solennité qui avait accompagné la présentation des vingt-un drapeaux d'Italie au Directoire, avait déjà frappé toutes les imaginations. Le Directoire avait écrit aux militaires campés près Paris ces paroles: *Les cris de vive la République*, PROFÉRÉS EN L'HONNEUR DE CETTE ARMÉE VICTORIEUSE (l'armée de Bonaparte) *à la cérémonie qui vient d'avoir lieu pour la présentation des drapeaux, seront répétés par vous avec enthousiasme.* Une proclamation de Bonaparte à l'armée

d'Italie, récompense de ses travaux, et présage d'une gloire nouvelle, avait retenti dans tous les camps. Les principaux traits en sont encore présens à tous les amis de la République, à tous les amans de la gloire.

« Soldats, disait Bonaparte, vous vous » êtes précipités comme un torrent du » haut de l'Apennin. Vous avez culbuté, » dispersé tout ce qui s'opposait à votre » marche.

» Le Piémont, délivré de la tyrannie » autrichienne, s'est livré à ses sentimens » naturels de paix et d'amitié pour la » France.

» Milan est à vous, et le pavillon répu- » blicain flotte dans toute la Lombardie. » Les ducs de Parme et de Modène ne » doivent leur existence politique qu'à » votre générosité.

» L'armée qui vous menaçait avec tant » d'orgueil, ne trouve plus de barrière » qui la rassure contre votre courage; le » Pô, le Tésin, l'Adda n'ont pu vous » arrêter un seul jour; ces boulevards » vantés de l'Italie ont été insuffisans: » vous les avez franchis aussi rapidement » que l'Apennin.

» Tant de succès ont porté la joie dans

» le sein de la patrie ; vos Représentans
» ont ordonné une fête dédiée à vos vic-
» toires, célébrée dans toutes les com-
» munes de la République. Là, vos pères,
» vos mères, vos épouses, vos sœurs, vos
» amantes se réjouissent de vos succès,
» et se vantent avec orgueil de vous appar-
» tenir.

» Oui, soldats, vous avez beaucoup
» fait..... Mais ne vous reste-t-il plus rien
» à faire ?.... Dira-t-on de nous que nous
» avons su vaincre, mais que nous n'avons
» pas su profiter de la victoire ? La pos-
» térité nous reprochera-t-elle d'avoir
» trouvé Capoue dans la Lombardie ?.....
» Mais je vous vois déjà courir aux armes,
» un lâche repos vous fatigue ; les jour-
» nées perdues pour la gloire, le sont
» pour votre bonheur..... Hé bien ! par-
» tons, nous avons encore des marches
» forcées à faire, des ennemis à soumettre,
» des lauriers à cueillir, des injures à
» venger.

» Que ceux qui ont aiguisé les poignards
» de la guerre civile en France, qui ont
» lâchement assassiné nos ministres, in-
» cendié nos vaisseaux à Toulon, trem-
» blent..... L'heure de la vengeance a
» sonné.

» Mais que les peuples soient sans in-
» quiétudes ; nous sommes amis de tous
» les peuples, et plus particulièrement des
» descendans des Brutus, des Scipions,
» et des grands-hommes que nous avons
» pris pour modèle.

» Rétablir le Capitole, y placer avec
» honneur les statues des héros qui le
» rendirent célèbre ; réveiller le peuple
» romain, engourdi par plusieurs siècles
» d'esclavage : tel est le fruit de vos vic-
» toires ; elles feront époque dans la pos-
» térité. Vous aurez la gloire immortelle
» de changer la face de la plus belle partie
» de l'Europe.

» Le peuple français libre, respecté du
» Monde entier, donnera à l'Europe une
» paix glorieuse, qui l'indemnisera des
» sacrifices de toute espèce qu'il a faits
» depuis six ans : vous rentrerez alors dans
» vos foyers, et vos concitoyens diront,
» en vous montrant : *Il était de l'armée*
» *d'Italie !*..... »

Le Directoire, en apprenant la reprise des hostilités sur le Rhin, avait pensé qu'il ne pouvait exciter plus puissamment l'ardeur des armées de Sambre et Meuse, de Rhin et Moselle, qu'en leur présentant l'exemple de l'armée d'Italie. « *Braves*

» *armées*, leur dit-il en finissant sa pro-
» clamation du 7 prairial, *reprenez vos
» armes terribles. Songez à la cause que
» vous défendez, à votre pays, à votre
» gloire ! Suivez vos propres exemples.*
» IMITEZ VOS FRÈRES D'ITALIE !..... »

Ce fut dans ces circonstances que l'armée de Sambre et Meuse, commandée par le général Jourdan, se montra la première en campagne. Le 11 prairial, une proclamation du général Jourdan disait à l'armée : « Je suis persuadé qu'au récit » des victoires remportées par vos frères » d'armes en Italie, votre courage et votre » amour pour la patrie se sont enflammés » de nouveau. Bientôt l'occasion se pré- » sentera pour vous de devenir les émules » de ces héros. »

Le 12, un corps de l'armée de Sambre et Meuse chassa les Autrichiens de plusieurs positions avantageuses dans le Hunsdruck.

Le 13, un autre passa la Sieg, battit les corps commandés par Würtemberg et Kilmayer, lesquels perdirent deux mille quatre cents hommes, l'état-major de l'ennemi fut fait prisonnier.

Le 16, la même division remporta une victoire signalée à Atterkirchen, sur la

rive droite du Rhin, fit trois mille prisonniers, prit quatre drapeaux, douze pièces de canon, et quantité de chariots et d'équipages.

Cependant l'armée du Rhin, commandée par Moreau, avait ordre de passer aussi sur la rive droite. Elle passa le 6 messidor, et se montra avec un courage digne de ses précédens succès.

Entre les armées victorieuses de Bonaparte et de Jourdan, il était impossible que le soldat le plus égaré ne secouât les idées honteuses dont les conspirateurs l'avaient nourri dans l'oisiveté des camps. Il était rappelé à la patrie par ces acclamations de joie et d'amour qui répondaient aux victoires et aux conquêtes de ces armées ; il était entraîné par l'émulation généreuse de la grande masse de cette brave armée du Rhin même, qui, depuis long-tems, gémissait de son inaction et non de son mal-être ; en un mot, un mouvement général entraînait alors tous les défenseurs de la République. Quand Pichegru lui-même aurait encore été à la tête de l'armée du Rhin : quand il y aurait répandu avec plus de profusion l'or et les écrits corrupteurs ; quand ses affidés y auraient redoublé de séduction, il aurait fallu

fallu que son armée, ses affidés, que lui-même, suivissent le mouvement général; il aurait marché contre les Autrichiens au lieu de porter la guerre civile au sein de la France; il aurait été forcé de servir au lieu de trahir; il aurait été condamné à la gloire, quels que fussent ses vœux pour l'infâmie.

Cette époque fut celle où commença, pour les trois armées de la République, une suite de victoires qui ne fut interrompue qu'au commencement de l'an 5, époque où Moreau se retira sur le Rhin. Il le repassa le 5 brumaire. A cette époque Fauche-Borel écrivit à Klinglin (1), que M. Wickham vient de lui promettre de nouveau d'aider de tous ses moyens la réussite des complots concertés entre le Prétendant et Pichegru, de qui il annonce qu'il vient de recevoir *tout récemment de bonnes nouvelles*, et il ajoute : » *Voilà Moreau au point où Pichegru* » *l'a souvent demandé pour opérer son* » *travail.* Le bon prince Charles et le gé- » néral Latour ont travaillé comme il » était presque difficile de s'y attendre;

(1) Le 15 octobre (22 vendémiaire an 5.)

» mais on vous conjure de Strasbourg de » continuer sans relâche (1). »

Une lettre de Demougé (2) apprend qu'alors Pichegru était à Strasbourg, et c'est une circonstance fort remarquable.

Une autre lettre du même, datée du 29 octobre (brumaire), annonce à Klinglin (3) « qu'à la reprise de la rive droite, » la confusion, la terreur, le dégoût, la » lutte contradictoire des volontés à Paris, » la pénurie des moyens, le dénuement » des places fortes, le danger, sur-tout, » de nous laisser du repos et le tems de » recourir à des moyens extrêmes, tout » enfin doit faire connaître qu'il faut continuer des efforts extraordinaires dont » le succès le plus complet ne peut manquer d'être la récompense. »

Une autre lettre écrite à Klinglin par le même Demougé, le 4 novembre, porte ce qui suit: « Les retranchemens des » Français à Kehl sont regardés, par Pichegru, comme mauvais et insuffisans » vis-à-vis des vôtres; les batteries sont

(1) *Voyez* tom. II des pièces trouvées à Offembourg, pag. 2.

(2) *Ibid.* pag. 11 et 12.

(3) *Ibid.* pag. 15.

» trop près les unes des autres. Si le bom-
» bardement et les obus ont lieu de votre
» part dans les décombres et sur le pont
» de Kehl, on sera bien en peine, malgré
» les mines qu'on dit avoir été faites en
» avant de Kehl pour faire danser les
» Allemands. Le village de Kehl, la rue
» droite jusqu'à la grille, seront brûlés
» par nous.

» Demandez à Fauche-Borel des nou-
» velles de Pichegru : il (Pichegru) m'a
» quitté hier ; nous avons bu ensemble
» l'avant-veille comme des capucins à la
» santé du grand et brave prince Charles,
» qui est admiré par des gredins, et c'est
» beaucoup.

» Nous comptions, ajoute-t-il, aujour-
» d'hui sur une sérénade de sa part ; mais
» sans doute qu'il y aura ce soir feu d'ar-
» tifice. » On devine facilement ce que Demougé entend par ces *sérénades* et ces *feux d'artifices :* c'était le bombardement de Kehl que sollicitait avec tant d'ardeur ce confident de Pichegru.

Pendant que, se livrant uniquement à leurs travaux respectifs, les assiégeans, les assiégés se contentaient d'échanger quelques boulets, les espions multipliaient

leurs correspondances et leurs renseignemens.

» Sachez, écrivait Demougé à *Klinglin*, » que nos retranchemens à Kehl sont peu » solides; rien n'est maçonné, de façon » qu'il est improbable qu'il y ait des ca- » semates pour abriter: la preuve de cela » est la peur qu'on a des bombes et des » obus, qui feraient un quadruple effet » dans des décombres semées par-tout, » et qui augmenteront encore par l'abatis » de la grande rue. *Je crois qu'il sera* » *peu difficile de nous abîmer.* »

Le 7, Klinglin écrivait à Wittersbach: » *Je suis de l'avis de Pichegru, que* » *si nous bombardions vigoureusement* » *Kehl, on les embarrasserait beaucoup.* »

De son côté, Fauche-Borel écrivait le même jour à Klinglin. « On assure que » Desaix a ordre d'attaquer incessam- » ment le prince Charles. Celui-ci doit » s'attendre à voir venir sur lui des ani- » maux féroces, gorgés d'eau-de-vie. S'il » soutient intrépidement le premier choc, » les nôtres sont perdus; c'est ce qu'il » faut faire incessamment comprendre » aux Allemands. La quantité de grosse » artillerie, de munitions, de retranche-

» mens, avec quelques mines dans les ou-
» vrages avancés à Kehl, le font croire
» imprenable. Nous pouvons être minés
» faute de *traverses* de ce côté-là ; aussi les
» obus ennemis attaquent nos pontons.

» *Pichegru fait dire par Badouville,*
» *que le prince Charles ne peut rien faire*
» *de mieux que de continuer sans inter-*
» *ruption;* que l'armée est dégoûtée ; qu'il
» ne faut pas la laisser reposer. Il est con-
» tent de ce qu'on a fait jusqu'à ce mo-
» ment; mais pour qu'il soit rappelé, il
» faut frapper (1). »

Wittersbach et Chambé donnaient sur la situation d'Huningue, sur les différens mouvemens des troupes composant la garnison de la tête du pont, des renseignemens aussi précis que ceux fournis par Demougé sur Kehl.

Deux hommes, sur-tout deux officiers supérieurs, Tugnot, chef de bataillon, et l'adjudant-général Badouville étaient souvent interrogés par Klinglin.

Dans les lettres écrites par Demougé le 17 novembre, par Fauche-Borel le

(1) *Voyez* tom. II des pièces trouvées à Offembourg, pag. 41 et 42.

18 (1), et par Wittersbach le 19, on apprend que Demougé a fait un voyage à Berne, et quel en a été le but et le succès.

» Cher Klinglin, dit Demougé, je re-» viens de chez le bon Wickham, que » j'ai trouvé tout disposé aux affaires de » notre cher Pichegru. Après deux con-» versations de chacune deux heures, il » a conclu que de ce pas j'irais chez Pi-» chegru (*pour lequel il m'a donné de* » *l'argent et une lettre de sa main*), *de* » *là à Strasbourg; et au moment que* » *m'indiquera Pichegru, à Paris où je* » *serai le seul intermédiaire de Pichegru,* » *au Prétendant et à ses amis.* Abstrac-» tion faite de l'utilité indispensable dont » je serai chez Pichegru, je lui ai détaillé » d'autres moyens qui peuvent me mettre » à même de faire le plus grand bien à » tous les intéressés: il les a trouvés ad-» missibles. »

Il se plaint ensuite de ce que Wickham ne veut entrer pour rien dans les frais d'espionnage de Strasbourg: il se trouve pour cela renvoyé à Klinglin et au prince

(1) *Voyez* tom. II des pièces trouvées à Offenbourg, pag. 77.

Charles : il demande à ce sujet quelques éclaircissemens à Klinglin.

» J'attends, continue-t-il votre réponse » à ce sujet..... L'argent que m'a remis » Wickham, *pour les affaires de Paris*, » sera bien juste ce qu'il faudra pour là.

» Il est vrai que PICHEGRU EST PLEI- » NEMENT CAVÉ POUR LES GRANDS COUPS; » mais, je le répète, je ne puis rien prendre » de là, puisque Wickham ne le veut » pas. »

Fauche-Borel, dans une lettre datée de chez Wickham, parle du même voyage de Demougé chez Pichegru, du voyage de Demougé et Pichegru à Paris, des argumens déterminans fournis par Wickham, et il annonce à Klinglin qu'aussitôt que Pichegru sera à Paris, ce sera lui, Fauche, qui informera le prince Charles des mesures que prendra Pichegru dans cette grande ville.

Enfin Wittersbach annonce que Demougé est extrêmement content de Wickham; qu'il l'a chargé d'or, et qu'il va partir de Bâle pour aller chez Pichegru, etc.

A quelle somme peut monter cette distribution de M. Wickham ? C'est sur quoi l'on ne trouve dans la correspondance aucun renseignement précis. Mais

si l'on se permet quelques comparaisons, si l'on réfléchit que, pour la première fois, l'insatiable Demougé avoue qu'il est satisfait, si l'on veut bien peser les deux phrases, l'une de Wittersbach, qui *annonce que Demougé est chargé d'or*; l'autre, bien plus énergique, de Demougé, qui avoue que *Pichegru est cavé pleinement pour les grands coups*, on pourra, sur cette somme en or envoyée par Wickham à Pichegru, donner carrière à son imagination. On se rappellera que l'on regardait comme un faible à-compte les 500,000 liv. remises en juin à Strasbourg, en numéraire et en lettres-de-change; on se rappellera qu'on regardait comme une misère indigne d'être offerte les neuf cents louis que Pichegru daigna accepter pour Paris; on se rappellera que Condé, qui certes n'avait pas la caisse de Wickham, offrait au même Pichegru 300,000 livres en or, et 1,600,000 livres en lettres-de-change; on s'environnera enfin des motifs qui ont nécessité cette générosité anglaise, on pensera à l'effroyable corruption qui se fit sentir avant les élections, pendant les élections, dans la législature et dans Paris; et d'après ces données, on pourra estimer qu'un homme cavé pleinement

nement pour les grands coups devait avoir à sa disposition plusieurs millions.

Demougé partit de Strasbourg le 21 novembre (brumaire) pour aller porter à Pichegru, qui était alors à Belvaux, l'or dont nous avons vu que *Wickham l'avait chargé*.

Les ennemis étaient loin de s'attendre à la longue et admirable défense des deux garnisons de Kehl et de Huningue, et nous voyons que, le 23 novembre, Klinglin, croyant, d'après Pichegru (1), *que ces deux têtes de pont* ne pourraient pas résister long-tems, invitait le prince Charles à faire précéder son entrée prochaine en France d'une proclamation dans laquelle il déclarerait qu'il n'entrait sur le territoire français que pour récupérer les Pays-Bas.

Cette proclamation ne parut pas: l'archiduc eut, sans doute, le bon esprit de penser que ce ne serait pas avec des proclamations qu'on renverserait la République, et, profitant des avis que lui donnaient les traîtres, poussa avec activité les travaux devant Kehl.

---

(1) *Voyez* tom. II des pièces trouvées à Offembourg, pag. 103.

Du 21 au 28 novembre il les avança sur la rive droite de la Kintzig, entre les chaussées de Rastadt et d'Offembourg. En cet endroit les lignes des Autrichiens appuyant de droite et de gauche sur la Kintzig, formaient comme la base d'une espèce de triangle dont le lit de la Kintzig, au-dessus et au-dessous de Kehl, représentaient les deux côtés.

Le 28 novembre (8 frimaire) les batteries des Autrichiens commencèrent à tirer. Le soir même de ce jour l'ennemi se logea à l'entrée du village de Kehl, ainsi que dans l'île de la Kintzig. Il en fut repoussé plusieurs fois; mais à la fin il parvint à s'y maintenir, et y établit ses retranchemens.

Dans la nuit du 30 novembre au 1er. décembre, les Autrichiens se crurent assez avancés pour tenter d'emporter d'assaut la tête du pont d'Huningue. L'ennemi fut chassé de tous les ouvrages, qu'il laissa couvert de deux mille des siens, morts ou blessés.

Dans la lettre du 1er. décembre, l'espion Wittersbach ne parle de cette action qu'avec une espèce de consternation. Il est forcé d'avouer que le carnage a été terrible pendant presque deux heures.

Pendant que les généraux et les soldats de l'armée du Rhin moissonnaient ces sanglans lauriers, Pichegru, retiré près de Besançon, croyait voir approcher l'heure de sa dictature. Dans les premiers jours du mois de mai il avait annoncé *qu'il aurait besoin d'argent quand il serait dans le Jura* (1), et son fidèle espion Demougé, chargé de l'or de l'Angleterre, était allé lui porter à *Belvaux* une partie du prix de sa trahison, et (pour employer ses expressions), l'avait *cavé pleinement* pour les grands coups qui devaient se porter à Paris.

Demougé était de retour à Strasbourg le 5 décembre au matin.

C'est dans la trois cent vingt-troisième pièce du Recueil, page 168 du deuxième volume, qu'il donne quelques détails sur le résultat de cette entrevue.

« Pichegru, dit-il, est très-content de » la manière dont le prince Charles traite » les affaires. La tournure qu'elles pren- » nent, le détermine encore à suspendre » son voyage à Paris, qu'il remet à trois » semaines ou un mois; je suis donc encore

(1) *Voyez* tom. I des pièces trouvées à Offembourg, pag. 518.

» à vous pour ce tems. Il recommande
» bien au prince Charles de pousser ses
» traveaux pour se rendre maître de Kehl
» et d'Huningue ; il assure que cela une
» fois fait, le découragement des Français
» sera total. Vous savez que Desaix l'a
» dit lui-même. Il veut aussi que vous ne
» leur donniez aucun repos; car, dit-il,
» ceux qui ont pillé chez vous et amassé
» de quoi, n'aiment plus à se battre; et
» ces autres, qu'on laisse manquer de
» tout, lâcheront pied quand ils verront
» votre constante vigueur. N'épargnez
» rien pour avoir ces points; il vous sera
» plus facile alors de pousser votre pointe,
» et de vous emparer d'abord prompte-
» ment et sans délai de nos campagnes,
» où vous trouverez encore de quoi vivre
» et des amis, sur-tout si vous défendez
» absolument le pillage.

» Alors vous sentez combien il sera
» aisé d'avoir les places (qui manquent
» absolument de tout), au moyen de l'in-
» terruption des entrées et des somma-
» tions de se rendre dans le plus court
» délai, OU D'ÊTRE BRULÉES (1) ou

---

(1) *Voyez* tom. I des pièces trouvées à Offembourg, pag. 583, 584. Pichegru conseillait en-

» affamées : voilà ce QU'ASSURE PICHE-
» GRU. »

Et plus loin il ajoute : « Les officiers
» et les généraux les plus patriotes, dé-
» couragés, disent hautement que si le
» prince Charles continue, il n'y a plus
» moyen de tenir, même en Alsace.

» Je suis fortement de leur avis, que
» j'appuie sur la pièce officielle ci-jointe,
» dont j'ai trouvé moyen d'avoir copie
» littérale. C'est le compte rendu à l'En-
» treprise générale de Paris, du résultat
» du conseil secret tenu chez Hausseman,
» commissaire du Directoire exécutif, sur
» les moyens de subvenir à mille besoins
» auxquels il est impossible de satisfaire.
» Lisez-le avec attention, et vous verrez
» que *le but de Pichegru* sur l'avilisse-
» ment et le discrédit du Gouvernement,
» ne peut être mieux fondé : c'était tou-
» jours la base de ses projets. »

Le prince Charles n'avait pas attendu ces pressantes invitations pour aller en avant.

Depuis le 29 décembre il avait avancé ses travaux entre le Haut-Rhin et les rives

---

core d'incendier les villes qui refuseraient de se rendre.

gauches de la Schuller et de la Kintzig, car le jour même de la réception de cette longue lettre, le 6 au soir, les Autrichiens, sortant de l'espèce d'inaction à laquelle ils s'étaient condamnés depuis quelques jours, attaquèrent, après une très-vive canonnade, l'île des Bois, occupée par deux compagnies; l'ennemi arrivait par un gué, et on ne pouvait soutenir les deux compagnies que par des bateaux; il parvint à s'y loger, ainsi que dans la redoute du *Bonnet-de-Prêtre*, qui touchait à la partie desséchée du petit bras d'Ehrlen-Rhin au-dessus de l'île des Bois; cet ouvrage n'était occupé que par un poste de ving hommes, parce qu'il n'avait pas été jugé assez fini pour être armé et gardé plus fortement.

Cependant l'ennemi, arrêté, chicané à chaque pas, avançait avec lanteur, et cette lenteur désespérait les conspirateurs de Strasbourg. Jusqu'à ce moment ils s'étaient contentés de donner des renseignemens sur le découragement de nos armées, sur les troubles de l'intérieur, sur les nouvelles espérances des Chouans (1), sur

---

(1) *Voyez* tom. I des pièces trouvées à Offembourg, p. 167. Sur la renaissance de la Vendée. (164.)

la désertion des troupes. Les renseignemens sur ce dernier objet étaient presque toujours exagérés, mais ceux qu'ils fournissaient sur l'effet des batteries de l'ennemi, sur l'établissement et la situation des nôtres, étaient d'une exactitude effrayante (1). Cette exactitude allait jusqu'à indiquer l'endroit où les généraux se retiraient dans le fort de Kehl. « Je » vous préviens, écrivait Demougé à » Klinglin, le 29 décembre, que les gé- » néraux, au nombre de cinq, qui se re- » lèvent tous les deux jours, sont case- » matés dans une voûte du fort, qui doit » être à gauche en entrant d'ici. Cette » voûte était autrefois sous un hangard » isolé, et servait à soigner les papiers de » l'imprimerie. Depuis peu on y a fait un » soupirail pour donner issue à la fumée » d'un grand feu qu'on y entretient. On » craint que vous ne jetiez des bombes » sur ce seul abri qu'ils ont; il faudrait » que vous dirigiez vos bombes là où vous » verrez de la fumée. »

Le général Latour venait d'établir sa

(1) *Voyez* tom. I des pièces trouvées à Offembourg, pag. 161, 162, 163, 164, 176, 184.

seconde parallèle, et dans la nuit du 9 au 10 décembre (20 frimaire) il attaqua le poste placé dans les masures de la maison de poste et de l'église du village de Kehl. Trois fois repoussé, il s'y maintint; mais le matin il en fut chassé et perdit plus de trois cents hommes; il renouvela ses attaques les 10 et 11 au soir. Il attaqua aussi, dans les nuits du 10 au 11 et du 11 au 12, des petits réduits et un logement que nous avions sur les bords du bras d'Ehrlen-Rhin qui se trouvait à sec; mais il fut aussi repoussé avec perte, par la 76e. demi-brigade. Dégoûté par cette résistance, l'ennemi prit le parti de s'avancer à la sappe, et d'établir des batteries pour nous chasser de ces postes. Ces différens travaux ne furent terminés que le 18 (20 frimaire).

Demougé parle de ces différentes actions; il écrivait le 11 à Klinglin (1). « On » n'apprend rien de bien positif sur ce que » vous opérez par votre longue canon- » nade, car il y a défense de passer la ci- » tadelle : on dit à la sourdine que nous

(1) *Voyez* tom. II des pièces trouvées à Offembourg, pag. 190.

» avons perdu des avant-postes, et que » vous avez tenté deux assauts infructueusement.

» *J'ai été sur la tour vers quatre heures,* » *et j'ai vu l'action très-engagée :* il y avait » fusillade. Il faut que cette nuit, depuis » minuit à une heure, vous ayez tenté » quelque coup, car la canonnade n'a jamais été si vigoureuse. »

Et, plus loin : « L'effet que font vos » opérations est fort bon. Le découragement s'accroît, et nos meilleurs militaires désespèrent de se maintenir à » Kehl. Continuez comme cette nuit. On » me dit que vous avez emporté de nos » postes, et que vous avez la tête de notre » pont-volant, qui nous servait le plus » avantagement aux transports. « *Sans* » *ce gueux de Dessaix*, *m'assure-t-on*, » *vous eussiez eu plus de succès. N'y a-* » *t-il donc pas de boulet pour lui casser* » *une jambe ?*

» On m'a dit ce matin à l'état-major » que vous avez ouvert la dernière parallèle ; bon : cela avance.

» La moitié de la demi-brigade de Mainoni, qui, maintenant, est à la paillasse, a déserté, etc. »

Demougé donna à l'ennemi le nombre exact des bouches à feu qui défendaient le fort de Kehl (1). Il annonça l'effet plus ou moins heureux des batteries de l'ennemi ; il désigna les lieux où les assiégés établissaient des batteries nouvelles, la destination de ces batteries, le calibre des pièces qui les armaient, les accidens qui leur arrivaient. Il recommandait à l'adresse des artilleurs ennemis les généraux retirés sous les voûtes du fort ; il annonçait que déjà une bombe tombée par une ouverture qu'il avait indiquée, avait tué quatre hommes ; enfin, il gourmandait les Autrichiens sur leur allure trop lente et trop méthodique, et tâchait de piquer leur amour-propre en répétant ce que Desaix disait de la timidité de leurs manœuvres.

Le 20 décembre, il écrivait à Klinglin (2) : « On m'a offert le mot d'ordre » tous les jours à trois heures après-midi, » pour Kehl et ses environs. » Il indiquait toutes les précautions à prendre pour le recevoir, et ensuite pour en faire usage.

---

(1) *Voyez* tom. II des pièces trouvées à Offembourg, pag. 216.
(1) *Ibid.* pag. 269.

Il le donna le soir même du 20 et les jours suivans.

Il emploie plusieurs moyens pour se procurer un plan de Kehl (1); enfin il parvient, par la corruption, à obtenir, d'un jeune employé du bureau topographique, un calque exact de celui du général Moreau, qui l'avait envoyé le jour même (2) au bureau, pour y faire des corrections essentielles.

Et pendant ce tems, Pichegru envoyait fréquemment des courriers à Strasbourg, et un des adjudans de Pichegru, Badouville, ne faisait que le chemin de Strasbourg à Besançon et à Berne, où était Wickham.

On se rappelle que le 10 janvier (20 nivôse) Kehl fut enfin rendu aux Autrichiens, et l'on voit combien de facilités avaient été données à l'ennemi par les amis et affidés de Pichegru pour obtenir ce succès. Klinglin écrivait le 12 janvier 1796 (nivôse an 5), à Demougé (3).

(1) *Voyez* tom. II des pièces trouvées à Offembourg, pag. 280, 295, 325, 338, 330, 354, 356, 363, 364.
(2) *Ibid.* pag. 356.
(3) Dernière lettre du Recueil.

« Je vous écris ce matin à la hâte, parce » que je voulais m'entretenir avec l'ar- » chiduc ; je ne puis assez vous dire com- » bien il est satisfait de ce que vous m'a- » vez envoyé. Les détails, ainsi que les » plans, se sont trouvez conformes ; con- » tinuez, je vous prie, à vous servir des » mêmes personnes, etc. »

La tête du pont d'Huningue fut rendue à la même époque.

Là finit la campagne ; là finit aussi la correspondance saisie à Offembourg, et remise par Moreau ; mais, à cette époque, Pichegru se prépare à figurer sur une autre scène, et à manœuvrer sur d'autres plans.

Faits postérieurs à ceux qui ont été dévoilés par la correspondance, et antérieurs au 18 fructidor.

La campagne avait fini aussi malheureusement que Pichegru l'avait desiré ; mais malgré ses revers, l'armée du Rhin n'avait pas cessé d'être brillante de courage et de patriotisme. Enfin, parmi les généraux qui s'étaient signalés, Pichegru avait cessé d'être le plus remarquable ; le nom qu'il s'était acquis en conduisant une

armée avec bonheur, était dès-lors effacé par celui du héros qui, avant d'immortaliser la sienne, avait su la créer. Ce n'est pas tout : aux yeux de la nation, la gloire du talent militaire avait pâli devant la triple gloire de l'art des batailles, de l'art des négociations et de l'art du gouvernement, éminemment réunis dans le même guerrier. A cette époque l'orgueil national, rassasié de victoires, voulait assurer les fruits de ses conquêtes par une paix glorieuse, par un gouvernement sage. Un besoin, ou plutôt un pressentiment de grandeur durable et de bonheur solide, travaillait déjà toutes les ames. On prévoyait que la conquête de l'Italie fixerait au Rhin les limites de la France : on voyait d'avance la formation d'une république amie au sein de l'Italie.

Ce pouvoir que Pichegru ne pouvait plus attendre des armées ni de la grande masse de la nation, il conçut l'espérance de l'obtenir du Corps législatif, à la faveur des circonstances qui aggravaient chaque jour les désordres intérieurs de la République, et retenaient loin de la capitale ses armées victorieuses. Dans cette vue il se fit nommer, en l'an 5, au Corps

législatif, ainsi qu'Imbert-Colomès, agent de Louis XVIII à Lyon.

A cette époque la nation gémissait d'une foule de lois révolutionnaires, mais elle craignait de voir entraîner des lois salutaires par des abolitions précipitées. La séparation du bien et du mal de la révolution n'avait encore pu être faite par les hommes sensés ; les passions seules étaient aux prises. Tout conserver était le langage d'une faction ; tout détruire était le langage de l'autre. La masse du peuple souffrait, s'inquiétait, attendait. Nulle règle, nul principe sur quoi un esprit raisonnable pût s'appuyer. Chacun sentait que tout allait mal : personne de raisonnable ne savait encore distinctement, ou n'osait dire comment tout irait bien. Le Corps législatif était partagé comme la nation ; le Directoire, composé de cinq membres, était et devait être divisé de même. Dans ces corps, composés d'élémens hétérogènes, chaque membre s'étonnait, s'indignait d'en voir quelque autre à côté de lui : les haines, les préventions personnelles aigrissaient les esprits plus encore que la différence des opinions. La presse que l'on croyait libre,

et que l'on regardait comme le *palladium* de la liberté publique, était un instrument entre les mains de l'étranger, et ne servait qu'à envenimer les haines. Dans ce tems d'agitation, où les hommes étaient jugés sur leurs passions plus que sur leur esprit, et estimés sur le nom qu'ils portaient plus que sur les preuves qu'ils étaient en état de faire, Pichegru pouvait sans doute espérer de se former un parti dans le corps des représentans du peuple, et de parvenir, comme *homme de faction*, à un pouvoir auquel il ne lui appartenait plus de prétendre comme *homme de la nation*.

On n'a point oublié les motions intempestives, désorganisatrices qui chaque jour se succédaient sans interruption et dans tous les sens dans les conseils. On se rappelle la conduite qu'a tenue Pichegru, et le parti pour lequel il s'est déclaré. Tandis que d'un côté on voulait la liberté de tous les cultes, hormis ceux entre lesquels la nation se partageait, de l'autre on voulait prématurément que les signes les plus éclatans annonçassent un culte public, quoique les prêtres fussent en exil, les temples dépouillés, les lois ecclésiastiques abrogées, le clergé désorga-

nisé. Tandis que d'un côté on appelait les armées au secours de la République, de l'autre Pichegru et ses adhérens voulaient leur opposer la masse des citoyens sous le titre de *Garde nationale*; comme si les armées, malgré leurs preuves de dévouement tant de fois réitérées, n'eussent plus été *une garde nationale* assez sûre depuis qu'elles avaient trompé l'espérance du général qui attendait d'elles une dictature! On se rappelle tous les efforts que fit à cette époque la faction de Pichegru pour tarir le trésor public, pour faire tomber tous les services que le Gouvernement était chargé de soutenir, et avec eux le Gouvernement même. On se rappelle les motions faites contre les perceptions prétendues anticipées : ce qui tendait à opérer une lacune d'un an dans le recouvrement des revenus publics. On se rappelle les clameurs élevées jusque sur l'envoi fait à la trésorerie de fonds provenans des contributions levées en Italie, envoi destiné à subvenir aux besoins de l'armée du Rhin, qui était alors dans le dénuement... Telle était alors la confusion des idées, l'incertitude des principes, telles étaient les préventions pour ou contre les personnes, qu'on vit

dans

dans les conseils un grand nombre de représentans les plus éclairés, les plus sages, les plus purs, les plus religieusement attachés à leurs sermens, se laisser tromper par un petit nombre d'indignes collègues qui avaient des intelligences coupables avec des ennemis intérieurs et extérieurs de la République.

A la vue du désordre général et du danger qui menaçaient le Gouvernement, les espérances des puissances étrangères se réveillent : les conférences qui étaient ouvertes à Montebello entre la France et l'Autriche sur les préliminaires de Léoben, tombent en langueur. Les courriers de Vienne ne marchent plus, ou ne rapportent que des paroles oiseuses ; la paix semble fuir ; les armées voient les fruits de leurs glorieux travaux s'échapper. Toutes, même l'armée du Rhin, expriment leurs alarmes, leur indignation ; le Directoire menacé se voit près de périr ; la révolution du 18 fructidor se prépare.... Et cependant que fait Moreau, Moreau qui tenait dans ses mains les preuves de la trahison de Pichegru, le personnage le plus influent et le plus dangereux du Corps législatif? Moreau garde le silence! Cependant voyait-il moins que son armée

et toute la France où Pichegru conduisait une assemblée dont il n'était pas connu ? Comment Moreau prenait-il sur lui les effets qui devaient résulter de l'état des choses ? Comment se souciait-il si peu de la destinée de la République et de la destinée des Représentans fidèles que Pichegru compromettait, et qu'il a fini par entraîner dans sa chute ? Ne devait-il pas à ces bons citoyens de les préserver du malheur de seconder un traître ou de partager son châtiment ? Quelle était donc cette indifférence pour la patrie et pour des concitoyens vertueux ? A quel rang placer l'homme qui, pouvant prévenir d'un mot, et les inquiétudes des armées, et celles des citoyens, et la catastrophe de fructidor, et la révolution qu'elle a opérée, et les méprises où elle a jeté, et les injustices qu'elle a entraînées, et les douloureux sacrifices auxquels elle a condamné, se tait ? Quel poids a dû rester sur la conscience de cet homme qui, en envoyant à Paris les papiers qu'il retenait, eût sauvé tant de victimes, préservé de si funestes erreurs, épargné tant de maux !

Le Gouvernement se crut autorisé, par le retard de Moreau, à l'accuser au moins de trop d'indulgence pour les com-

plots de Pichegru : les amis de Pichegru, même les indifférens, l'accusèrent d'avoir gratuitement accablé son ami condamné. Moreau paraît s'être fait à lui-même, dès le principe, quelque reproche sur sa tardive dénonciation ; car, dans sa lettre du 22 au Directoire, et dans sa proclamation du 23 à l'armée du Rhin, il suppose que sa première lettre au directeur Barthelemy, sa lettre du 19, est du 17, c'est-à-dire, d'un jour antérieur au coup frappé sur Pichegru, voulant éviter le reproche d'avoir écrit seulement après que le télégraphe lui eut apporté, le 18, les principales nouvelles de la nuit du 17 au 18.

On peut juger de l'opinion du Gouvernement par la lettre que Moreau écrivit au ministre de la police générale, en lui faisant passer la correspondance saisie à Offembourg, et par une autre qu'il écrivit au Directoire le 27 vendémiaire an 7.

Voici ces deux lettres.

Paris, le 10 vendémiaire an 6
de la république française.

Le général Moreau au ministre de la police générale.

CITOYEN MINISTRE,

« En vous remettant les papiers du
» général Klinglin, chargé de la corres-
» pondance secrète de l'armée ennemie,
» je vous dois quelques détails sur la ma-
» nière dont ils ont été saisis, et sur ma
» lettre au cit. Barthelemy, *que plusieurs
» personnes ont prétendue écrite après
» que j'ai eu connaissance des événemens
» du* 18 *fructidor;* et de cette supposi-
» tion chaque parti a tiré l'induction qu'il
» lui croyait favorable.

» J'y répondrai par des faits, de la vérité
» desquels personne ne pourra douter.

» *Le* 2 *floréal*, l'armée que je comman-
» dais s'empara d'Offembourg environ
» trois heures après midi.

» Je suivis de très-près les hussards qui
» y entrèrent les premiers, et j'y trouvai
» les fourgons de la chancellerie, de la
» poste et d'une partie de l'armée ennemie,

» et les équipages de plusieurs officiers-
» généraux, entre autres ceux du général
» Klinglin, dont nos soldats se parta-
» geaient les dépouilles.

» Je donnai l'ordre de recueillir avec
» soin tous les papiers qu'on trouverait.
» On en chargea un fourgon qui fut con-
» duit le lendemain à Strasbourg, sous
» l'escorte d'un officier.

» Ce ne fut qu'après la ratification des
» préliminaires de la paix, et quand les
» cantonnemens des troupes furent défi-
» nitivement réglés avec l'ennemi, qu'on
» put s'occuper de la vérification des pa-
» piers. Ils étaient en très-grande quantité,
» et dans un désordre inséparable de la
» manière dont on s'en était emparé.

» Je chargeai de ce travail un officier
» d'état-major, et personne n'est plus à
» portée que vous de juger du tems qu'il
« a fallu pour le triage, saisir les indica-
» tions que le déguisement des noms ren-
» dait très-difficiles, découvrir le chiffre
» et déchiffrer toutes les lettres : ce dernier
» objet n'est pas encore achevé.

» *Le* 17, *je chargeai un courrier de*
» *retour, de ma lettre du même jour au*
» *cit. Barthelemy. Ce courrier partit de*
» *Strasbourg le* 18 *fructidor au matin.*

» *Les événemens du* 18 *n'ont été connus*
» *dans cette ville que le* 22.

» Il était assez naturel que je m'adres-
» sasse à ce directeur, *lui ayant déjà parlé*
» *de cette correspondance quelques jours*
» *avant son départ de Bâle, et ayant eu*
» *des relations fréquentes avec lui ou sa*
» *légation sur le même objet.*

» Je n'ai dû lui parler positivement de
» ceux qu'inculpait la correspondance du
» général Klinglin, qu'après en avoir
» acquis la preuve évidente ; mais je ne
» pouvais plus m'en dispenser, puisqu'il
» y avait du danger pour mon pays, et
» qu'il *était indispensable de débarrasser*
» *l'armée d'une foule d'espions qui ins-*
» *truisaient journellement l'ennemi de la*
» *force et des mouvemens de l'armée.*
» Vous vous en convaincrez par la *situa-*
» *tion des troupes* et de nos magasins,
» que vous trouverez dans ces papiers.

» Salut et fraternité. »

Signé MOREAU.

Paris, le 27 vendémiaire an 7 de la République française.

Le général Moreau au Directoire exécutif de la République française.

CITOYENS DIRECTEURS,

« Le ministre de la guerre m'a prévenu » officiellement que vous m'avez nommé » à l'inspection générale de l'infanterie de » l'armée d'Italie ; ce témoignage de votre » confiance me fait croire que *les préventions que vous avez pu avoir contre moi*, » sont effacées, et j'ose espérer que les » calomnies, aussi ridicules qu'inconsi- » dérées, répandues dans quelques jour- » naux contre ma nomination, ne feront » sur vous nulle impression défavorable.

» Si j'avais resté sans activité de service, » j'aurais continué à garder le plus pro- » fond silence ; mais chargé d'une fonc- » tion importante où la confiance est » indispensable, je vous dois, citoyens » Directeurs, quelques détails sur ma » conduite aux armées que j'ai comman- » dées ; ils serviront de réponse aux criail- » leries des hommes dangereux qui ne

» veulent pas de Gouvernement, et *m'ac-*
» *cusent d'être le partisan de Pichegru*,
» *parce que je ne l'avais pas dénoncé*,
» *tandis que les déclamations des roya-*
» *listes me reprochent d'avoir été le dé-*
» *nonciateur de celui qu'ils appellent mon*
» *instituteur et mon ami.*

» Je n'ai jamais été l'élève de Pichegru;
» j'étais général de division, et j'avais sous
» mes ordres vingt-cinq mille hommes de
» l'armée du Nord, lorsqu'il est venu en
» prendre le commandement pour la cam-
» pagne de l'an 2. J'ai servi environ huit
» mois sous ses ordres; je l'ai remplacé
« pendant une maladie d'environ trois
» mois, et je lui ai succédé aux armées
» du Nord et de Rhin et Moselle pour les
» camps des années 3, 4 et 5. J'ai exécuté
» ses ordres quand il a dû m'en donner,
» mais je n'ai jamais reçu de ses leçons.
» Nous avons été amis pendant que nous
» avons défendu la même cause, *et nous*
» *avons cessé de l'être quand j'ai eu la*
» *preuve qu'il était l'ennemi de la Répu-*
» *blique française.*

» On ne me fera sûrement aucun re-
» proche de n'avoir pas envoyé au Gou-
» vernement l'énorme quantité de papiers
» de l'état-major ennemi, qui furent pris
à

» à Offembourg. Je chargeai quelques » officiers d'en faire le triage: la correspondance de Klinglin en faisait partie; » mais il *fallut un long espace de tems « avant qu'on pût y découvrir* QUELQUE » CHOSE DE PRÉCIS. Presque tout était en » chiffre et sous des noms empruntés; il » ne s'y trouva sous les vrais noms que » quelques bateliers du Rhin, qui furent » seulement remis sous la surveillance de » leur municipalité, pour ne pas effaroucher ceux qui n'étaient pas connus. On » en obtint, par promesses et crainte du » châtiment, quelques renseignemens qui » augmentèrent les découvertes.

» Un nommé Wittersbach, émigré, » et employé en Suisse près l'ambassadeur » d'Autriche, était l'un des principaux » agens: j'envoyai à Barthelemy quelques » pièces contre lui, et il fut chassé de » l'Etat de Bâle. *Quand le chiffre fut découvert et qu'on eut rassemblé quelques » autres renseignemens, il n'y eut plus » de doute de la part qu'y prenaient* » FAUCHE-BOREL, *Pichegru*, *Demougé*, » *Badouville et autres* (1).

(1) *Nota.* « Lorsque ma lettre à Barthelemy » fut publique, j'étais en route pour Paris. Le

» Je balançai quelque tems entre l'en-
» voi des pièces au Gouvernement, ou
» *seulement de le prévenir de leur exis-*
» *tence. S'il s'était agi d'une conspiration*
» *contre le sort de l'Etat, il n'y avait pas*
» *à balancer; mais il n'était ici question*
» *que d'un espionage qui ne traitait que*
» *de la situation et des mouvemens de*
» *l'armée du Rhin.* C'était à l'armée seule
» qu'on pouvait compléter les preuves,
» découvrir les coupables, et qu'ils de-
» vaient recevoir leur châtiment. *Dans le*
» *courant de la guerre, on a arrêté, jugé*
» *et puni plusieurs centaines d'espions,*
» *sans que le Gouvernement en ait jamais*
» *entendu parler. Je me bornai* DONC, A
» CAUSE DE LA QUALITÉ DE REPRÉSEN-
» TANT D'UN DES PRÉVENUS, ET SUR-
» TOUT POUR L'INFLUENCE QU'IL PARAIS-
» SAIT AVOIR, à en écrire à un membre

» prince Charles, commandant l'armée autri-
» chienne qui m'était opposée, envoya à Stras-
» bourg un officier-général qu'il chargea de sa
» part, mes aides-de-camp, de me prier d'être
» persuadé qu'il n'avait jamais eu la moindre
» part à ces vilénies, et qu'il m'avait toujours
» fait la guerre loyalement. Je cite ce fait pour
» les incrédules, s'il pouvait en exister après la
» publication des pièces. »

» du Gouvernement, persuadé que les
» conseils qu'il me donnerait, seraient le
» résultat de l'opinion de ses collègues.

» Si ma lettre ne fut écrite *que le* 17
» *fructidor* an 5, et si je n'y annonçais
» alors que des preuves insuffisantes pour
» une instruction judiciaire, c'est que le
» déchiffrement était très-peu avancé,
» puisqu'il a fallu, dans les bureaux du
» ministère de la police, après un travail
» continuel, plus d'un an pour les com-
» pléter.

» Quoique je connusse très-peu Bar-
» thelemy, ne l'ayant vu que deux fois,
» il était naturel que je m'adressasse à lui,
» puisqu'il connaissait une partie de cette
» correspondance, *et m'avait même donné*
» *des renseignemens sur* FAUCHE-BOREL,
» *de Neuchâtel.*

» On m'a reproché ensuite que l'armée
» de Rhin et Moselle n'a point fait d'a-
» dresse sur les événemens antérieurs au
» 18 fructidor.

» Quoiqu'aucune des armées de la Ré-
» publique n'avait plus de droit qu'elle de
» se plaindre des entraves qu'éprouvait la
» marche du Gouvernement; il n'en était
» pas dont la situation exigeât, de la part
» du chef, une conduite plus circonspecte

» et plus prudente : il lui était dû plus de
» quatre mois de solde. L'habillement était
» dans un dénuement affreux ; elle rece-
» vait à peine la moitié des subsistances
» qui lui appartenaient ; la plupart de ses
» cantonnemens en France ne lui procu-
» raient pas, pour vivre, les ressources
» du pays conquis.

» On devait craindre, avec raison, qu'en
» faisant naître aux soldats l'idée d'une
» demande collective sur un objet quel-
» conque, il ne devînt très-difficile, pour
» ne pas dire impossible, d'arrêter le
» torrent des réclamations qu'ils se seraient
» crus en droit de faire. Il fallait les dissé-
» miner pour assurer leur subsistance et
» empêcher les insurrections. Il n'y avait
» de troupes rassemblées que dans les
» garnisons : aussi celles de Huningue,
» Brissac, Strasbourg et Landau s'insur-
» gèrent-elles quelquefois ; mais le patrio-
» tisme bien éprouvé de l'armée rendit
» ces mouvemens peu dangereux. Pour
» les faire cesser, il suffisait de faire com-
» prendre aux soldats les périls auxquels
» leur insubordination exposait la Ré-
» publique.

» Quant à moi, peu au courant de la
» situation de Paris, où je n'avais aucune

» correspondance suivie, et ne connois-
» sant les événemens que par les feuilles
» publiques, voie toujours peu sûre dans
» les momens de trouble, je ne m'occu-
» pais que du soin d'améliorer le sort des
» troupes que vous m'aviez confiées. Un
» officier supérieur, envoyé à l'armée pour
» connaître les motifs de son silence, vous
» confirma ces détails, et vous assura de
» mon dévouement à la République.

» Je pourrais me dispenser de répondre
» à quelqnes imputations calomnieuses,
» dirigées contre ma nomination par un
» journal signé de trois Représentans du
» peuple; mais peu de mots suffiront pour
» vous convaincre de la fausseté des faits
» qu'il avance.

» Très-peu d'officiers-généraux de l'ar-
» mée avaient les moyens de paraître tou-
» jours dans une tenue riche et recherchée;
» aucun sur-tout n'eût été assez imprudent
» pour afficher le moindre luxe devant des
» soldats dans la misère la plus affreuse;
» mais je puis vous assurer, citoyens Di-
» recteurs, que tous, et je m'y comprends,
» ont paru toujours à l'armée en habit
» militaire et tenue simple, à la vérité,
» mais décente: on n'en vit jamais porter
» la livrée d'aucun parti.

» Je ne sais ce qui a pu donner lieu à
» l'histoire d'un capitaine arrêté à la comé-
» die de Strasbourg : j'ignore si cela est
» arrivé, car je ne me suis jamais mêlé de
» la police de cette ville; mais je puis
» assurer que je n'y ai pas eu la moindre
» part. Ce fait est aussi faux que l'arresta-
» tion des deux aides-de-camp et du se-
» crétaire-général Dufour : l'ordre n'en
» a pas plus existé, que les mesures que
» j'ai dû concerter avec l'un d'eux. Au
» reste, ce fait vous a déjà été dénoncé
» il y a un an, et les informations que
» vous avez fait faire, vous en ont démontré
» la fausseté.

» J'ignore quelles appréhensions des pa-
» triotes peuvent avoir de ma nomination :
» beaucoup, sans doute, de ces patriotes
» ombrageux, ont dit ou écrit plus
» souvent que moi, qu'ils étaient républi-
» cains : au lieu de paroles, je leur oppo-
» serai des faits, et ma présence à plus
» de quatre cents actions militaires, dont
» j'ai commandé la plus grande partie,
» est sans contredit une preuve de répu-
» blicanisme et de dévouement à la cause
» de la liberté, dont peu d'entr'eux pour-
» raient administrer la pareille. Les ré-
» dacteurs du Journal de la Correspon-

» dance ne me contesteront pas au moins
» le droit d'ancienneté, de patriotisme,
» puisque j'avais déjà fait trois campagnes
» pour le maintien de la République fran-
» çaise, qu'ils étaient encore sujets de
» l'Empire et du roi de Sardaigne. S'ils
» aiment sincèrement leur nouvelle pa-
» trie, ils doivent de la reconnaissance
» aux généraux qui ont concouru à les
» arracher de l'esclavage, au lieu d'être
» les échos de leurs calomniateurs.

» Salut et respect. »

Signé MOREAU.

La lettre adressée au ministre de la police ne détruisit pas les objections résultantes de la date de la première lettre de Moreau sur Pichegru ; au contraire, elle sembla leur donner plus de poids. Les gens qui calculent, avouèrent que *les événemens du* 18 n'avaient été connus (en détail) à Strasbourg *que le* 22, comme le disait Moreau, puisque, pour les faire connaître à Strasbourg *en détail*, il avait fallu beaucoup d'écritures; mais ils pensaient que le 18 dans la matinée le télégraphe avait fait connaître *en gros* (si ce n'était en détail), et à Moreau (si ce n'était à la ville de Strasbourg toute en-

tière), la découverte de la conspiration et le nom des principaux coupables. Ainsi la lettre de Moreau ne détruisait pas l'imputation de fait qu'il fallait détruire (1).

---

(1) En déclarant que sa lettre du 17 n'était partie que le 18, et en se rapprochant ainsi du 19, date qu'elle porte réellement, Moreau semble faire l'aveu auquel il voulait se dérober, puisqu'il était aussi possible de savoir très-matin le 18, à Strasbourg, ce qui s'était passé dans la nuit à Paris, que de le savoir le 19; et voici les combinaisons qu'on prêtait à Moreau pour arranger ses variations. D'abord, a-t-on dit, quand il a écrit le 19, il a daté sa lettre du 19, parce que son premier mouvement a été d'être vrai. Quelques jours après, étant mandé à Paris par le Directoire, et, se voyant dans l'obligation de faire une adresse à l'armée du Rhin, il prévoit qu'on pourra lui reprocher d'avoir donné avis de la trahison trop tard pour la découvrir, ou trop tôt contre un homme condamné et déporté; et alors il trouve si desirable que sa lettre d'avis à un des membres du Directoire eût été écrite le 17, c'est-à-dire, un jour avant la découverte du complot, qu'il se persuade et suppose l'avoir écrite le 17. Mais quelque tems après il aura réfléchi que le jour de l'arrivée de sa dépêche à Paris pourrait prouver qu'elle était partie bien après le 17, alors il aura distingué entre la date (supposée) de la lettre, et le moment du départ du courrier, et il aura placé ce moment entre le 17 et le 19, assez près de la date vraie, pour s'ac-

Quant à sa lettre au Directoire, concernant les préventions du Directoire contre lui, on remarqua qu'elle n'était pas très-propre à les dissiper. *Il fallait*, dit Moreau, *un long espace de tems avant qu'on pût découvrir quelque chose de précis* dans la correspondance saisie, *presque tout étant en chiffres et sous des noms empruntés.* Cela est indubitable ; mais quatre mois et demi avaient été plus que suffisans pour pénétrer les principales manœuvres et connaître les principaux conspirateurs, et la preuve que Moreau avait découvert le rôle que jouait Pichegru long-tems avant d'en parler, se trouve dans sa lettre même. *Quand le chiffre fut découvert*, dit-il, *et qu'on eut rassemblé quelques autres renseignemens, il n'y eut plus de doute de la part qu'y prenaient* FAUCHE-BOREL, PICHEGRU, *Demougé*, *Badouville* et autres. Or, quand le chiffre fut-il découvert ? La lettre nous apprend que ce fut avant le départ du citoyen Barthe-

---

corder avec la marche d'un courrier peu diligent, et assez près de la date supposée pour qu'on ne trouvât pas trop improbable qu'une lettre écrite le 17, fût ensuite restée plus d'un jour entier sur le bureau du général.

lemy de la Suisse ; plus de deux mois avant le 18 fructidor, puisque Moreau dit que le directeur Barthelemy *connaissait une partie de cette correspondance, et lui avait même donné des renseignemens sur* FAUCH-BOREL. D'ailleurs, il déclare qu'il a balancé QUELQUE TEMS *entre l'envoi des pièces au Gouvernement, ou seulement de le prévenir de leur existence.*

S'il s'était agi, continue-t-il, *d'une conspiration contre le sort de l'Etat, il n'y avait pas à balancer; mais il n'était ici question que d'un espionage qui ne traitait que de la situation et des mouvemens de l'armée du Rhin....* Dans le courant de *la guerre on a arrêté, jugé et puni plusieurs centaines d'espions sans que le Gouvernement en ait jamais entendu parler.... Je me bornai donc, à cause de la qualité* DE REPRÉSENTANT *d'un des prévenus, et* SUR-TOUT PAR L'INFLUENCE QU'IL PARAISSAIT AVOIR, *à en écrire à un membre du Gouvernement.* Ces paroles parurent, dans le tems, fort étranges et fort discordantes, tant avec les précédentes lettres et proclamations de Moreau, qu'avec le reste de la lettre même qui les renferme. Quoi! il n'était question que d'un simple espio-

nage dans les preuves des relations qui avaient existés entre Pichegru et le prince de Condé pour la corruption et la ruine de l'armée française? Qu'est-ce qu'un espionage qui ne transmet que des secrets confiés par le général en chef, ou des renseignemens pris et donnés de son aveu? L'espion d'un pareil espionage ne serait-il pas le général en chef lui-même, et les intermédiaires seraient-ils autre chose que ses messagers, si on pouvait donner le nom d'espionage à la confidence des secrets dont on est dépositaire, et donner un autre nom que celui de trahison à la violation des secrets de son armée et de son gouvernement? Etait-ce un simple espionage, même depuis la démission de Pichegru, que ce système d'information organisé par Pichegru, et auquel ses affidés continuaient d'être employés, dans un moment où la République était ébranlée par une faction à la tête de laquelle se trouvait ce même Pichegru, qui avait trahi la République comme général? Et pourquoi donc Moreau lui-même a-t-il dit à l'armée, dans sa proclamation, que la trahison de Pichegru n'avait été que trop véritable? Pourquoi a-t-il dit au Directoire, que *depuis long-tems il n'es-*

timait plus Pichegru? etc. Et pourquoi dit-il dans la lettre même où se trouvent les étonnantes paroles que nous relevons, *qu'il crut devoir écrire le 17 fructidor à Barthelemy, à cause de la qualité de Représentant d'un des prévenus, et surtout de l'influence qu'il paraissait avoir.* Cette qualité, cette influence existaient depuis assez long-tems; elles alarmaient depuis assez long-tems les armées, et les circonstances où se trouvait la République, étaient assez critiques pour que Moreau dût craindre les suites de son retard. Aussi au lieu de s'excuser il s'accuse par les choses qu'il dit de Pichegru; car sa réponse se réduit à ceci : *J'ai différé d'accuser un traître jusqu'au moment où sa trahison a été découverte, parce que j'ai vu qu'après avoir trahi l'armée comme général, il était près de renverser l'État par sa funeste influence comme Représentant* (1).

---

(1) Il n'est pas indifférent de voir comment s'expliquaient, dans le tems, les amis de Pichegru sur la conduite de Moreau. Voici ce qu'on lit dans une brochure publiée par C. J., l'un d'eux, à Hambourg en 1798, *sur la révolution du 18 fructidor.* « Moreau paraît, il est

Rien ne peut obscurcir ici la vérité : le devoir de Moreau, général de l'armée du Rhin, était d'instruire sans délai le Gou-

---

» vrai, à cette *glorieuse* époque, et vient dé-
» poser contre le vaincu. Son témoignage a
» frappé d'abord quelques esprits. Mais remar-
» quez qu'il n'atteste point un fait qu'il ait vu :
» il énonce simplement un jugement qu'il a
» formé..... Or, *sa véracité fut-elle incontes-*
» *table*, son opinion est-elle infaillible?......
» Mais...... *la bonne foi de ce général est-elle*
» *après tout si évidente? Il fut un tems*, je le sais,
» où la plus honorable confiance l'environna ;
» mais que penser d'un homme qui dénonce son
» ami à l'autorité suprême, qui le dénonce sans
» avoir pris aucune des précautions que suggère
» la délicate et généreuse amitié ? *Que penser*
» *d'un homme qui, depuis long-tems en posses-*
» *sion de ces pièces, choisit, pour les annoncer,*
» *le moment où elles pouvaient hâter ou justifier*
» *la révolution fatale qui se préparait ;* QUI,
« PENDANT QU'IL SIGNALAIT PICHEGRU
» COMME CHEF D'UN PARTI FATAL A SON
» PAYS, ÉCRIVAIT DE L'AUTRE A DIVERS
» PERSONNAGES DE CE MEME PARTI, POUR
» LES ASSURER DE SON DÉVOUEMENT A
» LEUR CAUSE? *Le moyen de croire un homme*
» QU'ON NE PEUT PLUS ESTIMER? *Le moyen*
« *de se confier à celui qu'on surprend en con-*
» *tradiction avec lui-même, et qui, dans toutes*
» *les suppositions*, A TROMPÉ L'UN DES DEUX
» PARTIS. » (Pages 12 et 13.)

vernement de l'existence de papiers qui accusaient de conspiration son prédécesseur, devenu chef de faction. N'eût-il eu à déclarer qu'un système d'espionage, organisé par Pichegru avant de quitter l'armée, il devait le déclarer. Tel était le devoir du général, du citoyen, de l'honnête homme. Si Moreau eût donné au Directoire le moyen de démasquer Pichegru, et de le faire descendre de la tribune au tribunal, les hommes purs des conseils qu'il avait égarés, auraient ouvert les yeux; Imbert-Colomès et quelques autres eussent été réduits à leurs propres forces; la nation, le corps législatif se seraient réunis et serrés; la représentation nationale n'eût pas été violée; des hommes purs n'auraient pas traîné une vie misérable à Sinnamary; bien des larmes, de longs deuils, eussent été épargnés à d'honorables familles; la patrie eût été préservée de bien des maux et de bien des périls; telles eussent été les suites d'une déclaration faite en tems convenable. Ajoutez qu'elle eût mis Moreau lui-même à l'abri des soupçons: tant il est vrai que l'accomplissement des devoirs est tout ce qu'on peut se proposer de plus utile pour soi et pour les autres.

L'Europe entière connaît la conduite qu'a tenue Pichegru, à Bareuth et en Angleterre, depuis qu'il est revenu de la Guiane, et sait comment il a pris soin de confirmer lui-même les preuves que Moreau avait produites contre lui le 19 fructidor. Il est connu de tout le monde que c'est comme stipendié de l'Angleterre; que c'est avec l'or et les poignards de l'Angleterre; que c'est pour servir l'Angleterre ou la cause que l'Angleterre a confondue avec la sienne, qu'il est venu à Paris.....

S'il est vrai, comme tout l'annonce, comme on doit le croire d'après le rapport fait au Gouvernement par le chef de la justice, que Moreau ait eu des entretiens particuliers avec cet ennemi déclaré de son pays, s'il est vrai seulement qu'il ait été accessible à cet homme, qui se cachait à tous les citoyens, et ne pouvait avoir été conduit à Paris, séjour périlleux pour lui, que par de coupables projets, de fortes présomptions s'élèvent contre Moreau, et les esprits les plus favorablement disposés ne peuvent s'en défendre.

De deux choses l'une, ou l'accusation faite par Moreau, le 19 fructidor, a été

faite volontairement et avec sincérité, ou elle a été contrainte, et les principes de Moreau, d'accord avec ses affections, l'ont désavouée.

Au premier cas, Moreau devait avoir horreur d'un traître qui depuis le 19 fructidor avait levé le masque, et dont la présence à Paris ne pouvait avoir qu'un but criminel; Pichegru, de son côté, devait voir dans Moreau un lâche adversaire qui l'avait gratuitement accusé, et pour le seul plaisir d'ajouter de l'ignominie à une condamnation déjà exécutée: ainsi, dans cette supposition, un éternel obstacle s'opposait à toute réconciliation entre ces deux hommes. Il était impossible qu'ils habitassent une même ville, qu'ils fussent à portée l'un de l'autre sans se chercher, l'épée à la main, et s'arracher la vie. Leur réunion ne peut donc s'expliquer que par un intérêt nouveau, un intérêt capital, un intérêt plus fort que celui de l'honneur; en un mot, par l'intérêt qui avait amené Pichegru à Paris, et par une conspiration pour l'assassinat du chef de l'état et la subversion de la République.

Si, au 18 fructidor, Moreau ne dénonça Pichegru que pour détourner loin de lui-même des soupçons qui pouvaient le perdre

sans

sans sauver son ami, s'il a pu donner à Pichegru des raisons propres à prévenir ou éteindre son ressentiment, c'est que dès cette époque Moreau était d'intelligence avec Pichegru, c'est qu'il était initié dans la conspiration de l'an 4 et de l'an 5; et dès-lors il est manifeste qu'il trempait dans la conspiration qui vient d'avorter, puisqu'elle est une suite de l'autre. En un mot, la réunion de Pichegru et de Moreau ne peut avoir que l'une ou l'autre de ces causes: ou de nouveaux intérêts supérieurs aux lois de l'honneur qui les divisaient les ont rapprochés, et ils conspiraient: ou jamais leur désunion n'a été que simulée, et Pichegru n'a vu dans la dénonciation de Moreau qu'une démarche utile aux communes espérances; et dans ce cas encore ils conspiraient.

MÉMOIRE

Concernant la conjuration de Pichegru, *dans les années* 3, 4 *et* 5.

Je n'ai jamais été, je ne serai jamais le partisan ou le stipendiaire des ennemis de ma patrie ; je suis Français, et je m'honore de l'être : tous mes vœux ont été pour la gloire, pour la prospérité de la France ; toute ma haine a été vouée à ce cabinet qui trafique depuis huit ans des malheurs de l'Europe, à ce cabinet instigateur de tant de troubles et machinateur de tant de crimes ; et si j'ai approché les princes français dans l'intention de l'espérance de servir ma patrie, je me suis éloigné d'eux, plein de ce mépris qu'inspireront toujours des hommes qui comptent sur les droits de leur naissance, et non pas sur leur courage et sur leurs qualités personnelles, pour rentrer dans un empire dont leurs courtisans et leurs flatteurs dévoreraient bientôt la substance et perpétueraient les désastres.

La vérité m'obligera à dire ce que la modération de mon esprit me porterait à taire; je ne puis ni ne veux rien celer. Qu'on blâme cet écrit, ou qu'on l'approuve, j'aurai rempli mon devoir; j'aurai laissé à ma patrie un gage de mon amour pour elle; et ces lignes, j'ose du moins l'espérer, défendront ma mémoire contre les atteintes de la calomnie ou de la haine.

Il n'est point de département, il n'est point de ville de France tant soit peu considérable, où l'on n'ait envoyé des agens, où l'on n'ait pratiqué des intelligences, où il n'ait été versé des fonds, et prodigué, au nom des princes, des promesses de toute espèce : mais la cupidité et l'intrigue ont présidé par-tout au choix comme au travail des royalistes; et les prétentions des princes n'ont jamais diminué, quelque grands qu'aient été les succès des armées de la République. Une incurable ténacité à des distinctions et à un ordre de choses non-seulement détruits, mais presque effacés aujourd'hui de la mémoire des Français, a fait craindre à la France, et avec raison, de nouveaux bouleversemens : ces princes ont montré les vengeances par-tout, et le repos nulle part,

dans une contre-révolution que tant d'intérêts opposés devaient contrarier. Ils ont apporté une légèreté excessive dans des entreprises qui exigeaient une prudence extrême; ils ont mis la menace et la jactance là où il fallait un courage modeste; ils ont fait redouter leur justice et même leur clémence, lorsqu'ils ne devaient songer qu'à se concilier les esprits. Ils ont montré les mêmes vices qui avaient indisposé autrefois, les mêmes abus qui avaient révolté toutes les classes, jusqu'à celles qui étaient en possession de les exercer ou d'en jouir. Ils se sont constamment guidés d'après ce qui *avait été*, et non pas ce qui *était;* et à quelque distance de la royauté que tout le monde eût été jeté; les princes français se sont toujours crus, et se croient encore, au point d'où ils étaient partis pour la renverser ou pour la soutenir.

L'opinion s'est rarement trouvée du côté des royalistes : ils l'ont dédaignée, parce qu'ils ont pensé que la force leur suffisait; et lorsque celle-ci leur a manqué, ils ont invoqué l'opinion, qui les a repoussés et avec justice. Aussi toutes les conspirations qui ont tendu au rétablissement de la royauté, n'ont obtenu et

n'obtiendront désormais aucun succès, parce qu'il n'en est aucune qui ait eu véritablement pour objet, de la part des princes français, le repos, la gloire et la prospérité de la nation. Il est donc vrai de dire que ces princes ont mérité leurs malheurs, que la République a mérité ses succès.

J'ai fait ce développement, afin que l'on connût la situation des esprits et des choses dans le parti royaliste, au moment où le prince de Condé osa concevoir une conjuration dont l'effet ne tendait à rien moins qu'à renverser la République française, et à dicter, ou de son chef, ou avec le consentement du comte de Lille, des lois à la France et à l'Europe.

Le règne de sang et de terreur sous lequel Robespierre faisait gémir la France, m'avait contraint à abandonner mes foyers. Quelques heures plus tard j'étais précipité dans les cachots où il entassait ses victimes ; et les tems étaient devenus si affreux, qu'une dénonciation équivalait à un arrêt de mort : mais le tyran périt peu de jours après sur l'échafaud ; et son supplice sauva la vie à cinq cent mille Français. Je me rendis alors en

Suisse, dans l'espérance de communiquer avec ma famille.

J'avais retrouvé, en traversant l'Allemagne, un de mes compatriotes, habitant de la même ville où je résidais en France, et fixé auprès du prince de Condé, en qualité de son aide-de-camp ; il lui inspira le desir de me voir. Le prince me fit appeler ; il me prodigua ces éloges et me témoigna cet intérêt qui coûtent si peu aux grands, et qui sont si peu sincères de leur part. Il m'entretint longuement des malheurs de la France, et me persuada que toute son ambition était d'y mettre un terme.

Elevé loin des cours, étranger à cette perfidie et à cette duplicité qui en sont l'aliment et les ressources, je crus voir le libérateur de la France dans la personne du prince de Condé ; et la grandeur du nom dont il était revêtu, devint pour moi le gage du repos et de la gloire de ma patrie.

Le prince m'écrivit plusieurs fois de Rothenbourg, où était alors son quartier-général ; me fit part de ses besoins et de ses craintes, et m'engagea à me rendre auprès de sa personne. Sur ces entrefai-

tes, il reçut l'ordre d'aller occuper avec son armée le cantonnement de Mulheim en Brisgaw. Il se trouvait dans une situation déplorable. Chef d'une armée dont il était dans l'impuissance d'acquitter la solde, commandant un corps où chaque soldat avait sa volonté et méconnaissait la voix de ses supérieurs, égaré par cette foule de courtisans qui lui représentaient la France toute prête à embrasser ses genoux; trompé par les cours de Pétersbourg, de Vienne et de Londres, dont il ne recevait que des promesses insignifiantes; haï du comte de Lille et du comte d'Artois, et les haïssant pour le moins autant; suspect à tous les deux, dans ses vues et dans ses projets de conquête: telle était sa situation politique dans laquelle se trouvait le prince de Condé au mois d'avril 1795; et, à cette époque, la majorité de la nation française croyait le prince, sur la foi de son nom, investi d'un grand pouvoir, armé d'une grande force, et jouissant d'un grand crédit auprès des puissances coalisées.

La politique de l'Angleterre ayant déterminé ce cabinet à prendre le corps de Condé à sa solde, afin d'en diriger tous les mouvemens, MM. Crauffurd et Wick-

ham se rendirent à Mulheim. Ils y arrêtèrent la formation de nouveaux corps, et attribuèrent à ceux qui existaient déjà, une solde beaucoup plus forte que celle qui leur était accordée par l'Autriche. Une nuée d'officiers généraux parut au même instant, et les appointemens les plus considérables leur furent alloués. Les commissaires anglais ne paraissaient embarrassés que d'une chose; c'était de ne point dépenser assez d'argent. Ils accordèrent une foule de gratifications, forcèrent tous les états qui leur furent présentés, et délivrèrent au prince de Condé une somme de trente-six mille louis pour être employée à des dépenses secrètes sur la rive gauche, à l'effet d'y faciliter la désertion parmi les soldats, et de se ménager des partisans parmi les officiers.

Mais, au milieu de toute cette munificence, le corps du prince comptait plus d'officiers que de soldats; et la difficulté du recrutement devait même augmenter tous les jours, par le peu de facilités que les Autrichiens lui laissaient à cet égard. C'est ce qui eut lieu en effet; et dans l'espace de dix-huit mois, l'armée du prince fut à peine augmentée de dix-huit cents hommes effectifs.

Ce fut dans ces circonstances qu'il forma le projet d'avoir des négociations avec le général Pichegru. Tous les renseignemens que le prince s'était procurés, le portaient à croire que ce général suivait à regret les drapeaux de la République, et qu'il se rangerait volontiers sous ceux de la monarchie. Le prince m'écrivit, le 3 juin 1795, par duplicata, en m'invitant à suspendre un voyage que j'étais au moment d'entreprendre pour mes affaires personnelles. Il m'écrivit, le 9, pour m'ordonner de me rendre le plutôt possible auprès de sa personne. Il m'entretint fort au long du projet qu'il avait formé, me demanda une personne capable de conduire une entreprise aussi délicate, et finit par me dire qu'il avait jeté les yeux sur moi pour en diriger l'exécution. Je refusai long-tems de m'en charger ; mais l'espérance d'être utile à mon pays, et la persuasion où j'étais que ce sentiment animait le prince, me déterminèrent enfin. Il me donna tous les pleins-pouvoirs qu'il crut nécessaires pour faciliter les opérations, en limitant toutefois les graces que je pourrais accorder, soit à Pichegru, soit aux officiers de son armée.

J'avais eu occasion de voir à Neufchâ-

tel, M. Louis Fauche-Borel (1), imprimeur de cette ville. Cet homme y était connu par la haine profonde qu'il avait vouée à la République française, et par un desir extrême de servir les princes qui la combattaient. Les principes qu'il avait professés, et la conduite qu'il avait suivie depuis les premiers jours de la révolution, beaucoup de courage ou de résolution : un grand amour-propre, sa qualité d'étranger et de négociant, toutes ces choses rendaient M. Fauche très-propre à être employé d'une manière active dans l'armée du Rhin. Les promesses qui lui furent faites en cas de succès, et dont il exigea la signature avant toutes choses, le décidèrent bientôt à se charger d'une semblable mission. Elles consistaient en une somme d'un million, l'attribution de l'imprimerie royale, l'inspection générale de la librairie de France, avec la charge de conseiller d'état y annexée, et le cordon de Saint-Michel. Dans le cas de non-succès, M. Fauche eut la promesse qu'il lui serait compté une somme

(2) *Note de l'éditeur.* Nous apprenons en ce moment que Fauche-Borel est prisonnier au Temple.

de mille louis, si l'on parvenait toutefois à aborder le général Pichegru, et à lui communiquer les intentions du prince de Condé.

M. Fauche fut subordonné à M. Antoine Courant, bourgeois de Neufchâtel, qui fut chargé en chef de l'exécution des ordres. Il avait été employé dans des affaires d'une nature semblable par Frédéric II ; et ce souverain lui avait témoigné, par ses bienfaits, la satisfaction qu'il avait éprouvée de ses services. M. Courant joignait à un sang-froid inaltérable une grande présence d'esprit dans les conjectures difficiles ; il avait une intrépidité peu commune, et il possédait le talent de ne jamais laisser pénétrer son secret ; il parlait très-bien plusieurs langues, et il ajoutait à tous ces avantages une grande connaissance des hommes et des choses. Des récompenses considérables lui furent assurées en cas de succès ; il lui fut promis un dédommagement dans le cas contraire : mais sans examiner jusqu'à quel point on eût acquitté ces promesses, une fois sur le territoire français, M. Courant montra dans cette occasion, et dans toutes celles qui se présentèrent depuis, le désintéressement le plus noble ; et il est par

conséquent inutile de dire qu'il en fut la victime.

M. Fenouillot (1), avocat de Besançon, chargé par M. Wickham de répandre sur les frontières ces petites feuilles en style poissard, qui sont si fort du goût du peuple et du soldat, fut envoyé en Franche-Comté pour obtenir d'un ami intime du général Pichegru, des rensignemens précis sur son compte.

Les choses ainsi préparées, MM. Courant et Fauche furent présentés au prince. Le premier fut agréé; le second ne parut qu'un surcroît de dépense inutile; mais sur l'observation que, dans des affaires de ce genre, deux personnes qui s'entendaient parfaitement, pouvaient s'aider de leurs conseils, et devenaient nécessaires, en cas d'événemens, pour que rien ne fût compromis, M. Fauche fut adjoint à M. Courant, avec injonction de se conformer en tout à ses avis.

Le prince leur ayant donné ses insructions, leur remit une somme de trois cents louis. En vain M. Courant insista-t-il sur la nécessité d'avoir en sa posses-

(1) *Note de l'éditeur.* Nous apprenons en ce moment que Fenouillot est prisonnier au Temple.

sion une somme plus forte ; il ne put l'obtenir. Les deux Suisses partirent de Bâle le 29 juillet 1795, et arrivèrent le même jour à Strasbourg. Le général Pichegru se tenait à Altkirk, à une lieue de cette ville, où les officiers de son état-major résidaient pour la plupart. M. Courant se rendit plusieurs fois à Altkirk, avec M. Fauche, dans l'espérance qu'il y trouverait l'occasion d'aborder le général : il fut trompé dans son attente ; mais il communiqua l'objet de son voyage à M. Badouville (1), adjudant général, avec lequel il lia bientôt, ainsi que M. Fauche, une connaissance intime.

Le général partit de Strasbourg le 14 août pour visiter le Haut-Rhin, et conférer avec les trois Représentans du peuple qui venaient d'arriver dans cette partie. M. Fauche se rendait à Bâle pour m'instruire de l'état forcé de stagnation où l'on se trouvait encore ; mais ayant rencontré le général sur la route, il s'arrêta à Huningue. Pichegru, l'ayant aperçu, le fit remarquer à quelqu'un qui était à ses côtés, en ajoutant : *Voilà un des deux*

---

(1) *Note de l'éditeur.* Nous apprenons en ce moment que Badouville est prisonnier au Temple.

individus que nous avons vus plusieurs fois à Altkirk dans les jardins. Ce propos fut entendu par M. Fauche. Pichegru devait dîner à Huningue ; mais vers une heure, malgré une pluie très-forte, il partit brusquement pour se rendre chez Mme. Salomon à Blopsheim. M. Fauche le suivit peu de momens après, bien persuadé que le général n'avait cherché, en quittant Huningue, qu'à lui faciliter les moyens de l'approcher. M. Fauche n'hésita point à se présenter chez lui ; et l'ayant rencontré dans un corridor, il entama la conversation en lui offrant la dédicace d'une collection de lettres de J.-J. Rousseau à M. Duperou de Neufchâtel, qui en avait fait un legs en faveur de M. Fauche.

« J'accepte cette dédicace, répondit » Pichegru ; mais comme je n'approuve » point tous les principes avancés par » J.-J., vous voudrez bien me communiquer les manuscrits, afin que j'en » prenne lecture avant d'attacher mon » nom à leur impression. » M. Fauche, rassuré par ce début, et bien convaincu d'ailleurs que Pichegru avait été informé par son adjudant-général, du véritable but du séjour des deux Suisses à Strasbourg, reprit aussitôt à voix basse :

« Général, j'ai à vous parler d'objets bien » plus importans ; et cela de la part du » prince de Condé. — Du prince de Condé! » dit Pichegru en l'interrompant ; que » me veut-il ? de quoi est-il question ? » expliquez-vous. — Une personne char- » gée des pleins-pouvoirs du prince est » à Bâle, répliqua M. Fauche. — Mais » je ne puis point aller à Bâle, où je se- » rais trop en vue, répondit Pichegru : » d'un autre côté, cette personne ne peut » venir ici. Partez donc sur-le-champ » pour Bâle, et soyez de retour ici le » plutôt possible. Je devais partir ce soir » pour Strasbourg, je vous attendrai jus- » qu'à demain quatre heures après midi. »

M. Fauche eût pu très-bien entrer dans tous les détails que pouvait desirer Pichegru ; mais il avait été saisi dès le premier abord, et n'avait pas conservé le sang-froid nécessaire en pareille circonstance. Il arriva à Bâle les portes fermantes, et m'instruisit du succès de son entrevue. Je passai la nuit à rédiger d'une manière précise les instructions du prince, et à dresser un état des récompenses qui devaient être accordées au général et à son armée. M. Fauche reprit la poste à sept

heures du matin, et fut le soir de retour à Bâle.

Il m'annonça que le général desirait, avant toutes choses, avoir la signature même du prince, quoiqu'il ne parût point douter que les propositions ne fussent faites de sa part. « Il est absolument né- » cessaire, dit Pichegru, que le prince » m'explique ses intentions, et sur-tout » comment il entend que j'agisse. Vous » me rejoindrez à Strasbourg ; arrivez-y » le plutôt possible. »

Je me rendis à Mulheim sur-le-champ ; et ayant fait éveiller le prince, je lui communiquai l'état des choses. Il en fut extrêmement satisfait ; mais ce ne fut qu'avec la plus grande peine qu'il se détermina à écrire au général. *Il ne voulut jamais lui accorder ce titre, qui lui paraissait une reconnaissance formelle de la République ;* mais il sentit enfin la nécessité de témoigner du moins une certaine confiance à un homme qui s'était jeté entre ses bras avec empressement, on peut même dire avec legèreté. Il eut l'air d'écarter tous les doutes ; et il supprima ces mots, *timeo Danaos*, qui revenaient à chaque instant dans cette con-

versation de quatre heures. Après une discussion aussi longue sur un objet aussi simple, le billet suivant me fut remis :

« Puisque M. Pichegru est aussi hon-
» nête que je l'avais toujours espéré, je
» desirerais bien qu'il envoyât ici une per-
» sonne de confiance à qui j'expliquerais
» les avantages *de tout genre* que j'assu-
» rerais à M. Pichegru et à tous ses amis,
» dans le cas où il ferait ce qui lui a été
» communiqué de ma part. Cette mesure
» me paraît absolument indispensable ;
» car, sans cela, on peut multiplier les
» messages sans s'entendre, perdre un
» tems précieux, et compromettre cet
» important secret. Signé *Louis-Joseph*
» DE BOURBON. A Mulheim, le 18 août
» 1795. »

Le prince voulait apposer simplement son cachet à cet écrit. Je parvins à l'en dissuader, et à le déterminer à signer et dater cet écrit. Il me fut ordonné de le faire parvenir promptement au général, et d'exiger de M. Fauche sa parole d'honneur qu'il ne laisserait pas cette pièce entre ses mains ; tant le prince paraissait craindre, et je ne sais trop comment, que cette pièce ne pût le compromettre vis-à-vis des Autrichiens, pour lesquels

cette négociation devait être un secret profond. En attendant, le secret était assez mal gardé à Mulheim ; car à peine venait-on d'aborder le général Pichegru, et déjà sept ou huit personnes en étaient instruites au quartier-général du prince.

C'est à cette facilité extrême et à cette défiance excessive qui composent le caractère du prince de Condé, qu'il faut attribuer la cause de ces fausses mesures et de ces tergiversations continuelles qu'on remarquera dans le cours des négociations. D'un autre côté, les conseillers du prince, loin de lui montrer la situation critique dans laquelle il se trouvait, n'étaient occupés qu'à la lui dérober, et à adapter les circonstances à leurs intérêts personnels, sans aucun égard pour la chose publique.

Il est bien difficile que l'esprit d'un homme, quelque vaste qu'on le suppose, ne se rétrécisse pas, lorsqu'il s'occupe de détails dans toute administration quelconque. Des habitudes semblables tueraient le génie, si le génie pouvait être le partage des hommes qui s'y dévouent ; et rien n'empêche plus sûrement de faire de grandes choses, que d'en faire beaucoup de petites. Lorsque je vis le prince

de Condé s'occuper, avec une persévérance opiniâtre, des plus minces détails administratifs dans la nouvelle formation de sa petite armée, il me fut démontré que le prince n'aurait jamais une armée sous son propre commandement ; et cet esclave de tant de considerations politiques et pécuniaires m'annonça dès-lors qu'il en serait un jour accablé. En effet, il ne sut ni désobéir à des rois qu'il savait bien être ses ennemis et les ennemis de sa famille, ni commander à des soldats qu'il savait bien être ses amis et les amis de sa gloire. Il acquit cette espèce de réputation qui est la plus aisée de toutes à conserver, parce qo'elle n'exige qu'un esprit médiocre et une certaine défiance; mais il immola en même tems sa gloire, pour jouir de quelques instans de plus de renommée. Il ne sut être ni courageux ni prudent à propos. En vain les circonstances lui devinrent-elles terribles ou favorables; il les laissa fuir, ou il se soumit à leur rigueur : on eût dit que le destin lui avait imposé cette tâche, d'inspirer une grande frayeur, et de céder à une extrême faiblesse ; de tenter tout par son cœur, et de manquer tout par son esprit ; d'être un héros sur le champ de bataille,

et un homme sans vigueur dans le cabinet ; de concevoir de grands projets, et de reculer devant leur exécution ; de ne manquer jamais de prévoyance, et d'être toujours sans caractère. Ce prince eut quelques instans d'éclat ; mais il n'eut pas un seul moment de grandeur. Je l'ai vu céder à la fortune de la République, de la même manière qu'il avait combattu ses généraux, sans magnanimité, mais sans lâcheté ; et la crainte qu'il eut toujours de devenir pauvre, le condamnait à n'être plus qu'un chef de proscrits. Ce prince bravait la mort ; mais il redoutait l'échafaud. On l'a vu reculer à la voix de la renommée, lorsqu'elle lui apportait les vœux que la Vendée formait pour combattre sous ses ordres ; et on l'a vu à Bernstheim et à Biberacht se précipiter au milieu des bataillons ennemis, toujours maître de son courage, mais incapable d'oser prendre sur lui une grande résolution, quelques facilités que lui laissassent les généraux de la République. Sa conduite a été, pendant six années, un modèle de patience et de résignation. Les Autrichiens ont triomphé de sa patience, de sa résignation ; et le prince s'est pleinement contenté de cet éclat ex-

térieur et de ce luxe militaire dont ils lui permettaient l'exercice. Ce prince possède un jugement sain ; il n'est pas sans connaissances et sans instruction ; mais l'histoire du Grand Condé n'est point celle qu'il a le plus méditée. Son ame est faible ; son esprit est timide : peu de princes sont aussi susceptibles de prendre toutes les impressions que des courtisans peuvent avoir intérêt de leur donner. La défiance et la fausseté sont au fond de son cœur ; elles s'exercent sur sa propre famille ; et le duc de Bourbon est jusqu'ici la personne dont il s'est montré le plus jaloux. Ce prince et le duc de Berri n'ont jamais eu la moindre part à la confiance du prince de Condé. Il en disposait en faveur de deux hommes entièrement incapables de le servir, mais très-fidèles à le flatter, L'un était le chevalier de Contye, lieutenant de ses chasses, sans talens comme sans pudeur, mais homme de plaisir et de dissipation, et qui n'avait guère plus d'égards pour les chasseurs nobles de l'armée du prince, que pour les piqueurs de Chantilly. L'autre était le marquis de Montesson, petit bossu de corps et d'esprit, qui, peu de jours après l'ouverture des états-généraux,

dont il était membre, s'était réfugié dans ses terres en Anjou, persuadé qu'on voulait attenter à ses jours : cet homme borné et essentiellement faux avait quitté la France peu de tems après, et le hasard l'avait jeté auprès du prince de Condé. C'est à ces deux personnages que le prince avait confié exclusivement le soin de sa gloire. Mais j'aurai bientôt occasion d'entrer dans de plus grauds détails à ce sujet ; je reprends le fil de la conjuration.

L'écrit que M. Fauche remit le 19 à Pichegru, ayant dissipé tous les doutes que ce général eût pu concevoir, il expliqua à M. Fauche la manière dont il allait s'y prendre pour remplir les vues du prince de Condé. Je copie littéralement cette conversation sur la transcription qui en fut faite pour être remise au prince :

« J'ai offert vingt fois en Alsace, dit » Pichegru à M. Fauche, les occasions » d'exécuter ce que le prince me demande » aujourd'hui ; et je ne puis concevoir, » s'il a, comme je le pense, auprès de lui » des officiers d'un grand talent ; qu'on » n'ait pas su en profiter. J'ai beaucoup » réfléchi à ce dont il est question. J'ai » déjà donné, sous divers prétextes, à

» trois ou quatre bataillons, qui sont ce
» que j'ai de plus mauvais dans l'armée,
» l'ordre de se rendre à Gravelines, Ber-
» gues, Nieuport, etc. J'ai déplacé mon
» parc d'artillerie et fait des dispositions
» propres à m'assurer les places fortes de
» l'Alsace. Dans cet état, voici ce que je
» puis faire. Les Représentans du peuple
» me pressent de passer le Rhin, et je vais
» y être forcé tout-à-l'heure. Que le prince
» de Condé m'indique donc le lieu où il
» desire que je traverse ce fleuve. Je crois
» que Newbourg ou Steinstadt seroit l'en-
» droit le plus favorable, à cause de la
» position militaire du prince. Qu'il m'in-
» dique le jour et l'heure, la quantité
» d'hommes, l'espèce d'armes, en obser-
» vant cependant, pour ménager les appa-
» rences, que je ne puis guère passer le
» Rhin avec moins de dix à douze mille
» hommes. Je laisserai mes pontons comme
» pour servir à une seconde colonne, et
» aussitôt arrivé sur la rive droite, je pro-
» clamerai la royauté. Mon armée se
» réunira dans le même moment à celle
» du prince; nous repasserons ensemble
» le fleuve; les places de l'Alsace s'ouvri-
» ront devant nous, et, aidés des renforts
» que j'y laisse et de quelques bataillons

» autrichiens, s'il est nécessaire, nous
» marcherons à journées forcées sur Paris;
» car c'est là où il faut tendre. Plus j'y
» réfléchis, et plus je vois que ce plan est
» le seul susceptible d'un grand succès.
» Ce que le prince me propose n'est point
» faisable. Je connais le soldat: il ne faut
» pas lui donner le tems d'un premier
» mouvement; il faut l'entraîner, et non
» le décider. Une fois sur la rive droite,
» je suis sûr de lui, pourvu que le vin, la
» viande et l'argent ne manquent point.
» Que le prince ait soin que tout cela soit
» en abondance; que les officiers de son
» armée se confondent et ne fassent qu'un
» avec les miens: sur-tout point de jac-
» tance de la part des émigrés, et je ré-
» ponds de tout le reste. Il est inutile que
» j'envoie au prince un de mes aides-de-
» camp; il pourrait être aperçu et reconnu
» sur la rive droite, et cela seul compro-
» mettrait la chose. D'ailleurs, vous suf-
» firez; et puisque le prince vous a chargé
» de ses instructions, il doit avoir con-
» fiance en vous, et ajouter une foi entière
» à ce que vous lui rapporterez de ma
» part. Il n'y a pas de tems à perdre:
» retournez vers le prince; assurez-le que
» je vais tout disposer en conséquence, et
qu'il

» qu'il prenne de son côté les mesures » nécessaires. Soyez de retour le plutôt » possible. »

M. Fauche arriva à Bâle le 21 au soir, et prit aussitôt avec moi la route de Mulheim Le prince avait insisté de la manière la plus forte pour qu'il obtînt de Pichegru un mot d'écrit. Le général s'y était long-tems refusé; il en avait fait sentir l'inutilité et le danger à M. Fauche, qui pouvait être arrêté à son passage: mais celui-ci ne lui ayant pas laissé un moment de repos, en avait enfin obtenu six ou sept lignes d'écriture, sans date ni signature; elles assuraient le prince de Condé du dévouement de Pichegru et de l'ardeur qu'il mettrait à le servir. Le prince confronta cette écriture avec les lettres de Pichegru, qu'il avait interceptées aux avant-postes pendant la campagne d'Alsace; il les trouva parfaitement semblables. M. Fauche remit en même tems au prince son fameux billet du 18, et il lui communiqua dans le plus grand détail toutes les observations faites par Pichegru.

Ici commencent les incertitudes et les craintes du prince de Condé. Peu de jours auparavant, il eût tout sacrifié pour obtenir de Pichegru une réponse favorable;

aujourd'hui il craint de se confier à ce général ; il n'est question que de *la foi punique* de ces gens-là. On ne donne préalablement au prince aucun gage ; on ne lui livre point une place forte pour sa sûreté : il ne peut donc exposer aussi *inconsidérément* son armée. Les Autrichiens voudront-ils favoriser ce plan ? ne le contrarieront-ils pas plutôt ? Ce qui avait été proposé par le prince était si simple et si raisonnable ! pourquoi Pichegru ne suivait-il pas ce parti ? et ces Représentans du peuple, pourquoi ne les livrait-il pas au prince ? etc. etc. Telle était la série d'observations que faisait le prince de Condé. La vérité est que, *jaloux d'être regardé comme seul restaurateur de la royauté, il voulait agir sans la participation des Autrichiens ; et d'un autre côté, il desirait avoir cette gloire au meilleur marché possible.*

Il fut donc résolu, malgré toutes les objections que présentaient en foule le tems, le lieu, les circonstances, que M. Fauche retournerait à Strasbourg, porteur des mêmes dispositions ; qu'il assurerait formellement Pichegru que le prince ne voulait et ne pouvait, sous aucun rapport, adhérer au plan d'exécution qui lui

avait été transmis ; qu'il insistait de nouveau pour que le général fît proclamer la royauté sur la rive gauche. M. Fauche eut ordre de lui dire que le prince avait quinze à seize cent mille livres comptant en caisse, cinq à six millions en effets, dont on pourrait réaliser plus de moitié sous quatre fois vingt-quatre heures ; et que si le général le desirait, le prince ferait déposer à Bâle une somme de cent mille écus en or, laquelle serait mise à la disposition du général, sur la première demande qui en serait faite, pour servir aux premiers besoins de son armée au moment de l'éclat. Il était aisé de prévoir que le général Pichegru rejetterait et le plan et les nouvelles observations du prince, et que le voyage de M. Fauche n'aboutirait qu'à faire perdre un tems précieux. Il revint en effet avec de nouveaux témoignages du desir qu'avait Pichegru de servir le prince, mais avec les mêmes décisions de la part de ce général ; seulement il proposait de changer le lieu de la scène, afin d'opérer la réunion des deux armées, malgré les refus ou les lenteurs que les Autrichiens pourraient vouloir y apporter. Il n'est peut-être pas inutile de dire que M. Fauche ayant cru donner au prince une preuve

de plus de la sincérité des sentimens qui animaient le général, en rapportant qu'il en avait reçu l'accueil le plus affectueux, et que le général avait même été jusqu'à le baiser sur la joue, le prince de Condé lui répliqua : « Pichegru se sent de son » ancien métier; il est donc toujours sou- » dard et crapuleux? Voilà comme sont » tous ces gens-là. Epanchement de corps- » de-garde, et rien de plus. »

Ces gens-là donnaient cependant au prince les plus grandes preuves de dévouement, et le dernier message de Pichegru ne pouvait laisser aucun doute sur sa bonne foi. Le nouveau mode d'exécution consistait à forcer le territoire bâlois : le prince, qui n'était qu'à quatre ou cinq lieues de Bâle, fût arrivé dans la nuit sous les murs, et eût demandé passage dans cette ville, dans le même tems que Pichegru lui eût fait pareille sommation en se présentant du côté d'Huningue. A peine eût-il été nécessaire de brûler une amorce, pour sauver les apparences. On eût demandé sur-le-champ aux Suisses l'exécution des traités qui les liaient à la monarchie française, et l'on était assuré de ne faire en cela que prévenir les vœux de la majorité des cantons. On croyait (on avait

effectivement de fortes raisons pour le croire) que le canton de Berne donnerait sur-le-champ au contingent qu'il entretenait à Bâle, et aux régimens qu'il avait postés à Buren, à Nidau, et sur plusieurs points de la frontière, l'ordre de se rallier à l'armée royale. On avait la certitude que le même canton de Berne lui fournirait avec empressement des bœufs et tous les vivres dont elle pourrait avoir besoin. On eût gagné de suite les gorges de Porentrui, où l'on était certain de ne rencontrer aucun obstacle ; et traversant la Franche-Comté, on eût dirigé sa route sur Paris. Les intelligences pratiquées dans cette province ne permettaient guère de douter qu'elle ne se soulevât à l'approche de l'armée royale.

En indiquant ce nouveau mode, Pichegru rejetait de la manière la plus absolue le plan du prince de Condé. Ce plan n'était en effet, dans aucun rapport avec les circonstances, et ne pouvait offrir aucune espérance de succès : il suffisait de le connaître pour être convaincu. Le prince exigeait que Pichegru se déclarât sur la rive gauche et y fît proclamer la royauté par son armée ; qu'il fît arborer le drapeau blanc dans toutes les places et sur tous les

clochers qui bordent le Rhin, depuis Huningue jusqu'à Mayence ; qu'il envoyât aussitôt à Mulheim un trompette, les yeux bandés, pour informer le prince que l'armée républicaine avait reconnu le roi, et pour l'inviter en conséquence à se rallier à cette armée ; qu'il livrât incontinent Huningue comme place de sûreté, avec la liberté d'y établir un pont de bateaux ; qu'il arrêtât les Représentans du peuple près l'armée du Rhin, et les fit traduire à Mulheim les fers aux pieds et aux mains, pour en être disposé ainsi qu'il appartiendrait. De son côté, le prince ferait proposer de la part du général Pichegru, et proposerait lui-même aux généraux autrichiens, un armistice sur toute l'étendue de la ligne, jusqu'à l'arrivée du comte de Lille, à qui il serait envoyé un courrier par le prince, ainsi qu'à toutes les puissances belligérantes : en attendant, le général s'occuperait à purger son armée, ainsi que toutes les administrations de l'Alsace, de tout ce qu'il pourrait y connaître de jacobins et de constitutionnels, et réserverait au prince la nomination de tous les emplois civils et militaires qui seraient déclarés vacans. Après le retour des courriers, l'armée du prince effectue-

rait le passage du Rhin, prendrait possession de l'Alsace et dirigerait sa route vers Paris.

Il paraîtra sans doute étonnant que le prince de Condé ait pu adopter sérieusement un plan de cette nature, et sur-tout y tenir avec obstination ; mais la surprise cessera, si l'on réfléchit au caractère de ce prince, si l'on fait attention aux personnes qui l'environnaient, si l'on se rappelle quels étaient les ministres qui dirigeaient son conseil. Le prince ne voulait pas se compromettre vis-à-vis des Autrichiens, si cette entreprise venait à échouer ; il ne voulait point leur en laisser la gloire, si elle venait à réussir. *Il cherchait à hasarder le moins possible, et à se ménager en même tems une influence décisive dans le nouvel ordre de choses.* Ses courtisans ne l'entretenaient que du respect et de la vénération que le peuple français avait conçus pour lui : ils lui peignaient la nation entière prête à le recevoir avec enthousiasme, et l'invoquant hautement comme son libérateur ; ils l'assuraient que son nom seul glacerait d'épouvante la Convention nationale, et qu'une fois sur le territoire français, il n'aurait qu'à recueillir les vœux et les bénédictions de tout

l'empire ; ils ne cessaient enfin de lui dire que l'armée en masse était royaliste, que Pichegru répondait de ses dispositions, et qu'une fois en Alsace, on n'aurait d'ailleurs rien à craindre, sous ce rapport, d'après les mesures qui seraient prises. *Je suis d'avis*, disait M. de Montesson au prince, *que l'on séjourne un mois dans cette province, pour assurer la restitution de tous les domaines déclarés nationaux, et pour y faire un exemple éclatant de tous les individus qui seraient connus pour avoir trempé dans la révolution.*

La discussion roulant un jour sur ce sujet, j'interrompis le ministre et dis au prince : Si un semblable conseil pouvait obtenir un moment d'attention, je me hâterais de donner celui de laisser un pont de *rétraite* sur le Rhin ; car le prince ne demeurerait pas *long-tems* sur le territoire français. Je lui représentai, au contraire, qu'il fallait se réconcilier avec la nation française, au lieu de la menacer ; qu'il fallait s'efforcer de regagner la confiance publique par toutes les voies et le plus promptement possible ; qu'il fallait cesser la guerre contre tous ceux qui avaient participé à la révolution par des erreurs d'opinion ou des torts de conduite ;

que

que sans cela, personne ne resterait aux princes français, personne ne reviendrait à eux, et qu'ils finiraient positivement comme les *Stuarts*.

Mais les nombreux agens que le prince entretenait en Franche-Comté, en Alsace, à Paris et à Lyon, ne lui permettaient guère d'écouter de semblables conseils; tant leurs rapports, en général, étaient exagérés dans tout ce qui pouvait plaire au prince. Je lui montrai la nécessité de laisser le général Pichegru entièrement le maître d'exécuter ses projets de la manière qu'il jugerait convenable; car lui seul était en position de déterminer ce qu'il y avait à faire et ce qu'il pouvait faire. Je fis sentir de quelle importance il était de s'abandonner sans réserve aux soins et aux vues de ce général, dont le plan prouvait évidemment la bonne foi. Je finis par dire au prince que le moment était arrivé où il fallait mettre l'héroïsme à la place de la prudence; et que la détermination qu'il allait prendre, déciderait sans retour, à mon avis, du succès de cette grande affaire. « Ce mot d'*héroïsme* » ne me va pas, me répondit le prince » (et certes *sa modestie* avait cette fois-» ci raison) : et quand au mode d'exé-

» cution, je n'en changerai point; je ne
» veux pas compromettre le sort de mon
» armée. »

M. Fauche partit de Bâle le 28 août, et remit le lendemain, au général Pichegru, une lettre très-longue, dans laquelle le prince faisait toutes les observations qu'il croyait propres à engager ce général à adopter le mode d'exécution qui lui était prescrit.

On voit à quel point les courses et les correspondances se multipliaient chaque jour. Les Autrichiens, cependant, étaient dans une ignorance profonde de ce qui se pratiquait, et *je ne pense pas qu'on fût guère plus instruit à Vérone.* Le prince défendit, de la manière la plus absolue, qu'on donnât la moindre communication aux généraux Clairfait et Wursmer, et il se réserva de statuer à cet égard selon les circonstances. Elles devenaient chaque jour plus pressantes, et l'incertitude du prince augmentait chaque jour. Le tems se consumait à expédier et à recevoir des dépêches; mais il était aisé de juger qu'il ne serait bientôt plus possible d'entretenir aussi ouvertement une communication directe avec le général Pichegru. En effet, les agens du Gouvernement fran-

çais ne tardèrent pas à concevoir des soupçons sur les fréquens voyages de M. Fauche ; la présence de M. Courant à Strasbourg en fit naître également : en conséquence, le signalement de ces deux personnes et celui de M. Fenouillot furent envoyés, vers le 15 septembre, dans les départemens du Haut et du Bas-Rhin.

Les opérations devenant chaque jour plus difficiles, M. le chevalier de Beaufort, officier de l'armée du prince, dont le zèle et la fidélité étaient prouvés, fut placé entre Mulheim et Bâle, à l'effet de donner une plus grande célérité aux communications. MM. Fauche et Courant furent de retour à Bâle, le 6 septembre, aux portes ouvrantes. Ils me peignirent avec les couleurs les plus fortes le mécontentement du général Pichegru, et sa surprise de l'obstination avec laquelle le prince de Condé tenait à un plan d'exécution qu'il qualifiait d'absurde et d'extravagant. Le passage du Rhin venait d'être arrêté, et déjà Pichegru n'était plus le maître, pour ainsi dire, d'agir de la manière qu'il avait d'abord proposé. Aussi chargea-t-il expressément M. Courant d'informer le prince qu'il allait se porter sur le Bas-Rhin, où il prendrait tous les

moyens qui pourraient tendre à effectuer la réunion ; mais qu'il ne pouvait rien indiquer de précis à cet égard, parce que les circonstances le dirigeraient ; qu'il était essentiel que le prince fît, de son côté, certaines dispositions, et qu'en conséquence son armée prît poste à la hauteur de Spire ; qu'elle évitât avec soin toute espèce d'engagement avec les républicains, car le moyen de préparer la réunion n'était point de commencer par se battre ; que pour lui, il ferait en sorte que les républicains ne se trouvassent point opposés à l'avant-garde du prince ; et qu'en s'éloignant de Strasbourg, il laisserait dans cette place des officiers qui lui étaient dévoués, et qui lui en assureraient la reddition à tout événement.

« Je pars lundi pour me rendre sur le » Bas-Rhin; j'attaquerai les Autrichiens, et » je me porterai ensuite sur Manheim. Je » ne puis différer plus long-tems d'exé- » cuter les ordres des représentans du » peuple à cet égard : ils veulent percer » en Allemagne à quelque prix que ce soit, » pour y lever des contributions, et faire » subsister l'armée, qui manque de tout. » Voilà le plan de campagne : remettez-le » au prince, afin qu'il se dirige en con-

» séquence. Comme je puis être forcé,
» par les événemens, de prendre un parti
» décisif au moment où je m'y attendrai
» le moins, que le prince m'envoie une
» somme de cent mille écus, ou qu'il
» en fasse le dépôt, soit à Bâle, soit à
» Francfort; mais que j'aye la certitude
» qu'elle sera comptée, à la minute, à la
» personne que j'enverrai pour la re-
» cevoir. C'est aujourd'hui mardi; vous
» avez tout le tems de me rejoindre
» avant mon départ. Je vous recommande
» instamment d'être ici le dimanche soir;
» vous y demeurerez à poste fixe, et je
» ferai en sorte que vous ne soyez ni in-
» quiété, ni soupçonné. Je n'ai nul be-
» soin d'argent pour moi; je n'en veux
» point : mais il en faut pour mes soldats;
» car la royauté est pour eux au fond
» d'une bouteille de vin. Dites bien au
» prince, faites-lui sentir que ce que je
» lui propose est aujourd'hui la seule chose
» exécutable. Sur-tout, qu'il se garde des
» indiscrétions, et qu'il écarte toutes les
» petites considérations; qu'il soit sans
» inquiétudes sur mon compte. Merlin a
» beau me surveiller : je me moque de lui
» et de ses collègues; ils n'oseraient rien
» entreprendre contre moi. J'agis à Paris

» comme en Alsace : l'esprit de l'armée,
» de l'intérieur, est bon ; il ne sagit que
» de l'entretenir, et je ferai en sorte de
» lier la partie de manière à embarrasser la
» Convention dans la capitale et sur les
» frontières tout à-la-fois. J'ai des gens à
» moi auprès des sections ; j'espère qu'elles
» se prononceront hautement, lorsqu'il
» en sera tems. Je veux un grand en-
» semble, et que tout concoure au même
» but. Je ne donnerai pas Huningue au
» prince ; cette place ne lui servirait de
» rien. Point de petits paquets : il sagit
» d'un grand projet, et non pas d'une expé-
» dition *à la Dumouriez* : je n'ai pas envie
» de faire le second tome de ce général.
» C'est un grand coup que je veux frap-
» per ; ce que j'ai résolu d'entreprendre
» ne se recommence point ; et il vaut
» mieux attendre quelques jours de plus,
» et jouer à jeu sûr. Si le prince avait voulu
» suivre mes avis, nous serions mainte-
» nant à moitié chemin de la capitale ;
» c'est sa faute et non la mienne. Qui
» diable a pu lui mettre dans la tête les
» projets dont il m'entretient ? Mais il
» ne sagit plus du passé. Partez sur-le-
» champ, et soyez de retour auprès de moi
» sous cinq jours. »

Je transcris littéralement le texte des instructions données par Pichegru à M. Courant ; il les remit au prince en ma présence, et comme il était très-tard, ce prince remit au lendemain sa réponse et ses observations.

Vingt-quatre heures s'étant écoulées sans qu'on eût fait appeler M. Courant, j'écrivis au prince, le 8 au matin, pour lui présenter combien il importait que M. Courant reprît promptement la route de Strasbourg. Le chevalier de Contye me répondit, sur le soir, que le prince était dans l'impossibilité de donner de l'argent de plus jusqu'à l'éclat, et que M. de Montesson avait dû m'en convaincre. Celui-ci avait été chargé effectivement par le prince de me prouver que la somme qui avait été annoncée était suffisante, et que le prince ne pouvait se résoudre à de nouveaux sacrifices, lorsque sur-tout on hésitait depuis long-tems à lui livrer Huningue. En écrivant dans ce sens, le chevalier de Contye faisait sentir » la nécessité de mettre dans la confidence » des personnes que j'avais desiré en ex- » clure (le ministre et le commissaire » anglais), lesquelles se refuseraient à » donner de l'argent pour ce qui ne leur

» paraîtrait qu'incertitude, tandis qu'elles
» seraient généreuses pour ce qui serait
» certain, et que c'était à Pichegru à tenir
» ses promesses, tant pour son propre
» avantage, que pour le soin de sa gloire,
» s'il en était jaloux. »

Rien n'était plus positif qu'un semblable refus : il ne m'étonna pas ; j'avais approché le prince de Condé de trop près, pour en chercher long-tems la cause. Le prince entretenait à Paris de nombreuses intelligences, et ses agens remplissait le Lyonnais, la Franche-Comté et l'Alsace. Cette foule de petits conspirateurs à gages lui inspiraient beaucoup de confiance, et le portaient ouvertement au trône, *d'après le vœu général du peuple*. Le prince avait une confiance excessive dans la correspondance établie avec un certain Lemaitre, par le canal de MM. d'Artés et Waldener, qui résidaient pour cet effet à Bale, au moyen de la protection accordée par M. Wickham, qui était parvenu à faire reconnaître près de la diète helvétique, M. Waldener comme personne attachée à la légation d'Angleterre en Suisse. Le prince de Condé ajoutait une foi aveugle à tous les rapports que Besignan et Teissonet lui faisaient sur le Comtat et le

Lyonnais, à toutes les histoires que Lemaître lui adressait, chaque courrier, sur les dispositions de la capitale : le prince était persuadé, à cette époque, qu'un grand mouvement s'opérerait dans l'intérieur; qu'il n'aurait qu'à se présenter pour en recueillir le fruit; et que de cette manière la royauté serait rétablie aux moindres risques et aux moindres frais possible. Aussi l'on s'occupait bien plus à Mulheim de la manière dont il conviendrait *d'administrer*, que de celle qu'il faudrait employer pour arriver à Paris : tant on se croyait sûr, dans certains momens, qu'on allait être invité de s'y rendre. On ne redoutait que les *constitutionnels;* et on prenait d'avance toutes les mesures que l'on pouvait imaginer pour leur ôter toute participation quelconque aux affaires : on ne parlait quelquefois que de Reims, de *sacre*, de *fêtes* et de la *grande prévôté;* et, à moins d'en avoir été le témoin, on se ferait difficilement une idée juste des illusions dont on se berçait à Mulheim, lorsque le courrier y apportait certaines dépêches de Paris ou de Lyon.

On conçoit que, d'après cette manière de voir, le dévouement de Pichegru devait perdre nécessairement de son prix aux yeux du prince; et cependant le gé-

néral faisait toutes les avances, et il paraissait même ne desirer ni grâces ni faveurs. « Qu'on tienne, disait-il à M. Courant, les promesses qui m'ont été faites, » ou qu'on y manque (car je connais les » princes et le peu de fond qu'il faut faire » en général sur leur parole), peu m'importe ; je n'en remplirai pas moins les » engagemens que j'ai pris : la gloire me » suffit, et l'histoire n'aura pas pour moi » d'ingratitude. »

J'ai dit plus haut que le prince de Condé avait remis à ses deux envoyés une somme de 300 louis, qui se trouva réduite à près de 200 lors de leur entrée en France, par les dépenses de nécessité ou de précaution qu'ils furent contraints de faire. Sur cette dernière somme, il avait été délivré, par M. Fauche, 100 louis au général Pichegru (1), et le restant avait été plus qu'ab-

(1) Pichegru jouissait d'un traitement journalier de 150 livres, comme général en chef : mais la dépréciation du papier rendait cette somme insuffisante pour sa subsistance ; à peine pouvait-il avoir du vin à sa table ; et il avait été obligé, peu de jours auparavant, de vendre deux de ses chevaux pour fournir à des dépenses de première nécessité. M. Courant avait fait faire du linge à M. Badouville, et lui avait remis une somme de 25 louis.

sorbé par les frais indispensables de route ou de séjour : c'est ce qu'on appelait un *sacrifice* à Mulheim ; et dans ces circonstances, les commissaires anglais disaient sans cesse au prince de ne rien ménager pour l'article des dépenses secrètes. Ils ne lui demandaient aucun compte à cet égard, et ne se refusaient à aucune sorte de dilapidation pécuniaire.

J'eus plusieurs conférences de nuit avec le prince, depuis le 9 jusqu'au 15 : mais j'eus beau insister sur l'importance majeure du prompt départ de M. Courant, et sur la nécessité de mettre à la disposition de Pichegru les sommes qui lui avaient été garanties d'une manière si solennelle ; mes avis ne furent pas écoutés, et le prince se refusa formellement aux demandes de Pichegru. Il parut oublier que ce général comptait les heures et les instans sur l'autre rive ; et il se borna, *pour tout moyen de le favoriser*, à ordonner de nouveau le plus profond secret vis-à-vis des Autrichiens.

Ayant fait une nouvelle tentative dans la nuit du 15 avec M. Courant, qui répéta au prince les moindres détails jusqu'à satiété, nous ne pûmes obtenir d'autre réponse que celle-ci : « Que Pichegru com-

» mence par me livrer Huningue, *quoi-*
» *que je ne doute pas de sa bonne foi;*
» mais avant toutes choses, je veux cette
» place. Pour de l'argent, je n'en ai point;
» que les Anglais en donnent si cela leur
» fait plaisir. Je verrai M. Crauffurd, sans
» lui dire le véritable objet de la dépense;
» et s'il veut y fournir, à lui permis; s'il
» ne le veut pas, il n'y a qu'à attendre *et*
» *à voir venir les événemens.* Encore six
» mois de guillotine et de misère; le peuple
» en a besoin; et cela applanira bien des
» difficultés. »

Cette dernière phrase fit sur M. Courant une impression si forte, qu'en quittant le lit du prince, il prit brusquement le parti de se retirer à Neufchâtel. J'eus beaucoup de peine à le faire changer de résolution; je n'y parvins qu'en lui persuadant que les malheurs et les chagrins du prince de Condé entraient pour beaucoup dans cette manière de s'exprimer, et qu'il était impossible que son cœur pût y avoir la moindre part.

Le 16 au matin, M. Fenouillot fut appelé : il m'apprit, peu d'heures après, que le prince avait confié le plan tout entier aux ministres anglais, et qu'il convenait d'attendre leur décision. Ils ne de-

vaient cette confiance du prince qu'à l'intention qu'il a toujours eue de grossir son épargne et d'épuiser la bourse de M. Pitt.

J'écrivis aussitôt au prince, pour lui demander, ainsi que M. Fenouillot, la permission de nous retirer dans nos domiciles respectifs, ne voulant point travailler de concert avec les ministres anglais ou sous leurs ordres. Je n'hésitai pas à annoncer au prince que l'affaire dont il m'avait confié la direction était totalement manquée; et que dès ce moment je regardais le général Pichegru comme perdu sous tous les rapports; que les préposés de l'Angleterre préviendraient leur cabinet du plan projeté, qu'ils voudraient en suivre l'exécution, la diriger, et par conséquent l'entraver; qu'ils y chercheraient de nouveaux moyens pour agiter les frontières, et fomenter des troubles dans l'intérieur; que tous leurs projets tendant sans relâche à perpétuer en France le désordre et l'anarchie, les secours qu'ils accorderaient dans cette circonstance ne serviraient qu'à enfanter de nouveaux maux. J'ajoutai que MM. Fauche et Courant desiraient revenir en Suisse, où leurs affaires, entièrement sacrifiées depuis

deux mois à la chose publique, exigeaient impérieusement leur présence ; mais qu'ils demandaient auparavant que le prince autorisât M. de Montesson à venir reconnaître l'emploi de la somme qui leur avait été remise le 26 juillet.

Le prince fut prodigieusement étonné de cette lettre ; et il dépêcha aussitôt M. de Montesson, qui fut chargé de nous prouver que la situation pécuniaire du prince était la seule cause des refus auxquels il s'était vu contraint jusqu'à ce jour : mais, comme c'était ce même conseiller qui, trois semaines auparavant, nous avait garanti que le prince avait à sa disposition les fonds nécessaires pour solder l'armée de Pichegru pendant un mois, quelque considérable qu'elle fût, il devenait impossible d'ajouter foi à ses protestations. D'un autre côté, il fit les plus grands éloges des ministres anglais, auxquels il devenait indispensable de se rallier. Il répondit, au nom du prince, de la sincérité de leurs intentions et de la pureté de leurs motifs dans cette conjecture ; mais comme je pensais bien différemment à ce sujet, je dis à M. de Montesson qu'il était inutile que je me ren-

disse à Mulheim, pour y faire et y entendre des observations mises cent fois sur le tapis.

MM. Fenouillot, Fauche et Courant cédèrent enfin aux instances de M. de Montesson, et prirent avec lui la route de Mulheim. Ils y trouvèrent le prince d'une hnmeur charmante et dans les dispositions les plus favorables. Il montra une confiance sans bornes dans le dévouement et les talens du général Pichegrn, et il parut l'envisager comme la ressource la plus précieuse de la royauté. Il remit sur-le-champ mille louis à M. Courant, en lui ordonnant de se rendre, le plutôt possible, à Strasbourg, et d'y annoncer l'envoi de tous les fonds dont on aurait besoin. Il donna à M. Fauche une lettre pour M. Wickham, dans laquelle il priait ce ministre de remettre une somme de huit mille louis, à l'effet de suivre avec activité les négociations entamées sur la rive gauche. M. Fauche, à son retour de Suisse, devait passer par Mulheim, et y rembourser au prince les mille louis avancés à M. Courant; et alors il serait décidé si M. Fauche entrerait en France du côté de l'Alsace ou par le Palatinat.

M. Courant prit, le lendemain matin, la route de Strasbourg. A peine quittait-il la porte de Bourg-libre (Saint-Louis), que sa voiture fut arrêtée par des hussards envoyés à sa poursuite. Le secrétaire de la légation française en Suisse, Bacher, arriva peu de tems après, et fit subir à M. Courant un interrogatoire assez long : mais celui-ci avait eu le tems de détruire les instructions dont il était porteur (1) ; et comme il n'existait contre lui aucune preuve suffisante, il réclama hautement ses droits de neutre, en qualité de Suisse, et les droits d'allié de la République française, en qualité de sujet du roi de Prusse. Au bout de quelques heures, il parvint à obtenir la liberté de retourner en Suisse. Il avait été dénoncé au secrétaire de la légation, ainsi que M. Fauche, comme entretenant des intelligences favorables aux émigrés, et faisant sortir pour eux des fonds de France. Le véritable objet de leurs courses restait donc ignoré, et le secret des négociations n'avait, comme on le

(1) M. Courant avait avalé les morceaux de la lettre dont il était porteur.

voit,

voit, aucun risque à courir dans cette conjecture.

M. Courant avait été obligé, avant de quitter les terres de France, de laisser entre les mains d'un préposé aux douanes, dix rouleaux de cinquante louis dont il craignait la saisie, et il s'était rendu précipitamment à Neufchâtel, où M. de Beaufort fut dépêché aussitôt pour être instruit de l'état des choses. M. Fauche s'était rendu chez M. Wickham; et ce ministre s'était empressé de lui délivrer un bon de huit mille louis sur M. Marcel et Carrard, son banquier à Lausanne. M. Wickham avait témoigné la plus vive satisfaction en apprenant les dispositions dans lesquelles se trouvait Pichegru. Il regretta que le prince n'eût pas demandé une somme plus forte, si elle pouvait être nécessaire. Il donna l'assurance de fournir tous les secours dont on aurait besoin, se répandit en éloges sur la conduite tenue en Hollande par Pichegru à l'égard de l'armée anglaise, et desira d'etre mis en correspondance directe avec ce général. M. Wickham ordonna un secret profond vis-à-vis des Autrichiens, se réservant de donner les communications qui

seraient nécessaires. Il dépêcha aussitôt un courrier à Vienne, pour solliciter le passage du Rhin, et annonça au prince de Condé qu'il se rendrait bientôt à son quartier-genéral.

Il était naturel de penser, après une semblable démarche, que M. Wickham instruisait le cabinet de Vienne de l'état des négociations ; mais la suite prouvera que *ce cabinet ignora pendant plus de huit mois à quel point en étaient les choses à cet égard.*

M. Fauche ayant réalisé les fonds, et fait à Lausanne un achat considérable de montres pour êtres distribuées aux officiers ou bas-officiers avec lesquels on se trouverait en rapport sur la rive gauche, revint à Mulheim avec M. Courant, en prenant cependant la précaution d'éviter Bâle. Le prince détermina que M. Fauche, vu les mouvemens qui s'opéraient sur le Bas-Rhin, entrerait par la Franche-Comté, et que M. Courant, dont l'arrestation était trop récente pour ne pas provoquer une grande surveillance, demeurerait à poste fixe entre Mulheim et Bâle.

Les mille louis furent soigneusement remboursés au prince. MM. Courant et Fauche envoyèrent chacun deux cents

louis à leurs familles, dont les intérêts souffraient infiniment de leur absence. On me remit deux cents louis tant pour acquitter les frais qui avaient été faits jusqu'à ce jour sur la rive droite, que pour satisfaire les sous-ordres employés dans cette affaire. C'est ici l'occasion de dire que pendant tout le cours des négociations, je ne voulus prendre aucune part au maniement des deniers. J'avais déclaré, dès le principe, au prince de Condé, que je desirais être déchargé de toute responsabilité pécuniaire; et sur les instances qu'il me fit dans la suite pour m'engager à communiquer avec M. Wickham, je n'hésitai point à lui répondre que ce motif, indépendamment de tous ceux que j'avais déjà, suffirait pour m'en ôter la liberté.

M. Fauche fut chargé de demander à Pichegru qu'il livrât Huningue et Strasbourg. L'impatience du prince à cet égard était excessive; il témoignait de nouveau une grande confiance dans ce général, dont il accusait cependant les lenteurs et désapprouvait les opérations : tant le prince se persuadait qu'il lui était facile de proclamer la royauté sur la rive gauche, sans plus de formalités. Il se refusait à

éviter un engagement avec les républicains, si son armée avait ordre de marcher. « Condé canonnera, Condé canonnera ; car il ne veut point passer pour un traître dans l'esprit des Autrichiens. » Ce prince persistait à garder le silence vis-à-vis d'eux ; mais il faisait un grand éloge de M. Wickham, *dont les intentions ne pouvaient être suspectes*. Il desirait vivement que le général ne doutât point de la loyauté de ce ministre. Il conjurait Pichegru de seconder de tous ses moyens les dispositions de la capitale, et sur-tout de prévenir l'établissement de la nouvelle constitution. Il insistait plus fortement que jamais sur la reddition des deux places fortes ; *préalable sans lequel il ne pouvait être rien effectué de décisif*. Il recommandait enfin la plus grande célérité, en assurant la prompte remise de tous les fonds qui seraient demandés.

On voit que le prince de Condé n'avait rien changé à son plan depuis le jour où il avait été conçu : les circonstances variaient, et la volonté du prince était toujours la même. Quelques représentations qu'on lui fit sur la nécessité d'adopter les mesures proposées par Pichegru, deux raisons principales l'en empêchaient ; il

ne voulait point partager avec les Autrichiens la gloire d'un grand succès, et il se flattait en même tems que les sections de Paris parviendraient à dissoudre la Convention nationale, et se prononceraient hautement en faveur de la royauté. Les agens que ce prince avait à Paris perpétuaient cette illusion dans son esprit; ils l'accablaient de promesses, et ils ne balançaient pas à l'assurer que s'il avait une fois le pied sur le territoire français, la nation se souleverait en entier et demanderait un roi à grands cris. Avec une opinion semblable, le prince devait envisager et il envisageait *effectivement* Pichegru comme un moyen *secondaire;* il en faisait un instrument de sa gloire personnelle, et non pas un moyen de salut pour la France. Il voulait le rétablissement de l'ancien régime dans toute son intégrité; il n'admettait aucun sacrifice, et n'attendait à aucun accommodement avec le nouvel ordre de choses.

La correspondance fut établie par Colmar et Bâle. M. Fenouillot reçut du prince l'ordre de résider dans cette dernière ville, à l'effet de communiquer avec M. Wickham; et M. Fauche, celui d'entrer en France par la Franche-Comté.

M. Fauche arriva le 2 octobre à Morteau, prit aussitôt la route de Besançon, et, se dirigeant sur Colmar, il joignit Pichegru dans les environs de Franckenthal. Tout le monde connaît les opérations militaires qui eurent lieu à cette époque; je m'abstiendrai donc d'en parler. Manheim ayant ouvert ses portes à l'armée de la République, par l'effet de l'activité qu'employa, dans cette circonstance, le représentant du peuple Merlin, M. Fauche s'établit dans cette ville sous la protection de Pichegru. Il y pratiqua les officiers de l'état-major, parvint à gagner les fournisseurs, et à obtenir d'eux que les livraisons seraient tardives et de mauvaise qualité; répandit parmi le soldat des diatribes sanglantes contre le gouvernement républicain, et ne négligea pas même de prendre, en quelque façon, à ses gages le journal intitulé *de Deux-Ponts :* il assura à son rédacteur, M. Salomé, une pension de cent louis, et en acquitta d'avance un semestre.

Pendant ce tems, la correspondance avec le prince était devenue infiniment active; il s'y livrait tout entier depuis les événemens du 5 octobre. Cette journée du 13 vendémiaire avait fait sur son esprit

l'impression la plus profonde : il avait d'abord refusé d'y ajouter foi, ainsi que M. Wickham, qui se trouvait pour lors à Mulheim, où il s'était rendu dans l'espérance qu'Huningue allait ouvrir ses portes. Il est difficile de peindre la douleur qu'ils ressentirent lorsqu'il leur fut impossible de douter du résultat de cette journée : alors ils se jetèrent véritablement entre les bras du général Pichegru, et le pressèrent, avec les plus vives instances, de ne pas perdre un moment pour éclater.

Ce général tenait le prince au courant de ses moindres résolutions : il l'assurait que son projet n'était pas de pénétrer plus avant dans le Palatinat ; que si les Autrichiens voulaient attaquer son armée avec une certaine vigueur, il se replierait sur Manheim, dont la reprise ne serait guère plus difficile que la conquête ne l'avait été ; que, profitant alors du découragement du soldat, du défaut de paye et du manque de vivres, on effectuerait la réunion avec bien plus de facilité, et on se porterait sur Strasbourg, dont il était sûr ; que le prince devait en conséquence descendre le Rhin, et prendre toutes les mesures qu'indiquaient les circonstances.

Mais le prince de Condé, toujours mys-

térieux avec les Autrichiens, n'avait pas, par cette raison, la liberté de se déplacer; et je doute même qu'il en eût la volonté, tant la citadelle d'Huningue lui tenait à cœur. Jamais peut-être place n'a été desirée avec plus d'ardeur et demandée avec plus d'instances; et cependant, que pouvait-on se promettre militairement de sa reddition? Pichegru ne cessait de le faire observer au prince, sans pouvoir le convaincre; mais ce général était loin d'imaginer que le prince, faisant partie de l'armée impériale, fût étranger à tous ses mouvemens, et pût laisser M. de Clairfait dans l'ignorance totale de ce qui se passait. C'est pourtant ce qui avait lieu, et ce qui déconcertait à chaque instant les projets de Pichegru.

Quelques bruits vagues s'étaient répandus à Bâle sur les projets qu'on supposait à Pichegru; mais ils avaient suffi pour inspirer au prince de Condé les plus vives craintes. Il ne fut rassuré à cet égard que lorsqu'il eut obtenu la certitude que c'étaient de simples conjectures qui n'avaient aucune confiance dans le public. D'un autre côté, le prince avait en Alsace un agent auquel il avait cru devoir confier ses pleins-pouvoirs: cet homme, qui n'é-
tait

tait chargé que de remuer les esprits dans cette partie, avait cru s'apercevoir, d'après certaines démarches de Pichegru, que ce général ne servait pas véritablement la République, et il s'était empressé d'en informer le prince, en lui offrant de sonder le général, dont il ne craignait pas de répondre jusqu'à un certain point; mais cet agent avait en même tems instruit le prince, qu'il communiquait ses observations aux Autrichiens, et on avait pris l'alarme à Mulheim. On écrivit sur-le-champ en Alsace; on attira sur la rive droite cet agent, sous prétexte de conférer avec lui sur cet important sujet: mais à peine eut-il mis pied à terre, qu'il fut saisi par les Autrichiens, auxquels le prince l'avait représenté comme traître et espion des républicains, et, malgré tout ce que cet homme put dire pour sa justification, il fut envoyé dans une citadelle en Bohême, et on assura le prince qu'il y ferait un long séjour.

Cette aventure ayant donné cependant certains soupçons aux Autrichiens, il leur vint dans l'idée de hasarder quelques propositions auprès de Pichegru. M. de Wurmser en donna l'ordre à ses agens; mais soit qu'ils n'eussent pu fournir des

notions positives sur les dispositions de Pichegru, soit que les opérations militaires entraînassent d'un autre côté l'attention de M. de Wurmser, ce feld-maréchal ne parut pas s'arrêter alors aux données qu'il pouvait avoir à cet égard. Le peu de concert qui régnait entre lui et M. de Clairfait, suffisait d'ailleurs pour que ce dernier ne fût point instruit de ce qu'on aurait pu savoir.

La situation de Pichegru n'en devenait, comme on le voit, que plus difficile. Son armée ayant été battue sous Heidelberg, il se replia sur Manheim, qui fut bientôt bloqué par les Autrichiens. Il fallut que M. Fauche sortît de cette place; mais il ne la quitta qu'à la dernière extrémité, et lorsque Pichegru le lui ordonna formellement: ce fut avec les chevaux de ce général qu'il parvint à gagner Guermersheim, d'où il se rendit à Strasbourg. « Mandez sur-le-champ au prince, lui dit » le général, que j'espère enfin pouvoir » effectuer bientôt la réunion. J'ai laissé » à Manheim, pour défendre la place, » neuf à dix mille hommes, tout ce que » j'ai de plus mauvais dans mon armée. » J'espère qu'il en reviendra peu, et que » les Autrichiens en feront bon compte.

» J'ai donné le commandement au général
» Montaigu, officier sans talens, et que
» je regarde comme hors d'état de sou-
» tenir long-tems le siége. Manheim rendu,
» qu'on m'attaque, qu'on me poursuive
» sans relâche, et je réponds du succès. »
Les républicains furent effectivement attaqués et battus ; la déroute se mit dans leur armée ; le général qui commandait l'aile gauche abandonna toute son artillerie, en fuyant à vau de route l'espace de huit à neuf lieues, d'après l'ordre qu'il en avait reçu de Pichegru, ainsi qu'il en avait fait prévenir le prince. Ce général, dont je ne me rappelle pas le nom d'une manière assez certaine pour me permettre de le citer, fut appelé à Paris : mais Pichegru le fit conduire à Strasbourg, le fit garder à vue ; et ayant nommé, pour le juger, une commission militaire dont il était le chef, il le condamna à trois mois de détention (1). Le général Montaigu desirant ardemment d'être échangé, Pichegru fit insister fortement pour qu'on le retînt sur la rive droite le plus long-tems qu'il serait

(1) Autant que je puis le rappeler, c'est le général Courtot.

possible. L'armée républicaine se retirait sur Landau et Strasbourg dans le plus grand désordre : Pichegru attendait à chaque instant l'effet des mesures qu'il pensait avoir été prises par le prince de Condé ; mais la conduite et la marche des généraux autrichiens ne lui paraissant avoir aucun rapport avec le plan auquel il s'était arrêté, ce général ne voulant point, ainsi que je l'ai su depuis, introduire les Autrichiens seuls en Alsace, et M. Clairfait étant beaucoup moins pressé d'entrer dans cette province que de mettre à couvert la gloire qu'il venait d'acquérir avec tant de facilité, l'armée autrichienne étant d'ailleurs harassée de fatigue et manquant de vivres, un armistice fut proposé et convenu entre les deux armées. Cet armistice et la conduite du prince de Condé ont sauvé la République française dans cette conjecture ; et Pichegru fut privé, dès ce moment, d'une grande partie des moyens qu'il avait eus jusqu'alors en son pouvoir.

M. Fauche avait fait certaines ouvertures à une personne qui entretenait depuis trois ans, à Strasbourg, des intelligences avec les Autrichiens, et cette personne en avait instruit M. de Wurmser.

Ce général avait profité des circonstances pour dépêcher le baron de Vincent, son adjudant-général, auprès de Pichegru, sous prétexte de quelques échanges et de quelques explications relatives à l'armistice. Au premier mot hasardé par M. de Vincent, Pichegru lui répondit: « Que » me dites-vous donc là?... il y a quatre » mois que le prince de Condé est instruit » de mes dispositions..... » Après quelques instans d'un silence forcé par la présence des officiers de l'état-major républicain, Pichegru ajouta: « Assurez M. de » Wurmser que je suis toujours le même; » mais que d'occasions perdues! »

C'est la première connaissance officielle que M. de Wurmser ait eue de cette négociation. Comme ce feld-maréchal avait la plus grande confiance dans le baron de Vincent, il ne lui fut pas possible de douter des dispositions de Pichegru, et il s'abandonna entièrement à ses avis; mais la conclusion de l'armistice ôtait tout moyen quelconque d'agir dans ce moment. Il fallut donc se borner à préparer de nouvelles opérations. J'ai dit que M. de Wurmser avait eu, par son adjudant-général, la première connaissance officielle des opérations; car, le 4 décembre, M.

Demougé (1) (connu dans la correspondance sous le nom de *Furet*), avait passé le Rhin au-dessous de Stolophen. Il avait été conduit au général autrichien commandant dans cette partie; et ce général, après avoir dépêché une estafette à M. de Wurmser, avait fait escorter, par un officier, M. Demougé jusqu'à Appenweyer, où se trouvait pour lors le prince de Condé, et voici à quel sujet.

Le prince avait reçu, le 27 novembre, ordre de descendre le Rhin, et de se porter avec son corps à Wisloch, où il devait apprendre sa destination ultérieure. La consternation dans laquelle cet ordre avait jeté ce prince était inexprimable. Il s'éloignait d'Huningue, où il comptait entrer chaque jour. Il attendait d'ailleurs à Mulheim un envoyé de Pichegru, pour lequel il avait laissé à Bâle des passe-ports en blanc, et une personne chargée de sa conduite au quartier-général. Il devenait désormais impossible de cacher aux Autrichiens l'état des choses. MM. d'Artés et Waldener avaient été forcés de quitter Bâle; Lemaître avait été arrêté à Paris,

(1) *Note de l'éditeur.* Nous apprenons en ce moment que Demougé est prisonnier au Temple.

quelque tems auparavant. Les conseillers du prince étaient dans la désolation. Il me manda au milieu de la nuit, me fit part de ses craintes, et m'ordonna d'envoyer sur-le-champ un courrier à Strasbourg. Dès les onze heures du lendemain matin, il m'expédia assez imprudemment une estafette impériale à Bâle, pour me transmettre la *marche-route* de l'armée, et insister de plus fort sur l'envoi d'une personne de confiance, laquelle serait chargée de demander à M. de Wurmser que le prince fût maintenu dans son cantonnement de Mulheim, parce qu'on était disposé à lui livrer la citadelle d'Huningue. Dans le cas où le prince ne pourrait trouver de son côté aucun prétexte pour séjourner quelques jours de plus à Mulheim, il devait être rendu le 5 décembre à Appenweyer, en face de Strasbourg. C'est dans cette halte qu'il donnait rendez-vous à l'envoyé; et il demandait en même tems, avec les plus vives instances, qu'on fit *déclarer* la ville de Strasbourg, devant laquelle il se présenterait aussitôt. Deux courriers furent dépêchés en toute diligence en Alsace par deux différentes routes; et le 5, à dix heures du soir, M. Demougé arriva effectivement à Appen-

weyer. Il était accompagné d'un lieutenant de cavalerie, qui avait ordre de ne pas le quitter, mais qui n'entra pas avec lui dans le cabinet du prince. M. Demougé y demeura trois heures, aussura le prince des dispositions de Pichegru, et lui montra la nécessité de s'abandonner à ce général, dont les mesures embrassaient un grand ensemble. Il fit sentir au prince le danger qu'il y aurait à se porter sur Kehl, et à se présenter devant Strasbourg, avant que le général Pichegru eût tout disposé pour la reddition de cette place; reddition que les opérations militaires sur le Bas-Rhin contrariaient et rendaient même impossible dans ce moment. Il assura le prince qu'il ne tarderait pas à être mis en possession de cette place, et que M. de Wurmser ne balancerait pas à stationner l'armée de Condé dans ses environs, d'après les renseignemens qu'il avait cru indispensable de transmettre au général autrichien, qui l'avait reçu à son passage au-dessous de Stolophen. M. Demougé partit sur les deux heures du matin, passa le Rhin la nuit suivante, et arriva heureusement à Strasbourg.

Le prince de Condé reçut, le 7, ordre de s'arrêter à Bulh, de cantonner sa cava-

lerie sur les derrières, et de camper son infanterie dans la plaine et sur la rive du Rhin. Je me rappelle que les premières paroles que le prince m'adressa, lorsque je le vis dans ce nouveau poste, quatre ou cinq jours après, furent celles-ci : « Me » voilà maintenant, ainsi que mon armée, » aux ordres de Pichegru. Il ne manquait » plus à la révolution que ce phénomène, » de voir la noblesse française commandée » par un général de la République ; car » M. de Wurmser me marque que désor- » mais je ne ferai d'autres mouvemens » que ceux qui seront indiqués par Piche- » gru. » En effet, l'armée de Condé, les princes français et le comte de Lille lui-même, depuis son arrivée à Riegel, n'ont pas fait un pas qui n'ait été tracé par Pichegru ; et tous les ordres donnés à l'armée de Condé par M. de Wurmser ou par M. l'archiduc Charles, jusqu'à la prise de Kehl par les Français, ont été dictés par ce général des armées de la République française.

Les dépêches se multipliaient de jour en jour ; et la quantité des lettres adressées à Badouville et à Pichegru dans l'espace de six semaines est véritablement incroyable : aucune cependant ne fut in-

terceptée : et ce qui doit paraître plus extraordinaire encore, toutes les indiscrétions que l'on commettait sur la rive droite ne purent compromettre le secret des manœuvres que l'on pratiquait sur la rive gauche. On y envoyait des ballots entiers de brochures, de diatribes contre le Gouvernement, de petites feuilles pour le soldat ; tout cela arrivait sans le moindre délai : mais malgré tant de facilités et une protection si constante du hasard, les choses n'avançaient guère en réalité. M. de Wurmser se confiait à Pichegru avec toute la loyauté d'un grenadier, mais il ne se souciait nullement de laisser à M. Clairfait la gloire d'une négociation aussi importante. M. Wickham et M. Crauffurd usaient de leur côté des plus grands détours avec les Autrichiens ; ils exigeaient qu'on leur cachât une infinité de choses, et avaient l'air de n'ajouter foi qu'aux rapports qui leur étaient adressés à eux-mêmes directement. Le prince de Condé avait les yeux fixés sur Strasbourg, où il voulait avoir la gloire d'entrer seul. Toujours mystérieux avec les Autrichiens et les Anglais, il cachait aux uns ce qu'il confiait aux autres, et réciproquement. Il remuait, à l'insu de

Pichegru, de Demougé et de Fauche, une foule de petits agens à Strasbourg; il faisait jeter dans les casernes des pièces de 24 sous, de petits billets aux soldats; il répandait de petites chansons et de petites feuilles dans les rues; et M. le chevalier de la Jarre, son ministre dans cette partie, croyait renverser la République, en invitant, dans de petits carrés de papier, les Strasbourgeois à livrer leur ville au prince de Condé pour *leur bouquet du premier de l'an*, et en promettant bonne récompense à tous ceux qui se déclareraient en conséquence : expressions plus misérables encore, s'il était possible, que les moyens dont on se servait, et que les courtisans qu'on employait.

En attendant, la correspondance prit un nouveau cours : depuis le passage de M. Demougé, avec lequel M. Fauche avait lié à Strasbourg une connaissance intime, elle fut établie à Offenbourg, chez la baronne de Reich. Les mesures que M. Demougé prit à cet égard furent si exactes, que le prince de Condé envoyait le soir une lettre à Strasbourg, et en recevait ordinairement la réponse dans la nuit suivante, ainsi que tous les

objets qu'il demandait, comme cartes, plans, etc. Deux passages avaient été établis pour cet effet, avec la participation des Autrichiens, l'un à deux lieues au-dessous de Kehl, l'autre quatre ou cinq lieues plus bas. Comme cette correspondance roulait perpétuellement sur les mêmes objets, je ne la préciserai que lorsqu'il s'agira de choses d'une certaine importance.

Sur ces entrefaites, M. Fauche fut dénoncé aux autorités constituées de Strasbourg, comme ayant été aperçu plusieurs fois sur la rive droite, au quartier-général du prince de Condé, et à Manheim, pendant son occupation par les Français. Des ordres furent donnés pour arrêter M. Fauche; et dans la nuit du 24 décembre, il fut conduit à la prison du Pont-Couvert. Il eut le tems de se débarrasser de quelques papiers qu'il avait encore sur lui; car le hasard avait voulu que, ce jour-là même, il eût déposé chez M. Demougé la plus grande partie de ceux qui pouvaient le compromettre. M. Fauche s'attacha à gagner le guichetier de cette prison, et dès le lendemain il parvint à le séduire.

Il obtint ainsi la certitude de son éva-

sion, dans le cas où son affaire deviendrait alarmante. Demougé se hâta d'instruire le prince de Condé de la détention de M. Fauche, et demanda des fonds en cas de besoin, parce qu'il devenait impossible de réaliser en espèces les traites qui restaient à M. Fauche. Le prince refusa les fonds d'une manière absolue, et se borna à envoyer M. Courant à Berne, où M. Wickham en délivrerait, s'il le jugeait à propos. M. Badouville expédia en même tems un homme à Bâle, pour faire la même demande par l'organe de M. Fenouillot ; il envoya un courrier à Pichegru, qui se trouvait dans les environs de Landau, pour le presser de se rendre à Strasbourg, et d'évoquer cette affaire à un conseil militaire, sous prétexte d'espionnage. Mais toutes ces précautions devinrent inutiles ; M. Fauche fut remis en liberté le sixième jour, parce qu'on ne trouva contre lui aucune preuve matérielle, ou qui parût suffisante aux juges pour établir les chefs d'accusation. Il fit même semblant de vouloir poursuivre en réparation son dénonciateur : c'était le rédacteur de la Gazette allemande de Strasbourg, nommé Laya, autant que je puis le rappeler.

En effet, M. Fauche avait couvert son séjour à Strasbourg par toutes les spéculations qui peuvent être du ressort d'un négociant et d'un libraire. D'après les conseils de Pichegru, il avait acheté une maison, propriété nationale, sous prétexte d'y établir une imprimerie; et le haut prix de cette acquisition avait donné une certaine vraisemblance à la chose : il se portait à 38,000 livres espèces, et M. Fauche avait acquitté 14,000 livres en passant le contrat; somme considérable relativement à la dépréciation qu'éprouvait alors le papier-monnaie. M. Fauche avait acheté en outre la petite bibliothèque de madame Vernier, femme du commandant de la citadelle, et il avait fait des entreprises considérables en vins, cuirs, draperies. Malgré tout cela, il ne jugea point à propos de s'arrêter long-tems à Strasbourg, et dès le 9 janvier, Pichegru exigea même qu'il quittât la rive gauche. M. Fauche passa le Rhin au-dessous de Stolophen, se rendit au quartier-général de M. de Wurmser, à qui il communiqua les instructions dont Pichegru l'avait chargé pour lui, vint ensuite rendre compte au prince de Condé, et se rendit enfin à Berne le 23 janvier. Après un court

séjour à Neufchâtel, il rejoignit M. Wickham, lui remit le procès-verbal de son arrestation et de son jugement, et lui donna par écrit un état circonstancié de tout le travail qu'il avait fait sur la rive gauche. M. Fauche remit également à ce ministre l'acte d'achat de la maison nationale, de sorte que l'Angleterre se trouva propriétaire, sous un nom couvert, d'une maison d'émigré à Strasbourg. M. Wickham signa tous les comptes qui lui furent présentés par M. Fauche, approuva tout ce qui lui fut soumis, témoigna plus de confiance que jamais dans le général Pichegru, remit à M. Fauche deux mille louis pour être envoyés à Strasbourg, et lui donna une lettre pour le général Pichegru, dans laquelle le ministre assurait le général, au nom du roi d'Angleterre, de tout l'appui et de tous les secours qui pourraient être nécessaires. Cette lettre fut écrite ostensiblement, rédigée dans le style le plus officiel, et signée Bluet, qui était le nom de convention de M. Wickham dans la correspondance. M. Fauche revint à Offenbourg le 19 février, d'où il se rendit à Manheim avec MM. Fenouillot et Courant. Ce dernier avait été renvoyé à Neufchâtel par le

prince de Condé, lorsque l'armée quitta Mulheim. Il fut placé à Manheim avec M. Fenouillot, pour communiquer avec M. de Wurmser et M. Craufford. M. Fauche revint s'établir à Offenbourg. M. Jœglé, ex-curé de l'église Saint-Pierre ou de Saint-Laurent de Strasbourg, et attaché depuis à la personne de Mme. la baronne de Reich, fut chargé de porter sur la rive gauche les espèces et la lettre de M. Wickham à Pichegru ; et le tout parvint exactement (1).

Cette négociation prenait un caractère d'intrigue, de petitesse et de pusillanimité, qui devenait chaque jour plus sensible. Peu de jours avant l'arrestation de M. Fauche, il avait été envoyé de Strasbourg un mémoire au prince de Condé, dans lequel on lui traçait la conduite qu'il avait à tenir ; et on spécifiait les accommodemens qu'exigeaient l'opinion et la situation des choses. Ce mémoire avait été rédigé par M. Salomé, reçu

(1) Pichegru ne répondit pas directement à M. Wickham ; il se borna à le faire assurer de ses dispositions et de sa sensibilité par M. Demougé, sans donner connaissance des moyens qu'il comptait employer pour parvenir à son but.

avec

avec enthousiasme par M. Fauche, et approuvé en grande partie par Pichegru. Il n'en excita pas moins toute l'animadversion du prince, qui ne voulait entendre parler d'aucun accommodement quelconque. Le mot seul d'abus, en parlant de l'ancien régime, le révoltait ouvertement. M. Fauche avait cru en outre, lors de son passage du Rhin, devoir confier au général Klinglin tout le plan des négociations. Il était oncle de Mme. de Reich, et, sous ce rapport, il n'était guère possible de le tenir dans l'ignorance de ce qui se pratiquait. M. de Klinglin était d'ailleurs, depuis plus de deux ans, en correspondance réglée avec Demougé, et les Autrichiens s'étaient reposés sur ce général, de tout l'espionnage militaire en Alsace : mais le prince de Condé avait pour lui une aversion particulière. Ce prince se refusait à toute délivrance de fonds, et on avait été forcé de retirer les cinq cents louis déposés par M. Courant à Bourg-Libre, afin de fournir aux dépenses de première nécessité sur la rive droite, et aux courses sans fin qui avaient lieu dans cette partie, ainsi que dans la Suisse. Chaque jour, de nouvelles personnes étaient mises dans

le secret de la correspondance, quelque inutiles qu'elles fussent. Les indécisions, les tâtonnemens et les caprices du prince de Condé allaient sans cesse en augmentant; et les flatteries des ministres et des courtisans croissaient à proportion. Rien de plus absurde que les systèmes, les projets et les rêves dont ils se repaissaient; rien de plus petit que leurs idées. Entre plusieurs exemples que je pourrais citer, je me bornerai à celui-ci : Le prince de Condé était occupé d'une lettre fort importante qu'il venait de recevoir de Strasbourg; il m'indiquait la manière dont il voulait que je répondisse, lorsque M. de Montesson interrompit la discussion pour me dire : « En revenant à Rastadt, vous passerez par la petite ville » de Steinstadt; je veux vous instruire » d'une chose que peu de personnes savent. Les poules de Steinstadt sont » pour la plupart sans queue; et les habitans de Rastadt, pour se moquer de » leurs voisins, disent que les poules de » Steinstadt n'ont pas de queue, parce » que si elles en avaient une, elles ne » pourraient se tourner dans la ville, » tant elle est petite et étroite. » Le prince sourit, ne se fâcha point, et con-

tinua à méditer le bouleversement de la République.

J'ai honte de m'arrêter à de semblables niaiseries : elles seules, il est vrai, peuvent peindre les ministres du prince de Condé ; et c'étaient eux qui disposaient, en quelque sorte, des destinées de l'Allemagne et de la France.

Je me retirai à Rhinsfeld dès les premiers jours de janvier, et j'y séjournai jusqu'à la mi-mars ; mais quoique, pendant cet intervalle, je ne prisse aucune part active à la correspondance, on me tint au courant de toutes les dépêches ; et MM. Fauche et Fenouillot vinrent m'y rendre compte de leur travail et de leurs démarches auprès de M. Wickham. Jamais la correspondance n'avait été plus active à Offenbourg et à Bâle ; car les Anglais, les Autrichiens et le prince de Condé, faisaient écrire chacun de leur côté, et voulaient être instruits directement des moindres mouvemens de Pichegru. Le prince de Condé voulait Strasbourg à quelque prix que ce fût ; les Autrichiens voulaient être introduits en Alsace ; et pressaient la rupture de l'armistice ; les Anglais desiraient sa prolongation : on méditait un coup de main sur le Poren-

trui ; on préparait des mouvemens dans la Franche-Comté, on agitait la Suisse. Sur ces entrefaites, Pichegru fut mandé à Paris ; mais avant son départ, il fit rassurer le prince de Condé et M. Wickham, qui avaient conçu les plus vives craintes en apprenant qu'il était dans l'intention de s'y rendre. Pichegru ne se cachait pas que sa destitution était à-peu-près décidée au Directoire ; mais il espérait parer le coup, ou échapper du moins à toute suspicion, en offrant sa démission du généralat de l'armée du Rhin. Il faisait écrire au prince qu'il était sûr des principaux officiers de son armée, et que l'esprit du soldat était *excellent ;* que le tems de son séjour à Paris ne serait pas perdu ; qu'il y avait des intelligences considérables, et que ses partisans ne négligeraient rien pour travailler l'opinion publique et la diriger contre les deux Conseils et le Directoire. Pichegru engageait le prince à faire répandre avec profusion sur la rive gauche, de petits pamphlets dans le genre du *Dialogue des deux Grenadiers*, que ce général avait composé lui-même, et semé adroitement parmi les soldats de son armée. Il insistait pour que les Autrichiens ne rompissent point en-

core l'armistice, pour laisser au Directoire tout l'odieux d'une mesure qui ne manquerait pas d'indisposer le soldat, dont le mécontentement se prononçait déjà : on retardait la paie, les munitionnaires ne fournissaient que des vivres de mauvaise qualité, l'armée manquait de tout. Pichegru serait censé avoir employé inutilement tous ses efforts auprès du Directoire pour améliorer le sort du soldat; et sa destitution, si elle avait lieu, paraîtrait avoir été produite par la chaleur avec laquelle il aurait sollicité le secours dont son armée avait un besoin si pressant. On répandrait ces bruits parmi les soldats, et Pichegru ne doutait point qu'ils ne demandassent hautement à le conserver pour général : on attribuerait à Merlin tout le mauvais succès de la campagne, et les pertes considérables qu'on avait essuyées; on persuaderait à l'armée que le Directoire voulait la sacrifier de nouveau en Allemagne, et se refusait à coute idée de paix, etc. etc. A tout événement, Pichegru devait être de retour à Strasbourg sous une quainzaine de jours; et les circonstances décideraient alors le parti qu'il fallait prendre. Pichegru finissait par une demande de fond qui lui étaient nécessaires pour son séjour à Paris.

Dix-huit cents louis furent envoyés à Strasbourg en toute diligence ; et depuis le 7 mars jusqu'au 15 d'avril, il fut envoyé quatre mille sept cents louis dans cette ville.

Cinq jours après son arrivée à Paris, Pichegru écrivit au prince de Condé, qu'il comptait retourner sous peu à Strasbourg; *qu'il était satisfait de ce qu'il avait vu*, et qu'on ne devait avoir aucune inquiétude ; qu'il ne pouvait entrer dans aucun détail, étant surchargé d'affaires, mais qu'on pouvait être parfaitement tranquille. Cette lettre était en demi-feuille ; elle était écrite de la main de Pichegru ; elle était sans signature, avec la simple date 15, et elle portait pour suscription, à M. Bourgeois (un des noms de convention adoptés par le prince), à Strasbourg. M. de Badouville l'adressa à M. de Demougé, qui la fit parvenir à Buhl. Le prince de Condé en envoya copie à M. Wickham, en lui communiquant les sept à huit pages que M. Demougé avait écrites. Le ministre anglais demanda l'original même de la lettre de Pichegru : le prince voulait la conserver ; mais M. Wickham insista, et d'un ton si absolu, que le prince de Condé la lui fit parvenir. M. Wickham annonça qu'il

voulait désormais la communication originale de toutes les dépêches qui seraient envoyées de Strasbourg.

M. Wickham était disposé à fournir tous les fonds nécessaires à cette entreprise; mais il voulait évidemment la diriger. Il s'attacha particulièrement M. Fauche, auquel il accorda une gratification de cinq cents louis. Il accorda et fit délivrer par M. Merian, (dit Sauvage), à Bâle, ou par M. Marcel, etc., à Lausanne, les sommes qui étaient demandées sur la rive gauche; mais il ne montrait pas la même facilité pour celles qu'on demandait de Mulheim. Il fit même essuyer au prince des mortifications à ce sujet. Ses envoyés, il est vrai, étaient continuellement sur la route de Berne, et les moindres frais de courses ou d'impressions ne se soldaient que par une lettre à M. Wickham. Ce ministre, en recevant un jour une du prince de Condé, dit à M. Fauche, qui le pressait d'en prendre lecture : « Je sais d'avance ce qu'elle » contient; de l'argent : le prince ne » sait pas me demander autre chose. Je » lui ai donné une somme considérable » pour les dépenses secrètes; je ne lui » demande aucun compte : qu'il me dise

» seulement que cette somme est dépen-
» sée, et qu'il a besoin de nouveaux fonds;
» mais qu'il n'envoie pas tous les jours
» ici pour des comptes de vingt-cinq
» louis. » M. Wickham lut les premières lignes, roula la lettre entre ses doigts et la jeta sous la cheminée.

Toutes ces particularités montrent combien le prince de Condé devenait chaque jour plus étranger à ses propres projets : mais il n'en exigeait qu'avec plus d'instance la ville de Strasbourg ; et il n'est sorte d'agens qu'il ne mit en œuvre pour y exciter des mouvemens en sa faveur. Il témoignait à M. Wickham une confiance excessive, et au fond il se défiait de lui autant que des Autrichiens. Ceux-ci agissaient de leur côté, le prince intriguait du sien, et M. Demougé recevait quelquefois, par le même passage, des lettres absolument contradictoires ; mais il savait très-bien y répondre.

Je ne dois pas omettre que, dès la fin de novembre, les bruits de la destitution de Pichegru s'étaient répandus sur la rive droite, et les mauvais succès de la campagne y avaient donné le plus grand poids ; mais le ministre de la guerre ayant formellement détruit ces bruits, on avait

repris confiance dans ce général. Il venait de replier son armée derrière les lignes de la Queich, qu'il était résolu de ne pas défendre; et il employait en même tems tous les moyens possibles pour faire manquer les subsistances, et pour empêcher l'effet des mesures propres à compléter et à réorganiser l'armée. Les manœuvres que fit alors le général Jourdan pour couvrir les pays de Trèves et de Luxembourg, produisirent une diversion puissante : et il est vrai de dire que ce général empêcha par-là les Autrichiens de seconder les mesures prises par Pichegru pour les introduire en Alsace. Après le jugement de M. Fauche, Pichegru s'était rendu à Altkirk, d'où il revint à Herxheim, dans les environs de Landau, vers le 10 janvier. Ce fut alors qu'il fit insister, de la manière la plus pressante, auprès de M. de Wurmser, pour qu'on retînt en Souabe les artilleurs français pris à Manheim, et qu'il exigea que M. Fauche quittât la rive gauche.

Pichegru avait reçu à Paris l'accueil le plus flatteur. Le peuple l'avait vu avec une sorte d'enthousiasme ; les ministres de la guerre et de la police lui avaient donné des fêtes, le Directoire avait paru

lui continuer toute sa confiance. Ce général revint à Strasbourg, plus puissant en apparence qu'il ne l'était avant son départ. M. de Wurmser, M. Wickham, le prince de Condé, personne ne douta qu'il ne conservât le commandement sur le Rhin, et qu'il ne fût absolument le maître des opérations de la nouvelle campagne ; mais il insistait toujours auprès des Autrichiens sur la prolongation de la trève, persuadé qu'il arriverait un moment où sa rupture subite entraînerait la défaite totale de l'armée républicaine. En effet, il mettait tout en œuvre pour corrompre l'esprit du soldat, pour provoquer son mécontentement, pour se rendre maître des subsistances, pour accréditer dans l'opinion publique les bruits de paix assez généralement répandus et dans l'intérieur et à l'extérieur.

Ce général fit, à la fin de mars, un second voyage à Paris, malgré toutes les représentations de M. Wickham et du prince de Condé, pour l'en détourner. Ils craignaient que le Directoire n'eût enfin quelque connaissance des négociations ; et je me rappelle que le prince était convaincu à cette époque que si Pichegru allait à Paris, il ne parviendrait

jamais à en sortir. Ce général brava toutes ces craintes, et le fit assurer que si le Directoire osait attenter à sa liberté, il ferait soulever Paris dans les vingt-quatre heures, au moyen des partisans qu'il y avait, et des intelligences pratiquées dans l'armée de l'intérieur. Il se croyait sûr particulièrement de la légion de police; et dès la mi-avril, il fit assurer le prince que cette légion ne tarderait pas à se prononcer ouvertement : ce qui eut lieu en effet. Je reviens au séjour de ce général à Paris.

Il donna sa démission; mais elle fut couverte par toutes les apparences propres à la faire envisager comme volontaire de sa part. Il fallut cependant renoncer à une partie des espérances dont on s'était bercé jusqu'alors sur la rive droite, quelques promesses, quelques assurances que ce général continuât à y envoyer. D'après les desirs de M. Wickham et du prince, il refusa l'ambassade de Suède, à laquelle il fut nommé par le Directoire les premiers jours d'avril, annonça qu'il reviendrait à Strasbourg, sous prétexte d'y mettre ordre à ses affaires, et qu'il donnerait à Moreau, son successeur au commandement, lequel

allait se rendre à Paris, tous les renseignemens, toutes les instructions convenables au plan qu'il était résolu de suivre.

M. de Wurmser, que son grand âge et sa jalousie contre M. de Clairfayt, rendaient aussi impatient que le prince de Condé pouvait l'être, vit cependant avec déplaisir la retraite de Pichegru; et M. Fauche eut même besoin de voir ce feld-maréchal, et de lui écrire plusieurs fois, pour dissiper les doutes que tant de lenteurs et de contre-tems faisaient naître dans son esprit. M. Wickham parut n'en concevoir aucun. Il fut charmé des assurances que Pichegru lui fit donner sur l'Alsace, la Franche-Comté et le Lyonnais, qu'il allait travailler dans toutes leurs parties; des dispositions que prenait ce général pour diriger l'opinion contre le Corps législatif et le pouvoir exécutif; de la résolution où il était de se servir du peuple pour renverser la représentation nationale. Pichegru, dès le mois de février, avait fait répandre à Paris et dans les déparemens le bruit du départ de la seconde réquisition, et cette mesure avait donné aux esprits un tel desir de la paix et une telle aversion pour la continuation de la guerre, que le mi-

nistre de la guerre avait été contraint de rassurer l'opinion publique à cet égard. Pichegru persistait toujours à demander aux Autrichiens la prolongation de la trève, persuadé que le Directoire la romprait sous peu de tems, et que les partisans qu'il avait à Paris parviendraient à lui faire rendre le commandement général à la reprise des hostilités. Mais les circonstances en disposèrent bien autrement.

Le comte de Lille était arrivé à Riegel le 28 avril, et il avait voulu aussitôt connaître tous les détails relatifs à la négociation de Pichegru. J'étais revenu à Rastadt à la fin de mars, d'après les pressantes sollicitations du prince de Condé; et son quartier-général ayant été transféré, dans ce tems, de Buhl à Riegel, je m'étais arrêté à Offenbourg. Je dressai le tableau de tout le travail qui avait été fait sur la rive gauche, j'y joignis copie collationnée de la let re écrite le 16 août 1795 à Pichegru, qui en était la pièce fondamentale; et le tout fut remis au comte de Lille le 14 mai. Ce prince en fut très-satisfait, et l'approuva d'une manière formelle par la lettre qu'il m'écrivit le 26, lettre qui ne me fut envoyée

qu'au mois de septembre suivant ; les courses, les déplacemens nécessités par les circonstances et le passage du Rhin par les Français, m'ayant tenu constamment éloigné de M. d'Avaray.

Le 24 mai, le comte de Lille écrivit à Pichegru une lettre ostensible, que M. Jœglé porta lui-même et remit entre les mains de M. Demougé à Strasbourg. Le comte de Lille témoignait dans cette longue lettre une grande confiance à Pichegru, l'assurait, sur sa parole royale, qu'il apprendrait plutôt sa mort que son éloignement de l'armée de Condé, confirmait les pleins-pouvoirs donnés par le prince de Condé, et ratifiait toutes les promesses dont l'état était joint à la lettre du 16 août, dont j'ai parlé plus haut. *L'article relatif à l'amnistie était seul excepté; car il n'a jamais été dans l'intention du comte de Lille de l'accorder réellement.*

M. l'archiduc Charles était arrivé depuis plus d'un mois sur le Rhin, et dès le 18 avril j'avais été envoyé vers ce prince par le prince de Condé : j'avais remis à M. l'archiduc les dernières dépêches arrivées de Strasbourg. Sa surprise avait été extrême à leur lecture; il n'imaginait pas

qu'on eût osé tenir le cabinet impérial dans l'ignorance de ce qui avait été pratiqué sur la rive gauche, et qu'on eût pu compromettre à ce point le sort de l'Allemagne entière. « Que pensera donc *sa* » *majesté l'Empereur* (avait été jusqu'à » me dire avec précipitation M. l'ar- » chiduc), lorsqu'elle sera instruite » de tout ce qui a eu lieu, de tout » ce qu'on pouvait entreprendre? (1). » Il fit un grand éloge de la conduite de Pichegru, parla de ses talens avec les expressions les plus fortes, et me dit que S. M. I. estimait beaucoup ce général. M. l'archiduc voulut être instruit des moindres particularités, me les fit répéter plusieurs fois, en témoigna une vive satisfaction, et parut résolu de diriger les opérations militaires d'après les avis de Pichegru.

J'ai toujours pensé depuis, que le voyage que fit à Vienne M. l'archiduc peu de jours après, avait été occasionné en grande partie par le desir d'instruire S. M. I. des négociations qui avaient lieu, et de prendre ses ordres à cet égard. Je

(1) Ceci confirme ce que j'ai dit relativement à M. Wickham, lorsqu'il envoya à Vienne pour y solliciter le passage du Rhin.

fus envoyé de nouveau à Mayence le 15 ou 16 mai, au nom du prince de Condé. Je portai à M. l'ardhiduc les dernières dépêches reçues à la rive gauche, et je lui remis l'état de tous les noms de convention employés dans la correspondance. Les généraux autrichiens Wurmser, Latour et Klinglin, avaient négligé jusqu'à ce jour d'en donner une communication exacte.

Le 20 mai, à dix heures du soir, M. Fauche arriva de Manheim au quartier-géneral de M. l'archiduc, et remit à ce prince un billet *chiffré en nottes de musique*, écrit de la main de Pichegru, ensemble une lettre de Demougé, très-détaillée, et renfermant l'état des positions de l'armée républicaine dans le Hundsruck, l'Alsace et les Deux-Ponts, et l'aperçu du plan de campagne que Pichegru avait tracé à Moreau. Pichegru demandait que M. l'archiduc rompît sur-le-champ l'armistice, qu'il attaquât les républicains avec chaleur, et qu'il répondait de leur défaite; qu'après le premier succès, on ne s'arrêtât pas un moment; qu'on poursuivît l'armée sans relâche; et que Landau et Strasbourg ouvriraient leurs portes à la première som-

mation. Pichegru faisait sentir à M l'archiduc la nécessité que les Autrichiens attaquassent les premiers, et eussent l'air de prévenir les républicains, afin *de couvrir le général Moreau, et de ménager les apparences.* Il assurait que l'armée républicaine ne s'attendait nullement à la prompte rupture de l'armistice, et qu'elle serait infailliblement dispersée au premier choc; qu'il avait la certitude qu'après le premier échec un peu considérable qu'éprouveraient les patriotes, ses intelligences à Paris le feraient nommer *généralissime*, avec l'attribution de tous les pouvoirs d'un *dictateur*; que l'Alsace serait réduit sous peu de jours, et qu'on irait sans obstacles à Paris. Pichegru demandait que l'armée de Condé passât le Rhin au-dessous d'Huningue, d'où, après l'occupation de cette place de Neuf-Brisack, elle se porterait en Franche-Comté. Il voulait qu'une troisième colonne tînt en échec le général Jourdan, dont les opérations ne pourraient apporter de résistence effective, une fois qu'on aurait pris possession de l'Alsace. Je dois observer que, dans toutes les dépêches envoyées de Strasbourg depuis le mois de de janvier, Pichegru avait insisté de la

manière la plus forte et avait même exigé qu'on ne fît aucune tentative auprès du général Jourdan, et qu'on ne lui donnât aucune communication des négociations.

Après un quart-d'heure de réflexion, M. l'archiduc envoya, sur toute l'étendue de sa ligne, ordre de signifier aux généraux français la rupture de la trève. L'armée autrichienne se disloqua aussitôt, et, les jours suivans, elle passa le Rhin sur plusieurs points. M. Fauche revint à Manheim le 21, et y porta des dépêches de l'archiduc à M. de Wurmser.

Il faut savoir que la cour de Vienne avait vu de très-mauvais œil l'arrivée du comte de Lille à l'armée de Condé; et ce cabinet n'avait pas perdu un moment pour lui faire connaître que son intention était qu'il s'en éloignât aussitôt. Pichegru insistait, au contraire, pour qu'il y demeurât à quelque prix que ce fût : *ce n'était guère là le desir du prince de Condé.* Les ordres de la cour de Vienne devinrent si pressans, que le comte de Lille se vit au moment d'être obligé de résister à force ouverte aux sommations qui lui furent faites par le maréchal de Wurmser et par le baron de Summerhaw, président suprême de l'Autriche

antérieure. Ce fut dans ces circonstances si critiques pour un prince sans courage, que le comte de Lille écrivit à M. de Wurmser et à M. l'archiduc Charles, pour leur faire sentir l'instante nécessité de sa présence à l'armée de Condé, le desir formel de Pichegru à cet égard, les doutes que son éloignement ferait naître dans l'esprit de ce général, et le refus qu'il ferait infailliblement dans ce cas *de* seconder les mesures des Autrichiens. C'est d'après des considérations aussi puissantes, que le comte de Lille priait M. l'archiduc Charles d'informer directement S. M. I. sur ce sujet, et de suspendre l'exécution des ordres. Il me remit copie, écrite de sa main, de la lettre qu'il me chargeait de porter à M l'archiduc, afin que j'en saisisse parfaitement l'esprit, et que je préparasse mes réponses aux différentes objections qui me seraient faites relativement aux griefs que la cour de Vienne pouvait avoir contre lui. J'ai rendu cette copie à Mulheim, le 9 juin.

Je joignis M. de Wurmser à Kayserslauterne, et M l'archiduc Charles à Oulmet, duché des Deux-Ponts, le 2 juin.

Je remis à ce prince la lettre dont j'étais chargé, et une dépêche originale arrivée à Offenbourg au moment de mon passage dans cette ville. M. l'archiduc parut très-satisfait de son contenu, fit le plus grand éloge de Pichegru, et me répéta ce qu'il avait dit sur son sujet à M. Fauche: » Que Pichegru était le seul général fran- » çais qui inspirât assez de confiance à » l'empereur pour l'avoir décidé à rompre » la trève sans nul délai. » Dans le courant de cette audience, M. l'archiduc me dit à deux reprises différentes: « J'ai fait » sonder, depuis que je suis ici, le géné- » néral Moreau : je suis satisfait de ses » dispositions; elles sont telles qu'on me » l'avait assuré. » Ce prince comptait infiniment sur les intelligences pratiquées en Alsace. Le maréchal de Wurmser lui avait marqué le même jour qu'il venait de recevoir les derniers renseignemens sur le camp d'Auterwiller, et qu'il se tenait pour assuré de dîner le 15 à Strasbourg. M. de Wurmser regardait l'Alsace et la Lorraine comme provinces appartenant de droit à l'Autriche, et on ne parlait plus, au quartier général, de M. l'archiduc, de la princesse fille de Louis XVI,

que comme héritière légitime du royaume de France.

M. l'archiduc me remit une lettre pour M. le comte de Lille, et me dit qu'il allait informer directement S. M. I. de l'état des choses. Je ne pus arriver à Mulheim que le 9; le quartier général du prince de Condé en était déjà parti pour occuper de nouveau Riegel. Après la rupture de la trève, le prince avait eu ordre de se porter le 4 juin dans les environs de Bâle pour y effectuer le passage du Rhin de concert avec les Autrichiens, et sous le commendement du général Latour; mais M. l'archiduc ayant reçu de Vienne ordre de se tenir sur la défensive, et de se retirer en conséquence derrière le Rhin, l'armée de Condé avait été stationnée à Riegel. Ces mouvemens, nécessités par les nouveaux succès de Bonaparte en Italie, avaient jeté une douleur profonde dans le cœur du comte de Lille. Il s'était attendu à entrer en Alsace sans la moindre difficulté; et il voyait ce moment s'éloigner, il s'était attendu à vaincre sans péril; il était pressé de faire des proclamations et des écrits, et il fallait y renoncer aussi long-tems que les affaires ne se réparant pas en Italie, on serait forcé d'y envoyer par-

tie de l'armée impériale du Rhin, et de se tenir, par conséquent, sur la défensive de ce côté. Les exploits de Bonaparte et les succès de l'armée française en Lombardie furent donc véritablement décisifs à cette époque. Ce n'est point l'Italie seulement dont le général Bonaparte fit la conquête dans le Milanais; c'est la République française qu'il sauva sur le Rhin.

Les mouvemens militaires qui eurent lieu dans l'Empire jusqu'à la fin d'octobre, firent cesser toute relation entre les Autrichiens et Pichegru.

Je dois dire que le comte de Lille était loin de prévoir, au mois de mai, que les armées de la République pénétreraient dans le cœur de l'Allemagne; il espérait, au contraire, que les généraux autrichiens obtiendraient en Italie des succès qui permettraient à l'empereur d'agir offensivement sur le Rhin. En conséquence, il se décida à suivre avec activité la correspondance de Pichegru; et de l'avis de ce qu'il appelait son conseil, il chargea M. Fauche de se rendre auprès de ce général. Le comte de Lille remit à M. Fauche une lettre ostensible, ainsi que des pleins-pouvoirs écrits sur de la gaze. J'avais refusé de prendre part aux démar-

ches résolues dans cette circonstance; et le délabrement de ma santé m'avait servi d'excuse pour ne point céder aux sollicitations qui me furent faites. Le comte de Lille, toujours porté à n'employer que des moyens dilatoires, et à n'adopter que les mesures qui n'exposaient sa personne à aucun danger, évitait avec soin toutes les occasions qui pouvaient en présenter. Aussi venait-il de refuser de passer le Rhin à la tête de l'armée de Condé, d'étonner et les Français et les Autrichiens en prenant sur-le-champ cette grande résolution, et de suivre les conseils que Pichegru lui avait donnés, en lui marquant « qu'à tout événement il » valait mieux vivre vingt-quatre heures » en roi, que cent ans dans la proscrip- » tion. » Pichegru ne doutait pas qu'une entreprise aussi hardie n'opérât une diversion puissante, et ne décidât un grand succès : mais j'avais jugé le caractère du comte de Lille, et il métait démontré que ce prince était sans courage, sans énergie, sans bonne foi; qu'il serait toujours lui-même le plus grand obstacle à tout ce qu'on pourrait entreprendre en sa faveur, et que le bonheur du peuple

et de la nation française n'entrait pour rien dans aucun de ses desirs.

Ce prince a beaucoup d'instruction ; son esprit est cultivé ; ses manières sont affables : mais il est essentiellement faux et perfide. Il a la pédanterie d'un rhéteur, et son ambition est de passer pour un homme d'esprit. Je ne le crois susceptible ni d'un sentiment généreux, ni d'une résolution forte. Il n'a jamais oublié, il ne pardonnera jamais une injure, un tort, un reproche. Il craint la vérité et la mort. Entouré de ruines et de flatteurs, il n'a conservé de son ancien état que l'orgueil et les vices qui l'en ont fait descendre. Le malheur a beau l'accabler tout entier, il n'ose point le regarder en face : aussi, quelque rigoureuse que puisse être pour lui l'adversité, il ne trouvera de justification que dans l'ame des hommes lâches et petits ; on le verra mourir dans le lit de la proscription, après avoir fatigué la pitié et épuisé la générosité de tous les souverains. Ce prince frémit à la vue d'un faisceau de piques et de dards ; et il prononce sans cesse le nom de Henri IV ! Intrigant dans la paix, inhabile à la guerre, jaloux à l'excès d'un triomphe

triomphe littéraire, et non moins avide de richesses que passionné pour la représentation, ennemi de ses véritables amis et esclave de ses courtisans, ombrageux et défiant, superstitieux et vindicatif, toujours double dans sa politique, et faux jusque dans les effusions de son cœur : tel est le comte de Lille, ce prince que le hasard avait placé si près du premier trône de l'univers, sans lui donner aucune des qualités qui commandent le respect ou qui gagnent l'amour des peuples. Nul doute que, dans le tems même le plus heureux, il n'eût laissé échapper de ses mains les rênes de l'empire. Son règne eût été celui des favoris ; et la France aurait eu à supporter à-la-fois toutes les petitesses du roi Jacques, toutes les profusions de Henri III.

Il fut décidé que M. Fauche se rendrait promptement en Franche-Comté, et que M. Courant irait en Piémont et en Lombardie; que d'après l'avis de Pichegru, et suivant l'état dans lequel se trouveraient les affaires en Italie, M. Courant hasarderait des propositions auprès de Kellermann et des généraux français dans le Milanais : on exciterait un grand

mouvement dans le Lyonnais, et on entamerait la guerre civile de ce côté, si ce général promettait de livrer les places et les passages confiés à sa garde. Le comte de Lille se croyait sûr de faire renouveller l'alliance du corps helvétique avec la monarchie française : il devait alors demander aux Suisses, et les régimens qu'ils avaient entretenus à la solde de la France, et les troupes qu'ils étaient obligés, par les traités, de lui fournir en cas de guerre. C'est ici l'occasion de dire qu'immédiatement après son départ de Véronne, le comte de Lille avait envoyé des agens à Berne et à Zurich; et les ouvertures qui avaient été faites aux membres les plus influens dans les deux sénats, n'avaient laissé dès-lors aucun doute sur le parti qu'ils prendraient, celui de Berne sur-tout, aussitôt que les circonstances pourraient le leur permettre.

M. Fauche n'hésita pas à se charger de la mission qui lui fut offerte. Le comte de Lille lui donna une lettre pour M. Wickham, dans laquelle il témoignait à ce ministre beaucoup d'estime et de confiance, et le priait de délivrer les fonds nécessaires dans cette conjoncture. Il donna à M. Fauche des instructions dou-

bles. Certaines choses devaient être confiées à M. Wickham ; d'autres devaient lui être tenues secrètes. Il en était à-peu-près de même pour Pichegru, et c'était ainsi qu'on en avait usé jusqu'à ce jour. Le duc de la Vauguyon fut chargé d'accompagner M. Fauche à Berne, pour répondre à toutes les objections que M. Wickham serait dans le cas de faire, et pour presser l'envoi des fonds. M. Fauche reçut mille louis du ministre anglais, et il prit dix-sept cent cinquante louis chez M. Roussillon (agent de M. Wickham et du prince), à Ivonau près d'Yverdun, que celui-ci lui délivra sur les pleins-pouvoirs du comte de Lille. Il joignit le général Pichegru à Arbois, au moment où les habitans de cette ville lui donnaient une fête : il lui remit ce dont il était chargé pour lui, ensemble une lettre de M. Wickham, dans laquelle était exprimée la promesse d'un crédit illimité sur Paris, dans le cas où le général témoignerait en avoir besoin. Pichegru parut ne pas adopter le plan sur l'Italie, recommanda beaucoup de réserve dans cette partie, insista fortement pour que Jourdan ne fût point mis dans le secret des négociations, assura plus que jamais

M. Fauche de son dévouement, répondit d'une manière positive du Lyonnais et de la Franche-Comté, lorsqu'il en serait tems, et fit sentir la nécessité d'attendre, pour agir dans ces parties, le moment où la retraite des armées républicaines (retraite inévitable, selon lui, et qui ne serait effectuée qu'avec des pertes énormes) produirait le découragement parmi les soldats, une grande confusion sur les frontières, et un mécontentement excessif dans l'opinion publique. Pichegru remit à M. Fauche une lettre pour M. Wickham et une pour le comte de Lille, dont j'ignore le contenu, mais dont il fut très-satisfait, ainsi que je l'ai su depuis. M. Fauche remit cette lettre entre les mains du comte de Lille, à Willingen, dans la forêt Noire; et trois ou quatre jours après, ce prince, à la grande satisfaction du prince de Condé, quitta l'armée pour ne jamais y reparaître, quelques instances que Pichegru lui eût faites pour ne jamais s'en séparer, et quelques assurances qu'il eût données à ce général que rien ne serait capable de l'y déterminer. Mais le comte de Lille était entraîné par une considération bien plus forte que sa parole royale; il crai-

gnait le danger, et il cherchait le repos: ce fut-là la véritable cause de son départ, quoiqu'on ait dit que les Autrichiens, pour l'y décider l'eussent menacé, en cas de refus, de licencier l'armée de Condé; mesure impossible à exécuter dans ces conjonctures, où l'armée autrichienne fuyait de toutes parts. D'ailleurs, depuis le 30 mai jusqu'à l'époque où les républicains forcèrent les gorges du Kunbis, il n'était arrivé de Vienne aucun ordre relativement à ce départ. Le comte de Lille crut prévenir les effets que devait naturellement produire une démarche aussi pusillanime, en chargeant dès le lendemain même M. d'Avaray, d'envoyer à toutes les puissances un exposé des motifs qui l'y avaient déterminé. Cet écrit, qui se trouve sous la date du 14 juillet 1796, est véritablement dérisoire, et peut être considéré comme un modèle de fausseté et d'impéritie.

M. Courant ne fut pas envoyé en Lombardie, et M. Fauche revint à Neufchâtel, d'où il entretint et régla la correspondance entre M. Wickham et Pichegru. Elle eut lieu sans interruption par cette voie jusqu'au 18 fructidor.

Je me rendis à Calsruhe, où une ma-

ladie grave me retint jusqu'à la fin de juin. Le 19, le prince de Condé m'y expédia, de Riegel, une estafette, avec l'ordre de me rendre à Bâle, où le chef de bataillon Thuniot devait se rendre le 22 pour conférer sur plusieurs objets de circonstance, et pour communiquer le plan de campagne. Ma santé me dispensa d'une course que je n'étais pas dans l'intention de faire; et les Français ayant passé le Rhin le 23, et pris le fort de Kehl presque aussitôt (malgré tous les avis donnés peu de jours auparavant par Demougé, sur les mouvemens qui s'opéreraient pour cet effet à Strasbourg), personne ne fut envoyé à Bâle; et l'attention du prince de Condé se porta entièrement sur les opérations militaires de son armée. Elle fut repoussée jusqu'au centre de la Bavière. Mais en vain le prince eut-il plusieurs fois le mot d'ordre de l'armée républicaine; *en vain, après la prise d'Ausbourg, Moreau* (1) *lui fit-il*

---

(1) J'en tiens l'assurance de plusieurs officiers du prince, du chevalier de Contye, de Montesson; et le prince lui-même me la donna au mois de janvier, en ajoutant qu'il n'avait pas cru prudent alors de s'y confier. J'ai toujours été per-

proposer de se réunir à lui et de se replier en toute diligence sur le Rhin ; le prince rejeta toutes les propositions qui lui furent faites : et comment eût-il osé s'y confier sur le Danube, lui qui avait craint sous les murs d'Huningue de recevoir dans son camp le général qui venait y arborer les drapaux de la monarchie ! Le prince combattit les républicains, sauva dans les environs de Bibracht le corps de M. Demlatour, et revint de nouveau à Mulheim, dans les derniers jours d'octobre. M. Wickham s'y rendit le 2 novembre, et M. Fauche y arriva le 3, et rendit compte du travail de Pichegru dans l'intérieur, ainsi que des mesures qu'il proposait.

La conjuration, comme on le voit, s'était concentrée toute entière à Berne : ce n'est qu'un ensemble d'intrigues, de manœuvres sourdes, de dilapidations ministérielles et particulières, qu'elle présentera désormais. Je n'aurai guère à retra-

---

suadé que les dispositions dans lesquelles était Moreau, et dont M. l'archiduc ne pouvait douter, ont permis à M. l'archiduc de porter la plus grande partie de ses forces contre Jourdan, et ont facilité le retour de ce prince sur le Rhin et les succès des armées impériales.

cer que le recit des moyens employés par M. Wickham pour fomenter des troubles dans l'intérieur, diriger l'opinion publique, et se rendre maître des assemblées primaires et electorales. Il attira à lui tous les agens, toutes les relations; et le prince de Condé, depuis ce tems, ne fut plus instruit que de ce que M. Wickham permit de lui communiquer. Il exigea que M. Fauche vendît la maison qu'il avait achetée à Strasbourg, dans la crainte qu'elle ne fût saisie par le Gouvernement français, et il en abandonna le prix à M. Fauche, qui avait acquitté le second tiers du paiement. Il assura un traitement fixe de 25 louis par mois à Demougé, Fauche, Borel-Borel; de 12 louis à M. Courant (qui peu de tems après refusa de le recevoir), Badouville, Fenouillot; de 8 louis à Olry, Legros, etc. Il fit passer à Pichegru et à Demougé tous les fonds qui furent demandés de Franche-Comté et de Strasbourg, d'où le ministre anglais recevait toutes les semaines des pâtés et autres objets de recherche pour sa table. Aussi M. Demougé étant venu à Berne vers le milieu du mois de novembre, et ayant eu plusieurs conférences avec M. Wickham, le ministre anglais

anglais lui accorda une gratification de 200 louis. Il lui en remit 500 pour fournir aux frais d'un voyage que Pichegru devait faire à Paris. Ce voyage n'eut cependant pas lieu. Je reprendrai dans peu le fil de ces intrigues ; il est nécessaire d'entrer auparavant dans quelques détails qui leur sont étrangers.

L'invasion des Français dans l'Empire m'avait obligé à me retirer dans le margraviat d'Anspach, d'où je me rendis à Munich aussitôt que mes forces purent me le permettre. Fermement résolu de ne plus m'employer dans une négociation semblable, je pris la route de Venise, où j'arrivai le 2 septembre. Mon premier soin fut d'y voir le ministre de la République française, Lallement. Je fus témoin de toutes les manœuvres qu'employèrent M. Drake, ministre plénipotentiaire d'Angleterre, et M. d'Antraigues, pour provoquer dans les Etats vénitiens le massacre général des Francais, et pour décider la cour de Rome à prêcher contre eux une croisade religieuse. J'avais desiré le rétablissement de la monarchie, mais par des moyens d'ordre et de conciliation, et parce que j'avais cru que le bonheur de la nation française pourrait en être le

fruit.... Le caractère et les projets du prince de Condé et le comte de Lille m'avait détrompé, et les manœuvres que pratiquait alors l'Angleterre en Italie, achevèrent de me convaincre qu'on voulait exterminer la France et l'abandonner à tous les fléaux de l'anarchie. Je refusai constamment de voir M. d'Antraigues : ce ne fut qu'après plus de trois mois que je me décidai à le recevoir chez moi, et après en avoir prévenu le ministre de la République française. J'espérais que je parviendrais à détourner les horreurs qui se tramaient contre ma patrie, et dont le territoire vénitien devait être le théâtre.

M. Wickham avait instruit M. Drake(1) des négociations suivies avec le général Pichegru. M. Drake n'en avait laissé ignorer aucune particularité à M. d'Antraigues, qui s'était rendu maître absolu

---

(1) Je ne dois point passer sous silence ce que M. Drake me dît à ce sujet : « M. Wickham est » bien heureux d'avoir une affaire comme celle-» là. Je voudrais bien être à sa place. Je com-» mencerais par me payer de 7 à 8 mille livres » sterling que j'ai avancées ici à mon gouvern-« ment. Mais on est bien mieux en Suisse; on peut « tout faire, et on n'y manque de rien. Je n'ai « eu ici jusqu'à présent que de petites affaires. »

de son esprit, et qu'on pouvait considérer comme le véritable ministre de l'Angleterre en Italie. Ce n'est pas que M. d'Antraigues y servît les intérêts de cette puissance ; il les trahissait, au contraire, ainsi que ceux de l'Autriche et de l'Espagne : car cet homme essentiellement fourbe, lâche et avide, ne cherchait qu'à satisfaire ses deux passions dominantes, sa cupidité et sa haine implacable contre la France, qu'il se flattait de voir bientôt en proie à toutes les dissensions civiles. Il crut s'apercevoir que je ne me porterais jamais, non plus que M. Dumontet, à favoriser réellement des projets de cette nature, quoique j'eusse l'air de m'y prêter pour en découvrir toute l'étendue. Il n'est pas de tentatives qu'il n'ait faites pour attaquer mes jours, mais j'eus le bonheur d'échapper à tous les dangers qui m'environnaient, et je parvins à me rendre en Suisse à la fin de décembre.

J'y trouvai M. de Badouville. Il se rendait de Bâle à Berne, pour conférer avec M. Wickham sur le nouveau plan adopté par Pichegru. Il consistait à déchaîner l'opinion contre le directoire, et à attaquer la République par les assemblées primaires. Pichegru avait une foule

d'agens qui agitaient en conséquence les sept à huit départemens de l'Est, et qui préparaient les esprits à Paris. Il agissait dans le Lyonnais et la Franche-Comté, de concert avec Willot et Ferrand. Il ne doutait pas qu'il ne fût promu à la législature, et que son parti n'y obtint sous peu de tems une influence prépondérante Je dois observer que Pichegru a constamment refusé de faire connaître les agens secondaires et les moyens d'exécution qu'il pouvait employer. Ce général était devenu d'une réserve et il s'enveloppait d'un secret presque impénétrable depuis la retraite du général Moreau, et je crois qu'une des raisons qui le portaient à en user ainsi, outre la connaissance qu'il devait avoir de toutes les petites manœuvres employées par les princes, était le refus que firent les Autrichiens, à leur retour sur le Rhin, d'adopter les mesures qu'il leur avait proposées, et de pénétrer, à quelque prix que ce fût, en Alsace, où Pichegru avait disposé, pendant le cours de l'été, les esprits et les choses, de manière à s'y promettre un résultat favorable, au moment de l'approche de l'armée impériale. Le général Hotzé avait bien fait une incursion du

côté de Landau, mais sans plan et sans suite. Les espérances de Pichegru avaient encore été trompées dans cette circonstance; car il s'était attendu que la retraite du général Jourdan lui rendrait le commandement général du Rhin.

Quoiqu'il en fût, M. Badouville remit à M. Wickham, à Berne, deux billets de Pichegru, dans lesquels ce général assurait le ministre de son dévouement, et lui demandait des fonds. Je vis plusieurs fois cet adjudant, depuis le 4 jusqu'au 9 janvier, qu'il partit de Neufchâtel pour Pontarlier, chargé de mille louis en or, et d'un crédit illimité que M. Wickham donnait sur un banquier de Paris, dont j'ignore le nom. A cette époque, les Autrichiens n'accordaient plus à Pichegru la même confiance. Ils étaient fâchés et étonnés que les généraux français, dont les dispositions leur étaient connues, défendissent le terrain et cherchassent à conserver leur armée : ils s'étaient flattés que les généraux français se laisseraient battre, contre toutes les apparences, et sans aucun respect pour leur réputation. Le général de Bellegarde m'avait fait plusieurs fois ces observations. Cependant M. l'archiduc Charles, en

mettant le siége devant Kehl et Huningue, desira que M. Olry allât s'établir à Offembourg, pour y reprendre la correspondance avec M. Demougé : mais les affaires devenant chaque jour plus désespérées en Italie, et M. l'archiduc y ayant été envoyé après la prise de Mantoue, il ne fut plus entretenu par le Rhin de relation avec Strasbourg, et il n'y eut même, entre cette ville et Mulheim, d'autre communication que par le canal de M. Fauche. Ce fut par cette voie que Pichegru fit entretenir avec le comte de Lille une correspondance suivie. Ce prince le considérait *comme la meilleure corde qu'il eut à son arc;* expression dont il se servait presque toujours en parlant de Pichegru. M. de la Vauguyon, connu dans la correspondance sous le nom de *Grimer*, transmettait à M. Fauche les ordres du comte de Lille, qui fomentait, ainsi que le prince de Condé, mille petites conjurations à Paris et dans les provinces. Il venait de renvoyer dans le midi (à la fin de janvier 1797) M. de Besignan, avec de pleins-pouvoirs. Il venait d'envoyer à M. de Badouville la croix de Saint-Louis et un brevet de maréchal-de-camp, grâces que le prince de Condé trouvait exhorbitantes.

Dans ce même tems, on se plaignait hautement à Mulheim, en présence du prince de Condé, que le comte de Lille épuisait l'armée (1), en y tenant quatre-vingts chevaux de trait qu'il fallait nourrir, et dans ce tems-là, le prince de Condé avait pour son compte jusqu'à cinq cent soixante-dix agens à Paris. C'est de sa bouche que j'en ai reçu l'assurance. On conçoit facilement que de semblables mesures ne pouvaient que creuser des abîmes autour de Pichegru ; aussi je doute que ce général, quelque chose qu'il eût pu faire, fût jamais parvenu à surmonter tant d'obstacles, et à échapper aux indiscrétions et aux manœuvres de tant d'agens.

Dans ces circonstances, j'avais fait de-

---

(1) Le chevalier de Contye se servit même du mot *gruger;* et ce fut lui qui dit à M. Olry, en présence du prince de Condé, à qui cet Alsacien se plaignait des mauvais traitemens que les Autrichiens lui avaient fait essuyer à Offembourg, et mettait sans cesse en avant les sacrifices qu'il avait faits pour le comte de Lille : « Vous avez » tort, monsieur, de parler toujours du roi. Cela » est impolitique et imprudent, et ne peut mener » à rien. » Je ne ferai aucun commentaire sur ces paroles.

mander au prince de Condé d'acquitter les frais de course et les avances faites antérieurement tant par moi que par MM. Dumontet, Beaufort, etc. Il m'avait adressé à M. Wickham, que je refusai de voir, ne voulant me prêter à aucune des manœuvres de ce ministre. Je dévoilai, au contraire, son impéritie au prince de Condé ; je lui peignis toute la noirceur des moyens qu'il employait, et je ne balançai pas à m'exprimer avec cette indignation que tant d'horreurs m'inspiraient : mais le prince de Condé, toujours attaché à sa solde, ne permettait pas qu'on pût douter un moment de la loyauté de M. Wickham. « Que deviendrai-je, que deviendra mon armée s'il me retire les » secours ? » c'était l'éternelle réponse du prince de Condé (1). Je parvins cependant à obtenir ce qui m'était dû, et je m'occupai dès-lors des moyens de rentrer dans ma patrie.

M. Badouville revint à Neufchâtal, à

(1) « Gardez-vous bien, me disait le prince, » si vous rentrez en France, de rien écrire contre » l'Angleterre : il n'en faudrait pas davantage » pour que M. Wickham me retirât peut-être la » solde. »

la fin de mars : il y fit un autre voyage le 9 avril ; et ne m'y ayant point trouvé, il remit pour moi, à M. Courant, une lettre dans laquelle il m'invitait, au nom de Pichegru, à ne pas rentrer en France. Cette lettre était, à ce que j'ai toujours cru, l'ouvrage de M. Wickham et de M. Fauche. Ils craignaient qu'une fois dans ma patrie, je n'éclairasse Pichegru sur les dangers qu'il courait inutilement, sur les malheurs qu'allait produire son obstination à servir les ennemis les plus acharnés de la France, et des princes indignes de trouver des défenseurs. M. Wickham et M. Fauche redoutaient que je ne dévoilasse toutes les horreurs qui se tramaient. On mit tout en œuvre pour m'attirer sur la rive droite du Rhin ; on essaya de m'enlever mes papiers ; on me représenta au sénat de Soleure comme servant les intérêts du Directoire, et on parvint par ce moyen à me faire donner l'ordre de quitter ce canton, où je m'étais retiré, en attendant l'effet des démarches que je faisais pour rentrer dans ma patrie.

Pendant tout ce tems, Pichegru faisait instruire M. Wickham de ses moindres démarches ; et ce ministre paraissait s'abandonner à lui de tous les soins, de tous les

travaux qu'exigeait cette contre-révolution. Mais, comme on le pense, M. Wickham n'en intriguait pas avec moins d'activité de son côté. Ce ministre a la fureur de passer pour un homme d'esprit; il est pédant, rusé, mais sans moyens personnels; et je ne crains pas de dire qu'il ne possède pas une notion politique. Son impéritie n'approche pas cependant, à beaucoup près, de celle de M. Drake. Ces deux envoyés s'étaient partagé les frontières; et je tiens de M. Drake qu'il était chargé de remuer l'Italie jusqu'aux frontières des bailliages italiens, et que là commençait le ressort de M. Wickham, qui s'étendait depuis Toulon jusqu'à l'extrême frontière d'Alsace. Ce dernier ministre avait des intelligences par-tout. Un certain Vignes, de Bordeaux, se disant de Coire, pays des Grisons, allait et venait continuellement de Paris à Berne; et M. Wickham se dérobait la nuit pour aller s'entretenir avec lui dans les quartiers les plus reculés. Il avait de fréquentes conférences avec M. Imbert-Colomès, établi au Faucon, à Berne; et ce Lyonnais était, d'un autre côté, en pleine correspondance avec le prince de Condé, et en recevait très-souvent des dépêches par le chevalier

de Contye, ou par Montesson. Si quelque chose pouvait étonner dans une semblable conduite, c'est la publicité qu'on y mettait à Berne, comme à Mulheim, où on ne doutait pas que le second tiers ne renversât le Directoire et la constitution de l'an 3; à Blankenbourg sur-tout, on était dans une confiance impossible à exprimer.

Cependant l'impatience du comte de Lille accusait encore les conseils de lenteur et de tergiversation : il faisait exciter sans cesse les journalistes, dont plusieurs avaient été pris à sa solde, et dont quelques-uns étaient payés par M. Wickham; ce qui faisait que leurs feuilles, quoique rédigées au fond dans le même esprit, contenaient quelquefois certaines épigrammes et des contradictions faites pour étonner; mais elles parlaient selon que l'argent arrivait de Brunswick ou de Lausanne.

M. Wickham était dans ce centre, agitant les frontières et l'intérieur d'une main invisible, touchant une foule de ressorts, et préparant, avec tout le sang-froid de l'ineptie, la guerre civile et la dévastation du commerce et de l'industrie de la France. Il n'était pas moins impatient que les princes; car il s'était attendu

que dès le mois de juin il ne serait plus question de république. M. Fauche allait sans cesse de Neufchâtel à Berne ; toutes les frontières étaient couvertes d'émissaires ; les guinées étaient jetées à pleines mains par-dessus la chaine du Jura ; des agens, en si grand nombre qu'ils ne se connaissaient pas dans le même canton, étaient établis à Romain-Moutiers, Nyon, Yverdun, Béfort, Colmar, Besançon, Lons-le-Saulnier, Lyon, etc. M. Wickham avait à Lyon une fabrique de passeports, et il les recevait en blanc avec toutes les signatures requises. La correspondance avec l'intérieur était réglée comme en pleine paix ; les dépêches de M. Wickham, expédiées par les Rousses et Moret, y trouvaient régulièrement des personnes chargées de les rendre à Lons-le-Saulnier, d'où on leur donnait la direction nécessaire. Il est difficile de se faire une idée de l'ordre et de la régularité établis dans cette partie : il faut dire, à la vérité, que les agens de M. Wickham et de Pichegru étaient parvenus à remplir la plupart des administrations, de personnes qui leur étaient dévouées.

Ce ministre, en effet, n'épargnait pas l'argent, et il paraissait n'avoir été envoyé

en Suisse que pour le dilapider à pleines mains. Je ne crois pas m'éloigner de la vérité, en disant qu'il a dépensé pour les affaires secrètes, pendant un séjour de deux ans en Suisse, *plus de trois cent mille livres sterling;* et je ne comprends pas dans cette somme, ni les frais ordinaires, ni les dépenses publiquement avouées; car l'armée de Condé seule a été pour l'Angleterre un objet de près d'un *million sterling en dix-huit mois de tems.*

L'atrocité des mesures employées jusqu'ici par les agens du Gouvernement anglais, me conduit nécessairement à faire connaître le ministre qui les ordonne.

M. Pitt est un exemple frappant de la facilité avec laquelle on peut usurper la réputation de grand ministre et abuser de celle d'homme d'état. Jeté dès l'enfance dans le ministère, il y déploya de bonne heure cette facilité de travail qui tient lieu de génie aux hommes médiocres. Il n'eut qu'à suivre les instructions et les exemples que son père lui transmit pour se perpétuer dans le ministère; mais il se traina d'une manière si servile sur les traces qui lui avaient été marquées, qu'il est vrai de dire que M. Pitt se trouve aujourd'hui ce qu'il était il y a quinze ans, avec le même

degré de faveur et la même incapacité de moyens qui signalèrent son avénement au ministère. M. Pitt, en effet, conçoit bien les entreprises médiocres, mais il les exécute mal: quant aux entreprises qui exigent un grand talent, elles sont si fort au-dessus de ses facultés personnelles, que son amour-propre seul peut faire illusion à cet égard. Cet amour-propre est excessif; et il prend chaque jour un nouvel aliment dans la haine que M. Pitt a vouée à la France. Ce sentiment est porté chez lui à son dernier période; il s'étend sur tous les Français sans distinction, et n'épargne pas même les grands hommes de cette nation qui sont descendus au tombeau. C'est avec cette haine, dont le principe ne saurait être blâmé, puisqu'il prend sa source dans l'amour de son pays, que M. Pitt gouverne despotiquement la nation qui se dit la plus jalouse de sa liberté. Le caractère de ce ministre est dur et hautain : sa volonté se plie difficilement aux conseils de la raison, et veut même résister aux lois de la nécessité. C'est à cette inflexibilité d'orgueil que M. Pitt est redevable de cette énergie qu'on attribue à son ame. Peu de ministres en Angleterre ont mieux possédé l'art d'administrer

le parlement, de diriger l'opinion et de maîtriser la confiance publique; car M. Pitt *s'est fait banquier dès les premiers jours de sa carrière politique, pour retenir dans sa main les rênes d'un gouvernement dont le commerce a fait mouvoir tous les ressorts*. M. Pitt connaît parfaitement ceux de la corruption et de l'intrigue, et il est, pour ainsi dire, le créateur de ce mécanisme financier qui tire sans cesse l'or de l'or. C'est le Midas de ce siècle; tout ce qu'il touche devient *bank-note*, et ces *bank-notes* soulèvent l'Europe, parce que le dieu souverain de l'Europe est aujourd'hui un veau d'or. Il résulte de ces notions que M. Pitt est un orateur éloquent, un homme versé dans les détails de l'administration, un politique de comptoir, un ministre de banque, et un homme d'état au-dessous du médiocre.

C'est aux richesses qu'il puise avec tant d'impunité en Angleterre, et qu'il verse avec tant de prodigalité dans toutes les cours, que M. Pitt doit le double avantage d'être le maître du cabinet de Londres, et le régulateur de presque tous les cabinets de l'Europe. Ce ministre n'a peut-être pas à lui en propre une seule

idée politique : la tortueuse ignorance et la criminelle présomption avec lesquelles il précipite l'Angleterre et l'Europe sur les bords du précipice qui doit les engloutir, déposent invinciblement contre l'homme d'état, en même tems que les contradictions aussi révoltantes qu'innombrables auxquelles M. Pitt s'est abandonné en plein parlement depuis le commencement de cette guerre, démontrent non moins clairement que ce ministre n'a jamais eu de plan fixe, et s'est toujours subordonné aux événemens ; qu'il n'a jamais su un mois auparavant, non-seulement ce qu'il pourrait faire, mais même ce qu'il voulait entreprendre ; qu'il a espéré enfin trouver dans les incidens qu'une crise aussi violente que celle qui agitait la France, devait nécessairement produire en Europe, les moyens de sortir avec quelque avantage de ce dédale où l'ignorance et la cupidité avaient renfermé le ministre anglais. C'est en effet à ce développement de circonstances que M. Pitt doit la facilité avec laquelle il a soulevé tous les Etats. Il a caché sa nullité sous le voile de la négociation. Ses envoyés, qui pour la plupart étaient ses maîtres dans cette science, n'ont paru que ses disciples;

disciples ; et M. Pitt a recueilli seul, aux yeux de l'Europe, la gloire de terminer, entre les cours de Londres, de Vienne et de Pétersbourg, cette alliance à laquelle l'Europe doit tous les fléaux qui la désolent depuis trois années, mais à laquelle la République française et le roi de Prusse doivent l'alliance qui les unit.

M. Pitt a donné la véritable mesure de son incapacité, dans les entreprises qu'il a tentées contre toutes les parties des frontières de la France : il a été brigand à Lyon, incendiaire à Toulon, et bourreau à Quiberon ; Autrichien à Valenciennes, et Anglais à Dunkerque ; fédéraliste dans le Calvados et sur les rives de la Gironde, constitutionnel aux Tuileries et à Vienne ; anarchiste en 93, modéré en 95, républicain et royaliste tour-à-tour dans la Vendée ; catholique en Angleterre, et athée en France. M. Pitt, en un mot, a montré à l'Univers ce que peut le génie du mal, secondé par celui de la richesse. Il a été l'Attila de la politique et le fléau du genre humain.

Telle est la conduite que M. Pitt a suivie depuis le premier jour de la révolution française. Il est coupable de la plus

grande partie des crimes qui ont été commis ; car il n'est aucun parti, il n'est aucune faction dans lesquels M. Pitt n'ait cherché des agens et n'ait trouvé des complices. Hors d'état de combattre avec succès les armées de la République, il réunit tous ses efforts pour la déchirer au nom de cette paix qu'il lui offrait ; et c'est la boîte de Pandore que le fils de Chatam avait remise au négociateur qu'il envoyait à Paris et à Lille.

M. Pitt se flatte d'aveugler jusqu'au dernier instant tous les partis, de les attaquer l'un par l'autre ; et de provoquer, par tous les moyens possibles, les dissentions civiles et l'anarchie en France : aussi les secours de toute espèce ont - ils été prodigués constamment en Suisse par M. Wickham.

Mais, malgré tant de machiavélisme, tant d'agens, tant d'intrigues, tant de dilapidations, la journée du 18 fructidor eut lieu ; et la République française fut sauvée des dangers auxquels la conjuration de Pichegru la tenait exposée depuis deux ans.

Depuis cette époque, je me suis refusé à toutes les sollicitations qui m'ont été faites pour écrire contre le Gouverne-

ment français, pour publier une déclaration pareille à celle qui a été donnée par M. Fauche ; et quoiqu'on m'ait dérobé les objets que M. Dumontet avait laissés en dépôt à Bâle chez M. Scriny, dans l'espérance qu'on avait d'y trouver tous mes papiers, on n'a pu m'ôter aucun des moyens que j'avais en mon pouvoir, pour faire connaître la vérité : elle est toute entière dans les pièces suivantes.

Signé MONTGAILLARD.

NOTES.

MM. Louis Fauche-Borel, Borel-Borel, son cousin, et Courant, n'ont pas cessé d'être les agens de l'Angleterre et du prétendant. M. Fauche a ses pleins-pouvoirs et entretient avec lui une correspondance réglée ; il a séjourné pendant plus de deux mois à Constance, d'où il a favorisé, par tous les moyens possibles, les mouvemens de la Suisse et les projets de l'Angleterre dans cette partie. Il lui a été envoyé d'Hambourg, par M. Fraser, à la fin de mars, un crédit de 22,000 liv. sterl. J'ai donné, dès le mois de janvier (vieux style), au citoyen Reinhard, une note de tous les agens que je connaissais en Suisse, avec les clefs et noms. M. Fauche est dans cet instant à Berlin.

M. Beaufort était encore, à la fin du mois dernier (vieux style), à Neufchâtel, au Faucon. MM. d'Ouvrier, Bourniquel, Marin le cadet, et le ci-devant comte de Favernay, sont agens du prétendant à Constance; le dernier se tient souvent à Lausanne.

M. Olry est placé chez M. Flaschlanden, commandeur de Malte dans un village dont je ne me rappelle pas le nom, à cinq lieues environ de Stuttgard. C'est une grande commanderie de Malte. Il a eu ordre du prétendant de se placer dans cette partie à la fin de février dernier (v. st.). Il correspond avec la Suisse et le Haut-Rhin. Il correspond à Bâle par Merian, dit Sauvage.

M. Fenouillot était, à cette époque, à Neufchâtel et dans le val de Travers. Il y faisait les brochures qui ont été répandues contre le Gou-

vernement depuis le 18 fructidor; elles ont été imprimées chez M. Fauche à Neufchâtel, ainsi que les ouvrages de Lemerer, Camille-Jordan et Imbert-Colomès.

Le maréchal de Castries a eu du prétendant ordre de résider à Goslar, d'où il correspond avec Constance, qu'on doit considérer comme le point de contact de Mittau avec les frontières de France, et comme le lieu de rassemblement des agens anglais en Suisse.

L'abbé de Prades est à Munster, chargé de la correspondance en Hollande.

M. Fontbrune est agent de l'Angleterre, et a les pleins-pouvoirs du prétendant à Hambourg; il correspond directement avec M. Dutheil et d'Harcourt à Londres; il correspond avec la Suisse par la maison de Bezenwall de Solleure, et par M. Wallier, ex-conseiller de cette ville.

Mallet-du-Pan entretient une correspondance très-active en Suisse; il s'est tenu jusqu'au dernier instant à Fribourg dans le Brisgaw; il est agent de l Angleterre, et est pensionné par cette puissance.

NOMS usités dans la Correspondance relative à Pichegru.

Le Bourgeois, le Laurier, X	*Le prince de Condé.*
Le grand Bourgeois, la Marquise	*Le comte de Lille.*
Antoine	*L'archiduc Charles*
Octave	*Le général Latour.*
Persée	*Le général Klinglin.*
César	*Wurmser.*
Furet	*Demougé.*

Ajax	*Chaulbé.*
Philippe	*Thuniot.*
Le Banquier, Baptiste, Z, Zéde, Zélie, Poinsinet.	*Pichegru.*
La Mariée	*Moreau.*
Coco, l'Ami	*Badouville.*
La Nièce	*Desaix.*
Louis, l'Eveillé, Pauline.	*Fauche-Borel.*
L'Avocat, le Président, Robert	*Fenouillot.*
Le Turc, l'Amour, Emilie,	*Antoine Courant.*
Pinault, Tronchoix, Claire	*Montgaillard.*
Delcampo	*Dumontet.*
Frey, Légros, Biggenwald	*Olry.*
Alphonse, Hortense, Libis, Wiot	*Beaufort.*
Diogène	*Mme. Reich.*
Lebon	*M. Jœglé.*
La Pomme	*La ville de Bâle.*
Le Magasin	*la ville de Strasbourg.*
Le petit Carillon	*Landau.*
Rougemont, Messaline, la Petite	*Paris.*
Julie	*Lyon.*
Hambourg	*Manheim.*
Les Aiguilles	*Le Porentrui.*
La Pendule	*Huningue.*
Le Directoire exécutif .	*M. Requin.*
Le Rasoir, la Serinette.	*Les deux passages du Rhin au-dessous de Kehl.*
Y	*Les Autrichiens.*
Les Moulins à vent. . .	*Les Soldats.*

Lindor	*Wittersbach, émigré Alsacien, attaché à la légation impériale à Bâle.*
Eléonore	*Bonaparte.*
L'Inconnu	*Le général Jourdan.*
Bluet	*M. Wickham.*
Louçeau	*M. Crauffurd.*
La Bijouterie	*L'argent.*
Le Mariage	*Jonction des armées, proclamation de la royauté, éclat, etc.*
Le Colonel	*Barthelemy.*

Le ci-devant comte de la Tour, autrefois dans l'administration des domaines à Besançon, chargé en chef d'une partie près de Neufchâtel ou à Constance alternativement, pensionné par Wickham.

Danican, pensionné par l'Angleterre, ayant un traitement fixe par mois de M. Wickham; son agent, fait maréchal-de-camp par le prétendant.

Duchaila, à Bienne, chargé d'une correspondance par Condé.

La ci-devant baronne de Reich correspondait encore en janvier dernier dans le Haut et Bas-Rhin par ordre du prétendant. Elle demeurait et doit être encore à Zuizeim, sur la rive droite, vis-à-vis de Worms, chez un certain commandeur de Malte de Rheinzeim.

Les abbés Lacombe et Lamare étaient à Berne les agens de Wickham; l'abbé de Jons, celui de Condé.

Saint-Geniés, neveu du fermier-général Varanchin, se tenait à Lausanne par ordre de Condé.

Louis Renaud, courrier de Neuchâtel à Pontarlier, passait une partie des dépêches de Wickham.

Lontier de Souet, de Besançon, agent principal de Wickham, se tenait alternativement à Constance et à Soleure.

Teissonet, aide-de-camp de Condé, à Lons-le-Saulnier et à Lyon.

Tinssot, agent de Wickham, à Lausanne et à Genève.

M. Bruce, ci-devant conseiller au parlement ou à la cour des aides de Paris, rapporteur de l'ordre de Malte, agent principal de l'Angleterre en France, se tenait, à poste fixe, à Abbeville à la Tête-de-Bœuf. Il correspondait directement avec le cabinet de Londres, depuis mai jusqu'en septembre 1797.

PIECES

PIECES JUSTIFICATIVES.

LETTRES du prince de Condé, dont les originaux sont entre mes mains.

(Cette lettre était chiffrée de la main de S. A. S.)

10 février 1795.

J'AI reçu, Monsieur, votre lettre avec son duplicata. Je suis bien reconnaissant de tous vos soins; mais le besoin le plus urgent qu'ils aient un succès très-prompt. Je vous demande, avec instance de ne rien négliger; et si vous réussissez, de m'envoyer à mesure l'argent que vous pourrez toucher. Je m'en rapporte absolument à vous pour les arrangemens à prendre. Sous trois semaines, je n'ai plus de quoi soutenir l'armée; je ne reçois ni argent, ni décision de Londres ni de Vienne. On nous disait que les conférences de Bâle étaient rompues; il faut que cela ne soit pas, puisque vous croyez à un armistice: de ce côté-ci, je n'y vois nulle apparence. Il paraît que l'armée prussienne va marcher sur le Bas-Rhin, et que l'armée de Clairfait vient se coudre à la droite de celle-ci. Pour nous, on nous envoie dans nos anciens quartiers de Rothenbourg sur le Necker, où je vous prie d'adresser vos lettres. Vous ne sauriez croire l'extrême obligation que je vous aurai, si vous me trouvez de l'argent; et ce sera avec grand plaisir que je joindrai le sentiment de la reconnaissance à celui de l'estime que m'ont inspirée vos principes et vos talens. Soignez un peu plus vos

chiffres, et mettez plus de distance entre vos lignes.

Ci-joint ce que vous desirez et que je crois qui vous suffit en vous présentant au grand bailli, à votre arrivée à Brombach.

Notice de la lettre de S. A. S., du 23 février environ.

(Cette lettre me fut remise par M le vicomte de Bourmont. L'ayant donnée à M. Fauche pour la communiquer au général Pichegru, et M. Fauche s'étant vu nécessité de la détruire à sa sortie de France, il ne me rendit que la dernière feuille, où se trouve la signature de S. A. S. Je rends fidèlement les endroits de cette lettre les plus saillans.)

Je vous remercie, Monsieur, de vos soins obligeans, et vous prie de me les continuer. Vous ne sauriez croire l'extrême besoin d'argent où je me trouve. Je suis dans la nécessité de réformer une partie de mon artillerie, qui, tant par le nombre des pièces que par la manière brillante dont elles étaient servies, était d'un grand effet. Je ne reçois aucune nouvelle ni de Londres ni de Vienne depuis six semaines; et cette barbare politique des puissances me navre le cœur, à la vue de mes malheureux compagnons d'infortune. Nous périssons de misère, de besoin ; et le poignard du licenciement serait moins douloureux à nos cœurs que cette consomption avec laquelle on cherche à nous faire périr. Notre courage y résistera, mais non pas nos forces.

Paraphé M....

(Cette lettre était écrite entièrement de la main de S. A. S.)

Je ne crois pas encore à la paix : non que je croie à un reste de pudeur dans les cabinets de l'Europe ; mais parce que les soi-disant Français la mettront à un si haut prix qu'on n'en voudra pas. Au surplus, il faut voir les dispositions que l'on va montrer à l'ouverture de la campagne.

Vous êtes bien le maître de parler de mon armée dans le nouvel ouvrage que vous allez mettre au jour; mais je vous prie instamment de me confondre dans la foule, et de ne pas me séparer de mes braves compagnons d'armes. On ne mérite pas d'éloges pour n'avoir fait que son devoir.

Je voudrais bien pouvoir causer plus longtems avec un homme d'honneur et d'esprit tel que vous ; mais on a su m'accoutumer, depuis six années, à ne rien faire de ce qui m'est agréable : mais je ne me refuserai pas la satisfaction de vous assurer auparavant, tant du plaisir avec lequel je lis vos ouvrages, que de l'estime véritable et si bien méritée que vous m'avez inspirée.

Signé Louis-Joseph de Bourbon.

(De la main de S. A. S.)

A Rothembourg, le 9 mars 1795.

J'ai reçu, monsieur, votre lettre du 3 ; et je vois avec grand plaisir que ma première lettre vous est parvenue : j'espère que vous n'aurez pas tardé à recevoir la seconde du 23, plus lisible, et que je vous ai adressée où vous êtes par une occasion sûre. (C'est la précédente, comme

j'ai dit, remise par M. le vicomte de Bourmont.) Je prends le plus grand intérêt à la maladie que vous venez d'éprouver, et je suis bien aise de voir, par la possibilité que vous avez eue de m'écrire, que vous êtes désormais hors de tout danger : le royalisme aurait perdu en vous un de ses partisans les plus éclairés; la vérité, le bon ordre, un de leurs défenseurs les plus éloquens. Je vous remercie bien de la suite que vous mettez à mon affaire; vous m'aurez rendu le plus grand service si vous la faites réussir. La somme dont vous me parlez me serait infiniment utile au commencement du mois prochain, en attendant le reste; et vous voudrez bien me mander si vous avez besoin pour la toucher de quelque écrit signé de moi. Je ne vous parlerai point des grandes affaires; vous savez peut-être mieux que moi où elles en sont : je n'y vois qu'une stagnation apparente, et qui me paraît cacher des dangers très-menaçans. Croyez-vous à la paix de Charette ? je ne puis me persuader qu'une énergie si forte et si prolongée se change tout-à-coup en une faiblesse aussi pernicieuse que déplacée.

J'attends avec impatience le rapport que vous me promettez; et j'espère que vous me rendrez la justice, monsieur, de ne pas douter de la sincérité des sentimens d'estime et d'intérêt que vous m'avez inspirés.

(Lettre écrite de la main de S. A. S.)

A Rothembourg, le 12 avril.

J'ai reçu, monsieur, vos deux lettres du 2 et du 4, et je vous envoie le vicomte de Montesson, chargé de mes pouvoirs; il entend les

affaires, et se concertera avec vous sur les démarches que vous m'indiquez. Si vous pouvez suivre la chose par vous-même, vous me le renverrez quand vous aurez tout arrangé ensemble. Si vous ne le pouvez pas, vous voudrez bien lui dire ce que vous pensez qu'il y a à faire. Je vous fais tous mes remerciemens de vos soins obligeans, et je vous prie de me les continuer.

Il paraît, par les dernières nouvelles, qu'après les plus grands mouvemens, la Convention écrase les jacobins et est maîtresse de Paris, par Pichegru; mais jamais elle ne maîtrisera la famine, qui va sûrement perpétuer les troubles dans cette ville criminelle. Il m'est impossible de juger ce que tout ceci va devenir avec l'incroyable paix du roi de Prusse. Au milieu de tout ce désordre, vous me ferez plaisir de me mander ce que vous pensez de tout cela, car j'ai la plus grande confiance dans vos conjectures, et de me mettre au fait de l'esprit des frontières, ainsi que celui de l'armée du Rhin : joignez-y vos conseils; ils ne peuvent être que bons; et soyez bien persuadé, monsieur, de mon estime et de mon amitié pour vous.

Signé L. J. B.

(Ecrite de la main de S. A. S.)

A Mulheim, le 3 juin 1795.

VOUS savez, monsieur, que j'ai la plus grande confiance dans votre manière de voir; mais je vous avoue que je ne vois rien encore de désespéré : je vous demande même de différer votre départ, si cela vous est possible, jusqu'à ce que vous ayez de mes nouvelles. Vous en aurez avant

quinze jours, et il est possible que je reprenne ma première idée; elle avait besoin d'être mûrie avant de la réaliser. Ne doutez pas, monsieur, de ma véritable estime et de ma confiante amitié pour vous.

Signé L. J. B.

S. A. S. me fit écrire, le surlendemain, le *duplicata* de cette lettre, et M. le comte de Montjoye me le remit à Rhinsfeld.

(Ecrite de la main de S. A. S., avec le mot *pressé* sur la suscription.)

A Mulheim, le 9 juin 1795.

Je suis décidé, monsieur, à suivre plutôt que plus tard ma première idée : prenez, je vous en prie, tous les arrangemens que vous croirez nécessaires pour la faire réussir. Je m'en rapporte absolument à vous pour amener la personne que vous voudrez, si vous jugez en avoir besoin; mais je vous demande avec instance d'arriver ici le plutôt possible, pour que nous nous concertions définitivement sur l'objet de votre mission: je me trouve très-heureux que vous vouliez bien vous en charger; car il n'y a que vous qui puissiez déterminer le succès. Comptez à jamais sur ma reconnaissance, comme sur les sentimens d'estime et d'amitié que vous m'inspirez à si juste titre.

Signé L. J. B.

Le prince m'écrivit les derniers jours de juin ou les premiers jours de juillet, à

Neufchâtel. Il m'accordait, par sa lettre, une liberté entière de prendre les arrangemens que je croirais nécessaires, et expliquait les avantages qu'il était décidé à faire au général Pichegru, dans le cas où celui-ci ferait proclamer la royauté par son armée. Cette lettre étant écrite à l'encre sympathique, et le papier étant infiniment altéré par l'acide dont on se sert pour faire paraître l'écriture, je remis les débris de cette lettre à M. le marquis de Montesson, à Mulheim, dans le mois de juillet.

En conséquence des pouvoirs du prince, j'adressai à Pichegru la lettre suivante :

Copie de la Lettre envoyée par M. Fauche au général Pichegru, à Blopsheim.

(Ce général l'avait envoyé ce même jour pour me demander par écrit ce que S. A. S. M le prince de Condé desirait qu'il entreprît. L'original est entre les mains du général Pichegru.)

Bâle, le 16 août 1795.

GÉNÉRAL,

Vos talens, vos lumières, vos exploits, ont placé votre nom parmi ceux des plus grands capitaines : vous avez acquis toute la gloire que peuvent donner les armes ; mais il en est une plus précieuse et plus durable, et il vous appartient de l'obtenir.

Le nom des hommes qui renversent les Etats se transmet avec effroi aux générations ; le nom des hommes qui sauvent les empires, arrive aux générations les plus reculées, accompagné des bénédictions éternelles des peuples.

Général, après avoir fait trembler l'Europe, vous pouvez lui donner la paix ; après avoir arraché la France à la rapacité des puissances, vous pouvez la sauver des malheurs qui vont fondre sur elle de toutes parts ; après vous être rendu aussi illustre que le maréchal de Saxe, vous pouvez vous montrer aussi grand que le maréchal de Turenne.

Ces généraux forcèrent, comme vous, la fortune à se ranger sous leurs drapeaux ; mais elle semble vous avoir réservé le plus haut degré de gloire auquel il soit permis à un homme d'aspirer.

Par un concours de circonstances, tel que les annales du monde n'en offrent point d'exemple, l'action la plus noble et la plus magnanime que l'on puisse entreprendre, doit rendre le bonheur à une nation, le repos au monde, et cette action est en votre pouvoir.

Général, ce n'est point au vainqueur de la coalition, c'est au pacificateur du globe que j'écris dans ce moment ; c'est au grand homme que s'adresse, avec confiance, un prince magnanime, plus grand encore que son nom, le vainqueur enfin de six années de revers : il s'adresse à vous pour que vous partagiez avec lui la gloire de sauver la France, pour que vous l'aidiez à empêcher le sang français de couler plus long-tems, pour prévenir ce déluge de maux prêts à fondre sur la patrie.

Des factions la divisent, des guerres civiles la déchirent; la paix ne se présente plus sur une frontière que pour être aussitôt bannie de l'autre; et tel est aujourd'hui le sort de l'empire français, que ses propres enfans sont forcés d'ensanglanter son sein pour retrouver une patrie, et de se dévouer à la mort pour arracher leurs concitoyens à la tyrannie.

Des dissensions intestines menacent de toutes parts cet empire épuisé par ses victoires, écrasé sous le poids de ses lauriers. Les puissances étrangères ont renoncé peut-être à le conquérir; mais elles espèrent le voir se détruire par ses propres mains. Des guerres interminables, un demi-siècle de malheurs, vont fondre sur ce peuple déjà si malheureux; et la révolution française est à peine commencée, s'il ne se hâte de se reposer dans le sein de ce gouvernement qui fit si long-tems sa gloire et sa prospérité.

Général, vous seul pouvez aider à mettre un terme à tant de malheurs; vous pouvez rendre à la France sa liberté, son bonheur, son roi. La France vous implore, elle est à vos genoux; elle vous crie: Arrachez-moi à la politique des puissances de l'Europe; préservez-moi de l'aveuglement et du courage de mes propres enfans; ralliez tous les partis, faites cesser toutes les divisions, réconciliez toutes les haines; proclamez votre souverain!

Général, votre ame est trop grande, une entreprise qui doit étonner et consoler le monde est trop digne d'elle, pour que je me permette de vous parler de votre propre intérêt, lorsque vous-même vous ne vous parlez que de votre propre gloire. Je ne vous dirai donc point que

deux hommes (Lafayette et Dumouriez), que vous laissâtes si loin derrière vous, sont au moment d'usurper vos lauriers, et que la faction qui triomphe aujourd'hui en France, ne cherche qu'à les en couvrir. Il en serait bientôt ainsi, sans doute ; mais à l'abri de l'ingratitude républicaine, enveloppé dans le sein de votre propre renommée, vous n'en seriez pas moins sûr d'être jugé par la postérité, comme vous avez mérité déjà de l'être par l'histoire.

Votre ame généreuse, plus digne encore de sauver sa patrie que de conquérir des royaumes, vous appelle à de plus hautes destinées. Votre propre gloire ne veut pas que vous ensevelissiez dans la retraite et dans l'inaction auxquelles vous seriez bientôt dévoué, des jours qui doivent briller d'un éclat si grand et si pur.

L'armée que vous commandez, Général, vous l'avez lassée à force de victoires; elle vous demande chaque jour la fin de ses maux. Vous possédez sa confiance, et jamais général ne mérita mieux celle de ses troupes. L'armée que vous commandez a conservé cet honneur qui distingue le nom Français, et vous le lui eussiez inspiré si elle avait pu y renoncer. L'armée que vous commandez est composée de ces mêmes Français qui triomphaient sous Turenne et Luxembourg, sous le Grand Condé et sous Henri IV. Cette armée, ainsi que toute la France, desire un roi; et c'est à vous, Général, à le lui présenter.

Ce ne sont point des trahisons, ce ne sont point des désertions dont je vous entretiens ; il est au-dessous des princes, dont je suis l'organe, de vous les proposer; il est au-dessous

de vous de les entendre : c'est un plan plus vaste, plus magnanime, digne d'un sujet fidèle et d'un grand homme, dont on veut vous confier l'exécution.

En donnant ainsi un roi à votre armée, la guerre étrangère et la guerre civile cessent au même instant. Vous donnez à la France le bonheur qu'on lui promet depuis six années, et qui chaque jour s'éloigne davantage. Toutes les divisions cessent, l'abondance renaît, le commerce se rétablit, vingt millions d'hommes bénissent votre nom, l'Europe ne le prononce qu'avec reconnaissance, la postérité le consacre avec respect ; et les rois de l'Europe, en recevant la paix de votre bouche, vous doivent la tranquillité de leurs Etats et l'affermissement de leurs couronnes.

Général, vous pouvez exécuter de si grandes choses, si vous le voulez ; et vous le voulez ; votre gloire, votre cœur, en sont un garant infaillible.

Qu'il m'est doux, Général, qu'il m'est glorieux de pouvoir être, dans ce moment, auprès de vous, l'organe d'un souverain dont le cœur paternel confie aujourd'hui entre vos mains les destinées de la France, le sort du monde entier! De quel attendrissement je me sent pénétré, lorsqu'il m'est permis de vous dire, Général, qu'un prince dont la calomnie a respecté constamment les vertus et l'héroïsme, veut se rallier à vous, et confondre sous le même drapeau tous les enfans d'une même famille! Quelle haute confiance n'inspirent pas les principes d'humanité, de générosité, de grandeur d'ame que vous avez développés dans les jours de la plus barbare tyrannie?

Avec quels transports je vous apprends que tous les pleins-pouvoirs nécessaires pour exécuter une entreprise si magnanime, seront communiqués aux personnes que vous investirez de votre confiance !

L'entreprise peut présenter quelques difficultés; c'est à vous, Général, qu'elle est confiée, et les difficultés s'évanouissent.

Je joins ici, Général, sur une feuille séparée, les mesures nécessaires à prendre pour parvenir à un résultat digne de vous, et les intentions du souverain à cet égard.

Je suis, avec l'estime et l'admiration que m'inspirent vos talens et vos vertus,

Général,

Votre très-humble et très-obéissant serviteur,

Signé le comte DE MONTGAILLARD.

P. S. J'ose vous assurer, Général, que les émigrés français faisant partie de l'armée du prince, étonneront l'armée que vous commandez, en s'y ralliant, par la cordialité et l'union avec lesquelles ils se confondront avec vos officiers. Ce sont des larmes de tendresse que vous verrez répandre par tous les émigrés.

Propositions faites au général Pichegru, au nom du prince de Condé, par Montgaillard.

(Feuille incluse dans la précédente.)

Le général sera créé sur-le-champ lieutenant-général des armées du roi.

Le général a la parole d'honneur du prince qu'il recevra de la main du roi le bâton de ma-

réchal de France, au moment même de l'arrivée de S. M. à l'armée. Le délai de cette grâce est un plaisir que le prince veut réserver à S. M. Il peut l'accorder, et il en donnera l'assurance.

Le général sera fait sur-le-champ grand'croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis.

Le général aura pendant sa vie le commandement en chef de la province d'Alsace. Nul ne défendrait mieux cette province que celui qui l'a arrachée aux ennemis.

Le général jouira, pendant sa vie, de la maison royale et du parc de Chambord, ainsi que de huit pièces d'artillerie.

Le général jouira de deux cent mille livres de pension annuelle : la moitié de cette somme sera reversible en pension à sa femme ; le quart à ses enfans, à perpétuité, de mâle en mâle, et jusqu'à extinction de postérité.

Il sera dressé une pyramide à l'endroit où l'armée du roi se joindra à l'armée du général. Au bas de cette pyramide, il sera gravé cette inscription : *Le ... jour du mois de ..... de l'année* 1795, *Pichegru sauva la monarchie française, et donna la paix à l'Europe.*

La ville d'Arbois sera exempte de toutes impositions généralement quelconques pendant dix années. Elle prendra le nom du général, et sa statue y sera placée.

Il sera frappé une médaille en l'honneur du général.

Le général aura sa sépulture dans la même église qui renfermera les restes des rois de France.

Il sera donné au général un hôtel à Paris, convenable à son rang et à sa dignité. Il lui sera

compté une somme d'un million en espèces, pour l'établissement de sa maison.

Le général aura la liberté de récompenser les officiers généraux, les officiers de son état-major, et les personnes qui lui sont attachées. Les grades qu'il leur conférera seront reconnus et confirmés.

Le général pourra leur accorder les récompenses pécuniaires qu'il jugera à propos, elles seront acquittées.

L'armée commandée par le général sera reconnue l'armée royale. Tous les officiers conserveront le grade, les traitemens et les appointemens dont ils jouissent. Ils seront irrévocablement maintenus dans la possession de leurs emplois. Ceux qui desireront se retirer le pourront; ils auront l'assurance la plus formelle qu'ils ne seront jamais recherchés en aucune manière, quelle que soit la conduite qu'ils aient pu tenir individuellement.

Les villes qui ouvriront leurs portes, jouiront de trois années d'exemption de toutes impositions.

Les commandans des places qui rendront les places, jouiront d'une pension de 24 à 50 mille livres de rente, suivant l'importance de la place. Ils seront maintenus dans leurs grades, et employés en conséquence.

Le général sera le maître de prononcer les amnisties qu'il jugera nécessaires. Il aura même ce droit vis-à-vis des commissaires de la Convention, des députés de la Convention et des représentans du peuple. Il sera à sa disposition d'accorder aux représentans du peuple près de son armée, les récompenses pécuniaires qu'il

jugera à propos. Ce qu'il fera à cet égard, ainsi que relativement à l'amnistie, sera ratifié de la manière la plus positive. C'est à sa sagesse à déterminer ce qu'il croira nécessaire au rétablissement de la monarchie, et compatible avec celui de l'ordre.

Le grade de maréchal de France n'étant accordé qu'au général seul, le général, dans aucun cas possible, ne serait autorisé à promettre ce grade à aucun officier général quelconque.

Le général fera proclamer par son armée Louis XVIII roi de France et de Navarre, ainsi et de même que ses prédécesseurs l'ont été. Le général fera prêter serment d'obéissance, de soumission et de fidélité au roi Louis XVIII. Il effacera dans son armée et dans toutes les dépendances de son armée, tout ce qui porte l'empreinte des trois couleurs, et lui donnera aussitôt la cocarde et le drapeau blanc.

A jour convenu pour cette opération, ainsi que pour la suivante, le général fera arborer le drapeau blanc à Strasbourg, Huningue, et dans les principales villes de l'Alsace. Les rives du Rhin, dans l'étendue de la ligne, retentiront des cris de *vive le roi !*

Le général fera avertir au même instant le prince, et lui enverra un trompette, les yeux bandés, pour informer son altesse que l'armée française a proclamé Louis XVIII, et pour l'inviter à se rallier à l'armée de la rive gauche du Rhin. Le général offrira et livrera la ville d'Huningue (celle de Strasbourg, s'il est possible), pour sûreté, et avec la liberté d'y établir un pont de bateaux.

Le prince fera proposer, de la part du général, et proposera lui-même sur-le-champ aux généraux autrichiens, depuis Bâle jusqu'à Mayence, un armistice jusqu'à l'arrivée du roi Louis XVIII, à qui il sera envoyé sur-le-champ un courrier, ainsi qu'à toutes les puissances belligérantes.

Le général fera descendre, si cela lui est possible, comme on le pense, des pontons pour le passage du Rhin par l'armée du prince *On prendra de part et d'autre les mesures nécessaires pour que les troupes coalisées ne passent pas le Rhin.* Ce prince prendra ses mesures pour faire exécuter ce passage dans un espace de tems très-court, et même malgré l'opposition des coalisés, quoiqu'on ne présume pas qu'elle ait lieu. Le passage s'exécutera à l'arrivée du roi, ou de suite si le général le juge nécessaire.

Le général purgera son armée de tout ce qu'il pourra y reconnaître de jacobins et d'anarchistes.

Tous les emplois qui se trouveront vacans au moment de l'exécution du projet, seront réservés au prince, et la nomination en sera faite par lui.

Le général dirigera et exécutera lui-même, et en chef, le projet dont on aura convenu les dispositions. Il commandera, sous le roi, les princes et les gentilshommes français. Les deux armées se confondront ensemble et ne feront qu'un seul et même corps. C'est dans des embrassemens mutuels que des Français divisés d'opinions, mais aimant tous leur patrie, oublieront les dissensions qui ont fait couler si long-tems le sang français.

Si

Si les propositions susdites sont acceptées par le général, ainsi que son honneur, sa grandeur d'ame et son amour pour la patrie ne permettent pas d'en douter, le général communiquera, le plus promptement possible, les dispositions qu'il jugéra à propos de prendre. Les personnes qu'il enverra à Bâle y trouveront toutes les sûretés, garanties et pleins-pouvoirs nécessaires; elles y conviendront des dispositions à arrêter par le prince et par le général. On observe au général qu'une entreprise aussi majeure et aussi décisive ne saurait être traitée avec trop de prudence et exécutée avec trop de promptitude. On dépose entre ses mains le sort de l'empire français, et c'est à l'honneur du général que le prince confie ce projet, son secret et son exécution. A Bâle, le 16 août 1795.

Signé le comte DE MONTGAILLARD.

Pichegru ayant desiré d'avoir la signature du prince pour confirmation de ce que j'avais écrit, le prince me remit une lettre conçue en ces termes:

« Puisque M. Pichegru est aussi honnête que » je l'avais toujours espéré, je desirerais bien » qu'il envoyât une personne de confiance à » qui j'expliquerais les avantages de *tout genre* » que j'assurerais à M. Pichegru et à tous ses » amis, dans le cas où il ferait ce qui lui a été » communiqué de ma part. Cette mesure me » parait absolument indispensable; car sans cela, » on peut multiplier les messages sans s'enten-

» dre, perdre un tems précieux et compro-
» mettre cet important secret.

» A Mulheim, le 18 août 1795. »

Signé Louis-Joseph Bourbon.

Je la mis entre les mains de M. Fauche, qui la porta au général Pichegru. Ce général, après avoir été assuré ainsi que les propositions que je lui avais fait faire étaient dictées par le prince, promit le plus entier dévouement; et, content de la parole de S. A. S., il remit à M. Fauche la lettre du prince, à qui je la rendis le 21 août.

Pichegru proposant à S. A. S. de passer le Rhin et de venir le joindre avec son armée, et S. A. S. desirant, au contraire, que Pichegru proclamât le roi sur la rive gauche du Rhin, et livrât Huningue et Strasbourg, S. A. S. écrivit, à cet égard, une lettre de deux pages environ au général Pichegru, dans laquelle il lui faisait remarquer et lui observait les inconvéniens et même les obstacles que présentait son projet de passage, que les Autrichiens voudraient empêcher, contrarier ou tout au moins diriger à leur avantage. Je remis cette lettre à M. Fauche, qui la porta au général Pichegru, entre les mains duquel elle est demeurée, ainsi que toutes

les lettres, au nombre de quatre, que j'ai écrites à ce général.

Le prince ayant conçu de l'inquiétude au sujet de quelques bruits qui se répandaient à Bâle sur des propositions faites à Pichegru, me fit l'honneur de m'écrire, le 28 ou le 29 août, et me recommandait d'en prévenir Pichegru et de le presser d'éclater. Cette lettre étant remplie des témoignages les plus flatteurs pour Pichegru, et montrant l'intérêt vif que le prince prenait à ce général, je la donnai à M. Courant, vers le 20 septembre, pour la remettre à Pichegru; mais M. Courant ayant été arrêté à Bourg-Libre par M. Bacher, détruisit cette lettre et en avala les morceaux. Le prince daignait continuer à m'y témoigner une haute confiance.

Le prince m'avait écrit deux lettres relatives aux arrangemens à prendre au moment de l'exécution du plan de Pichegru, et relativement à la publication de la déclaration du comte de Lille : elles étaient remplies de vues profondes, et parfaitement pensées et rédigées. Je regretterai toujours de n'avoir pas gardé ces lettres après en avoir pris lecture, et de les avoir remises à M. le marquis de Mon-

tesson, dans le rendez-vous champêtre où nous nous rendîmes pour conférer.

(Ecrite et envoyée par M. le marquis de Montesson.)

Le 30 août 1795.

J'AI remis sur-le-champ, Monsieur, la lettre que vous m'avez fait passer, ainsi que la carte de département; mais comme on est fort occupé, voici ce qu'on m'a chargé de vous répondre, ne le pouvant pas soi-même.

On est actuellement fort tranquille; et aussitôt que l'homme qui a donné matière à nos craintes sera arrivé, on l'enverra d'un autre côté.

Il n'y a rien à faire dans ce moment que d'attendre la personne qui doit venir, et qu'on desire de voir amener ici par M. Fauche : comme j'ai eu l'honneur de vous le dire, M. Fauche connaît maintenant la manière d'arriver ici sans être vu. D'ailleurs, comme il a eu des conversations avec Pichegru, il peut éclaircir bien des choses; d'après cela, on me charge expressément de vous dire qu'à moins de raisons majeures, on desirerait que ce fût M. Fauche qui restât à attendre la personne qui doit venir, vu, 1°. que cette personne, sur-tout si c'était M. Badouville, pourrait être surprise de trouver une personne qu'elle ne connaît pas, et hésiterait à y avoir confiance; 2°. parce qu'il faudrait, si c'était M. Fenouillot qui vînt avec la personne en question, qu'il y eût à moitié chemin un changement de conducteur, parce que,

comme j'ai l'honneur de vous le dire, on desire que ce soit M. Fauche qui vienne ici ; 3°. enfin, on croit que M. Fenouillot, étranger au lieu où il serait, donnerait bien plutôt des soupçons que M. Fauche, qui a des raisons de commerce à mettre en avant. Pesez bien, je vous prie, ces raisons, que l'on regarde comme très-importantes.

Je vous supplie d'être convaincu de mon inviolable attachement.

J'ai donné 30 sous au porteur de votre lettre.

(Ecrite de la main de M. le chevalier de Contye.)

Le 8 septembre, à 7 heures du soir.

On espérait que M. Montgaillard avait été entièrement convaincu par les raisonnemens que M. Montesson a été chargé de lui faire, qu'il est de toute impossibilité de donner de l'argent de plus, jusqu'à l'éclat, puisqu'il faudrait nécessairement mettre dans la confidence des personnes que M. Pinault (Montgaillard) ne veut pas qui y soient, et qui d'ailleurs pourraient se refuser à en donner pour ce qui ne leur paraîtrait qu'incertitude, tandis qu'elles seraient généreuses pour ce qui sera certain. Il est tems ou jamais que l'homme se décide : les constitutionnels vont prendre le dessus en France ; ses deux rivaux vont triompher, et ne manqueront pas tôt ou tard de lui faire subir une fin tragique ; tandis qu'en se déterminant il peut au contraire les abattre d'un seul coup, eux et la révolution, conserver sa gloire par l'honneur, et immortaliser son existence et son nom par la fortune et les honneurs.

(Ecrite de la main de M. le marquis de Montesson.)

A Mulheim, le 16 septembre 1795.

J'AI trouvé M. X (le prince de Condé) prodigieusement étonné de la lettre qu'il a reçue de vous ce matin, d'après la conversation qu'il a eue avec vous il y a trois jours.

J'avais bien pensé, et j'ai eu l'honneur de vous le dire, qu'il était nécessaire qu'un ou deux d'entre vous, Messieurs, vinssent ici, vu qu'il est impossible qu'un tiers rende de part et d'autre tout ce qui a été dit dans des conversations, et que les lettres, quelques volumineuses qu'elles pussent être, ne feraient pas tant dans un mois qu'on peut en faire dans une ou deux heures de conversation. En conséquence, je suis chargé de vous écrire qu'on desirerait qu'au moins un ou deux de vous se rendissent ici le plutôt possible, pour parler des affaires dont il a été question ce matin. C'est le moyen de terminer plus promptement et plus facilement.

(Ecrite de la main de M. le marquis de Montesson.)

Ce 2 octobre 1795.

MONSEIGNEUR a reçu votre lettre d'hier, M. le comte, et il me charge de vous dire qu'il ne s'était point proposé de mettre beaucoup de personnes au fait de l'affaire dont il vous a chargé, et qu'en conséquence ce n'est point son avis que vous fassiez venir aucune nouvelle personne, et encore moins que vous communiquiez rien de toute cette affaire à qui que ce

soit de nouveau. Les mesures que vous avez prises jusqu'à présent, ont été si justes, que le plus profond secret a été gardé : il faut donc tâcher de couronner l'ouvrage en ne risquant point d'indiscrétions de nouvelles personnes.

On croit devoir vous prévenir qu'on soupçonne que Y (l'Autriche) veut faire des affaires avec Z (Pichegru), et qu'en conséquence on pourrait peut-être bientôt lui parler de la part d'Y (des Autrichiens). Il sera donc à propos que, si vous le pouvez, vous préveniez promptement Z (Pichegru) que c'est à l'insu et sans la participation de X (Condé), *et que sous tous les rapports il trouvera mieux son compte avec ce dernier, à qui seul il est essentiel qu'il se livre.*

(**Ecrite de la main de S. A. S.**)

A Mulheim, le 7 octobre 1795.

Je vous réponds à la hâte, Monsieur, ayant beaucoup d'affaires, quoiqu'il n'y en ait pas de plus importante que celle-ci.

J'ai des raisons pour croire être sûr que la brouillerie éclatante de P. avec Merlin est très-réelle.

Depuis que M. Wickham est parti d'ici, je ne cesse de lui écrire pour le presser d'y revenir ; il va enfin arriver ; il a envoyé d'avance le courrier d'Angleterre l'attendre ici, et il y est arrivé d'autres personnes à qui il a également donné rendez-vous : je l'attends donc demain, et par conséquent il est inutile d'envoyer M. Courant à Berne.

Par la lettre de Fauche même, il est cons-

tant qu'il est entré en France le 2 ; il n'y a pas autre chose à faire que d'attendre de ses nouvelles et que j'aie vu M. Wickham.

En cas que tout ceci se prolonge encore, ce qui serait fort fâcheux, je ne vois pas trop la manière de le forcer d'éclater : si vous en avez une, faites-m'en part, et je verrai, d'après tout ce qui me revient de la France, s'il faut l'employer sur-le-champ ou différer.

Ecrivez-moi sans compliment, j'en userai de même.

Signé L. J. B.

(Ecrite de la main de S. A. S.)

A Mulheim, le 14 octobre 1795.

JE ne puis rien changer, Monsieur, au plan que Fauche a communiqué à Z (Pichegru). *L'article de l'amnistie ne dépend pas de moi, non plus que celui des domaines nationaux. Les intentions du roi sont si absolues à cet égard, que la seule chose à accorder est un pardon personnel*, lequel ne peut être mérité que par des services réels, tels que la livraison d'une place, etc.

Si Z (Pichegru) ne veut point ou ne peut suivre les instructions du 27 dernier, il n'y a qu'à attendre et à s'armer de patience. *Il faudra voir ce que la guillotine et la faim produiront sur le peuple. La criminelle ville de Paris mérite tout cela, et je ne conçois pas trop les raisons que vous pouvez avoir pour parler un langage que le roi ne tiendra jamais.* Cela fait l'éloge de votre cœur : car je ne doute pas plus de votre zèle que de vos talens. M. de Montesson

Montesson ira conférer avec vous ce soir ; mais n'attendez pas son arrivée pour transmettre à P. mes intentions. Il serait essentiel qu'il en fût promptement instruit. Je pense que le courrier de Colmar serait préférable dans ce cas à la poste ordinaire : c'est à vous à décider ce qui est le plus sûr.

Vous connaissez les sentimens d'estime et d'amitié que je vous ai voués, Monsieur, à si juste titre ; je vous les conserverai toujours.

Signé L. J. B.

(Ecrite de la main de S. A. S.)

A Mulheim, le 19 octobre 1795.

M..... a dû vous répéter, Monsieur, la ferme résolution où j'étais et où je suis de ne rien communiquer à Y (aux Autrichiens) de cette affaire. Elle est entre les mains de M. Bleuet (Wickham), qui sans doute a des ordres supérieurs pour le vouloir ainsi. Pourquoi Z (Pichegru) ne livre-t-il point la pendule et le magasin (Huningue et Strasbourg) ! Il eût mieux fait de ne pas sauver la Convention il y a six mois ; mais cette faute commise, pourquoi n'a-t-il pas profité de la dernière crise pour éclater ici ? Je sais bien que vous pensez qu'il a fait pour le mieux ; mais quoique accoutumé à être de votre avis sur tout ce qui a trait aux conjonctures politiques, je diffère en ceci...

Il se pourrait que je fusse bientôt déplacé ; marquez-le sur-le-champ à Z (Pichegru) ; il n'a pas un moment à perdre pour me donner la pendule. Je tiens fortement à ce qu'il livre les trois personnes. Voilà des objets que Fauche

doit mettre continuellement sous ses yeux. Vous êtes le maître de garder près de vous M. de B... : mais quant au Turc (M. Courant), je ne le crois bon qu'à revenir chez lui ; ce n'est pas d'ailleurs l'homme de M. Bleuet (Wickham), et je ne ferai rien qui déplaise à cette personne-ci. Vous avez contre sa maison de trop fortes préventions. Vous voyez où en serait mon armée sans ses secours.

Je suis très-pressé, Monsieur, mais pas assez pour ne point vous réitérer mes sentimens d'estime et d'amitié.

Signé L. J. B.

(Ecrite de la main de M. de Montesson.)

A Mulheim, le 27 octobre 1795.

Il est essentiel, M. le comte, que vous vous rendiez ici sur-le-champ. Arrivez comme à l'ordinaire et sans être vu. Prenez avec vous quelqu'un qui puisse repartir d'ici dans la nuit pour B... ; ne donnez rien au porteur que j'ai payé ici. Les dernières dépêches sont satisfaisantes : je m'empresse de vous le dire pour vous tranquilliser sur ce que vous pourriez imaginer. Tout à vous.

(Ecrite de la main de S. A. S.)

A Buhl, le 11 décembre 1795.

M. Eeno... m'a rendu, Monsieur, avec fidélité vos observations sur le contenu des dernières dépêches. Vous connaissez celles que j'ai faites à Appenweyer, à Furet (Demougé), ainsi que les instructions dont je l'ai chargé

pour Z (Pichegru). Je ne puis donc imaginer comment on a pu m'envoyer un pareil mémoire. *Je n'entendrai jamais à aucun accommodement qui puisse soustraire les coupables à la punition qu'ils n'ont que trop méritée* ; encore moins prêterai-je l'oreille à toutes les propositions que M. Fauche envoie de Manheim. Il outre-passe ses pouvoirs et mes intentions, et sous aucun rapport il ne peut lui être permis de parler de son chef.

Z (Pichegru) doit sentir combien il est instant qu'il se prononce : il est tems qu'il me prouve son dévouemeut, et il doit être en mesure ou jamais de me livrer le magasin. M. Bleuet (Wickham) paraît disposé à ne continuer les secours qu'à cette condition. Si vous pouvez instruire de ceci M. Fauche, il est essentiel de lui marquer qu'il ne prodigue pas et les confidences et les pensions. Je serai charmé de vous voir demain à l'heure accoutumée. Vous connaissez mes sentimens pour vous.

Signé L. J. B.

(Ecrite de la main de M. le chevalier de Contye.)

A Buhl, le 28 décembre 1795.

VOUS savez sûrement le malheur qui vient d'arriver : X (le prince de Condé) est dans la plus pronde douleur sur le sort de Louis (Fauche-Borel) ; et Furet (Demougé) est persuadé, ainsi que nous, que Z (Pichegru) ne perdra pas un moment pour sauver cet homme précieux par son zèle et son courage. Furet (Demougé) a envoyé sur-le-champ un courrier au Banquier (Pichegru) ; il a également envoyé

auprès de M. Bleuet (Wickham). Le Turc (Courant) est parti hier pour se rendre à Berne, d'où seulement on peut obtenir les fonds qu'on sollicite pour favoriser l'élargissement. Le Bourgeois (Condé) est dans l'impuissance de rien donner, et il est inutile d'insister là-dessus. Le Bourgeois (Condé) desirerait que vous envoyassiez ici ce soir M. de B... si vous ne pouviez vous y rendre vous-même. Soyez convaincu de l'attachement que je vous ai voué pour la vie.

Signé C.ye

(Ecrite de la main de M. de Montesson.)

A Buhl, 3 janvier 1796.

Je me hâte, Monsieur, de vous apprendre que Louis (Fauche) est entièrement hors d'affaire, et que non-seulement il n'y a plus à craindre pour lui, mais que rien n'a transpiré des intérêts dont il était chargé. Il écrit lui-même au Bourgeois (Condé), lui annonce sa prochaine arrivée de ce côté. Dieu veuille que ce soit sans malencontre! Vous le verrez vraisemblablement avant nous; et il serait à propos que vous arrivassiez ensemble ici.

Y (les Autrichiens) a fait sonder Z (Pichegru); et celui-ci a répondu comme il le devait. Il faut qu'il ne détermine aucune mesure sans l'approbation de X (Condé), et qu'il se trouve toujours en garde contre les Y (Autrichiens). Ecrivez-lui dans ce sens, et engagez-le à mettre toute confiance dans M. Bleuet (Wickham). Les ouvertures que celui-ci a faites en dernier lieu, ne peuvent laisser aucun

doute, et ont décidé à lui laisser la grande main dans tout ceci.

Veuillez me renvoyer l'exprès le plutôt possible, et agréer mes hommages et ma haute considération.

Signé M.....

(Ecrite de la main de S. A. S. Elle m'a été remise par M. le comte de Montjoye à Rhinsfeld, le 25.)

A Buhl, le 22 février 1796.

Je suis charmé, monsieur, que vous soyez revenu sur le comte de M. Fa.. et de M. Fe.., et je n'ai qu'à desirer de vous voir rendre la même justice à M. Bleuet (Wickham). Il la mérite certainement; et la lettre qu'il a écrite au banquier (Pichegru) ne peut laisser aucun doute sur les intentions de cette maison. J'ai chargé expressément M. Fe... de correspondre avec M. Bleuet (Wickham), et de lui communiquer tout ce qui sera envoyé par Furet (Demougé) ou par Coco (Badouville); ainsi il ne fait que suivre mes intentions, qui vous étaient bien connues avant votre départ de Rastadt.

Je vois avec regret que cette affaire va se perdre en longueur, et que P. n'aura plus les mêmes facilités qu'auparavant. Je l'avais bien prévu; et quoique j'aye beaucoup de confiance dans votre manière de voir les choses, je ne suis pas de votre avis sur les suites que vous espérez. Le voyage de Z (Pichegru) me paraît sur-tout très-déplacé dans ce moment, s'il a, comme Furet (Demougé) nous l'annonce, de nombreuses intelligences chez Rougem[1]. Je vois bien qu'il faut s'armer de beaucoup de patiense,

tandis qu'il eût été si aisé de suivre le plan que j'avais donné, et que tout serait terminé aujourd'hui. Ces réflexions me paraissent d'autant plus justes, que M. Bleuet (Wickham) ayant tous les moyens pour influencer les Aiguilles, il faut laisser ce soin aux agens qui sont dans les départemens frontières. D'un autre côté, Y cessera bientôt d'avoir confiance en des promesses si souvent réitérées, et qui ne produisent aucun résultat effectif. Vous sentez combien il est essentiel qu'on me livre le magasin; faites savoir cela, mais par une autre voie que celle de Lindor (Wittersbach). Mon intention n'est point qu'il soit mis dans la confidence; et c'est aussi la volonté de M. Bleuet (Wickham), d'après des ordres qui ne lui laissent pas la liberté d'en changer. Vos préventions vous rendent injuste à son sujet, et vous sentez combien elles peuvent nuire à la chose. J'aurais desiré que dans votre dernier voyage en Suisse vous lui eussiez fait part des détails qu'il peut ignorer, et qu'il eût été charmé de devoir à votre confiance. Les projets que vous lui supposez dans le midi sont bien certainement étrangers à son ame comme à sa manière de voir; car celle-ci fait autant d'honneur à son esprit que son ame est sensible et généreuse.

Je suis content de ce qui me revient de Lyon; cela s'accorde avec les renseignemens que j'ai de Me...: *il faut que le peuple souffre; c'est le seul moyen de le forcer à desirer l'ancien ordre de choses. Il n'a d'ailleurs que ce qu'il mérite. Les raisonnemens les plus simples sont perdus pour lui; il n'y a que la misère qu'il comprenne bien, et c'est par elle qu'il faut espérer le retour de la*

monarchie. Les petits écrits de M. Fe... doivent porter là-dessus : je desire qu'il continue ce travail, et qu'il le rédige dans l'esprit du dialogue du Grenadier. Ces feuilles à 2 sous produisent plus d'effet que les ouvrages les mieux pensés. S'il arrive quelque chose aujourd'hui, envoyez-le-moi, quelque tard qu'il soit. Adieu, monsieur ; vous connaissez le cas particulier que je fais de vos talens et l'estime que vous m'avez inspirée depuis long-tems.

Signé L. J. DE BOURBON.

Copie de la lettre de M. Bleuet (*Wickham*) *au Banquier* (*Pichegru*).

Berne, 11 février 1796.

JE me félicite, monsieur, de pouvoir vous témoigner les sentimens de haute considération et d'admiration que j'avais depuis si long-tems pour votre personne : je me flatte que vous trouverez dans cette assurance une nouvelle preuve du desir que ma maison a de vous être utile et de favoriser puissamment les spéculations que vous faites. Je suis autorisé à vous garantir de sa part les secours qui vous seront nécessaires, à quelque somme qu'ils se portent. Ils seront mis à votre disposition dès que vous m'aurez informé des mesures que vous pensez devoir adopter, et que j'aurai un état de vos besoins. Je ne puis vous dire avec quel intérêt j'ai lu les détails que M. Louis (Fauchel-Borel) m'a remis relativement au travail qu'il a fait auprès de vous depuis le mois d'octobre. Tout ce qu'il m'a dit aurait ajouté, s'il avait été possible, au desir personnel

que j'ai de vous seconder; mais en vous offrant tous les moyens qui sont en mon pouvoir, je ne fais que me conformer aux ordres de ma maison, qui a placé en vous la confiance la plus haute. Il devient aujourd'hui indispensable que nous correspondions directement ensemble, afin d'abréger les retards autant qu'il sera possible d'une part, et de l'autre afin que je fasse auprès des Y (les Autrichiens) les démarches que vous croirez nécessaires au succès de vos opérations. Je m'honore véritablement d'y participer, et de me voir associé à vos travaux. Il me tarde beaucoup de pouvoir vous l'exprimer de vive voix, et vous faire connaître combien ma maison vous apprécie et vous estime. Elle n'oubliera jamais la conduite noble et généreuse que vous avez tenue, il y a une année; et si les évènemens pouvaient ne pas répondre aux espérances que vous avez et qu'elle partage si bien, vous trouveriez chez elle, monsieur, tous les égards qui vous sont dus, et un sort digne de vous. Je suis chargé de vous en donner l'assurance, et je m'acquitte de ce devoir avec une satisfaction bien vraie. Je vous prie, en outre, d'agréer les sentimens de respect et d'admiration que vous m'avez inspirés, monsieur, et que je conserverai toute ma vie pour vous.

Signé BLEUET.

P. S. Je vous prie de me donner, le plutôt que vous le pourrez, un état approximatif et détaillé de tous les besoins quelconques de votre famille, quelque nombreuse qu'elle soit; il serait essentiel que vous me donnassiez un état de tout ce qu'il faudrait pour son entretien pendant six

semaines, pour que je prisse mes arrangemens en conséquence. J'attends votre réponse avec bien de l'impatience.

(Ecrite de la main de M. de Montesson. Elle m'a été remise à Rhinfeld par M. de Montjoye.)

A Buhl, le 27 février 1796.

MONSEIGNEUR m'ordonne de vous marquer, M. le comte, combien il est satisfait de votre zèle et de vos services, et combien il sera charmé de pouvoir vous en donner des preuves. Il est fâché de voir que vous vouliez abandonner une affaire que vous avez si bien dirigée jusqu'à ce jour; mais Monseigneur ne mettra aucun obstacle au parti que vous prenez : il vous laisse entièrement le maître de faire le voyage dont vous lui parlez et de vous retirer en Italie. Il est bien juste qu'après les travaux et les fatigues auxquels vous vous êtes livré, vous goûtiez quelque repos et preniez soin de votre santé, bien précieuse pour la bonne cause. En mon particulier, je ne puis vous dire la peine que je ressens de vous voir aussi prévenu contre Bleuet; car je vous assure qu'il n'a que de bonnes intentions, et qu'il est incapable de faire le mal que vous lui attribuez.

Si je suis privé de l'honneur de vous voir, j'espère du moins que vous voudrez bien me donner de vos nouvelles, et continuer à faire part à Monseigneur de vos avis et de votre opinion sur les affaires. Que pensez-vous de nous autres émigrés, et que croyez-vous que nous deviendrons? M. le chevalier de Contye vous prie de recevoir ses complimens. J'ai l'honneur d'être, M. le comte, avec un parfait et sincère atta-

chement, votre très-humble et très-obéissant serviteur.

Signé MONTESSON.

Lettre du comte de Lille à M. Montgaillard.

(Elle est écrite de sa main : elle m'a été remise par le comte d'Avaray.)

Riegel, le 26 mai 1796.

J'AI reçu votre lettre, monsieur, sans avoir pu jusqu'à présent trouver le tems d'y répondre; j'étais cependant très-pressé de vous témoigner moi-même toute ma satisfaction de la manière dont vous avez rempli l'importante et délicate mission que M. le prince de Condé vous a confiée. Un jour viendra, et j'espère qu'il n'est pas loin, où je pourrai publier hautement vos services; mais en attendant, c'est un plaisir pour moi de vous dire dans le secret tout ce que je pense à cet égard.

Soyez-en aussi convaincu, Monsieur, que de tous mes sentimens pour vous.

Signé LOUIS.

Copie de la lettre du comte de Lille à S. A. R. monseigneur l'archiduc Charles,

(Remise le 2 juin.)

Riegel, le 30 juin 1796.

M. le marquis de Montgaillard m'a fait un récit exact, mon cher cousin, de l'entretien qu'il a eu avec vous. Je n'en ai pas été surpris, parce que je connais votre ame depuis long-tems; mais j'en ai été charmé, parce

que la franchise et la loyauté avec lesquelles vous vous êtes expliqué sur nos communs intérêts, m'autorisent à en user de même à votre égard, dans un moment où la juste confiance de votre auguste frère en vous peut et doit sauver non-seulement la France, mais aussi toute l'Europe, dont le sort dépend des événemens qui vont se passer sur le bord du Rhin. Je charge M. de Montgaillard de vous remettre cette lettre, et de vous donner de vive voix tous les détails qu'elle ne peut renfermer. Je ne pourrais faire un meilleur choix, car ma confiance en lui est sans bornes; elle est égale à celle que vous lui avez vous-même témoignée.

Vous savez les raisons qui m'ont contraint à quitter l'asile où je suis resté si long-tems malgré moi, et à remplir le vœu que je ne cessais de former, et que vous auriez formé à ma place. J'en ai fait part à S. M. I.; et M. le comte de Saint-Priest, qui est chargé en ce moment de mes affaires auprès d'elle, m'a transmis le desir qu'elle avait que je m'éloignasse de l'armée. J'ai répondu par la lettre dont je remets la copie à M. de Montgaillard, afin de rendre celle-ci moins longue. La même insinuation m'a été, peu de jours après, transmise par M. le baron de Summerhaw et par M. le maréchal de Wurmser, auxquels j'ai répondu qu'ayant écrit sur ce sujet à Vienne, j'en attendais, avant tout, la réponse. J'ai reçu, avant-hier au soir, une lettre de M. de Saint-Priest, du 23 de ce mois, où il me mande que les dispositions sont toujours les mêmes, et qu'on lui a même ajouté que si je persistais à demeurer à l'armée, on en viendrait, quoiqu'à regret, à employer les voies de la con-

trainte. Je ne rapporte ce dernier article que pour mieux vous témoigner mon entière confiance ; car vous sentez bien que je connais trop le caractère de l'empereur pour supposer même un instant qu'il voulût user de pareils moyens.

Vous jugez, mon cher cousin, que si j'avais cent bonnes raisons le 12 mai pour rester à l'armée, à présent j'en ai mille. La cessation de l'armistice suffirait seule ; mais indépendamment de ce motif, que votre ame appréciera bien, il y en a de politiques, et qui sont du plus grand poids. Vous avez vu toute la correspondance de Pichegru ; vous savez combien il a desiré que je me rapprochasse, à quel point il n'a cessé depuis quatre mois d'insister à cet égard, combien il a été satisfait de mon arrivée, l'effet qu'il dit que ma présence a produit, et sur-tout combien il regarde comme essentiel que je demeure. Vous connaissez la vivacité avec laquelle ce même desir a été exprimé par différentes personnes qui servent à Paris les intérêts de la cause commune. Vous avez lu ce que Pichegru m'a transmis à ce sujet, des nombreuses intelligences qu'il a dans cette ville et parmi les premières autorités. Qui mieux que vous peut faire sentir à l'empereur la nécessité de ma présence à l'armée? J'aurais bien voulu traiter cette affaire directement avec lui ; mais des raisons, que vous savez sans doute, lui ont fait desirer que je ne lui écrivisse pas moi-même. Heureusement c'est à un autre lui-même que je puis m'adresser ; et pour vous mettre à votre aise, je retranche tout cérémonial, et je vous prie d'en user de même en me répondant : je vous dirai même que je

regrette de ne m'être pas mis plutôt au-dessus de cette bêtise; car c'est elle qui m'a empêché de vous écrire en arrivant ici. Je vous prie donc, avec toute la confiance que me donnent l'amitié que vous m'avez inspirée dans le peu que je vous ai vû, les liens du sang qui nous unissent, et la conviction où nous sommes tous les deux de l'importance dont il est pour le présent et le futur, que l'uniom de l'Autriche et de la France soit plus étroite que jamais, de faire sentir à l'empereur tous les avantages de ma présence à l'armée, et les maux incalculables qui résulteraient de mon éloignement. Vous êtes mon proche parent; vous m'avez témoigné de l'amitié: cet éloignement reculerait la fin de mes malheurs; vous aimez la gloire, il nuirait à la mienne; vous êtes frère de l'empereur, ses intérêts en souffriraient; vous avez l'ame sensible, de nouveaux torrens de sang en seraient le fruit. Il est impossible que ces considérations, présentées par vous avec cette énergie qui vous est propre, ne fassent sur l'ame élevée de S. M. I. l'effet que j'en attends. Si vous pensiez qu'il fût utile de mettre ma lettre même sous ses yeux, vous en êtes absolument le maître. Si même, par la suite, l'empereur voulait adopter cette forme qui évite tout embarras, nous pourrions communiquer directement ensemble, et cela ne pourrait avoir que de grands avantages.

Vous voyez, mon cher cousin, avec quelle confiance je vous parle; je vous prie d'y répondre par une pareille. Adieu; je vous embrasse avec toute l'amitié que vous me connaissez pour vous.

Signé **Louis.**

Copie de la lettre du comte de Lille à M. le comte de Saint-Priest, à Vienne.

Riegel, le 10 mai 1796.

J'AI lu, Monsieur, avec la plus sérieuse attention, la lettre que vous avez écrite, le 1er. de ce mois, au duc de la Vauguyon.

Vous avez senti, comme je m'y attendais, que dans la nécessité où je me suis trouvé de quittter immédiatement le territoire de la république de Venise, je n'avais d'autre parti à prendre que celui auquel je me suis déterminé. Cette résolution indispensable a été accompagnée de toute la mesure que les circonstances actuelles pouvaient exiger de moi; je ne me suis annoncé que comme un gentilhomme français, qui venait se réunir au drapeau blanc; et je me suis déterminé, en arrivant au quartier-général, non à publier ma proclamation, comme j'en avais d'abord eu l'idée, mais à faire consigner une dispositition de prudence, dans l'ordre du 29 du mois dernier, qui vous a été transmis par M. d'Avaray. C'est ainsi qu'en profitant, pour sortir de ma cruelle inaction, d'une circonstance impérieuse que je n'avais pu ni prévoir ni déterminer, je me suis plu à me conformer aux vues et desirs de S. M. I.

J'ai déjà éprouvé l'effet que ma présence à l'armée produit sur l'intérieur du royaume, et j'ai tout lieu de penser, d'après les rapports qui arrivent journellement au duc de la Vauguyon, de Paris, de Lyon et des départemens frontières, que j'acquerrais promptement une influence qui faciliterait le succès des armes de l'empereur,

et procurerait les seuls moyens certains d'accélérer, à l'entière satisfaction de S. M. I., une pacification dont il est impossible de se flatter autrement. C'est dans la vue de parvenir, de concert avec l'empereur, à un but si essentiel, que j'attache la plus grande importance à me maintenir sous la forme mesurée que j'ai adoptée, et dont je ne m'écarterai pas dans la position où m'a placé un événement imprévu. Si je renonçais aux avantages qu'elle présente pour le succès de ma cause et l'intérêt des puissances, en m'éloignant volontairement de l'armée, j'imprimerais sur moi un caractère d'inconséquence, qui détruirait la considération qu'il m'est si essentiel de conserver. En vain même chercherais-je à faire accroire que cette mesure fût volontaire de ma part ; elle est trop contraire aux principes qui doivent me diriger, pour que la France et l'Europe entière n'y voient pas l'effet d'une force irrésistible ; et la conviction qui s'établirait à cet égard dans les esprits, inspirerait aux Français une défiance des vues ultérieures de S. M. I., qui augmenterait leur résistance d'une manière incalculable.

Je verrais avec la plus vive douleur se dissiper ainsi l'espérance si bien fondée de hâter ce moment où la paix, en conciliant les intérêts de toutes les puissances, pourra s'établir sur les bases de l'ordre public et de l'équité. Le seul moyen de prévenir des résultats aussi nuisibles à l'intérêt général et à celui de S. M. I. en particulier, est certainement la promesse positive de me procurer la facilité de rentrer en France avec le corps de M. le prince de Condé, soit qu'il soit destiné, avec l'appui des forces de

S. M. I., à passer le Haut-Rhin; soit qu'il continue à être réuni à l'armée de M. le maréchal de Wurmser. Toute inquiétude doit d'ailleurs être dissipée par l'engagement que j'ai pris, et que je tiendrai, de n'y développer d'autre titre que celui de gentilhomme français, de ne donner aucune direction au commandement ni aux détails du corps, et de me borner à l'honneur de me rallier au drapeau blanc, avec le desir et la ferme intention d'accélérer par ma présence la fin des troubles qui agitent la France et l'Europe, et de déterminer la pacification générale par les seuls moyens qui puissent la rendre durable.

Je me dois à moi-même, je dois à l'empereur de lui représenter tous les avantages qui résultent aussi évidemment de ma présence à l'armée, et tous les inconvéniens que produirait un parti contraire, dans une circonstance où un événement imprévu m'y a nécessairement placé, où l'honneur m'y retient, et où je ne peux m'en éloigner que par une volonté étrangère à la mienne et irrésistible. Je suis persuadé que S. M. I. pèsera dans sa sagesse d'aussi importantes considéraions, qu'il vous sera facile de lui présenter sous le point de vue le plus propre à établir entre elle et moi une alliance intime et un concert aussi essentiel à ses intérêts particuliers, qu'au rétablissement de l'ordre public et de la tranquillité générale.

Les événemens désastreux survenus en Italie, et dont vous n'aviez pas connaissance lorsque le duc de Grammont est parti, ajoutent un nouveau poids à tout ce que je viens de vous dire, et rendent plus indispensable que jamais l'emploi du *grand moyen* qu'offre ma présence à

l'armée

l'armée dans un moment aussi décisif. La correspondance de Baptiste (Pichegru) ne laisse aucun doute à cet égard : il insiste chaque jour de plus en plus sur la rupture de l'armistice ; et toutes les opérations militaires sur le Rhin étant dirigées d'après ses données, mon éloignement ne pourrait qu'être infiniment préjudiciable au sort des armes impériales. Vous jugerez facilement de l'impatience avec laquelle j'attends votre réponse.

Signé LOUIS.

Copie de la lettre écrite par le comte de Lille au général Pichegru.

(Elle a été envoyée par madame la baronne de Reich, et par le passage extraordinaire du Rhin, le 24, à Furet (Demougé), à Strasbourg.

Le 24 mai 1796, à Riegel.

Il me tardait beaucoup, monsieur, de pouvoir vous exprimer les sentimens que vous m'inspirez depuis long-tems, et l'estime particulière que j'avais pour votre personne ; mais, jaloux de prévenir jusqu'aux moindres accidens qui auraient pu troubler votre tranquillité et compromettre les intérêts précieux qui vous sont confiés, j'ai différé jusqu'à ce jour de vous écrire. Je cède à ce besoin de mon cœur ; et c'en est un pour moi de vous dire que j'avais jugé, il y a dix-huit mois, que l'honneur de rétablir la monarchie française vous serait réservé.

Je ne vous parlerai pas de l'admiration que j'ai pour vos talens et pour les grandes choses que vous avez exécutées. L'histoire vous a

déjà placé au rang des grands généraux, et la postérité confirmera le jugement que l'Europe entière a porté sur vos victoires et sur vos vertus. Les capitaines les plus célèbres ne dûrent pour la plupart leurs succès qu'à une longue expérience de leur art; et vous avez été, dès le premier jour, ce que vous n'avez cessé d'être pendant tout le cours de vos campagnes. Vous avez su allier la bravoure du maréchal de Saxe au désintéressement de M. de Turenne et à la modestie de M. de Catinat; aussi puis-je vous dire que vous n'avez point été séparé dans mon esprit, de ces noms si glorieux dans nos fastes. Votre gloire effacera la leur, tant j'ai la confiance que vous remplirez les hautes destinées qui vous attendent. M. le prince de Condé vous a marqué à quel point j'avais été satisfait des preuves de dévouement que vous m'avez données, et combien j'ai été touché de la fidélité avec laquelle vous servez ma cause. Mais ce qu'on n'a pu vous exprimer comme je le sens, c'est le desir, c'est l'impatience que j'éprouve de publier vos services, et de vous donner des marqres éclatantes de ma confiance.

Je confirme, monsieur, les pleins-pouvoirs qui vous ont été transmis par M. le prince de Condé; je n'y mets aucune borne, aucune restriction, et vous laisse entièrement le maître de faire et d'arrêter tout ce que vous jugerez nécessaire à mon service, compatible avec la dignité de ma couronne et convenable aux intérêts de l'Etat. J'approuve, je ratifie les avantages qui vous ont été assurés le 16 août dernier, en mon nom, et dont l'état est signé par M. le marquis de Montgaillard. Je vous donne

ma parole royale que toutes les promesses qui y sont énoncées, seront religieusement tenues. *Je n'en excepte que l'article dix-septième, relatif à l'amnistie, sur lequel je me réserve de prononcer. Ma clémence s'étendra aussi loin que la justice et le bien de l'Etat pourront me me le permettre : je me dois cependant à moi-même, je dois à mes sujets, je dois à l'Europe entière, de ne point soustraire à la vengeance des lois ces hommes dont les forfaits souilleraient à jamais le nom Français. Il n'y a que de grands services et une participation directe au rétablissement de la monarchie, qui puissent me déterminer à leur en accorder le pardon. J'oublierai les erreurs d'opinion et les tors de conduite ; mais les crimes qui blessent la morale publique, ceux qui intéressent de si près l'ordre social, sont du ressort des lois, et c'est à leurs ministres à décider jusqu'à quel point la clémence peut s'allier avec la justice. Ce même principe ne me permettra jamais de reconnaître et de consacrer la spoliation, l'envahissement des propriétés et des droits des deux premiers ordres.* La générosité des sacrifices qu'ils s'étaient empressés de faire aux besoins de l'Etat, avant même la convocation des états-généraux, est devenue un sûr garant des dispositions qu'ils apporteront dans les arrangemens conciliatoires que les circonstances pourront nécessiter.

J'ai chargé M. de Montgaillard de vous donner tous les détails que vous avez desirés. Il vous a fait connaître la résolution où je suis de ne pas quitter l'armée. Cette résolution est invariable, et vous apprendrez plutôt ma

mort que mon éloignement : mon trône ou mon tombeau ; je ne connais pas de milieu. Si je n'ai pas de forces physiques, j'en ai beaucoup de morales ; et quand il en sera tems je les ferai connaître. Comme Henri IV, j'ai mon royaume à conquérir ; comme lui, je saurai vaincre et régner. La rupture de l'armistice prouve, d'une manière bien flatteuse pour vous, la confiance que vous inspirez au cabinet de l'empereur ; car vous savez sûrement que *M. l'archiduc Charles a assuré que vous étiez le seul général français qui eût pu décider S. M. I. à rompre la trève.* Puissent les événemens survenus en Italie ne point apporter d'obstacles aux opérations militaires qui viennent d'être arrêtées ! Le passage du Rhin est résolu, et c'est M. le général comte de la Tour qui commandera en chef dans cette partie-ci. *Toutes vos dispositions lui ont été communiquées, ainsi que les états envoyés par Furet* (Demougé). Je desire que désormais vous correspondiez directement avec moi, et par la voie particulière qui vous sera indiquée ; vous devez en sentir les motifs et la nécessité : cette disposition ne doit apporter aucun changement à l'ordre suivi jusqu'à ce jour vis-à-vis des Autrichiens ; il est essentiel, au contraire, que Furet, (Demougé, continue à correspondre par madame de R..... avec M. Bleuet (Wickham) et César (Wurmser.) Au surplus, c'est à votre sagesse à déterminer, d'après les circonstances qui vous sont personnelles, de quelle manière et jusqu'à quel point ce dernier objet peut être suivi.

Vous connaissez, monsieur, mes sentimens

pour vous, ils ne changeront jamais, et ma confiance et mon estime vous appartiendront dans tous les tems.

Signé Louis.

Pouvoirs remis à M. Fauche-Borel.

(Ils étaient écrits sur de la gaze.)

Pleine et entière confiance dans le porteur du présent. J'approuve et ratifie d'avance tout ce qu'il jugera convenable et nécessaire de faire pour mon service et l'intérêt de l'Etat.

A Mulheim, le 9 juin 1796.

Signé Louis.

Copie de la lettre du comte de Lille au général Pichegru.

(Elle était écrite sur de la gaze; elle fut remise à M. Fauche, ainsi qu'une lettre pour M. Wickham, dont je n'ai pu garder copie, M. le duc de la Vauguyon ayant été chargé de la porter à Berne, où il se rendit de suite avec M. Fauche-Borel.)

Mulheim, le 9 juin 1796.

Vous connaissez, monsieur, les malheureux événemens qui ont eu lieu en Italie; la nécessité d'envoyer trente mille hommes dans cette partie fait suspendre définitivement le projet de passer le Rhin. *Votre attachement à ma personne vous fera juger à quel point je suis affecté de ce contre-tems, dans le moment surtout où je voyais les portes de mon royaume s'ouvrir devant moi.* D'un autre côté, les désastres ajouteraient, s'il était possible, à la

confiance que vous m'avez inspirée : j'ai celle que vous rétablirez la monarchie française ; et soit que la guerre continue, soit que la paix ait lieu cet été, c'est sur vous que je compte pour le succès de ce grand ouvrage. M. Louis F. vous remettra cette lettre; je lui ai donné mes pouvoirs, afin que, dans le cas où vous jugerez à propos de faire faire des démarches auprès des généraux de l'armée d'Italie, elles n'éprouvent pas le moindre retard : vous êtes le maître de décider à cet égard. Je dépose entre vos mains, monsieur, *toute la plénitude* DE MA PUISSANCE *et de mes droits* ; faites-en l'usage que vous croirez nécessaire à mon service.

Si les intelligences précieuses que vous avez à Paris et dans les provinces, si vos talens et votre caractère sur-tout pouvaient me permettre de craindre que quelque événement impossible à prévoir vous obligeât à sortir du royaume, *c'est entre M. le prince de Condé et moi que vous trouveriez votre place. Si j'en connaissais une plus digne de vous, je vous l'offrirais.* En vous parlant ainsi, j'ai à cœur de vous témoigner mon attachement et mon estime; car vos rares qualités rendent impossible un avenir semblable, et ce que vous avez fait jusqu'à présent est un sûr garant que vous exécuterez ce qui reste à faire. Je me flatte que M. Wickham continuera de fournir, et avec la même générosité, les secours que vous pourrez desirer. Je sens combien ils deviennent nécessaires, lorsqu'il faut plus que jamais *former et diriger l'opinion publique.* Ne négligez

rien pour produire cet effet, dont l'importance est si majeure. M. le duc de la Vauguyon accompagnera M. Louis à Berne, afin de presser l'envoi des fonds. J'attends de vos nouvelles avec bien de l'impatience. Je ne vous parlerai pas de mon estime, de ma reconnaissance; le sentiment que vous devez avoir de vous-même, vous répond de tout ce que je pense, de tout ce que je sens pour vous.

Signé LOUIS.

M. Fauche joignit le général Pichegru à Arbois, dans le moment où les habitans de cette ville donnaient une fête à ce général. Il lui remit mille louis que M. Wickham avait délivrés, et dix-sept cent cinquante que M. Fauche prit chez M. Roussillon, à Yvonau, d'après les pleins-pouvoirs du roi. M. Fauche remit en outre au général Pichegru une lettre de M. Wickham, dont j'ignore le contenu, mais dans laquelle était renfermée la promesse d'un crédit illimité sur un banquier de Paris, dont j'ignore le nom. M. Fauche rejoignit le comte de Lille à Willingen, dans la forêt Noire, et lui remit une lettre non chiffrée du général Pichegru, dont j'ignore le contenu, mais *dans laquelle ce général assurait S. M. de son entier dévouement*, ainsi que M. le comte d'Avaray me l'apprit depuis.

Le 19 juin, M. le prince de Condé m'expédia de Riegel une estafette à Calsruhe, avec l'ordre de me trouver le 24 à Bâle, où le chef de bataillon Philippe devait se rendre pour conférer avec moi sur plusieurs objets de circonstance, et pour donner communication du plan de campagne. Une maladie grave me retenant au lit, je ne pus me rendre à Bâle; et le passage du Rhin par les Français ayant eu lieu le 23, la conférence subite n'eut pas lieu. Je me rendis le 7 juillet à Anspach, d'où j'arrivai le 4 août à Munich. Etranger pendant tout ce tems aux opérations politiques, je n'eus connaissance de la suite qui y était donnée que le 14 août, par une lettre que M. le prince de Condé m'écrivit le 11. Fermement résolu de ne plus m'employer pour une semblable négociation, je partis de Munich, le 24 août, pour me rendre à Venise, où j'arrivai le 3 septembre, et où mon premier soin fut de me rendre chez M. Lallement, ministre de France près cette République.

Copie de la Letre du général Pichegru au prince de Condé.

(Elle me fut remise le 21 août 1795, au soir, par M. Fauche, et je la portai la nuit au prince. Elle était écrite en toutes lettres.)

Z (Pichegru) est très-sensible à tout ce qui lui

lui a été dit de la part de X (Condé), et l'assure de son entier devouement. Z (Pichegru) desire que X (Condé) lui fasse connaître d'une manière précise ses intentions et ses ordres, afin qu'il puisse faire de son côté les dispositions convenables pour l'exécution. Z (Pichegru) offre son respect à X (Condé), ainsi que le desir qu'il a de faire tout ce qui lui sera agréable.

Le 20.

Copie de la Lettre du général Pichegru au prince de Condé.

(M. Fauche me l'apporta le 26 août 1795, et je la remis le même jour à S. A. S.)

Z (Pichegru) ne peut, sous aucun rapport, suivre le plan qui lui a été communiqué ; mille raisons l'en empêchent, et l'on doit en sentir toute la force. Ce qu'il a proposé est la seule chose susceptible d'un prompt succès. Si X (Condé) ne peut y adhérer, Z (Pichegru) verra, d'après les circonstances, ce qu'il pourra faire ; mais le tems seul pourra lui fournir des moyens, et dans ce cas il ne peut fixer l'époque ni la manière. Z (Pichegru) fera, dans tous les tems tout ce qui dépendra de lui, et il renouvelle à X (Condé) l'assurance de ses sentimens et de son zèle.

Le 26.

Copie de deux billets que M. Badouville fut chargé de remettre en même tems à M. Wickham, et qu'il lui remit à Berne le 5 janvier 1793.

(Ils etaient en toutes lettres ainsi que la précédente. Je n'ai pas connaissance de la réponse de M. Wickham ; mais M. Badouville rentra le 9 par Neufchâtel, chargé de 2,000 louis en or, et d'un crédit illimité sur un banquier de Paris dont j'ignore aussi le nom.)

1er. Z (Pichegru) assure Bleuet (Wickham) de son dévouement, et il espère lui en donner bientôt de preuves.

Le 2.

2e. Le Banquier (Pichegru) prie Bleuet (Wickham) de remettre à Coco (Badouville), qui a son entière confiance, de la bijouterie (de l'argent) nécessaire pour le mariage (jonction des armées.)

Le 2.

Copie de la Lettre écrite de Neufchâtel par M. Badouville à M. Courant.

(Celui-ci m'en envoya copie à Soleure, le 10 avril 1797. M. Badouville rentra le 9 par Pontarlier, accompagné par M. Fauche jusqu'aux frontières.)

Je suis mortifié de ne pas te voir, mon cher Turc (Courant) ; mais je suis arrivé hier très-tard, et je pars ce matin à six heures. Tu vois que cela ne m'est pas possible ; et comme il est essentiel qu'on ne me voie pas ici, je ne puis passer chez toi. Baptiste (Pichegru) m'a envoyé exprès pour dire à M. Montg... qu'il le

prie instamment de ne pas rentrer encore. Sa présence là-bas pourrait le compromettre, et sur la chose. Il n'est pas tems encore ; et quand le moment sera proche, Zélie (Pichegru) le fera savoir à M. Montg.., pour qu'il se rende auprès d'elle. Je suis bien fâché de n'avoir point trouvé M. Mont... ici, que j'y croyais. Je te prie, mon cher Turc, de lui faire mes complimens, et de lui faire savoir cela de la part de Baptiste, le plutôt que tu pourras. Adieu, je suis ton bon ami et comarade, Coco (Badouville.)

Le 9, à 4 heures du matin.

M. Fauche, au retour de la frontière, fut coucher à Aarberg, et se rendit le lendemain à Berne chez M. Wickham. Il revint à Neufchâtel le 14, d'où il fut à Lausanne et à Romain-Moutier, par où il fit passer des fonds (j'en ignore le montant) à Pichegru. Il envoya en même tems un exprès à M. Fenouillot, qui était rentré depuis deux mois, et qui correspondait avec M. Wickham, tant pour l'affaire de Baptiste (Pichegru) que pour ce qui se pratiquait en Franche-Comté.

Copie de la lettre du prince de Condé.

(Ecrite en toutes lettres. Elle lui fut remise à Berne, le 15 mars, par M. le marquis de Montesson. Ecrite de sa main. Cette lettre est adressée à M. Fauche.)

Mulheim, le 17 mars 1797.

Je suis, Monsieur, aussi surpris qu'affecté

de ce qui m'est revenu sur le compte de M. Montg... ; mais je le suis encore davantage des fâcheuses impressions qu'une conduite semblable doit donner à M. Bleuet (Wickham). Je desire que vous vous rendiez sur-le-champ à B..., pour dissiper les inquiétudes qu'il a sur le sort de Z (Pichegru) ; vous y réussirez mieux que personne, par les relations que vous avez avec *elle*, et la connaissance que vous ayez de tout ce qui s'est passé depuis *six semaines*. Prévenez Baptiste (Pichegru) de tout ceci, afin qu'il prenne toutes les mesures qu'exige la prudence, quoique je ne présume pas possible que le mécontentement puisse aigrir M. Montg.. au point de lui faire oublier ses devoirs, et le porter à des excès aussi répréhensibles. Déférez entièrement à la volonté de M. Bleuet (Wickham), et ne perdez pas un moment pour exécuter les ordres qui vous seront donnez. Je serais charmé, je desirerais même que Coco (Badouville) pût revenir et arriver jusqu'ici ; vous sentez assez de quelle importance serait son voyage dans ces circonstances, sans que je vous le dise. Ecrivez-lui en conséquence. Tout ce qui me revient de Paris s'accorde parfaitement avec son dernier rapport ; et *je ne doute pas que M. Bleuet (Wickham) et moi ne parvenions, de concert avec le Banquier, à diriger les élections comme il convient au rétablissement de l'ordre.*

Vous voyez avec quelle confiance je vous parle ; mais votre zèle et votre courage me répondent depuis long-tems de votre fidélité. C'est vous dire assez, Monsieur, que je n'ajouterai jamais foi aux rapports que l'on tentera

contre vous ; et je suis charmé de trouver cette occasion de vous assurer que tout ce qui m'a été écrit en dernier lieu, aurait augmenté la confiance que j'ai placée en vous, loin de la diminuer, si vous ne la possédiez toute entière. Je ne doute pas que vous n'y répondiez dans tous les tems, et que M. Bleuet ne soit toujours aussi satisfait de votre conduite. Ne négligez rien de ce qui peut lui être agréable ; car je lui laisse dans tout ceci la direction principale. Surveillez M. Montg.., et tâchez de le détourner de ses projets de voyage. Adieu, Monsieur : je suis très-pressé, mais pas assez pour me priver du plaisir que je trouve à vous assurer de tous les sentimens d'estime et d'intérêt que vous m'avez inspirés.

Signé L. J. B.

Nota. Je parvins à me procurer cette lettre à Berne même; et M. Fauche resta persuadé que M. le marquis de Montesson l'avait remportée par mégarde.

Copie de la Lettre de S. A. S.

(Elle me fut remise à Neufchâtel par M. le vicomte de Maccarthy-Lévignac, le 24 mars 1797, écrite en toutes lettres.)

Mulheim, le 22 mars 1797.

Je vous envoie, Monsieur, M. de Lévignac, avec des pleins-pouvoirs suffisans pour terminer tous les différens. J'ai pensé qu'il vous serait agréable sous tous les rapports, connaissant son attachement pour vous, et l'estime qu'il a pour

vos talens et vos qualités ; et vous êtes d'ailleurs de la même province. La confiance sans bornes que je vous ai accordée, et que je vous conserverai toujours, me persuade que vous lui remettrez les papiers qui vous sont inutiles, et dont j'ai le plus grand besoin. Vous ne pouvez craindre, sous aucun rapport, de vous en dessaisir ; vos services parleront pour vous plus haut que tous les témoignages que je pourrais vous en donner ; et la satisfaction que le roi a bien voulu vous témoigner, ne laisse désormais aucune prise à la calomnie. J'ai un véritable plaisir, Monsieur, à vous renouveler les sentimens d'estime et d'amitié que vous m'avez inspirés, et à vous assurer de toute ma satisfaction relativement à la mission que je vous ai donnée. Elle est terminée aujourd'hui, puisque Bleuet (Wickham) et Baptiste (Pichegru) agissant d'après un nouveau plan, vous ne pouvez, en aucune manière, les seconder activement dans l'intérieur où votre présence compromettait également votre sûreté et les grands intérêts qui s'y traitent : mais je serais charmé de m'aider de vos lumières dans ces circonstances, et je desirerais bien que vous puissiez accompagner M. de Lévignac ici ; vous y trouveriez quelqu'un qui vous estime et vous aime bien sincèrement, et dont les sentimens pour vous ne changeront jamais.

Signé Louis-Joseph de Bourbon.

Copie de la Lettre de S. A. S., à M. le chevalier de Beaufort.

Le 29 mars 1797.

Je vous envoie, Monsieur, le certificat que vous avez demandé, ainsi que le congé de trois mois qui est nécessaire, dites-vous, à l'arrangement de vos affaires domestiques. J'ai vu avec peine que votre......

(Cette lettre n'est pas achevée.)

Certifié conforme, Montgaillard.

PIÈCES

Relatives aux trames du nommé Drake, ministre d'Angleterre à Munich, et du nommé Spencer-Smith, ministre d'Angleterre à Stuttgard, contre la France et la personne du PREMIER CONSUL.

N°. Ier.

Rapport de la mission dont j'ai été chargé par le conseiller d'état et préfet du département du Bas-Rhin, près M. Drake, ministre d'Angleterre à Munich.

LE 10 ventôse, après avoir reçu, par les mains du préfet du Bas-Rhin, les instructions de M. Müller, je partis de Strasbourg pour me rendre près de M. Drake, ministre d'Angleterre à Munich.

Le 13, j'arrivai à Augsbourg, et lui adressai deux lettres dont voici copie :

« MONSIEUR,

» J'ai été chargé par M. Müller d'une lettre » que je desirerais vous remettre moi-même; » voudriez-vous bien m'indiquer le jour et » l'heure où je vous incommoderai le moins ?

» J'ai l'honneur d'être, etc. »

Le 17 au matin, voyant que je ne recevais point de réponse, je partis pour Munich. A mon arrivée, j'écrivis de nouveau à M. Drake la lettre suivante :

« MONSIEUR,

» Pendant les quatre jours que j'ai resté à
» Augsbourg, j'ai eu l'honneur de vous adresser
» deux lettres ; je pense que vous ne les avez
» pas reçues, puisque je suis sans réponse. Veuil-
» lez, monsieur, me faire savoir l'heure à la-
» quelle je pourrais espérer de vous remettre
» moi-même celle dont m'a chargé M. Müller
» pour vous.

» J'ai l'honneur d'être, etc. »

Aussitôt qu'il eut reçu cette lettre, il me fit dire de me rendre de suite chez lui, qu'il m'attendait.

Je me présentai à M. Drake comme aide-de-camp, chef de bataillon d'un général républicain, et lui remis ma lettre de créance dont voici la teneur :

« MONSIEUR,

» La personne qui vous remettra ce billet est
» celle que la compagnie a eu l'honneur de vous
» adresser par mon organe, il y a quelques
» jours.

» Elle a la confiance entière de ceux qui
» l'envoient, et je vous prie de vouloir bien
» regarder ce qu'elle vous dira, comme l'ex-
» pression sincère de leurs sentimens.

» La commission qui lui sera la plus agréable

» sans doute, est celle qu'elle a reçue expres-
» sément de vous témoigner le dévouement de
» la compagnie : permettez-moi, monsieur,
» d'y joindre l'assurance de la haute considé-
» ration avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

» Monsieur,

» Votre très-humble et très-obéissant
» serviteur,

» *Signé* MULLER. »

Après la lecture de cette lettre, il me demanda ce qu'il y avait de nouveau en France; comment les affaires allaient. Je lui répondis que le moment du triomphe pour les jacobins était arrivé; que tout le monde avait jugé qu'à moins de renoncer à rien tenter contre le Gouvernement, etc., etc., on ne pouvait pas trouver d'occasion plus favorable que celle qui se présentait aujourd'hui. — « Que puis-je faire » pour vous ? parlez; quelles sont vos vues? » qu'espérez-vous faire ? Votre général et votre » comité ont-ils des projets? » Voyant le moment favorable, je lui présentai mon plan (Il est le même que celui consigné dans la minute de mes instructions); après l'avoir lu trois fois avec attention, il me dit : « Ce plan est très- » bon; mais je ne vois pas beaucoup de places « fortes parmi celles que vous citez : c'est à quoi » pourtant on devrait le plus s'attacher. » — Je lui nommai la place d'armes de Besançon et sa citadelle; je lui représentai que cette ville était très-forte, et que nous étions certains d'y trouver beaucoup d'artillerie et des munitions

en tout genre. — « Avez-vous des chevaux » pour votre artillerie ? » — Nous nous en sommes déjà assurés. — « C'est fort bien ; mais » gardez-vous de vous presser, ne frappez qu'à » coup sûr ; et puis d'ailleurs, en cas de mal- » heur, vous pourriez vous retirer dans les « montagnes du Jura ; vous y trouveriez une » retraite assurée, et pourriez vous y defendre » long-tems : pendant ce tems les autres dé- » partemens dans lesquels vous avez déjà formé » des noyaux, obligeraient à la diversion. » Après avoir rêvé un instant, il courut chercher sa carte pour examiner « quelle est la » ville d'Allemagne la plus proche d'une de celles » que nous devons occuper, pour être à même, » disait-il, de se rapprocher de nous, afin » de rendre notre communication plus prompte » et être plus à portée de nous aider de tous » ses moyens : ce plan mérite, de ma part, » la plus grande attention ; je l'approuve très- » fort : demain et après-demain je m'occuperai » d'écrire à votre général, et je ne doute pas » que vous lui portiez une réponse satisfai- » sante. »

M. Drake me parla ensuite de Pichegru. Je lui demandai s'il le croyait en France. — « Certainement non, dit-il ; je le connais beau- » coup, c'est un homme de mérite ; mais il est » trop froid et il a trop d'aplomb pour s'être » engagé aussi légèrement dans une telle dé- » marche. Soyez bien assuré qu'il est dans ce » moment à Londres, et dites-le par-tout. » Quant à Georges, je sais très-positivement » qu'il ne peut pas être à Paris, puisque j'ai » reçu des lettres de personnes de Londres,

» qui venaient de le voir au moment où l'on
» m'écrivait. »

Je lui ai fait part des bruits de guerre continentale qui ont circulé ; je lui ai peint cet événement comme le coup le plus terrible et le plus affreux pour les jacobins, puisque cela affermissait à jamais le Gouvernement, etc. etc. Il a répondu à cela : « On a de fortes raisons
» d'espérer qu'on parviendra à décider la Rus-
» sie à se prononcer contre la France. »

Il m'entretint longuement de projets de descente en Angleterre, et tout en prodiguant beaucoup d'injures au Premier Consul, il me dissimula mal la crainte que lui inspiraient et la descente et le génie entreprenant de l'armée française.

Il me parla beaucoup de M. Müller — Je lui répondis, d'après mes instructions, que je ne l'avais jamais vu, etc. ; que je savais très-positivement qu'il était parti pour l'armée des côtes avec une mission très-importante. — Il sourit d'un air satisfait, et me dit : « Lorsque
« j'appris l'arrestation de Moreau, j'écrivis de
» suite à M. Müller de se rendre près de moi,
» avec recommandation de lui faire parvenir
» ma lettre par-tout où il se trouverait, parce
» que je jugeai que cette circonstance serait
» favorable ; je ne conçois pas ce retard : je
» suis pourtant certain qu'il est en Allemagne,
» car un de mes amis m'écrit qu'il l'a vu,
» qu'il lui a parlé ; enfin je l'attends tous les
» jours, j'espère le voir bientôt. »

— Je suis bien aise de vous dire que ce citoyen Müller ne jouit pas de la plus grande confiance ; il va rarement au comité ; on se plaint amèrement

de ce qu'il ne s'ouvre pas assez. — « En cela, je
» vous prie de dire à votre général, qu'on a tort
» de lui en vouloir : lorsque je l'envoyai en Fran-
» ce, ce n'était absolument que pour lier une
» correspondance, mais non pas pour y rester
» comme il a fait ; car il y a plus de deux mois
» qu'il devait être de retour : il m'a aussi écrit
» tout ce que vous me dites-là, même plus, que
» le comité l'avait accusé d'avoir reçu des fonds
» pour un autre comité révolutionnaire ; je vous
» assure que je ne connais pas d'autre comité. Si
» je n'ai pas fait passer davantage de fonds, c'est
» que je vous avoue franchement que je ne voyais
» pas très-clair dans les projets de votre comité :
» il y a quelque tems qu'on m'écrivit qu'on pou-
» vait insurger quatre départemens ; que j'aie,
» moi, à leur envoyer un plan : je vous demande
» s'il eût été raisonnable que je le fisse, ne con-
» naissant pas leurs moyens et ce qu'ils pouvaient
» mettre à exécution ; aujourd'hui, c'est diffé-
» rent, j'y vois clair ; aussi je m'emploierai bien
» volontiers à vous donner tous les secours pé-
» cuniaires qui sont à ma disposition ; vous pou-
» vez compter sur moi ; ainsi, vendredi à quatre
» heures, venez dîner avec moi, et vous trou-
» verez vos dépêches toutes prêtes. »

Vendredi je me présentai de nouveau chez M. Drake : il me reçut avec l'accueil le plus gracieux : « Vos affaires sont prêtes ; j'ai écrit à
» votre général ; je pense qu'il sera très-content
» de moi : l'écriture n'est pas apparente ; mais
» je présume que votre général en a la recette ;
» s'il ne la connaissait pas, M. Müller la lui don-
» nerait. Vous lui recommanderez encore de ne
» pas trop se presser, car mon premier avis était

» d'attendre que B. fût parti pour Boulogne, et » sur le point de s'embarquer. Vous ferez sentir » à votre général la nécessité qu'il y aurait à » s'emparer de l'Alsace, principalement d'Hu- » ningue et de la citadelle de Strasbourg; ah! si » vous pouviez avoir Huningue et la citadelle de » Strasbourg, quel coup! je pourrais me rap- » procher de vous, et vous donner de suite des » secours pécuniaires; point de retard dans nos » opérations, nous agirions de concert et cela irait » infiniment mieux : il serait aussi bien impor- » tant d'avoir un gros parti à Paris; car sans cela » le reste n'est rien. Il faut vous défaire de B.... » (J'avoue que je craignais en ce moment de me trahir par la vive indignation qui m'agitait.) Il continua : « C'est là le moyen le plus sûr d'avoir » votre liberté et de faire la paix avec l'Angle- » terre. Une chose que je recommande encore » à votre général, c'est de remuer tous les partis. » Tout doit vous être également bon, royalistes, » jacobins, etc. etc., excepté les amis de B...., » à qui il ne faut pas vous fier, de crainte d'être » trahis : il faut aussi que votre général se méfie » des proclamations que le Consul ne manquera » pas de faire circuler, lorsque vous aurez com- » mencé votre insurrection ; il dira que tels ou » tels départemens se sont un peu insurgés, mais » que que cela est déjà dissipé, et cela, pour ef- » frayer les autres départemens et les empêcher » d'agir; car voilà comme on éteignit la guerre » de la Vendée. On fit courir le bruit que Geor- » ges était arrêté, tout le monde rentra dans » l'ordre; et on va faire de Pichegru comme on » fit avec Georges; car quoique la gazette d'au- » jourd'hui annonce son arrestation, je n'en

» crois absolument rien : on peut arrêter un
» malheureux, et dire c'est Pichegru.

» Il est important que vous disiez à votre gé-
» néral qu'il m'indique le plutôt possible une ou
» deux villes dans lesquelles je pourrai envoyer
» des personnes de confiance ; elles auront des
» fonds à la disposition de votre général : lors-
» qu'il en aura besoin, il enverra quelqu'un avec
» une carte de celles que je lui envoie (elles sont
» numérotées jusqu'à quatre.) On pourra re-
» mettre à-la-fois deux ou trois mille louis ; c'est
» je crois l'or qui lui conviendra le mieux ; car
» je ne pourrai pas lui envoyer du papier sur
» Paris, sans donner lieu au soupçon. Vous lui
» remettrez ces quatre lettres de change mon-
» tant à 9,990 fr., ou 10,114 fr. 17 s. 6 den. ;
» c'est tout le papier que j'aie pu me procurer
» sur Paris. Je viens d'écrire à M. Smith à Stutt-
» gard, pour qu'il s'occupe à ramasser de son
» côté le plus de fonds qu'il pourra (vous remet-
» trez vous même la lettre à la poste à Kanstadt),
» afin que les opérations ne languissent pas faute
» d'argent ; si cependant vous voulez attendre
» jusqu'à mercredi, vous pourrez emporter avec
» vous une somme plus considérable. » — Je lui
répondis que mon général m'avait expressément
ordonné de revenir de suite, et qu'il m'était im-
possible d'attendre. — « Si votre général vous
» envoie encore une fois, ou qu'il envoyât quel-
» ques autres personnes, vous lui direz qu'il les
» adresse chez moi directement. Il y aura tou-
» jours un logement de prêt. Je me suis logé hors
» la ville à dessein ; car je suis ici entouré d'es-
» pions : on épie toutes mes démarches. »

— A propos, repris-je, j'oubliais de vous

dire que le bruit court ici que vous devez quitter cette ville, pour retourner en Angleterre; vous êtes, dit-on, rappelé par votre Gouvernement: je vous avoue que cette nouvelle m'a beaucoup affligé. — « Il est vrai qu'on le dit: mais voilà » ce qui a donné lieu à ce bruit. Il y a quel- » que tems que j'ai fait meubler ma maison, » j'ai demandé à mon tapissier l'inventaire des » meubles qu'il m'a fournis, et on a cru que » j'allais partir : mais rassurez-vous, mon ami, » il n'en est rien; cette nouvelle est fausse.»

Il m'a fait sortir par une petite porte dérobée ; il est venu m'accompagner jusqu'à la porte de la ville, en me disant qu'il espérait avoir bientôt des nouvelles de mon général.

Telles sont les expressions dont s'est servi M. Drake, dans la conversation que nous avons eue, relativement à ma mission.

Le plan ou lettre de M. Drake, écrite en encre sympathique, la lettre qui m'a été adressée sous le nom de *Lefebvre*, le reçu du maître de poste de Kanstadt, de la lettre adressée à M. Smith à Stuttgard, les quatre lettres de change et le même rapport, ont été remis au préfet.

Strasbourg, le 25 ventôse an 12.

Signé Rosey,

adjudant-major, capitaine au 9e. régim. d'infanterie de ligne.

N°.

No. II.

Rapport de la mission dont j'ai été chargé par le conseiller d'état et préfet du département du Bas-Rhin, près M. Francis Drake, ministre de l'Angleterre à Munich.

Le 4 germinal j'arrivai à Munich, à six heures du soir, et fus descendre chez M. Drake, ministre d'Angleterre : il me logea chez lui, dans une chambre au rez-de-chaussée au-dessous de son appartement, comme nous en étions convenus lors de notre première entrevue ; tout jacobin que j'étais censé être, il me reçut avec des démonstrations affectueuses ; je lui remis la lettre de mon prétendu général, en l'engageant à y répondre de suite, ce qu'il fit le lendemain. Cette réponse présentant pour ainsi dire tous les principaux détails de notre entretien, je me bornerai à donner le résultat succinct de notre communication.

M. Drake me demanda ce qu'il y avait de nouveau en France, comment allaient les affaires ; je lui répondis que jamais événemens n'avaient été plus favorables pour nous ; que les arrestations qu'on avait exercées sur différens royalistes, avaient jeté un voile impénétrable sur nos projets secrets, et que nous nous étions réjouis de voir qu'aucun jacobin n'avait été arrêté, etc., etc.

« Je crois, comme vous, me répondit M. Drake,
» que vous êtes à l'abri de tout soupçon, et je
» ne doute pas que vous dirigiez vos coups
avec plus de sûreté : mais ressouvenez-vous

» de recommander à votre général, qu'il est » essentiel de réunir tous les partis dans les pre» mières opérations qu'il entreprendra ; il est » nécessaire qu'il ait à opposer au Consul une » masse imposante ; il pourra se servir avec avan» tage du parti royaliste. »

J'observai à M. Drake que mon général était parfaitement de son avis, mais que le comité ne pourrait se résoudre à unir à une aussi belle cause un parti si contraire à ses principes, etc.

Servez-vous-en toujours, me disait-il en se promenant dans son jardin ; *et lorsque vous aurez terrassé B. il vous sera très-facile de vous purger de ce qui ne sera pas de votre parti, comme vous l'avez déjà fait plusieurs fois dans la révolution.*

Il fallut me ressouvenir de la tâche qui m'était imposée et de l'utilité dont ma mission pouvait être à ma patrie, pour contraindre le sentiment d'indignation auquel je faillis me livrer ; je me sentais pressé du besoin de me faire connaître sous mon véritable nom à ce misérable, et de lui demander à l'instant raison, l'épée à la main, de tout le mal qu'il osait dire et penser. Toutefois je me contins. La conversation languissait ; Drake la reprit bientôt: « Souvenez-vous, me dit-il, d'appuyer sur l'idée » que je donne dans ma lettre à votre général. » Il faut promettre une augmentation de solde » aux régimens sur lesquels vous pouvez compter. » Je fournirai pendant plusieurs mois à cette » dépense, et vous pourrez ensuite, moyen» nant les biens que vous confisquerez sur ceux » qui ne sont pas de votre parti, y subvenir » vous-même.

» J'aurais desiré que votre général attendît
» encore quelque-tems avant de commencer
» ses premières opérations ; mais puisqu'il croit
» que le moment est favorable, il est urgent
» qu'il s'empare de la place d'Huningue ; elle
» n'est pas éloignée du centre de vos operations.
» Je compte m'installer à Fribourg, pour être
» à portée de vous donner des secours prompts
» et sûrs : quant à la citadelle de Strasbourg, il
» n'y faut plus penser ; c'est trop loin.

» Je crois que votre géneral n'aura pas man-
» qué de se faire un parti puissant dans l'armee,
» pour faire opérer une diversion ; car sans cela
» B. pourrait vous combattre avec avantage.
» Il faut bien calculer d'avance tous les moyens
» qu'il a à vous opposer, afin de rendre tous
» ses efforts inutiles.

» Mais profitez, lorsqu'il en sera tems, du
» trouble où sera plongé le reste de ses par-
» tisans. Ecrasez-les sans pitié, la pitié n'est
» pas de saison en politique. »

M. Drake insista beaucoup sur ce que mon
général lui envoyât de suite M. Müller. « Il
» m'est indispensablement nécessaire. J'en ai
» besoin pour qu'il me mette au courant, et
» qu'il me fasse connaître ceux qui sont de
» votre parti ; car sans cela je ne me trouverais
» pas à même de me justifier auprès de mon
» gouvernement, qui voudra connaître le nom
» des principaux personnages, lorsqu'il sera
» question de sommes aussi considérables que
» celles qu'il faudra vous donner. J'insiste donc
» pour que votre général m'envoie M. Müller. »

M. Drake me remit une somme de 74,976 liv.
en or : « C'est tout ce que je peux faire pour

» vous dans ce moment, me dit-il ; mais je vous » adresse à M. Spincer-Smith à Stuttgard, qui » vous remettra une plus forte somme. Je vous » donne une lettre pour lui, et un passe-port » comme courrier de l'Angleterre chargé de » nos dépêches pour Cassel ; comme cela vous » ne serez pas obligé de vous présenter chez » l'envoyé français, qui épie jusqu'à nos plus » petites démarches : vous ne direz rien du tout » à M. Smith de ce qui se passe entre nous : » vous pourrez cependant satisfaire à sa curiosité » sur les nouvelles de France. »

Je pris donc congé de M. Drake le lundi 5 courant ; je montai dans une voiture de poste qui me fut amenée à la porte de son hôtel, à dix heures et demie du soir, et m'acheminai vers Stuttgard. J'arrivai dans cette ville le mercredi 7 à une heure et demie de l'après-midi, avec le caractère de courrier d'Angleterre. Je fus loger à l'auberge du Cor-de-Chasse d'or ; je me fis conduire par un garçon de la maison chez M. Spencer-Smith, où je me fis annoncer sous le nom de Lefebvre. Il me reçut d'abord avec méfiance et l'accueil le plus froid ; je lui remis la lettre de M. Drake. Il ne m'eut pas sitôt connu, qu'il me combla d'honnêtetés : il me pria de l'excuser de ce qu'il m'avait si mal reçu : « C'est que, me dit-il, je ne suis pas » du tout en sûreté ici, je vous assure. Depuis » quelques jours, je ne reçois personne que » le pistolet à la main ; je ne suis pas sur un » lit de roses, tant s'en faut ; je me regarde » comme un avant-poste, et je vous atteste que » si B. demandait à l'électeur de Würtemberg » mon arrestation (malgré que son épouse soit

» une princesse d'Angleterre), il me livrerait
» sans me faire prévenir ; car déjà il se doute
» de ce qui m'occupe ici, et il craint que cela
» ne le compromette avec le Consul. »

Il s'informa avec beaucoup d'intérêt des affaires de France, et il me dit que l'arrestation du duc d'Enghien l'avait fortement déconcerté ; qu'il prenait une grande part au malheur de Pichegru ; que l'Angleterre avait, avec raison, fondé de grandes espérances sur la mission d'un homme aussi populaire qu'habile. « Je le con-
» naissais beaucoup, me répéta-t-il avec une
» très-forte émotion ; j'étais au fait, parce que
» c'est le lieutenant de mon frère qui l'a dé-
» barqué sur la côte de France. J'avais même
» espéré qu'il parviendrait à s'échapper ; il n'y
» faut plus compter, puisqu'il paraît certain
» qu'il est arrêté. »

Il me pria instamment d'écrire une lettre, à mon passage à Strasbourg, à Mme. Franck, banquier, pour l'inviter à lui faire parvenir de suite toutes les lettres qu'elle aurait reçues à l'adresse du baron d'Herbert, officier allemand : « Elle pourra me les faire passer sous le cou-
» vert factice de M. le fils de Georges-Henri
» Keller, banquier à Stuttgard. J'attache le plus
» grand prix à les recevoir ; il doit y en avoir
» de Pichegru. » Il me pria aussi de m'informer de Mme. Henriette de Tromelin, dont il avait connu le mari à Constantinople. Cet émigré devait être en ce moment aux environs de Brest.

Il eut l'extrême bonté de m'apprendre que son nom de guerre était Leblond ; et il parut tirer vanité de la réputation d'intrigue qu'il assurait avoir donné à ce nom-là.

Ce M. Smith a pour secrétaire M. Péricaud, secrétaire de l'ancien évêque de Séez: cet émigré m'entretint long-tems de ses jérémiades ; il me fatigua par toutes les horreurs qu'il débita sur le chef de la nation française ; il me parut fortement inquiet et agité. « M. Spencer-Smith, » me dit-il, est ministre ; et moi, comme émigré, » je n'ai rien à alléguer. La police de France » pourrait me faire arrêter comme les émigrés » qu'on a enlevés à Ettenheim, et comme l'evê- » que de Châlons, dont on a obtenu l'arres- » tation à Munich. »

M. Drake, M. Spencer-Smith et M. Péricaud ne m'ont pas laissé ignorer qu'ils s'ennuyeraient beaucoup à Munich et à Stuttgard sans l'occupation que leur donnent les affaires de France. Ils se vantent de pouvoir tirer des sommes considérables sur le gouvernement anglais. « Donnez confiance à vos amis, me dit » M. Spencer-Smith ; voilà des lettres de change » pour 113,150 livres. Je leur ferai passer ce » dont ils auront besoin ; mais, par Dieu, qu'ils » frappent ferme. » En prononçant ces dernières paroles, il me présenta une paire de pistolets de la manufacture d'armes de Versailles. Puis, il me dit : « Vous pourrez vous en servir avec » avantage ; avec de petits amis semblables, on » ne manque jamais. » Je fus un instant à hésiter avant de les recevoir ; mais enfin je sentis la nécessité de ne point quitter mon rôle et d'achever ma mission. Je me considérai comme un officier de génie ou d'artillerie, qui va, déguisé, faire une reconnaissance dans une place ennemie. Tous les masques lui sont bons ; il étouffe sa sensibilité, et il ne voit que l'ordre de son général et le but de sa mission.

Il devait aussi me remettre une somme en or : tout était arrangé pour cela : mais au moment où il allait pour me la donner, il reçut le journal de Manheim ; et dans ce journal on lisait un extrait du Moniteur et de la correspondance de M. Drake : M. Smith hésita, et je me gardai bien d'insister.

J'étais encore chez M. Smith, lorsqu'un nommé Leinhard, émigré à la solde d'Angleterre, vint demander, au nom de ses camarades éplorés, secours et protection : « On ne veut » plus nous souffrir dans l'électorat de Bade ; » on nous chasse de par-tout, et nous ne savons » bientôt plus où nous réfugier. »

Le ministre anglais crut pendant quelques instans que c'était un agent français envoyé par la police, avec des papiers trouvés sur des personnes arrêtées, qui venait pour le confesser et tirer de lui quelques éclaircissemens.

Je ne pus m'empêcher de lui dire en riant, qu'il devait se tenir en garde contre de pareils émissaires, et qu'il était vraisemblable que la police de Strasbourg lui en enverrait dont il ne se défierait pas. « Oh! oh! dit-il : je n'en suis pas » à mes preuves, et je les attend de pied ferme. »

Ce sont absolument les expressions dont se sont servis les ministres d'Angleterre dans ma conversation avec eux.

Je pris congé de M. Spencer-Smith le 9 du courant ; il m'envoya chercher des chevaux de poste, qui me furent amenés par un de ses domestiques, et attelés à ma chaise à quatre heures après-midi. Je fus rendu à Strasbourg le lendemain 10, et continuai ma route pour Paris, où j'arrivai le 14.

J'essaierais vainement de peindre les sentimens de haine et la fureur dont ces monstres sont animés contre notre patrie. Ils ne respirent que pour nous voir armés les uns contre les autres. Il n'est pas de métier vil ou atroce dont ils ne soient capables : mais en même tems il serait difficile de trouver des gens plus lâches. L'ombre d'un brave homme les ferait rentrer sous terre. Ils passent leur vie à tramer des complots; et, par un effet naturel et une juste punition du crime, ils se croient sans cesse environnés d'embûches et de dangers. Soit que dans ces cours amies de la France, et qui ont des obligations si essentielles au premier Consul, on ne les voie pas d'un œil favorable; soit qu'ils aient été devinés par les habitans des villes où ils résident, et qu'ils s'aperçoivent que l'opinion leur est contraire; soit enfin qu'une voix intérieure leur dise sans cesse que l'homme qui ne respecte rien n'a droit à aucun respect, ils ont l'air courbé sous le poids du mépris public, et déjà flétris de l'opprobre ineffaçable qui doit s'attacher à leurs noms.

Signé ROSEY.

Adjudant-major au 9e régiment de ligne.

N°. III.

Copie du passe-port donné par Francis Drake, à M. Lefebvre.

Nous Francis Drake, envoyé extraordinair et ministre plénipotentiaire de sa majesté britan nique auprès de son altesse sérénissime l'électeu palatin

palatin duc de Bavière, et son ministre plénipotentiaire auprès de la diète de Ratisbonne.

Prions tous les gouverneurs, commandans de villes et officiers tant civils que militaires, non-seulement de laisser passer librement M. Lefebvre, allant d'ici à Cassel, chargé de nos dépêches, sans lui donner ni permettre qu'il lui soit donné empêchement quelconque, mais de lui prêter toute l'aide dont il pourra avoir besoin dans sa route.

Donné le présent à Munich, ce 26 mars 1804, que nous avons signé, et y avons fait apposer l'empreinte de nos armes.

Signé FRANCIS DRAKE.

Valable pour huit jours.

Au dos est écrit :

Le courrier ci-dedans mentionné, reçu à Stuttgard, ce mercredi 28 mars 1804, à midi ; réexpédiée le . . .

Gratis. *Signé* SPENCER-SMITH.

N°. 93. Extérieur.

H. B. M's. Envoy extraordinairy.

N°. IV.

Désignation des quatre lettres de change données au cit. Rosey, par M. Spencer-Smith.

1°. Une lettre de change de 30,000 florins, signée Georges-Henri Keller fils, n°. 4334,

tirée sur Metzller et compagnie, à Francfort, payable à huit jours de vue.

2°. Autre de 6600 écus de Brabant, à 2 florins 42 kreutzers, signée Jacob Kaulla, n°. 2944, sur Zurich, payable à quinze jours de date, par Jean-Gaspard Eschen fils.

3°. Autre de 4,400 écus de Brabant, *idem*, *idem*.

4°. Autre de 24,000 liv. tournois.

N°. V.

Copie de la lettre de M. Francis Drake.

N°. 10. *Triplicata.*

Munich, 10 mars 1804.

Monsieur,

Il est nécessaire de vous informer que le commis de la poste ici, a trouvé bon de renvoyer cinq de vos lettres; savoir :

Deux arrivées de Kehl le 3 de ce mois, renvoyées à Kehl.

Une arrivée de le 6 d°. d°.

Une arrivée de Cassel le 7 d°., renvoyée à Cassel.

Une arrivée de Francfort le 7 d°., renvoyée à Francfort.

Je vous en dirai la raison à votre arrivée ici. En attendant, je vous écris ce peu de lignes que j'adresse à chacun des trois endroits sus-mentionnés, dans l'espoir qu'elles pourront vous parvenir assez à tems pour vous mettre à même de retirer ou faire retirer les susdites cinq lettres; après quoi je vous prierai de vous rendre ici avec toute la célérité possible.

Croyez-moi avec la considération la plus parfaite,

Monsieur,

Votre très-humble et très-obéissant serviteur.

Nota manus.

Mettez dorénavant vos lettres à l'adresse de l'abbé Dufresne.

N°. VI.

Copie de la lettre de M. Francis Drake.

Le 27 mars 1804.

MONSIEUR,

J'ai bien reçu votre lettre du 18, par votre aide-de-camp, qui est arrivé ici avant-hier au soir.

Je suis bien charmé d'apprendre que le comité soit d'accord avec moi, quant à l'idée de réunir tous les mécontens, sous quelques enseignes qu'ils aient marché jusqu'ici; et comme les vues que vous annoncez sont entièrement conformes aux miennes et me paraissent devoir parfaitement remplir l'objet de cette conduite, je n'ai pas besoin de m'étendre davantage sur ce point.

Je suis de plus en plus convaincu de l'extrême importance du poste d'Huningue pour vos opérations, puisque si les autorités constituées de Bonaparte et le militaire, qui se trouvent entre la ligne principale de vos opérations et la frontière de Suisse ou d'Allemagne, sont *contre*

vous, il vous sera extrêmement difficile de tirer les secours pécuniaires de Fribourg et de les faire arriver à Besançon, puisque, dans un pareil moment d'alarme et d'embarras, il est à présumer que les routes seront obstruées, et qu'aucun voyageur ne pourra passer. La communication la plus courte avec Fribourg sera Belfort, qui est sur la droite de la ligne que vous vous proposez d'occuper, en passant ou par Bâle et la frontière de la Suisse, ou par la frontière de l'Alsace : or, si vous trouvez des ennemis sur l'une ou l'autre de ces frontières, le passage deviendra impraticable pour vos envois. Sous ce point de vue donc, la possession d'Huningue me paraît indispensable, puisque vous n'aurez par-là que le Rhin à passer pour arriver sur la rive droite de ce fleuve ; passage qui vous sera assuré, puisqu'il se trouve sous le canon même de la ville d'Huningue. Mais si vous croyez que l'entreprise sur Huningue pourrait manquer ; si même vous n'êtes pas à-peu-près sûr qu'elle réussira, je ne voudrais pas qu'elle fût tentée, parce qu'il est *de la dernière importance, je dirai même de la dernière nécessité, qu'aucune de vos premières opérations ne viennent à manquer*, puisqu'un pareil contre-tems jetterait de la défaveur sur tout votre projet, encouragerait le Gouvernement actuel, ferait naître l'idée à vos amis et à vos ennemis, que vos moyens sont faibles, exciterait peut-être des doutes parmi vos partisans, et découragerait ceux qui seraient disposés de se joindre à vous. Il se peut encore que vous regardiez Huningue comme un peu trop éloigné du siége principal de vos opérations, et il faudra bien se garder

de vous affaiblir en donnant *trop d'étendue* à votre ligne.

Il est fort à desirer, si cette entreprise se fait, qu'elle se fasse entièrement du côté de la France; et je ne vois pas même comment vous pourriez la faire du côté de l'Allemagne, puisque, dans ce cas, il faudrait passer le Rhin deux fois. Vous êtes apparemment dépourvus de pontons et de bateaux; et comment passeriez-vous cette rivière? Il faut de toute nécessité entrer dans la ville par les portes de France; et je ne peux pas deviner quelle utilité vous pourriez tirer du passage de vos gens sur le territoire d'Allemagne. Au reste, je ne peux vous conseiller de commencer vos opérations par une violation de territoire.

Ce sera donc à vous et au comité à peser tous les avantages et tous les inconvéniens de cette entreprise, soit qu'elle réussisse ou qu'elle ne réussisse pas, et je ne doute pas que votre décision sur ce point important ne soit pour le mieux. Mais dans le cas que vous décidiez *à ne pas la tenter*, il faudrait alors penser à s'assurer d'une autre voie *sûre* de communication avec Fribourg.

Quant aux pays qui environnent les villes que vous m'avez indiquées, je n'ai pas besoin de vous faire observer que leur occupation demandant la présence d'une partie de vos forces, il ne serait pas convenable de vous affaiblir en faisant des détachemens pour cet objet, qu'autant que ces pays seraient absolument nécessaires à la marche de vos principales opérations militaires, soit par les positions ou par les secours en approvisionnemens qu'ils offrent.

Il ne faut pas penser à la citadelle de Stras-

bourg ; elle est trop éloignée du pays où vous agirez, et d'ailleurs il ne nous faut pas entreprendre au-delà de nos moyens.

Pour ce qui regarde le moment propice pour commencer votre attaque, j'aurais desiré qu'il fût différé de quelques semaines, afin que j'eusse plus de tems pour faire les dispositions nécessaires de mon côté ; mais je sens vivement la force des motifs qui vous engagent à agir promptement et sans délai, et je suis entièrement d'accord avec vous, que si vous laissez sacrifier Moreau à la haine et à la jalousie du premier Consul, vous perdrez par-là l'assistance de ses nombreux partisans. Je vous conjure cependant de ne pas vous montrer le moins du monde, avant que vos mesures ne soient toutes préparées et en règle. Tout doit être calculé, combiné et arrêté d'avance, afin que, le masque une fois levé, on n'erre pas à l'aventure, que chacun sache exactement son poste et ce qu'il a à faire, et que le premier coup parti, on agisse d'abord par-tout (et sur-tout à Paris même), pour ne pas laisser au Gouvernement le tems de se remettre de sa première stupeur.

Quoique vous ne me parliez pas des progrès que vos agens ont faits dans leurs tentatives pour gagner des partisans dans l'armée, je dois supposer que ces tentatives ont complètement réussi, et que vous vous êtes *assuré* d'une puissante diversion de ce côté-là, puisque, sans cet aide, vos opérations seront bornées à faire insurger trois ou quatre départemens, ce qui ne pourrait guère réussir *à la longue*, en supposant que le premier Consul conserve assez de pouvoir sur ses troupes pour les faire marcher contre vous.

Votre aide-de-camp cependant m'assure que toutes les mesures sont déjà préparées à cet égard ; et dans le cas qu'elles soient déjà suffisamment mûries, on pourrait en augmenter l'effet, en proposant aux soldats un petit surcroît de paie au-delà de ce qu'ils reçoivent du Gouvernement actuel.

J'ai reçu votre lettre du 15 de ce mois, dans laquelle vous m'annoncez la réception des 10,114 liv. 17 s. 6 d. que je vous ai envoyés le 9, et je vous envoie présentement la somme de 14,976 liv. (603 louis d'or à 24 liv., 42 ducats à 12 liv.), que votre aide-de-camp vous remettra. C'est tout ce que j'ai pu trouver ici, soit en louis d'or, ducats ou lettres de change ; mais il est adressé à Stuttgard, où il trouvera, à ce que j'espère, le complément, ou à-peu-près, de la somme que vous demandez. Il est très-instant que je sois instruit *sur-le-champ* du moment que vous aurez fixé pour commencer vos opérations, et des *époques précises* quand des secours ultérieurs vous seront nécessaires, ainsi que du montant des secours, afin que j'aie le tems de prendre mes mesures pour en faire la provision, et que les opérations ne languissent pas faute d'alimens. Vous pouvez m'envoyer le citoyen Müller avec ces informations, lequel d'ailleurs me sera très-nécessaire, parce que je n'ai personne auprès de moi dont je puisse disposer dans les incidens qui pourraient survenir à chaque instant. Je vous prie donc très-instamment de faire partir ledit citoyen le plutôt possible, en le prévenant qu'il doit venir *directement* chez moi. Il fera bien de ne pas amener une voiture avec lui.

Je dois vous prévenir que les bureaux de poste sont tellement surveillés qu'il serait dangereux de se fier trop à ce mode de communication ; vous pourrez pourtant écrire de tems en tems par cette voie, en ayant soin que ce qui est écrit en encre ordinaire, ne soit pas insignifiant pour éveiller les soupçons de ceux qui ouvrent les lettres. Il faut aussi se servir du chiffre que j'ai remis au citoyen Müller, à son premier départ d'ici, et écrire assez énigmatiquement pour qu'une découverte n'ait pas lieu dans le cas même qu'on parviendrait à faire ressortir l'encre sympathique.

La personne que vous placerez à Fribourg devra nécessairement être parfaitement instruite de tout ce qu'elle aura à faire pour maintenir la communication. Tous les obstacles et toutes les entraves qui pourraient lui survenir, quant à cet objet, doivent être prévus d'avance, et les moyens préparés pour y remédier ; ce sera sans doute une personne qui jouit de la confiance entière du comité. J'ignore s'il trouvera des difficultés à se fixer à Fribourg ; mais dans ce cas, il faudrait qu'il se plaçât dans une de ces petites villes du voisinage (en Allemagne), en me donnant avis sur-le-champ de l'endroit qu'il aura choisi. Constance ou Hechingen (sur-tout la dernière ville), pourrait nous convenir, mais il faut qu'il soit muni de passe-port, et qu'il ait quelques motifs ostensibles pour son voyage, comme, par exemple, celui de commis voyageur d'un négociant en vins en autres.

Je renouvelle encore mes instances à ce que le citoyen Müller soit envoyé ici sur-le-champ.

J'espère qu'il aura reçu mon billet le 10 de ce mois, relatif à cinq de ses lettres qui ont été renvoyées par les officiers de la poste. Deux de celles-ci, datées des 18 et 19, me sont parvenues directement de Kehl; les trois autres me manquent encore, et je le prie de les faire retirer, ainsi que ledit billet (en cas qu'il ne l'eût pas reçu), dont je lui ai envoyé une triple copie à Cassel, Francfort et Kehl. Je lui recommande spécialement de ne pas passer la frontière de France en voyageur, mais à pied.

Recevez, monsieur, les assurances de ma parfaite considération. A.

N°. VII.

Duplicata.

MONSIEUR,

Nous nous empressons de vous fournir ci-contre l'état des effets que nous nous occupons de vous expédier par voie sûre. En attendant, la présente vous servira d'avis. Toujours privés de vos chères nouvelles, nous avons l'honneur d'être avec beaucoup d'estime,

Monsieur,

Vos très-humbles et très-obéissans serviteurs,
LE BLOND et Co[e].

Nous joignons à notre paquet quelques gazettes de nos contrées, qui nous ont paru susceptibles de quelque intérêt chez vous.

LE B.

LISTE.

Première qualité.

N. 4.	R. 16.
G. 16.	M. ou R. 20.
F. 34.	G. 31.
L. 15.	F. 15.
P. 43.	M. 4.
H. 47.	F. 18.
K. 20.	F. 34.
G. 31.	G. 17.
M. 50.	R. 56.
G. 21.	M. 14.
R. 45.	

Deuxième qualité.

R. 5.	L. 57.
F. 30.	F. 34.
R. 4.	P. 8.
P. 6.	H. 16.
G. 27.	L. 18.
G. 35.	M. 34.
F. 29.	P. 4.
F. 25.	R. 50.
M. 8.	S. 20.
R. 27.	M. 13.

Troisième qualité.

P. 13.	R. 20.
M. 13.	P. 33.
G. 33.	F. 29.
F. 21.	F. 1.

L. 52.	F. 13.
B. 26.	M. 14.
L. 15.	P. 14.
G. 15.	G. 15.
P. 16.	H. 17.
P. 13.	P. 11.
N. 16.	F. 29.

Quatrième qualité.

N. 44.	L. 21.
G. 15.	G. 31.
R. 45.	N. 16.
N. 49.	F. 26.
F. 25.	F. 16.
P. 1.	G. 41.
L. 8.	M. 4.
F. 21.	M. 20.
F. 29.	G. 28.
R. 15.	F. 55.

La suscription de cette lettre est ainsi conçue:

Stuttgard.

A

M. C. P. Lelièvre, chez M. N. Osy fils, et compagnie, négocians,

à

Rotterdam.

Hollande.

No. VIII.

Extrait d'une lettre de Londres, du 16 décembre 1803 (1).

Vous connaissez, mon ami, les rapports de

(1) Cette lettre est écrite par l'abbé Ratel, l'un des complices du 3 nivôse.

confiance et d'amitié qui me lient avec Corbini (Sydney-Smith) et toute sa famille; le frère cadet (Spencer-Smith) est ministre plénipotentiaire à la cour de Stuttgard, où il sera rendu au mois de janvier prochain. Il m'a démandé un secrétaire de confiance : je compte lui envoyer l'abbé Pericaud. Leger qui connaît le frère de Corbini (Spencer-Smith) desirerait que je pusse lui faire adresser une fois la semaine, directement de France, un extrait des bulletins de Pain (M. Hammon, sous-secrétaire d'Etat) qui le mettrait au fait de tout ce qu'il serait bon qu'il sût, pour bien remplir la mission qu'il espère pouvoir rendre, dans peu, très-intéressante à son pays et à notre cause, à cause de son voisinage des frontières de France, et *où il compte renouveler plus utilement le rôle de Wickham*. Il m'a provisoirement laissé trois adresses auxquelles on peut lui écrire en bleu (car je l'ai mis au fait de cette manière d'écrire), jusqu'à ce qu'il puisse m'en donner d'autres quand il sera établi sur les lieux : ces deux adresses sont : 1°. à M. le baron Jean de Herbert, officier allemand, chez M. le fils de Keller, banquier à Stuttgard ; 2°. *idem*, chez M. Frank, banquier à Strasbourg : vous jugerez s'il ne serait pas plus convenable de mettre la lettre avec le nom du baron sous une enveloppe, avec un des deux noms des banquiers. Le frère de Corbini (Spencer-Smith), m'a instamment prié de tâcher de lui procurer, par l'entremise de mes amis de Paris, des renseignemens sur Didelot, qui est passé de la place de préfet du palais à celle de ministre plénipotentiaire de Dupré (Bonaparte) à la cour de Würtemberg. Comme

il va se trouver tous les jours en face de Didelot, comme il s'attend à en être espionné, il lui est bien important de connaître à fond cet homme, c'est-à-dire, son caractère, son genre d'esprit, sa façon de penser, ses qualités, ses moyens et le role qu'il a joué dans la révolution, etc. S'il était possible d'étendre les renseignemens à ses secrétaires d'ambassade, le frère de Chambry (Sidney-Smith) n'en connaîtrait que mieux les hommes à qui il doit avoir à faire.

Nº. IX.

Copie de deux lettres écrites d'Angleterre, à l'agent établi à Abbeville.

Du 26 décembre 1803.

Cette lettre, mon bon et cher ami, doit être portée par Pruneau (1), qui va se rendre à bord du cutter qui m'est revenu pour la sixième fois sans avoir réussi; le capitaine assure avoir passé quatre heures entières dans la baie, la nuit du 15 au 16 décembre, et n'avoir aperçu qu'une lumière au Tréport; même il a ajouté que la mer était mauvaise: il est reparti le 21 pour ne revenir que le 25 ou 26: s'il n'a pas encore réussi, Pruneau s'embarquera et ira lui-même montrer le point de baie. Il est bon que Lepage (Le Clerc) sache que Boutin (Right, aide-de-camp du commodore) n'est plus chargé de ma correspondance, parce qu'il est employé à d'autres opérations

---

(1) Pruneau, (inconnu quant à présent).

sous la direction de Jabineau ; mais Dumoulin (Right, aide-de-camp du commodore) se sert, à ce qu'il paraît, du Tréport de tems en tems. Sallin (M. Hammon) a eu la bonté de me confier que Laurent) le capitaine Wirght) avait touché au Tréport le 7 de ce mois ; mais que la neige qui couvrait le rivage avait empêché les hommes de terre de venir à lui pour l'échange des paquets, dans la crainte que les traces de leurs pas ne décélassent le point de communication : l'on s'est en conséquence donné un rendez-vous du 13 au 20 suivant. Il a eu lieu le 23 ; j'en ai la certitude par Pain (M. Hammon) lui-même, qui m'a dit avoir eu des dépêches par-là, et qui était désolé, par l'intérêt et l'amitié qu'il porte à Dufour (Lemoine ou Ratel), que ses amis n'eussent pas profité de l'occasion pour lui envoyer ses paquets. J'attends avec impatience Laurent (le capitaine Wright), qui doit arriver ici incessamment, pour avoir l'explication de cet étrange fait, qui m'a confondu sous tous les rapports. Je présume que Dumoulin (Right, aide-de-camp du commodore), pour ne pas faire de tort à mon capitaine, et pour ne pas l'humilier, n'aura pas voulu se charger de mes paquets. Il est dur d'être sacrifié à de pareilles considérations ; mais il est bien important, mon ami, que vous sachiez et que vous me mandiez tout ce qui s'est passé au Tréport ; cela doit vous donner la mesure de la confiance que Dufour (Le Moine) (1) ; doit avoir envers les Tréportiens,

(1) C'est l'abbé Ratel, qui à Londres porte le nom de Le Moine.

et le faire juger s'il doit encore servir de ce point de correspondance : il est bon d'observer cependant que Laurent (le capitaine Wright) n'en a eu connaissance, et qu'il n'en a fait usage que d'après ce que Turpin (Le Moine), Hutin (La Besace) (1), et les quatorze, lui en ont dit et montré ; ainsi le point est bien à nous, et nous ne devons pas souffrir patiemment qu'on nous le souffle. Je ne m'opposerais pas à ce que Dumoulin (Right, aide-de-camp du commodore) s'en serve, pourvu que ce soit avec notre agrément, et qu'il voulût en même tems se charger de nos paquets; voilà au reste, mon ami, l'état des choses. Quand j'aurai vu Laurent (le capitaine Wright) et quand Lepage (Bailly) (2) m'aura écrit à ce sujet, je serai plus en état de me déterminer; au surplus Pruneau va aller sur les lieux avec le bâtiment que le gouvernement a mis à mon entière disposition; il emmenera Michel que Pain (Hammon) va forcer Boutin (Right) de nous rendre. Vous pouvez juger de là si je suis soutenu par le gouvernement : jamais aucun Français n'y a eu autant d'accord et de confiance. Le ministère est satisfait au-delà de ce que je pourrais exprimer, des dépêches que je lui ai remises. D'après ce que Pruneau m'a rapporté de la part de Dufour (Le Moine) (3), j'ai promis qu'elles deviendraient plus intéressantes par la suite. Cette annonce a fait le plus

(1) La Rose, échappé aux recherches à Boulogne, dans le mois de fructidor an 11.

(2) C'est Leclerc, ancien professeur au séminaire de Saint-Marcel : c'est l'agent qui était établi à Abbeville.

(3) Ratel.

grand plaisir. Il n'y a qu'une chose qui peine et qui chagrine, c'est l'incertitude et l'inexactitude des arrivées; j'espère au moins que Denis (Lacoste) nous fera des envois exacts par la Hollande : je sens, comme vous, mon ami, que la Hollande est moins favorable que la côte de France, et qu'il ne faut pas négliger l'une pour l'autre; mais comme la première a l'avantage de l'exactitude et de la certitude du service, je pense que sous ce rapport elle doit être autant soignée que possible.... D'après tout cela, mon ami, n'épargnez rien, tant pour ajouter de l'intérêt à la correspondance, que pour assurer sa prompte et exacte arrivée tant par la France que par la Hollande; les fonds ne nous manqueront pas, et soyez certain que je ne perds et ne perdrai jamais de vue le sort futur de Gemefroid (Bailly) et de tous ceux qui le secondent; pour peu que ceci dure, ni lui ni eux n'auront rien à redouter pour l'avenir, quelle que soit l'issue de la lutte actuelle. Pruneau m'a dit que Leger (Bailly) était allé à Paris pour activer nos amis; je connais trop sa prudence et son expérience pour m'alarmer sur cette détermination. Je vous avoue cependant que je suis impatient d'apprendre qu'il en est de retour. Je vois que Julien (l'Adjoiut) nous est bien plus utile que Vermeil; vous pouvez mettre le premier à la tête de tous, en ménageant cependant l'amour-propre du dernier : tenez-vous donc pour dit à jamais que Lepage (Bailly) est le maître de faire tout ce qu'il jugera le plus convenable pour le plus grand avantage de notre chose.

Si Dufour (Le Moine) avait recueilli quelques renseignemens sur l'agence du roi à Paris,

il

il me ferait plaisir de m'en faire part : dans ma prochaine lettre, je l'instruirai en détail de la mauvaise boutique qu'il y a ici. Je voudrais bien qu'Hector pût nous être utile, et que Lepage (Bailly) pût l'adjoindre à nos amis d'une manière aussi avantageuse pour nous que pour lui; il doit avoir des accointances avec les agens royaux à Paris. Nous n'avons eu aucun détail sur Toulon; tâchez de nous en procurer. Sur toute chose, n'épargnez rien pour avoir un émissaire sûr dans l'agence des patriotes irlandais à Paris, et pour découvrir leurs projets et menées, ainsi que la manière dont ils correspondent avec leur parti. On n'a pas ici les signaux de mer; mais on ne ferait de sacrifice pour les avoir qu'autant que l'on serait sûr qu'ils ne changeront pas souvent, et que dans le cas de leur changement on pût en être promptement averti, afin de n'être pas induit en erreur. Si vous croyez, mon ami, que Villon ne pussse être employé, faites-lui donner dix louis de ma part, par forme de gratification. J'envoie à Ravoisié (Lacoste), à Rotterdam, une nouvelle lettre de crédit de la valeur de 2000 livres sterl. : vous me ferez plaisir de m'envoyer vos comptes, quand cela vous sera possible. Tous les détails que Léger (Bailly) a donnés à Dufour (Le Moine) sur les prisonniers (1), et ceux qui sont en fuite, et ce que Remusat lui en a appris, l'ont beaucoup soulagé; il faut continuer de les bien soigner tous, sans excepter ceux des matelots détenus au Tem-

(1) Il s'agit ici des personnes détenues à Montreuil, et de celles qui se sont soustraites aux recherches faites à Boulogne il y a trois mois.

ple (2) qui sont des nôtres; il faut de plus assister leur famille à Boulogne. Je suis bien satisfait de la mère de Couturier (Montsec); dites-le leur. Toute réflexion faite, mon ami, je révoque l'ordre de congé de bail de la maison des Chiens (Charenton). Je suis décidé de la garder à mon compte comme par le passé. Je suis bien charmé que Montauban (Montsec) y soit resté, et qu'il puisse continuer de prendre soin de mes effets. Ne m'envoyez pas mes lorgnettes ni le linge que j'avais chargé Remusal de me faire expédier. C'est une satisfaction pour moi de pouvoir penser que si un événement heureux me ramenait en France, j'y trouverais encore un gîte bien fourni pour me recevoir. Je reçois à l'instant l'avis que la caisse de linge, expédiée par Calais, est arrivée à Douvres, mais on ne dit rien du Curaçao.

Il est bon, mon ami, que Lepage (Bailly) sache que le gouvernement anglais est plus disposé qu'il n'a jamais été a reconnaître publiquement Louis XVIII pour roi de France. Biset (Addington) l'a déclaré formellement avant-hier à Barre (le comte d'Artois), en l'assurant que le parti de l'opposition y résisterait faiblement. Ils ont eu ensemble une longue conférence à ce sujet; ceci est encore secret.

Ce 31 décembre.

Je vous souhaite, mon ami, une bonne année, plus heureuse que les précédentes. J'ai vu hier, Boutin (Right, aide-de-camp du commodore),

---

(1) Ce sont les quatre matelots détenus à Pélagie.

avec qui j'ai eu une franche et amicale explication; d'où il résulte qu'il a communiqué pour le compte de Beaucousin (Pichegru), non pas au Tréport, mais un peu au-dessus, du côté de Dieppe. Je crois qu'il ne serait pas difficile de nous rendre mutuellement communs nos points de communication ; car Duval (Le Moine) est plus que jamais en relation de confiance, d'amitié et d'affaires avec Bouchard (Pichegru). Mais avant d'etablir une semblable réciprocité, je desire avoir votre avis et agrément, et savoir si nos hommes pourraient sympathiser avec les siens. Varenne (Sidney-Smith), qui est en station devant Flessingue, m'a mandé qu'il pourrait facilement communiquer avec Denis (Lacote), et faire prendre chez lui, à Rotterdam, les dépêches qu'il aurait à m'envoyer. J'ai envoyé une lettre de crédit à Corbin, pour qu'il puisse mettre ses amis de Vallon en rapport avec Poupart (Lacote).

Boutin (Right), qui vient de me venir voir, m'a exposé, mon ami, qu'il y avait de grands inconvéniens à aller dans la baie au point indiqué, parce que la chaloupe pourrait y rencontrer des embarcations ennemies sortant ou rentrant, et qu'en outre la chaloupe pourrait être vue de tous points du rivage de la baie : en conséquence, Dumoulin pense qu'il vaudrait infiniment mieux choisir un autre point, au pied des falaises, entre la mer et le bourg d'Eu, qu'il y serait facile d'y trouver et de déterminer. Comme il a une connaissance approfondie de tous ces parages, il croit que si, par quelque cause que ce soit, le Tréport devenait impraticable, on pourrait trouver un point de com-

munication extrêmement convenable entre la Somme et Der, à l'embouchure d'une petite rivière qui est entre les deux dernières.

Adieu, mon ami, je vous embrasse du meilleur de mon cœur. Mille tendres et sincères complimens à tous nos amis et amies communs.

Il y a bien long-tems que le pauvre Pivert (Eugène) est privé du plaisir de vous écrire; il vous embrasse aussi tendrement qu'il vous aime, et vous souhaite autant de bonheur que vous en méritez; il vous prie d'être son interprète auprès de Sangrin (Lebrun), qu'il aime toujours de tout son cœur; dites-lui aussi beaucoup de choses aimables de la part de mon frère. Nous parlons de ce bon Sangrin (Lebrun) bien souvent. Adieu, bon et sincère ami; continuez-moi vos bontés, et croyez à la reconnaissance de la personne qui vous embrasse de tout son cœur. Ma santé est un peu meilleure; j'espère que le printems la rétablira entièrement.

N°. X.

3 janvier 1804.

Le tems étant devenu meilleur, mon ami Pruneau est parti hier de grand matin pour Deal, à l'effet de s'y embarquer sur le cutter chargé du service de notre correspondance: mais à midi, j'ai reçu une lettre de Montfort (le colonel Smith frère) qui m'apprenait que l'amiral de Deal avait donné une autre destination à ce cutter; j'étais... car depuis huit mois je n'ai cessé d'être contrarié par l'amirauté, qui ne s'entend pas trop bien avec le

département des affaires étrangères, et qui m'a, à cause de cela, suscité mille tracasseries. Je suis aussitôt allé trouver Boutin (Right, aide-de-camp du commodore), pour nous rendre ensemble chez Pain) M. Hammon), qui a été aussi faché que moi de ce contre-tems ; alors Boutin (Right, aide-de-camp du commodore), par le desir de faire quelque chose d'agréable à l'un comme à l'autre, s'est offert de faire le service de notre correspondance, en même tems que les affaires de Jabineau ; cette offre a été acceptée avec empressement : d'après cela, mon ami, nous n'aurons plus à faire qu'à Boutin (Right), qui ira de tout cœur et d'inclination. Il exige cependant que nous ne confondions pas les affaires de Bouchard (Pichegru) avec les nôtres, afin que s'il arrivait un malheur aux uns, il ne pût devenir nuisible aux autres, et qu'il n'y ait pas lieu à se faire de reproches de part ni d'autre, etc.

Il paraît que Laurent (capitaine Wright) ne voudrait pas que nous cherchions à établir un point de communication au-delà de Tréport, réservant tout ce qui est à l'ouest pour Beaucousin (Pichegru); mais vous pouvez en établir tant qu'il vous plaira à l'est, c'es-à-dire, depuis le Tréport jusqu'à Etaples ; il pense que l'embouchure de   serait très-favorable ; il préférerait aussi un point entre le Tréport et le bourg d'Eu à celui fixé dans la baie, parce qu'il trouve beaucoup d'inconvéniens à s'y enfoncer. D'après tout cela, mon ami, ne cherchez pas à vous lier avec les gens de Bouchard (Pichegru); mais tâchez seulement de connaître leurs moyens et leurs ressources. Comme Michel, le prêtre,

va être mis à bord *du Volcan*, que commande Boutin (Right), il l'emploiera à notre service; cela n'empêchera pas Pruneau d'y aller. Adieu, mon ami; j'espère que tout va aller bien, d'après ce nouvel arrangement.

Voudriez-vous que je vous envoyasse Courrier de Londres, qui paraît deux fois la semaine, et l'Ambigu de Pelletier, qui ne paraît que trois fois par mois! Ecrivez directement à Laurent (Wright), quand vous aurez quelque chose d'important à lui communiquer, et qu'il sera à propos qu'il sache promptement; ne lui écrivez que sous le nom de Laurent, qui est le seul qu'il connaisse.

Je voûs embrasse de tout mon cœur, etc.

4 janvier.

Dumoulin (Right) a quitté hier Londres; mais il ne sera pas prêt à mettre en mer avant trois ou quatre jours. J'ai tout lieu de croire, mon ami, que notre affaire va aller bien : j'ai eu hier la certitude que Pain (M. Hammon) l'avait recommandée d'une manière spéciale à Boutin (Right), de la part même du gouvernement, qui y attache une grande importance; ainsi Pruneau ne sera pas à la côte avant trois jours. J'ai eu presque la certitude, hier soir, que c'était le grand Raoul (1), qui connaît parfaitement Lesourd (La Besace), et que je crois m'être particulièrement attaché, qui fait aller la correspondance de Bouchard (Pichegru); dans

(1) C'est certainement Saint-Vincent, anciennement Raoul, qui, en effet, faisait mouvoir les affaires de Pichegru, et est connu de Troche particulièrement.

ce cas, il n'y aurait aucun inconvénient à ce que Hutin (La Besace) (1) cherchât à le voir et à s'entendre avec lui pour s'entr'aider réciproquement : je suis persuadé que vous seriez content vous-même, si vous jugiez à propos d'avoir une entrevue avec lui. Raoul doit connaître Troche, et avoir des rapports avec lui. J'ai écrit à Poupart (Lacote) (2) de m'envoyer ses marchandises par Hambourg, si les bâtimens hollandais cessent de venir en Angleterre ; ce qui est fort à craindre, par la défense que vient de faire le gouvernement de ne plus laisser entrer dans la Tamise aucun vaisseau sous pavillon neutre, venant des pays occupés par les troupes de la République. J'espère d'ailleurs que Denis (Lacote) pourra se mettre en rapport avec Corbin (Sydney-Smith), qui croise devant Flessingue ; mais quand cela aurait lieu, recommandez-lui de m'envoyer les doubles de toutes ses expéditions par Hambourg.

Adieu, encore une fois, mon ami.

---

(1) La Besace doit être l'abbé Delaporte.
(2) Ce Lacote est posté en Hollande.

FIN.



